

Université de Montréal

« Un peuple se sauve lui-même »

**Le Solidarity Movement et la restructuration de l'activisme afrikaner
en Afrique du Sud depuis 1994**

par Joanie Thibault-Couture

Département de science politique, Faculté des Arts et des Sciences

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de doctorat en science politique

Janvier 2017

© Joanie Thibault-Couture 2017

Résumé

Malgré la déliquescence du nationalisme afrikaner causée par la chute du régime de l'apartheid et la prise du pouvoir politique par un parti non raciste et non ethnique en 1994, nous observons depuis les années 2000, un renouvellement du mouvement identitaire afrikaner. L'objectif de cette thèse est donc de comprendre l'émergence de ce nouvel activisme ethnique depuis la transition démocratique. Pour approfondir notre compréhension du phénomène, nous nous posons les questions suivantes : comment pouvons-nous expliquer le renouvellement de l'activisme afrikaner dans la « nouvelle » Afrique du Sud ? Comment sont définis les nouveaux attributs de la catégorie de l'afrikanerité ? Comment les élites ethnopolitiques restructurent-elles leurs stratégies pour assurer la pérennité de la catégorie dans l'Afrique du Sud post-apartheid ? Qu'est-ce que la résurgence d'une afrikanerité renouvelée nous apprend sur l'état de la cohésion sociale en Afrique du Sud et sur la mobilisation ethnolinguistique en général ?

La littérature sur le mouvement post-apartheid fait consensus sur la disparition du nationalisme afrikaner raciste, mais offre peu d'analyses empiriques et de liens avec les nombreux écrits sur le mouvement nationaliste afrikaner pour comprendre les dynamiques de ce nouveau phénomène et effectue peu de liens avec les nombreux écrits sur le mouvement nationaliste afrikaner. Notre argument est que le nouvel activisme afrikaner est en continuité avec la trajectoire du nationalisme afrikaner, plus précisément avec le courant conservateur. Les entrepreneurs ethnopolitiques suivent les voies tracées par leurs prédécesseurs en reproduisant des stratégies politiques, institutionnelles ainsi qu'une structure idéologique dont les fondements sont semblables à ceux du mouvement nationaliste.

Les entrepreneurs ethnopolitiques structurent l'activisme afrikaner selon trois processus. D'abord, ils procèdent au cadrage des nouveaux attributs de la catégorie en faisant notamment de

l'autosuffisance communautaire, le cœur de l'afrikanerité. Ensuite, ils essayent d'institutionnaliser une nouvelle catégorie identitaire, qu'ils appellent les minorités discriminées raciales et ethniques. Ce processus de *group-making* vise à susciter une action collective déployée autant au niveau national qu'international, pour exercer une pression sur le gouvernement de l'ANC, accusée de discriminer les Afrikaners. Enfin, les entrepreneurs ethnopolitiques mettent sur pied un réseau d'organisations ethniques pour assurer la reproduction de l'afrikanerité et assurer la survie ethnique. Ces niches écologiques permettent de se substituer à l'État en offrant aux membres de la communauté des services et en créant des espaces réservés à la routinisation de l'afrikanerité.

Mots-clés : Afrikaner ; nationalisme ; activisme ethnique ; Afrique du Sud ; entrepreneurs ethnopolitiques ; minorités ; cadrage ; dépendance au sentier ; changement institutionnel.

Summary

The thesis aims at understanding the restructuration processes of the Afrikaner movement following the South African democratic transition. Despite the collapse of Afrikaner nationalism caused by the end of the apartheid regime and the seizure of political power by a non-racist and non-ethnic party in 1994, we have seen a renewal of the Afrikaner identity movement since the 2000s. The aim of this thesis is therefore to understand the emergence of this new ethnic activism since the democratic transition. To deepen our understanding of the phenomenon, we ask the following questions: how can we explain the renewal of Afrikaner activism in the « new » South Africa? How are the new attributes of the Afrikaner category redefined? How do the ethno-political elites restructure their strategies to ensure the reproduction of the category within the new national context? What does the resurgence of a renewed Afrikanerity tell us about the state of social cohesion in South Africa and the ethnolinguistic mobilization in general?

The literature on the post apartheid movement makes consensus on the death of the racist Afrikaner nationalism but offers little empirical analysis to understand the dynamics of this new phenomenon and the links with the many writings on Afrikaner nationalism are not made. To remedy these empirical shortcomings, our argument is that the new Afrikaner activism is in continuity with the trajectory of Afrikaner nationalism, more precisely with the conservative current. Ethno-political entrepreneurs follow the paths traced by their predecessors by reproducing political and institutional strategies as well as an ideological structure whose foundations are similar to those of the nationalist movement. However, continuity means that institutions must adapt to changing contexts in order to persist over time. In our case, the democratic transition has paved the way for institutional adaptation processes and historical awakening.

Afrikaner activism is restructured through three processes. Ethnopolitical entrepreneurs are engaged in a framing process of the new attributes of the category in which community self-sufficiency is defined as the heart of Afrikanerity. Then, these elites try to institutionalize a new category as the new foundation of the political action of the movement. This is how ethnopolitical entrepreneurs mobilize what they call discriminated racial and ethnic minorities. This group-making process aims to stimulate collective action by depicting a frame of injustice to prove that Afrikaners are discriminated against by the government. This political strategy is deployed both nationally and internationally to exert pressure on the ANC government. Finally, ethnopolitical entrepreneurs have set up a network of ethnic organizations to ensure the reproduction of Afrikanerity and ensure ethnic survival. These ecological niches make it possible to replace the State by offering the members of the community services and by creating spaces for the routinization of Afrikanerity.

Keywords : Afrikaner ; nationalism ; ethnic activism ; South Africa ; ethnopolitical entrepreneurs ; minorities ; framing ; path dependancy ; institutional change.

Table des matières

Résumé	2
Summary	4
Table des matières	6
Liste des tableaux	9
Liste des abréviations	10
Lexique des termes afrikaans	11
Remerciements	12
Introduction « Un peuple se sauve lui-même » : le Solidarity Movement et la restructuration de l'activisme afrikaner en Afrique du Sud depuis 1994	16
1. Notre argument : l'activisme ethnique dans la continuité du mouvement nationaliste afrikaner	20
2. Méthodologie : l'étude de cas et les méthodes de recherche	21
3. Le labyrinthe des catégories identitaires sud-africaines	29
4. Le plan de la thèse	32
CHAPITRE 1 Revue de la littérature : de l'émergence du mouvement nationaliste afrikaner à l'activisme ethnique post-apartheid	35
1. La trajectoire du mouvement nationaliste du Nord : républicanisme, conservatisme et autodétermination afrikaner par les organisations extra-parlementaires	39
2. L'appel de la communauté : la destinée divine et la survie ethnique face à la domination de « l'Autre »	45
3. Les réformes de l'apartheid et la fracture du mouvement nationaliste	54
4. Les analyses du mouvement afrikaner post-apartheid : la mort du nationalisme et l'apparition des minorités discriminées	59
4.1 Nationalisme ou activisme ethnique ?	60
4.2 Les Afrikaners, la nouvelle minorité discriminée	65
5. Conclusion : la mobilisation afrikaner entre continuité et transformation	68
CHAPITRE 2 Cadrage théorique : entre passé, présent et futur. Comprendre la restructuration du mouvement identitaire afrikaner post-apartheid	70
1. Le passé : comprendre la continuité et le changement institutionnels	74
2. Le présent : les processus de restructuration idéologique et de l'action politique	85
2.1 Le cadrage de l'autosuffisance afrikaner	89
2.2 Le group-making des minorités ethniques et raciales discriminées	91
3. Le futur : l'institutionnalisation des niches d'autosuffisance afrikaner	94
4. Conclusion : le SoMo en continuité avec le nationalisme afrikaner	98
CHAPITRE 3 « From apartheid institutions to post-1994 institutions » : l'émergence du SoMo et le mouvement afrikaner post-apartheid	100

1. La trajectoire de la Mine Workers Union-Solidarity : de « laissé-pour-compte » à figure de proue du nouvel activisme ethnique.....	102
1.1 Des origines à la transition démocratique	103
1.2 La création de Solidarity, le « super afrikaner trade union »	109
2. L'ABB, le NP et la « nouvelle » Afrique du Sud : « making sure that the Afrikaners were embarking in the transition ».....	119
3. Conclusion : les consensus et les tensions du mouvement afrikaner post-apartheid	127
CHAPITRE 4 « <i>Our survival is to take more self-responsability</i> » : le cadrage de l'afrikanerité par le mythe de l'autosuffisance.....	129
1. L'afrikanerité par le mythe de l'autosuffisance : retrouver l'authenticité ethnique.....	132
2. L'interprétation de l'apartheid comme une anomalie historique	141
3. La définition d'un nouvel « Autre ».....	146
4. Conclusion : le cadrage de la « vraie » afrikanerité	153
CHAPITRE 5 « <i>Transformation killed the Rainbow Nation !</i> » : le processus de création de la catégorie des minorités (raciales et ethniques) discriminées.....	156
1. L'interprétation de politiques publiques comme de l'injustice envers les minorités raciales.....	160
2. La campagne 'anti-affirmative action' : à la défense de la catégorie des minorités raciales discriminées.....	165
3. La pression à l'international en matière de protection des minorités ethniques discriminées	175
3.1 La menace de l'uniformisation linguistique	177
3.2 « The most severe form of discrimination imaginable » : la campagne contre les farm attacks.....	182
4. Conclusion : les anciens suprémacistes blancs à la défense des droits des minorités.....	187
CHAPITRE 6 « <i>Un peuple se sauve lui-même</i> » : le SoMo et l'institutionnalisation de l'autosuffisance afrikaner	190
1. « Self-reliant and self-respecting communities as the building blocks for a successful Africa » : le développement des communautés locales par Afriforum et Helping Hand.....	193
1.1 « The right to a meaningful existence » : Afriforum à la défense des communautés afrikaners.....	194
1.2 « What about the whites ? » : Helping Hand et le retour du « poor-white-afrikaner issue ».....	203
2. Sol-Tech et Akademia : l'autonomisation de la communauté par la mise en œuvre de l'input-based approach	211
2.1 « Free participation in economic activity by members of minority communities » ! : Sol-Tech et l'éducation professionnelle pour contourner les politiques d'affirmative action	212
2.2 « Mother tongue education to the highest levels » ! : Akademia et la protection de l'afrikaans comme langue d'enseignement universitaire	215
3. Les courroies de transmission de la nouvelle afrikanerité : Maroela Media, Kraal Publications et la FAK	218
3.1 Maroela Media : entre média d'informations et diffusion de « l'Afrikaner way of life »	219
3.2 Kraal et la popularisation de « l'histoire héroïque des Afrikaners ».....	224
3.3 Créer une nouvelle FAK : la reconstruction d'un pilier du nationalisme afrikaner	226
4. Conclusion : la survie ethnique, entre continuité (raciste) et futur	230

Conclusion Qu'est-ce que la restructuration de l'activisme afrikaner post-apartheid nous apprend?	232
1. Contributions empiriques : selfstanderpolitiek, rejet des arrangements constitutionnels et persistance des frontières identitaires héritées du passé.....	235
2. Contributions théoriques : la « mort du nationalisme » et les divisions intra-catégories comme moteur du changement	240
3. Contributions méthodologiques : validité externe et ouverture de la comparaison	243
4. La nation arc-en-ciel après vingt ans de démocratie	246
Annexe 1 – Récapitulatif des entretiens et des rencontres	249
Bibliographie.....	251

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : LES INSTITUTIONS DU SOLIDARITY MOVEMENT ÉTUDIÉES.....97

Liste des abréviations

AA	Affirmative Action
AB	Afrikaner Bond
ABB	Afrikaner Broederbond
ABN	Afrikaner Burgerlikte Netwerk
ANC	African National Congress
ATKV	Afrikaanse Taal en Kultuurvereniging / Afrikaans Language and Cultural Association
AVF	Afrikaner Volksfront
AWB	Afrikaner Weerstandsbeweging / Afrikaner Resistance Movement
BBBEE	Broad-Base Black Economic Emporwement
BSV	Broederbond Constitutional Policy Comittee
CERD	Comité pour l'élimination de la discrimination des Nations unies
CP	Conservative Party
DA	Democratic Alliance
EFF	Economic Freedom Fighters
FAK	Federasie van Afrikaanse Kultuurvereniging / Federation of Afrikaans Cultural Association
FF+	Freedom Front Plus
GNU	Gouvernement d'unité nationale
IFP	Inkhata Freedom Party
MWU	Mine Workers Union
NasPers	Nasionale Pers / National Press
NGK	Nederduitse Gereformeerde Kerk / Dutch Reformed Church
NNP	New National Party
NP	National Party
NRD	National Racial Demographics
NU	Nations unies
PUK	Université du Nord-Ouest, campus de Potchefstroom
OFS	État libre d'Orange
SACP	South African Communist Party
SALP	South African Labour Party
SAPS	South African Police Service
SAOU	South African Teachers Union
SETAs	Sector Education and Training Authorities
SoMo	Solidarity Movement
TAU SA	Transvaal Agriculture Union of South Africa

Lexique des termes afrikaans

Afrikaner	Signifie littéralement, africain. Le terme a été utilisé à une certaine époque pour parler des descendants néerlandais et huguenots établis à Cape Town et en périphérie donc la population urbaine. (voir la note de la page 46 pour plus de détails).
Apartheid	Développement séparé
Boer	Signifie littéralement « fermier ». Le terme boer était utilisé pour parler de ceux qui ont participé au Voortrek (voir plus bas) et qui ont établi les républiques du Transvaal et de l'Orange Free State.
Broedertwis	La « querelle entre les frères » : se réfère à la fracture du mouvement nationaliste entre les conservateurs et les « libéraux »
Kultuurpolitiek	La politique de la culture : se réfère à l'orientation du mouvement nationaliste du Nord qui priorisait l'autosuffisance culturelle
Partypolitiek	La politique partisane : se réfère au pragmatisme des joutes politiques quotidiennes. Associé au National Party et au nationalisme du Sud.
Reddingsdaadbond	Société pour le sauvetage de la nation
Selfstanderpolitiek	La politique « de se tenir debout » : nous nous référons à ce concept pour définir l'idéologie du Solidarity Movement qui vise à développer l'autosuffisance des communautés
Verkrampes	Les conservateurs ou les réactionnaires
Verligtes	Les éclairés ou les « libéraux »
Volksbeweging	Mouvement du peuple
Volkskapitalisme	Adaptation du système économique au caractère culturel afrikaner
Volkskongress	Congrès du peuple
Volkstaat	État du peuple (afrikaner)
Voortrek	Grand Trek : migration d'Afrikaners qui ont quitté la colonie du Cap pour s'établir hors de l'emprise britannique entre 1835 et 1846
Voortrekkers	Nom donné aux migrants du Voortrek

Remerciements

La réalisation de la thèse aurait été impossible sans le soutien financier de ces organismes : le Fonds société et culture, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les Offices jeunesse internationaux du Québec, le Fonds d'investissement des cycles supérieurs de l'Université de Montréal, la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université de Montréal et le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal. Je tiens aussi à remercier le Département de science politique de l'Université de Montréal, pour le soutien financier et les opportunités qui m'ont été offertes au cours de mes études doctorales.

Je tiens à remercier profondément plusieurs personnes, professeurs, collègues, amis et membres de ma famille, qui m'ont soutenu à leur manière dans cette grande aventure. Leur appui a été crucial : sans vous, je n'aurais pu traverser les nombreux défis qui ont parsemé mon chemin. D'abord, mon directeur de thèse, Mamoudou Gazibo, est la personne envers qui je serai éternellement redevable. En contact avec certains de ses écrits alors que je n'étais qu'une jeune étudiante au baccalauréat, je l'avais toujours perçu comme « le grand maître des études africaines ». Je me rappellerai toujours alors que j'étais en brousse au Mali lors d'un stage de recherche terrain, avoir lu « Introduction à la politique africaine » comme une bible qui guidait mes réflexions. L'honneur fut grand lorsqu'il accepta de me superviser dans ce qui allait devenir une des plus importantes expériences de ma vie à ce jour. Sa patience infinie, sa franchise, son érudition et son dévouement font de lui un directeur sans égal et une personne exceptionnelle.

Je tiens à remercier deux professeurs du Département de science politique de l'Université de Montréal. Je remercie d'abord Magdalena Dembinska qui m'a introduite au monde fascinant des études sur le nationalisme et l'ethnicité. Son cours a ouvert de nouveaux horizons qui ont par

la suite dirigé mes recherches, sans mentionner sa responsabilité dans la découverte de Rogers Brubaker. Je la remercie aussi d'avoir accepté de lire et commenter mon projet de thèse et son produit final, quelques années plus tard. Ensuite, je remercie aussi Frédéric Mérand, pour son enthousiasme général et pour avoir accepté de présider le jury de la thèse.

Je remercie mes collègues du doctorat, avec qui j'ai partagé bons et moins bons coups. D'abord, je suis choyée d'avoir eu la chance de partager mon quotidien avec mes deux collègues du « vrai » Pôle de recherche sur l'Afrique et le monde émergent, Julien Morency-Laflamme et Anne-Laure Mahé. Ensuite, je tiens à remercier particulièrement Alejandro Angel Tapias et Jean-Philippe Gauvin, collègues et amis au combat, avec qui j'ai partagé des moments heureux et difficiles. Je tiens aussi à remercier Cédric Jourde qui m'a appuyé tout au long de mon parcours aux cycles supérieurs, d'abord en tant qu'examineur interne de ma thèse de maîtrise, ensuite comme professeur en politique africaine au doctorat et enfin, comme collègue. Sans ses questions existentielles, je n'aurais pu me consacrer totalement à cette étude de cas qui continue de me fasciner encore aujourd'hui.

Étant donné que ma vie personnelle n'a été en aucun cas mise en pause durant ces six années, je dois beaucoup à mes amis et ma famille, qui ont contribué à mon épanouissement. David, Kate et Emilie : votre patience et votre soutien m'ont très souvent permis de relever la tête dans les moments difficiles. Vous avez toujours su trouver les bons mots pour m'encourager à continuer. Enfin, je tiens à remercier les membres de ma famille pour leur soutien.

« It always seems impossible until its done »
Nelson Mandela

*« Now as I rest my feet by this fire
Those hands once warmed here
I have retired them
I can breathe my own air
I can sleep more soundly
Upon these poor souls
I'll build heaven and call it home »*
Don't Drink the Water
Dave Matthews Band

Introduction

« Un peuple se sauve lui-même » : le Solidarity Movement et la restructuration de l'activisme afrikaner en Afrique du Sud depuis 1994

'N volk red homself

Un peuple se sauve lui-même
- J.D. « Vader » Kestell¹

Le 27 avril 1994, les Sud-africains participaient aux premières élections démocratiques multiraciales de leur histoire. Cet important moment marque le début d'une grande transformation : l'African National Congress (ANC), un des principaux mouvements de libération contre la domination blanche raciste durant l'apartheid, forme le premier gouvernement démocratiquement élu. Pour la première fois de son histoire, l'ANC était en mesure de remplir sa mission de créer « une société unie, non raciale, non ethnique, non sexiste et démocratique » (ANC 2012) où tous les individus sont égaux et participent à la vie démocratique par le vote universel. Au lendemain de la « transition miraculeuse », le gouvernement de l'ANC a mis de l'avant le concept de la nation arc-en-ciel (Darbon 1999 : 42). Dans cette « nouvelle » Afrique du Sud, la nation fortement divisée par des décennies de conflit devait se réconcilier. Cette idée, diffusée par son principal concepteur, le président Nelson Mandela, célèbre l'égalité des citoyens

¹ Le révérend J.D. Kestell était une figure proéminente du NGK, une église afrikaner radicale, surtout présente au Nord. Giliomee mentionne au sujet du révérend que « [he] called for a mighty *reddingsdaad* or rescue action to save the descendants of the Voortrekkers 'living in hopeless poverty, sunken materially, morally and spiritually'. No government charity or outside help would solve the problem; the answer lay in ethnic solidarity. 'N volk red homself [is] a call [for the] Afrikaner people [...] [to] rescue itself. [It] became a leading theme in the ideology of the nationalist movement » (Giliomee 2003 : 352). Le révérend Kestell a été un des protagonistes du *Reddingsdaadbond* (Société pour le sauvetage de la nation), mouvement qui visait à unir les travailleurs afrikaners au *volk*, « [...] of which he forms an organic part, and from which we must not allow him to be sundered » (*Reddingsdaadbond* 1944 : 10-11 dans O'Meara 1983 : 139).

et leur diversité culturelle. En réponse à des décennies de « nationalisme étroit » (soit le nationalisme afrikaner) (Mandela 1993 : 88-89), le modèle proposé par l'ANC a servi autant la réconciliation que la consolidation du régime démocratique, puisqu'il s'appuyait sur la symbolique de la protection des droits individuels, notamment dans le but de court-circuiter la politisation des identités ethniques et raciales (Welsh 1996 : 491). Nous avons donc assisté à une « survalorisation de l'unité nationale au détriment de l'affirmation de la différence » (Darbon 1999 : 49). Ensuite, durant la présidence de Thabo Mbeki, le deuxième président de l'Afrique du Sud démocratique, le concept de la Renaissance africaine visait à développer un sentiment d'appartenance civique à l'africanité, comme moyen de réunir les Sud-africains et faciliter l'intégration du pays au continent (Crouzel 2000).

Pendant que l'ANC célébrait sa victoire, le National Party (NP), parti politique ethnique et principal acteur du nationalisme afrikaner défendant la domination blanche pendant près de cinquante ans, perd le pouvoir politique². Ainsi, la minorité blanche ayant dominé l'Afrique du Sud se retrouvait en position minoritaire par rapport à la majorité noire désavantagée par plusieurs années de politiques ségrégationnistes sous le régime de l'apartheid. Suite à la transition, le puissant mouvement nationaliste afrikaner se trouvait devant un avenir incertain. Dans les premières années de la transition, le mouvement identitaire était en crise : les acteurs nationalistes traditionnels disparaissent et ceux ayant survécu doivent se renouveler pour s'adapter aux transformations politiques et sociales. Cependant, malgré la déliquescence des partis ethniques afrikaners et la prise du pouvoir par un parti officiellement non raciste et non ethnique, nous observons depuis les années 2000, un renouvellement de l'activisme afrikaner qui s'appuie sur « un sentiment profond d'injustice et d'indignation quant aux héritages de la

² Les négociations de la transition démocratique prévoyaient la création d'un gouvernement d'unité nationale (GNU), dirigé par l'ANC. Ce gouvernement intégrait des représentants du NP, notamment FW De Klerk comme deuxième vice-président et de Mangosuthu Buthelezi, le chef de l>Inkhata Freedom Party (IFP), un parti ethnique zoulou, comme ministre de l'Intérieur. Le GNU s'est dissout lorsque les représentants du NP l'ont quitté en 1996 pour former le New National Party (NNP).

transition démocratique. Différents acteurs cherchent désespérément une nouvelle dynamique nationale pour le peuple afrikaner » (Renders 2011 : 153). C'est dans ce contexte qu'un nouveau mouvement activiste afrikaner, formé par des acteurs hérités du passé nationaliste et certains nouveaux venus, est apparu.

L'objectif de cette thèse est donc de comprendre l'émergence de ce nouvel activisme ethnique depuis la transition démocratique. Pour approfondir notre compréhension du phénomène, nous nous posons les questions suivantes : comment pouvons-nous expliquer le renouvellement de l'activisme afrikaner dans la « nouvelle » Afrique du Sud ? Comment sont définis les nouveaux attributs de la catégorie de l'afrikanerité ? Comment les élites ethnopolitiques restructurent-elles leurs stratégies pour assurer la pérennité de la catégorie dans l'Afrique du Sud post-apartheid ? Qu'est-ce que la résurgence d'une afrikanerité renouvelée nous apprend sur l'état de la cohésion sociale en Afrique du Sud et sur la mobilisation ethnolinguistique en général ? Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons d'abord sur la littérature sur le mouvement nationaliste afrikaner et ensuite sur la littérature sur l'activisme afrikaner de l'époque post-apartheid.

Le mouvement nationaliste afrikaner a émergé entre 1902 et 1948. Cette période cruciale pour la mobilisation nationaliste a été marquée par la consolidation de l'État sud-africain suite à la guerre anglo-boer, gagnée par l'Empire britannique. C'est à cette époque marquée par l'industrialisation, l'exode rural et la domination de la population afrikaner par le pouvoir britannique que des élites afrikaners et un ensemble d'organisations de la société civile se rallient derrière un mouvement nationaliste qui vise à prendre le contrôle de l'État. Nous tirons trois éléments essentiels de cette littérature. D'abord, les auteurs soutiennent que loin d'être cohésif, le mouvement nationaliste a été divisé dès le départ entre le Nord (ce qui est entendu comme les territoires des anciennes républiques boers) et le Sud (la colonie du Cap) (Giliomee 1992). Le

nationalisme du Nord a été marqué par le républicanisme et par l'autodétermination afrikaner par l'entremise d'organisations de la société civile, ou ce qui est appelé le nationalisme extra-parlementaire (Moodie 1975, O'Meara 1983). Ensuite, le nationalisme afrikaner a été marqué par un appel à la survie ethnique par rapport à un « Autre » dominant, soit les Britanniques à cette époque (Le May 1995). Enfin, la littérature traite de la fracture définitive du mouvement sur la base des divisions traditionnelles entre le Nord et le Sud. À l'aube de la transition démocratique, deux camps opposés s'institutionnalisent : celui des « libéraux » qui voient la démocratie multiraciale comme inéluctable et les conservateurs (ou la droite) qui s'opposent à la fin de l'apartheid. C'est donc divisé que les différentes organisations nationalistes issues des deux camps entrent dans la période de la « nouvelle » Afrique du Sud.

La littérature sur l'émergence du mouvement afrikaner post-apartheid nous mentionne que le nationalisme raciste de la période de l'apartheid est mort. En effet, les objectifs d'autonomie territoriale ont été délaissés par les principaux protagonistes de la droite. Cependant, des auteurs nous parlent de l'apparition d'un mouvement pour la protection de l'afrikaans (la langue maternelle des Afrikaners) qui s'est graduellement redirigé vers la défense des intérêts de la communauté ethnique (Grobbelaar 1998, Giliomee 2003, Kriel 2010, Alsheh et Elliker 2015). L'apparition d'une telle manifestation est expliquée par le fait que les puissantes forces héritées du mouvement nationaliste n'allaient pas disparaître, car elles ont été particulièrement persistantes malgré les nombreux chocs auxquels elles ont dû faire face par le passé (Grobbelaar 1998). De plus, l'apparition de la démocratie et l'intégration au système international allaient fort probablement amener de nouvelles formes de mobilisation.

1. Notre argument : l'activisme ethnique dans la continuité du mouvement nationaliste afrikaner

Ces deux corps de littérature nous offrent d'importantes pistes pour comprendre l'émergence du nouvel activisme afrikaner, mais présentent plusieurs lacunes auxquelles nous tenterons de répondre. D'abord, les analyses ne nous permettent pas d'approfondir nos connaissances empiriques par rapport au mouvement. De plus, la plupart des analyses sont structuralistes et écartent l'agentivité des entrepreneurs ethnopolitiques. Enfin, bien que la littérature sur le mouvement nationaliste afrikaner soit importante, les analyses de l'activisme ethnique post-apartheid prennent peu en compte les héritages du passé nationaliste. Il y a donc un manque de perspective historique entre les phénomènes observés depuis 1994 et le passé. Pour remédier à ces lacunes empiriques, nous proposons un cadrage théorique dans lequel l'ethnicité est interprétée comme une forme institutionnalisée (Brubaker 2004) qui se manifeste autant dans les structures formelles qui lui sont rattachées que dans ses systèmes de symboles et ses schémas cognitifs. En nous inspirant de concepts empruntés à l'institutionnalisme historique et sociologique, notre hypothèse est que le nouvel activisme afrikaner est en continuité avec la trajectoire du nationalisme afrikaner, plus précisément avec le courant conservateur. Les entrepreneurs ethnopolitiques suivent les voies tracées par leurs prédécesseurs en reproduisant des stratégies politiques, institutionnelles ainsi qu'une structure idéologique dont les fondements sont semblables à ceux du mouvement nationaliste.

Cependant, la continuité signifie que les institutions doivent s'adapter aux contextes changeants pour perdurer dans le temps. C'est d'ailleurs dans les moments de conjonctures critiques que surviennent des relâchements des contraintes sur l'agentivité qui facilitent l'action volontaire (Katznelson 2003). Dans notre cas, la transition démocratique a ouvert la voie à des processus d'adaptation institutionnelle et à un éveil historique (Hutchinson 2000). Nous

appréhendons donc la continuité institutionnelle comme intrinsèquement liée à des processus de conversion fonctionnelle (Thelen 2004) et de transformation des institutions en vue d'obtenir une plus grande légitimité sociale (Hall et Taylor 1996). Pour comprendre ce que les entrepreneurs ethnopolitiques font avec l'ethnicité, nous soutenons qu'ils sont engagés dans un processus de cadrage des nouveaux attributs de la catégorie identitaire (Tarrow 1998, Brubaker 2004). Ensuite, ces élites tentent d'institutionnaliser une nouvelle catégorie identitaire comme nouveau fondement de l'action politique du mouvement. C'est ainsi que les entrepreneurs ethnopolitiques se mobilisent pour protéger ce qu'ils appellent les minorités discriminées raciales et ethniques. Ce processus de *group-making* vise à susciter l'action collective en dépeignant un cadre d'injustice afin de prouver que les Afrikaners sont discriminés par le gouvernement (Gamson 1992). Cette stratégie politique est déployée autant au niveau national qu'international, pour exercer une pression sur le gouvernement de l'ANC (Keck et Sikkink 1998). Enfin, les entrepreneurs ethnopolitiques ont mis sur pied un réseau d'organisations ethniques pour assurer la reproduction de l'afrikanerité et assurer la survie ethnique. Ces niches écologiques (Brubaker 2004) permettent de se substituer à l'État en offrant aux membres de la communauté des services et en créant des espaces réservés à la routinisation de l'afrikanerité.

2. Méthodologie : l'étude de cas et les méthodes de recherche

Avant d'aller plus en avant, nous devons définir ce que nous entendons lorsque nous mentionnons « le nouvel activisme afrikaner ». Le principal objet d'étude de notre thèse est le Solidarity Movement (SoMo) qui constitue le leader de ce que nous appelons le nouvel activisme afrikaner. Lancé officiellement en 2012, le SoMo est un réseau de quatorze organisations qui poursuit trois principaux objectifs : redéfinir l'afrikanerité sur de nouvelles bases, restaurer la

balance du pouvoir entre le gouvernement et les minorités (les Afrikaners et principalement, les autres minorités raciales) par l'action politique et assurer la pérennité de l'afrikanerité par la mise sur pied d'organisations favorisant le développement autonome des communautés. Questionné sur le rôle du SoMo, le secrétaire-général de Solidarity, le syndicat afrikaner qui a instigué le mouvement, répond que « *the SoMo is an Afrikaner movement but we don't want to resuscitate the past. We just want to create spaces to be Afrikaner* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). Ce réseau d'organisations est un acteur clé pour comprendre la résurgence de l'activisme ethnique qui jusqu'à maintenant, a été peu traité par la littérature.

Nous traitons du SoMo comme le leader du nouvel activisme afrikaner, car les organisations du réseau touchent au quotidien un nombre important d'individus. Par exemple, Afriforum, la première organisation du SoMo créée en 2006 pour remplir des mandats en matière de protection des droits civils des minorités, avait en 2014, 116 703 membres (Afriforum – entretien 14 mars 2014). En octobre 2016, Afriforum avait atteint son objectif de 200 000 membres, ce qui constitue environ 7 % de la population afrikaner totale (Statistics South Africa 2011)³. Cette organisation est donc cruciale non seulement pour le nombre de membres qui en fait la plus importante organisation afrikaner depuis la transition, mais aussi par l'ampleur de ses actions autant au niveau national qu'international. Aussi membre du SoMo, le syndicat Solidarity était déjà en 2000, la plus grande organisation Afrikaner en Afrique du Sud (van Zyl-Hermann 2014 : 146). En 2015, le syndicat qui a été particulièrement efficace dans la mobilisation ethnique des travailleurs afrikaners depuis la fin de l'apartheid (Blaser 2004 : 184),

³ Ce pourcentage a été obtenu en calculant le ratio des membres d'Afriforum sur la population afrikaner totale. D'après le recensement sud-africain de 2011, il y aurait 2 710 461 afrikaanophones blancs au pays (donc des Blancs ayant l'afrikaans comme langue maternelle. Il serait plus juste d'avoir des chiffres qui font état du nombre d'individus qui s'auto-identifient comme Afrikaner mais ces données ne sont pas disponibles). Les membres d'Afriforum sont majoritairement des Afrikaners à quelques exceptions près.

comptait 140 000 membres. Bien que ces chiffres soient assez importants, les autres organisations du SoMo touchent aussi un nombre non négligeable de la population afrikaner.

Quoique nos analyses portent principalement sur le SoMo, il existe d'autres organisations afrikaners activistes qui ont survécu à la transition démocratique et qui s'insèrent dans ce nouvel activisme ethnique. Certaines d'entre elles ont des liens avec le SoMo qui tente d'ailleurs de les rassembler pour créer un mouvement dédié au développement des communautés afrikaners. Un de nos chapitres empiriques se consacre non seulement à la trajectoire détaillée de Solidarity et de son mouvement, mais aussi à son positionnement au sein de la mouvance des organisations ayant un caractère afrikaner. Bien que les difficultés pour rassembler les organisations hors du SoMo à une même cause soient nombreuses, nous pouvons affirmer qu'il existe un discours similaire parmi ces organisations, plus précisément sur les droits des minorités et l'hostilité perçue de l'ANC à l'égard des Afrikaners. En effet, « si nous observons que tout le monde dit la même chose, nous observons quelque chose d'important sur le système politique et les croyances sur lesquelles il repose » (March et Olsen 1989 : 91). Malgré un manque de cohésion entre le SoMo et les autres organisations afrikaners, des idées similaires sont partagées entre ce qu'on l'on appelle les acteurs du nouvel activisme afrikaner.

Notre thèse est donc une étude de cas : celui de la restructuration du nouvel activisme afrikaner, incarné principalement par le SoMo. Les études de cas ont souvent la réputation d'avoir une valeur scientifique limitée, notamment parce qu'il serait impossible de généraliser à partir d'un seul cas (Flyvberg 2006 : 219), voir que ces études ne feraient que produire des anecdotes (Eysenck 1976). À propos de ces affirmations, en prenant exemple sur ses propres recherches sur les politiques urbaines et de planification de la ville d'Aalborg au Danemark, Flyvberg se posait la question suivante : « *who will want to learn about a case like this, and this kind of details ?* » (Flyvberg 2006 : 237). Pour répondre à sa propre question, il mentionne que

les « *context-dependent knowledge* » ont autant de valeur (même plus selon l'auteur) que les théories qui ont une portée universaliste et qui visent à établir des liens de causalité (Flyvberg 2006 : 224). Il en est ainsi, car les études de cas peuvent notamment identifier des dynamiques qui auraient été imperceptibles si l'objectif de la généralisation avait été poursuivi. Par conséquent, la généralisation n'est qu'un des moyens d'accumuler des connaissances.

Dans notre cas, la faiblesse des connaissances approfondies sur le sujet est une importante lacune non seulement sur le phénomène de l'émergence du nouveau mouvement post-apartheid, mais aussi quant à notre compréhension des dynamiques identitaires de l'Afrique du Sud depuis 1994. En plus de l'accumulation de connaissances spécifiques, l'étude de cas peut ouvrir à la comparaison. En ayant l'aspiration de jeter des bases vers l'ouverture à la comparaison à partir de l'étude du SoMo, nous appréhendons l'étude de cas comme « *an intensive study of a single unit with the aim to generalize across a larger set of units* » (Gerring 2004 : 341). Notre compréhension approfondie nous a d'ailleurs permis d'identifier certaines avenues de comparaison et ouvre la voie à d'autres avenues de recherche. En effet, la situation de la minorité afrikaner et sa volonté de préservation ethnique, nous a amenée à penser aux cas similaires où des minorités ethniques, autrefois dominantes, ont perdu ce statut suite à une transition démocratique. Nous pensons principalement aux minorités russophones dans les pays baltes ou les autres minorités afrikaners en Afrique australe, dont on ne connaît à peu près rien (ce point est développé en conclusion).

De plus, notre étude de cas présente une particularité soit celui de la « mort » d'un mouvement nationaliste qui remet en question la centralité de la temporalité dans les deux principaux courants des études sur le nationalisme. Les auteurs classiques ont mis en lumière les conditions de l'émergence des nations et des mouvements nationalistes, mais n'ont pas porté leur attention vers la déliquescence de ces deux phénomènes (Gellner 1983, Hroch 1985, Smith

1986). Nous soutenons que les phénomènes identitaires sont contingents (Brubaker 2004) et que notre attention devrait se tourner davantage vers les divisions intra-catégories qui dans notre cas, sont un moteur de changement et de l'adaptation des mouvements ethno-linguistiques autant que les chocs exogènes comme les transitions démocratiques. Les théories modernistes et ethnosymboliques, en réifiant les groupes et en surestimant la capacité homogénéisatrice de l'État, ont délaissé l'importance des divisions internes des catégories identitaires.

Nous établissons le cadre temporel de notre recherche de 1994 à 2014. Nous identifions comme une limite de notre recherche le fait que les activités du SoMo et d'autres organisations afrikaners sont en développement. Par conséquent, des événements qui se sont déroulés après 2014 ne font pas partie de nos analyses. Par exemple, Afriforum Youth, la branche jeunesse d'Afriforum qui a pris en importance après notre séjour terrain, a été impliqué dans des manifestations qui ont dégénéré en affrontements violents, pour protéger l'afrikaans à l'Université de Pretoria à l'hiver 2016. Dans la foulée de ces événements, un groupe d'extrême droite appelé les Kommandokorps, dont Afriforum s'est distancé officiellement, est venu appuyer les actions de protestation de l'Organisation (Pather 2016). Par conséquent, des événements qui se seraient déroulés après 2014 et qui auraient pu éclairer nos questionnements n'ont pas été pris en compte.

Notre argumentation s'appuie principalement sur une recherche empirique menée en Afrique du Sud pour recueillir les données qui ont servi de base à notre thèse. Lors de deux séjours de recherche terrain, nous avons effectué des entretiens semi-dirigés⁴ avec des acteurs du nouvel activisme afrikaner ainsi que l'analyse de sources primaires. Nous avons interviewé un

⁴ L'anglais a été utilisé pour conduire les entretiens, la seconde langue autant pour les intervenants que pour la chercheuse. Par conséquent, des erreurs grammaticales peuvent s'être glissées dans les citations des entretiens. Nous avons préféré transcrire les informations telles qu'elles ont été dites plutôt que d'effectuer un processus de correction. Il est intéressant de noter que certains intervenants ont mentionné qu'ils avaient parlé anglais depuis longtemps. Cette information nous dit que ces intervenants utilisent uniquement l'afrikaans au quotidien malgré que l'anglais soit la *lingua franca* sud-africaine.

total de vingt-quatre acteurs impliqués dans le mouvement du nouvel activisme afrikaner⁵, principalement des dirigeants des organisations du SoMo, le principal point d'intérêt de notre étude de cas. Spécifiquement pour le SoMo, nous avons rencontré un total de quinze intervenants qui occupaient tous des postes de direction au sein des différentes organisations. Les discussions lors des entretiens étaient encadrées par un questionnaire (non distribué préalablement aux intervenants). Généralement, nous avons préféré laisser les intervenants parler librement plutôt que d'offrir un cadre rigide.

Nous avons créé deux questionnaires différents pour les entretiens avec les organisations du SoMo. Un premier était consacré aux entretiens avec les intervenants du syndicat Solidarity étant donné qu'il constitue le point de départ du SoMo. Les trois entrevues avec les dirigeants du syndicat ont touché les thèmes suivants :

- les origines du SoMo (les inspirations, les motivations et objectifs de départ, le niveau de soutien chez les Afrikaners au lancement de l'initiative) ;
- les objectifs actuels du mouvement (évaluation du succès et des faiblesses, les stratégies pour obtenir le soutien du public, la vision de l'afrikanerité portée par l'institution) ;
- les interactions avec les autres organisations de la mouvance du nouvel activisme ;
- le soutien de la population envers le mouvement (l'impact des divisions régionales et urbaines/rurales de la population afrikaner, la perception de l'opinion publique générale) ;
- les liens entre la Mine Workers Union (MWU)⁶ et Solidarity (les continuités et les fractures) ; et
- la perception de la situation de la cohésion sociale en Afrique du Sud (les divisions intra et intergroupes, les réussites/échecs des politiques gouvernementales en la matière).

⁵ Voir l'annexe 1 pour les détails des entretiens.

⁶ La Mine Workers Union est l'ancêtre du syndicat Solidarity. La MWU a été créé en 1902 pour protéger les droits des travailleurs miniers blancs.

Le questionnaire pour les autres organisations du SoMo touchait des thèmes similaires, mais était plutôt orienté vers les activités spécifiques de chacune des organisations (le nombre de membres, le fonctionnement interne et les activités/objectifs et leur place au sein du SoMo).

Des entretiens ont été effectués avec des dirigeants d'autres organisations faisant partie de la mouvance du nouvel activisme afrikaner. Nous avons rencontré un total de neuf intervenants qui oeuvraient au sein d'un parti politique ethnique et d'organisations de la société civile. Les questionnaires pour ces acteurs avaient prévu des thèmes tels que les objectifs et les activités de l'organisation, l'impact de la transition démocratique sur celles-ci (si elle datait d'avant la chute de l'apartheid), la perception de l'intervenant concernant la cohésion sociale et les liens avec le SoMo. L'anonymat des intervenants a été préservé en utilisant leur statut au sein des organisations, sauf lorsque des documents écrits par ces derniers ont été cités. Notre analyse vise à mettre en lumière les interprétations des acteurs, exposer les motivations derrière les activités de leurs organisations respectives et leur compréhension du contexte de la « nouvelle » Afrique du Sud, c'est-à-dire ce que l'afrikanerité signifie depuis la transition démocratique. De plus, étant donné que nous avons interrogé des acteurs du courant de la droite du nationalisme afrikaner, lorsque des affirmations choquantes ont été entendues (comme des interventions empreintes de racisme), nous avons adopté l'attitude de l'écoute plutôt que la confrontation qui aurait été, d'après nous, contre productive pour recueillir les données.

Les demandes de rencontres ont toujours été reçues très favorablement par tous les intervenants. Bien que les entretiens étaient facilement octroyés, nous avons observé une certaine méfiance chez les intervenants, du moins au départ. Notre interprétation nous amène à définir cette méfiance en lien avec deux craintes chez les intervenants : la première tient à ce qu'ils appellent « le rappel constant de la culpabilité des Afrikaners pour le régime de l'apartheid » et la seconde, concerne l'accusation que les actions des organisations ne visent qu'à maintenir le

« *white privilege* ». Nous n'avons pas interrogé les intervenants sur aucun de ces deux sujets et nous avons préféré laisser la liberté aux acteurs d'aborder ces enjeux, s'ils le désiraient. Par exemple, les questionnaires n'avaient pas intégré de questions sur l'interprétation du régime de l'apartheid, mais presque tous en ont parlé par eux-mêmes. Enfin, pour créer un climat propice à l'échange, nous avons utilisé notre appartenance à la catégorie québécoise comme un outil pour faire tomber les réticences des intervenants. En exposant d'emblée cette appartenance, des proximités ont été établies comme la colonisation de l'Empire britannique et sa domination ainsi que la protection de la langue française dans un contexte majoritairement anglophone. Par conséquent, ces éléments de proximité ont dans une certaine mesure, facilité la cueillette de données. Au contraire, nous pouvons qu'imaginer que si l'intervieweur avait été Britannique ou Noir, le déroulement de la recherche aurait été beaucoup plus difficile.

Outre les entretiens, nous avons acquis des documents originaux (en anglais) qui font état des orientations politiques et des processus de restructuration du mouvement, principalement des deux plus importantes du SoMo, soit Solidarity et Afriforum. De plus, un livre écrit par le secrétaire général de Solidarity a été crucial pour comprendre l'action politique du syndicat par rapport à l'enjeu des politiques d'*affirmative action* et de ce qui est présenté comme de la discrimination injuste. Les données contenues dans ces documents ont été classées selon trois catégories qui structurent nos chapitres empiriques, soit les informations traitant de la redéfinition de l'afrikanerité, de la stratégie politique nationale et internationale et la création des niches institutionnelles d'autosuffisance. Pour compléter notre analyse, nous avons utilisé des communiqués de presse et des informations sur les campagnes d'Afriforum⁷ pour compléter certaines de nos analyses, après notre retour du terrain. Une des principales limites de la

⁷ Les sites internet de Solidarity et d'Afriforum renferment beaucoup d'informations, disponible en anglais, concernant les activités des deux organisations (voir <https://solidariteit.co.za/en/> et <https://www.afriforum.co.za/home/>).

recherche réside dans une connaissance très limitée de l'afrikaans. Certains documents, écrits seulement en afrikaans ont été obtenus, mais n'ont pu être consultés extensivement. Par conséquent, dans ces cas, une traduction sommaire a été effectuée par une afrikaanophone au retour du terrain ou un moteur de traduction a été utilisé sur des sections restreintes de textes.

3. Le labyrinthe des catégories identitaires sud-africaines

Avant d'aller plus en avant, un bref portrait des catégories identitaires généralement utilisées lorsqu'il est question de la société très divisée sud-africaine s'impose. Horowitz (1991 :

1) mentionnait à propos de l'Afrique du Sud que

there is a conflict in South Africa that has something to do with race. [...] Beyond that, there is disagreement over the extent to which the conflict is really about race, as opposed to being about oppression merely in the guise of race, or about nationalism among groups demarcated by race, or about contending claims to the same land. There is disagreement over the identification and even the names of the racial categories. There is disagreement over the extent to which the conflict also involves ethnic differences within each of the racial categories.

La lecture de cette citation engendre déjà une certaine confusion sur les multiples lignes de conflits dans la société sud-africaine. L'auteur mentionne que le pays est marqué par un métaconflit, c'est-à-dire qu'il y a un conflit sur la nature du conflit. Nos observations nous portent à croire que cette analyse s'applique encore aujourd'hui : les catégories raciales ne sont pas aussi claires qu'elles le laissent croire, surtout que la transition a ouvert la voie à de nouvelles mobilisations identitaires, en ajout aux tensions politiques et sociales actuelles où l'appartenance raciale joue un rôle certain. Cependant, dans ces tensions s'entremêlent d'autres types de clivages comme celui du statut socioéconomique et de l'orientation idéologique et d'autres importants enjeux qui minent la stabilité, notamment celui de la corruption et de la xénophobie.

Il est important de noter que les catégories raciales héritées de l'apartheid sont toujours utilisées couramment par la population et les autorités gouvernementales. Par exemple, les

recensements catégorisent la population entre les cinq catégories raciales suivantes : Black African, Coloured, Indian or Asian, White et Other⁸ (Statistics South Africa 2011). En 2011, 80 % de la population sud-africaine était catégorisée comme « Black African » (ou Noire à partir de ce point). Les Coloureds et les Blancs comptent respectivement pour environ 9 % de la population tandis que les Indiens (le terme asiatique est souvent laissé de côté) représentent environ 2,5 % de la population. Outre les catégories raciales, la population est ensuite catégorisée en onze groupes ethnolinguistiques, dont les langues respectives ont toutes un statut officiel dans la constitution. Le zoulou est la langue maternelle de 22 % de la population alors que le xhosa compte pour 16 %, l'afrikaans pour 13 % et l'anglais, le sepedi et le setswana arrivent presque à égalité avec plus ou moins 9 % chacun. La plupart des Sud-africains parlent plus d'une langue et l'anglais est souvent utilisé comme *lingua franca* au sein des institutions gouvernementales.

La catégorie raciale que nous considérons la plus complexe à définir est celle des Coloureds (ou métis). Pendant l'apartheid, les personnes ayant certains critères physiques spécifiques, comme une coloration de peau plus claire que celle des Noirs, mais plus foncée que les Blancs, étaient classifiées par le régime comme Coloured (par cette méthode arbitraire, des membres d'une même famille étaient parfois divisés dans des catégories raciales différentes)⁹. Cependant, la plupart des personnes classées ainsi étaient soit issues d'une relation mixte (le mariage et les relations sexuelles entre les catégories raciales étaient illégaux pendant l'apartheid) ou issues de la descendance des esclaves importés des anciennes colonies hollandaises (surtout d'Indonésie et de Malaisie) ou elles ont une descendance autochtone. Après la transition démocratique, une nouvelle catégorie est apparue soit celle de l'autochtonie. Ceux qui sont appelés actuellement les Khoi et les San ont une descendance avec les premières populations qui

⁸ Nous ne pouvons définir avec certitude ce qui est entendu par la catégorie « Autre » (environ 0,5% de la population).

⁹ Il est important de noter que les lois de l'apartheid s'appliquaient aussi aux Coloureds, notamment la ségrégation géographique (certains quartiers des townships étaient réservés aux Coloureds).

habitaient le territoire sud-africain avant l'arrivée des Européens et des migrations en provenance de l'Afrique centrale.

Par rapport aux Afrikaners, les relations envers cette catégorie identitaire sont historiquement particulières. Premièrement, étant donné la colonisation de l'Afrique du Sud principalement par des colons hollandais, huguenots et allemands, à partir de 1652, les contacts avec les populations autochtones ont été importants. Pendant plusieurs siècles, ces populations vivaient sur le même territoire (soit la colonie du Cap) et les fermiers afrikaners exploitaient la main-d'œuvre autochtone. En raison de cette proximité historique, environ 75 % des Coloureds ont l'afrikaans comme langue maternelle. Ce bref portrait des Coloureds est important pour notre recherche étant donné que des rapprochements existent entre des organisations activistes afrikaners et certaines organisations activistes coloureds. De plus, cette catégorie est sans aucun doute celle qui connaît une redéfinition la plus marquée dans la période post-apartheid et ses activistes coloureds et khoisans ont des visions assez similaires de l'état de la cohésion sociale en Afrique du Sud que ceux des entrepreneurs ethno-politiques afrikaners¹⁰.

Enfin, comme le mentionnait Horowitz préalablement, outre les conflits sur les frontières de la catégorie raciale ou sur l'importance de l'ethnicité dans la structuration de ceux-ci, aucune des catégories que nous avons exposées précédemment ne peut être considérée comme homogène et cohésive sur le plan du statut socioéconomique ainsi que de l'orientation politique (Darbon 1995 : 130). Même à l'époque de l'apartheid où la ségrégation raciale était institutionnalisée à l'extrême, c'est-à-dire que les politiques du régime allaient jusqu'à codifier les relations humaines les plus intimes, des alliances étaient formées sur certains enjeux entre des organisations n'ayant pas la même appartenance raciale. Par exemple, durant l'apartheid, des

¹⁰ Nous avons assisté à diverses rencontres de leaders de la communauté khoisan et coloureds qui ont des intérêts communs et des liens avec des organisations du nouvel activisme afrikaner présentées dans la thèse. Le SoMo et le Freedom Front Plus (FF+), un parti politique afrikaner, soutiennent les causes des Khoisans et des Coloured.

alliances avaient été formées entre les chefs traditionnels des bantoustans (des régions semi-autonomes créées en fonction des catégories ethnolinguistiques africaines) et le gouvernement du NP. Les dynamiques politiques sud-africaines ont donc toujours été marquées par les échanges entre des acteurs qui ont des intérêts similaires bien qu'ils appartiennent à des catégories raciales différentes. Les allégeances sont donc variables au sein des catégories identitaires.

Depuis 1994, malgré l'existence d'un discours officiel unificateur chez la plupart des acteurs politiques sud-africains, les clivages identitaires sont toujours présents et ils sont exploités dans les luttes politiques (Darracq 2010). De même, les perceptions de la cohésion sociale de la société sud-africaine sont aussi variables entre les catégories raciales. Un sondage réalisé en 2014 fait état de ces perceptions divergentes. Les résultats montrent que seulement 17 % des Sud-africains blancs et 23 % des Coloureds considéraient que le gouvernement de l'ANC avait les intérêts de tous les citoyens à cœur, peu importe leur appartenance raciale et ethnique (Mataboge 2014). Il est donc préférable de parler de la nation arc-en-ciel comme une zone de conflits (Hutchinson 2005) : des visions rivales sur la nation héritées du passé marquent la société sud-africaine, après plus de vingt ans de démocratie.

4. Le plan de la thèse

Le premier chapitre effectue la revue de la littérature sur le nationalisme afrikaner et celle sur le mouvement identitaire post-apartheid. Ensuite, nous exposons notre cadrage théorique dans lequel nous analysons la continuité et la transformation institutionnelle ainsi que les processus d'institutionnalisation de la nouvelle afrikanerité. Les chapitres trois à six sont constitués par nos analyses empiriques. Le chapitre trois dresse un portrait de la trajectoire de la MWU l'ancêtre de Solidarity et de son mouvement, de sa formation en 1902 jusqu'à aujourd'hui. Nous exposons

aussi dans cette section la place du SoMo au sein du réseau des organisations afrikaners post-apartheid. Nous ne pouvons ignorer la trajectoire des deux acteurs centraux du nationalisme afrikaner soit le NP et l’Afrikanerbroeder Bond (ABB) pour deux principales raisons. D’abord, ces deux organisations ont rencontré des difficultés d’adaptation au nouveau contexte, ce qui a notamment amené la disparition du NP. De plus, le SoMo s’est attribué les fonctions de ces deux piliers du nationalisme. Le chapitre quatre démontre le processus de restructuration de l’idéologie du SoMo. Celui-ci s’appuie sur le cadrage de l’afrikanerité qui redéfinit le « Nous » et les « Autres » par l’entremise d’un mythe sur l’autosuffisance de la communauté. Ensuite, le chapitre cinq se concentre sur la stratégie politique du SoMo qui articule la catégorie des minorités raciales et ethniques discriminées. Celle-ci soutient que les minorités raciales et ethniques sont discriminées par le gouvernement pour éliminer les particularismes et dominer l’ensemble du système politique. Enfin, le chapitre six analyse le SoMo en termes de niches écologiques d’autosuffisance communautaire qui visent à se substituer aux instances étatiques et à remplir les vides laissés par les organisations traditionnellement rattachées au nationalisme afrikaner.

Nous concluons la thèse en identifiant nos contributions empiriques, théoriques et méthodologiques. D’abord, notre démonstration identifie que la politique de l’autosuffisance ou ce que nous avons appelé le *selfstanderpolitiek*, développé par le SoMo, est une innovation par rapport au mouvement nationaliste extra-parlementaire précédent. Nous démontrons que les entrepreneurs ethnopolitiques du SoMo rejettent les arrangements constitutionnels issus de la transition démocratique et soutiennent que la démocratie sud-africaine est un échec. Ensuite, notre thèse nous amène à nous interroger sur la surestimation de la temporalité par les auteurs classiques des études sur le nationalisme et de l’impact des chocs exogènes comme moteur du changement par le courant institutionnaliste historique. Nous soutenons que l’adaptation du nouvel activisme afrikaner s’est effectuée dans le contexte de la transition démocratique, mais les

divisions intra-catégories nous permettent de comprendre les nouvelles formes de mobilisations identitaires post-apartheid. Enfin, notre contribution méthodologique est l'identification de pistes de comparaison de notre cas à d'autres, soit les pays baltes et celui de la Namibie.

CHAPITRE 1

Revue de la littérature : de l'émergence du mouvement nationaliste afrikaner à l'activisme ethnique post-apartheid

L'émergence du mouvement nationaliste afrikaner a suscité l'attention de plusieurs auteurs. Ces derniers ont surtout étudié les facteurs qui ont engendré les dynamiques et les modes d'organisation de ce puissant mouvement. Cette littérature éclectique, principalement constituée de récits historiques réalisés avant la transition démocratique, est pour la majeure partie, hors du champ de la science politique et des études sur le nationalisme. Les analyses structuralistes sont dominantes, laissant peu de place à l'agentivité. Elles focalisent soit sur les conditions matérielles ou les idéologies à l'origine de la création du mouvement, sur sa stabilité et son effritement. Du courant matérialiste, des auteurs expliquent l'émergence du mouvement nationaliste par l'industrialisation et par les intérêts des classes socioéconomiques (O'Meara 1983). Dans une même lignée, certains ont juxtaposé le développement de l'afrikaans aux processus de prise de conscience identitaire au sein de la classe ouvrière afrikaner (Hofmeyr 1987, Kriel 2010) alors que d'autres expliquent l'apparition du mouvement nationaliste par son opposition à l'impérialisme britannique (van Jaarsveld 1964, Le May 1995). Pour l'ensemble de ces auteurs, l'institutionnalisation de l'identité afrikaner s'est intégrée aux luttes politiques et

socioéconomiques, où la catégorie raciale, l'ethnicité et les intérêts de classes ont donné des opportunités de mobilisation pour accéder à des ressources contrôlées par un groupe dominant.

Le second courant met plutôt l'accent sur l'idéologie constitutive du mouvement identitaire. Ces auteurs visent à exposer la structure idéologique, informée par les dogmes chrétiens calvinistes, dans laquelle les dynamiques politiques se sont développées. Les analyses ont étudié la structuration des politiques du NP et ses organisations connexes, par les idées se rattachant au nationalisme chrétien (Moodie 1975) et d'autres ont analysé la création d'un discours sur l'histoire des Afrikaners comme moteur de la mobilisation identitaire (van Jaarsveld 1964). Cette structure idéologique est marquée par la présence d'une justification divine et de destinée manifeste des Afrikaners, utilisée pour maintenir les frontières identitaires, raciales et ethnolinguistiques. Les auteurs des deux perspectives sont en débat autour de la place à donner aux facteurs idéologiques et matériels : certains critiquent la faible considération des idées dans l'émergence du mouvement ou au contraire, sa prépondérance démesurée par rapport au matérialisme des dynamiques politiques et socioéconomiques. Les analyses matérialistes sont convaincantes par leurs analyses basées sur les interactions entre les intérêts des agents et les structures institutionnelles bouleversées par l'industrialisation. Cependant, elles sont incomplètes, car l'afrikanerité comme une structure cognitive qui détermine les actions n'est pratiquement pas prise en compte par leurs analyses. D'ailleurs, nous affirmons que la frontière entre ces deux perspectives est artificielle étant donné que l'institutionnalisation de l'ethnicité s'effectue par différents processus, autant idéels que matériels.

Pour évacuer l'opposition traditionnelle des approches matérialistes et idéologiques, la présente revue de la littérature est traitée selon un thème central présent dans les écrits : celui des divisions intraethniques entre ce qui est appelé le Nord, les anciennes républiques boers du Transvaal et de l'Orange Free State (OFS) et le Sud, la colonie du Cap. Nous présentons la

littérature sur l'émergence et la trajectoire du nationalisme afrikaner sur la base de ces divisions dans les trois premières sections. Bien que la littérature en fait mention, nous accordons aux particularismes du Nord une place importante, dont les caractéristiques dominantes perdurent dans la période post-apartheid. Par conséquent, nous soutenons que les divisions intra-catégories ont autant influencé la trajectoire du mouvement nationaliste et sa restructuration que les chocs exogènes. La première caractéristique est celle de l'idéologie conservatrice et républicaine qui a accompagné l'émergence de ce qui est appelé les organisations nationalistes extra-parlementaires. En plus, nous présentons que la trajectoire historique au Nord, marqué par les migrations afrikaners du 19^e siècle, a été favorable à la construction d'un mythe sur la destinée manifeste qui a eu moins de résonance au Sud comme attribut de l'afrikanerité. Enfin, étant donné cette trajectoire, l'opposition avec les « Autres » britanniques y a été plus marquée, non seulement des suites de la guerre anglo-boer de 1899 à 1902, mais aussi en raison de l'industrialisation du Transvaal qui a renforcé la domination britannique. Par conséquent, la compréhension de la transformation du mouvement post-apartheid ne peut se faire en dehors des héritages de cette trajectoire qui structure toujours les actions des agents.

En plus, de ces caractéristiques, la revue met en lumière les moments critiques du mouvement nationaliste. Le premier est celui de l'émergence de la mobilisation identitaire. Elle s'est d'abord effectuée sur la base de la protection de l'afrikaans puis des revendications politiques et socioéconomiques qui ont précédé l'arrivée au pouvoir du NP en 1948. L'objectif de l'aspiration du contrôle de l'État par les Afrikaners a assuré une certaine cohésion du mouvement nationaliste jusqu'à ce dernier se fracture dans les années 1970 et 1980. Cette fracture ou le *broedertwis*, se présente lorsque le NP tente d'instaurer des réformes pour maintenir la viabilité du régime de l'apartheid, notamment en octroyant certains droits limités aux travailleurs noirs ou plus tard, en enclenchant des négociations avec l'ANC. À ce moment, le courant du nationalisme

conservateur s'institutionnalise autour de nouveaux acteurs et prend position contre la transition démocratique durant les négociations. Malgré cette mobilisation, la démocratie multiraciale s'instaure en 1994 et le mouvement afrikaner entre dans cette nouvelle période divisée et ébranlée. Malgré que cette trajectoire ait fait l'objet de nombreuses analyses historiques détaillées, les quelques analyses qui ont porté sur le mouvement afrikaner depuis l'instauration de la démocratie multiraciale n'ont pas pris en compte ce que certain pourrait appeler « la longue (ou moyenne) durée » et les héritages du passé qui nous apprennent sur les processus de transformation post-apartheid.

Dans la dernière section, nous traitons de la littérature sur le mouvement post-apartheid. Les auteurs qui se sont penchés sur la question sont plutôt engagés dans un débat sur la nature du mouvement où différents points de vue s'opposent. Alors que certaines analyses proclament la mort du nationalisme afrikaner (Sparks 2003), d'autres soutiennent que nous devons plutôt parler d'une transformation (Grobbelaar 1998, Blaser et van der Westhuizen 2012) et une auteure soutient que le mouvement post-apartheid pour la protection de l'afrikaans peut être qualifié de nationaliste, en continuité avec le passé (Kriel 2006, 2013). En se concentrant surtout sur la qualification du mouvement plutôt que d'expliquer ce que les élites du mouvement font avec l'afrikanerité, les auteurs ne donnent pas assez d'analyses empiriques pour comprendre les dynamiques d'institutionnalisation de la catégorie identitaire et n'exposent pas les motivations ainsi que les stratégies des principaux acteurs. Cependant, cette littérature donne des pistes de réflexion (parfois normatives) sur lesquelles nous basons notre analyse. Une de ces pistes est celle de l'apparition de la catégorie des minorités discriminées, qui serait une nouvelle manifestation de l'identité afrikaner, étroitement liée aux conditions de la « nouvelle » Afrique du Sud.

1. La trajectoire du mouvement nationaliste du Nord : républicanisme, conservatisme et autodétermination afrikaner par les organisations extra-parlementaires

Tel que déjà mentionné, le mouvement nationaliste afrikaner s'est développé dans un contexte de divisions intra-catégories créées par des trajectoires historiques et des conditions particulières à deux régions : le Nord et le Sud. Ces oppositions ont engendré des modes de mobilisation divergents. Le mouvement nationaliste au Nord s'est ancré dans les organisations de la société civile et le développement des communautés locales et celui du Sud, a été dominé par les partis politiques et les élites économiques. O'Meara (1983) démontre que la faible présence du NP au Nord durant la période d'émergence du mouvement nationaliste a laissé un espace propice à la prolifération d'organisations extra-parlementaires, qui visaient à défendre la culture et à soutenir la classe ouvrière et rurale alors que le nationalisme développé au Sud tient davantage d'un projet de prise du pouvoir par un parti politique ethnique, le NP. Bien que le parti (qui a d'ailleurs été créé au Cap) se soit graduellement imposé comme l'acteur central du nationalisme afrikaner, seulement cinq représentants du parti provenaient du Nord sur un total de soixante-treize en 1934 (O'Meara 1983 : 51). C'est seulement à partir de 1950 que le poids du Nord au sein du NP est devenu plus important.

La littérature sur le mouvement nationaliste afrikaner nous parle des rôles des différentes composantes du *volksbeweging* (ou le mouvement du peuple), qui constituait le cœur de la mobilisation identitaire du Nord. Ce mouvement formé par les organisations hors de la sphère parlementaire a joué un rôle crucial dans la promotion de l'identité afrikaner dans la région. À l'époque de l'émergence du mouvement nationaliste (et durant le régime de l'apartheid), les soi-disant « nationalistes extra-parlementaires » étaient une caractéristique marquante dans la région (O'Meara 1983, Dubow 1992, Grobbelaar 1998). Un des événements marquants de la période d'émergence du nationalisme est celui de la création de l'*Afrikaner Broederbond* [Fraternité

afrikaner] (ABB)¹¹ comme organe clé de la coordination des politiques nationalistes (O'Meara 1983 : 51). Formée en 1918, l'ABB poursuivait les objectifs « d'unir les Afrikaners, d'assurer le bien-être de la communauté ainsi que de stimuler la conscience nationale et l'amour de la langue, de la religion, du *volk* et ses traditions » (Moodie 1975 : 50). Dans les années 1930, l'ABB avait un rôle plus déterminant au niveau de la mobilisation identitaire dans le Transvaal et l'OFS que celui du NP (O'Meara 1983 : 66).

L'ABB était aussi une organisation décentralisée. Les activités s'exécutaient par les divisions locales, constituées de cinq à vingt membres qui se rencontraient une fois par mois pour discuter des stratégies qui pouvaient « enrichir l'identité ethnique des Afrikaners » (Moodie 1975 : 100). Les membres étaient exclusivement des hommes et étaient recrutés parmi les fermiers prospères, les universitaires, les enseignants et les ecclésiastiques. L'organisation ne se voulait pas élitiste dans un souci de représentativité des populations locales bien que dans les faits, elle visait à faciliter la communication entre le gouvernement et l'élite afrikaner (Adam et Giliomee 1979 : 251). Outre ce rôle de coordination entre les élites locales et le gouvernement, l'organisation oeuvrait aussi dans d'autres domaines :

Economically, it was the driving force behind the movement to promote Afrikaner private capital and combat the influence of socialist trade unions. Culturally, it championed mother tongue instruction in single medium schools. Politically, it campaigned against British imperialism and worked unity among the Afrikaners (Adam et Giliomee 1979 : 247).

Bref, l'ABB était impliquée dans trois domaines d'activités : la définition de l'idéologie du nationalisme afrikaner autour de la mobilisation de l'afrikaans dans les sphères publiques et privées, l'organisation des travailleurs au sein de syndicats ethnolinguistiques et l'établissement

¹¹ L'ABB est non seulement importante au niveau du nationalisme afrikaner, mais a aussi attiré une fascination compte tenu de son statut d'organisation secrète, s'apparentant à la franc-maçonnerie. L'ABB devient une organisation secrète à partir de 1921 pour éviter les disputes partisans. Son existence et ses activités seront mises au grand jour dans les années 1970 par des récits (Wilkins et Strydom 1978, Bloomberg 1989). L'organisation existe toujours en 2016. Son appellation a été modifiée en 1994 pour *Afrikaner Bond* (AB). Voir le chapitre 3 pour une description des activités de l'organisation et son adaptation au contexte post-apartheid.

d'entreprises afrikaners et la promotion de leurs intérêts (O'Meara 1983 : 66). Le Bond était donc une institution incontournable du mouvement nationaliste afrikaner.

Un des fondements de la fraternité était de rejeter le *partypolitiek* (la politique partisane) pour investir le domaine de la *kultuurpolitiek* (la politique culturelle), entendu comme la défense du républicanisme, le rejet de l'impérialisme britannique, du « capitalisme étranger » et le maintien des divisions entre « les nations » sud-africaines (Moodie 1975 : 114)¹². L'ABB devait donc imprégner les membres d'un sens de la discipline ethnique alors que le gouvernement s'occupait des enjeux politiques (Adam et Giliomee 1979 : 250). Les tensions entre les partisans du *partypolitiek* et de la *kultuurpolitiek* ont été une des principales lignes de fracture au sein de l'organisation. Comme le soutient Moodie (1975 : 115) : « *many members of the National Party elite were Bond members, ideological radicals of the Brotherhood found much cause for irritation and impatience with the pragmatic maneuverings of the National Party [...]* ». Pour plusieurs élites de l'ABB, la pérennité de l'afrikanerité passait plutôt par la création d'organisations culturelles que par la politique. Cependant, l'explosion d'organisations culturelles était cependant mal vue par ces derniers, car leur multiplication menaçait l'unité du *volk* par leurs objectifs et idéologies divergentes (Moodie 1975 : 107).

C'est pour répondre à ce défi que la *Federasie van Afrikaanse Kultuurvereniging* [Federation of Afrikaans Cultural Association] (FAK) a été créée en 1929 comme « organisation mère » pour un ensemble de regroupements culturels afrikaners et comme porte-parole public de l'ABB. En 1937, la FAK regroupait près de 300 organisations culturelles afrikaners (O'Meara 1983 : 61). Outre le soutien à ces organisations, la FAK a été intimement liée à la promotion de l'afrikaans, comme langue, mais aussi en tant que mode de vie ou ce que l'exécutif de la

¹² La notion de *kultuurpolitiek* s'apparente à la *kultuurnation* de Herder qui était pour l'auteur « la seule nation 'naturelle' [et] qui détient une légitimité supérieure à toute autre. [...] Elle l'emporte sur l'État aussi bien que sur les modèles de gouvernement artificieux [...] » (Hermet 1996 : 120).

fédération appelait « l'autosuffisance culturelle ». Une déclaration de 1934 soulignait à ce sujet que :

*it is not only a matter of building and expanding our literature, stimulating our desire to read and developing an ability to appreciate, create and sing our own songs and make our own music. We must expresse **an authentic Afrikaans** spirit in the houses in which we live, the furniture we use, the paintings on our walls, the books on our shelves, the naming of our places – in short our outlook, frame of mind and spiritual inclination. Our nationhood must be our highest pride* (Pienaar 1943 : 380-381 dans Giliomee 2003 : 402).

Cette vision s'inscrit dans l'appréhension d'une appartenance spirituelle à l'afrikanerité et à l'expression de l'authenticité ethnique, dans les moindres détails du quotidien. La FAK devait donc protéger et promouvoir la langue et la culture, ce qui laissait au NP le champ libre pour opérer sur le terrain de la politique partisane.

La dynamisation de la culture était importante au sein du *volksbeweging*, mais la question du soutien aux Afrikaners défavorisés était un autre enjeu primordial. Pour stimuler l'accumulation du capital afrikaner, alors dominé par les Britanniques et l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, différentes stratégies ont été élaborées par les acteurs du *volksbeweging*. Parmi celles-ci, sous la supervision de l'ABB, le *volkskongress* (le congrès du peuple) a créé des initiatives d'investissements pour soutenir le secteur entrepreneurial afrikaner. Ainsi, des fonds ont été dirigés vers des entreprises afrikaners comme les compagnies d'assurances Sanlam et Santam ainsi que la banque Volkskas¹³ (Moodie 1975 : 204). Une autre initiative du *volkskongress* a été la création du *Reddingsdaadbond* (RDB) ou « le mouvement pour le sauvetage de la nation ». Le RDB était un rassemblement d'organisations afrikaners, ayant un caractère chrétien qui devait rassembler les Afrikaners pour « sauver » ceux se trouvant

¹³ Ces trois institutions sont toujours existantes dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui. La banque Volkskas a été intégrée au conglomérat bancaire ABSA tandis que les géants de l'assurance Sanlam et Santam ont conservé la même appellation. La banque ABSA a été récemment la cible d'un appel au boycott et à l'occupation de succursales par le parti *Economic Freedom Fighters* (EFF) en 2015 (Wesi 2015). Julius Malema, le chef du parti, a lancé cet appel car la banque serait un symbole de la domination économique blanche persistante en Afrique du Sud et des liens historiques avec l'ABB. Malgré que les liens avec tout mouvement identitaire afrikaner soient coupés, ces institutions peuvent être vues comme des vestiges d'un passé obscur pour la majorité de la population sud-africaine.

en situation de pauvreté (Moodie 1975 : 205). Le révérend J.D. Kestell, une figure proéminente de la Dutch Reformed Church (*Nederduitse Gereformeerde Kerk* ou NGK), une des églises afrikaners la plus radicale, surtout présente au Nord, a été un des protagonistes du RDB (O'Meara 1983 : 139).

Giliomee mentionne au sujet du révérend Kestell que

[he] called for a mighty reddingsdaad or rescue action to save the descendants of the Voortrekkers 'living in hopeless poverty, sunken materially, morally and spiritually'. No government charity or outside help would solve the problem; the answer lay in ethnic solidarity. 'N volk red homself [is] a call [for the] Afrikaner people [...] [to] rescue itself. [It] became a leading theme in the ideology of the nationalist movement » (Giliomee 2003 : 352).

L'enjeu des « *poor white afrikaners* » a donc été un des enjeux les plus importants au niveau de la mobilisation de la population et des acteurs du mouvement. En 1946, le RDB comptait environ 65 000 membres et finançait des activités culturelles, de formation à l'entrepreneuriat et au commerce et encourageait les Afrikaners à se tourner vers les entreprises et les banques provenant du *volk*. D'après cette vision du RDB, la solidarité ethnique était la solution pour faire face aux difficultés économiques des Afrikaners et non pas l'État (Giliomee 2003 : 352). De plus, cette action était dirigée spécifiquement vers les descendants des *Voortrekkers*, c'est-à-dire ceux qui ont un lien historique avec les migrations afrikaners du 19^e siècle, communément appelées le Grand Trek.

Au contraire de ces tendances, le nationalisme afrikaner du Cap a toujours été étroitement lié au NP et aux élites du domaine des affaires qui souhaitaient conserver une proximité avec le pouvoir britannique (O'Meara 1983 : 51-52). D'ailleurs, la « domination politique et économique du Sud » était décriée par les élites du Nord (O'Meara 1996 : 87). L'idéologie du mouvement nationaliste propre à cette région divergeait aussi de celle du Sud, avant la période de l'émergence du nationalisme où « le républicanisme intense et étroit » de Paul Kruger (président

du Transvaal de 1883 à 1902) était un obstacle supplémentaire à l'unité du *volk* (Moodie 1975 : 39), en plus des différences structurelles. En effet, les leaders politiques du Transvaal et de l'OFS faisaient preuve d'un plus grand populisme et républicanisme qui soutenaient l'organisation autonome des communautés locales plutôt que la centralisation étatique. Quant à ces divisions, un des moyens utilisés par le NP pour unir ce qui est appelé l'Afrikanerdom, était de diffuser les idées du Sud par l'entremise des médias. Les publications de la presse nationaliste, Nasionale Pers [National Press] (NasPers) qui détient encore aujourd'hui la majeure partie des quotidiens afrikaans traditionnels, sont bien représentatives de ces divisions¹⁴.

NasPers a été créée au Cap en 1915, pour servir de courroie de transmission de l'idéologie nationaliste. Originellement, la presse afrikaner a émergé pour défendre les idées du mouvement et par la suite, les politiques du régime de l'apartheid (Adam et Giliomee 1979 : 236). Elle jouait donc un double rôle : celui de médias d'informations et d'organe nationaliste jusqu'à ce que la lutte idéologique entre les perspectives nationalistes du Nord et du Sud ne vienne fracturer la cohésion. Lorsque la base du pouvoir du NP s'est déplacée vers le Nord dans les années 1950, le quotidien Die Burger (basé à Cape Town) a tenté de diffuser la vision capetonnienne du parti. En 1965, NasPers a créé un nouveau journal dominical à Johannesburg : Die Beeld. L'établissement de ce journal faisait partie « de la lutte incessante entre les maisons de publications afrikaans du Nord et du Sud mais aussi d'une stratégie volontaire de NasPers d'amener la voie du Cap dans le Transvaal » (Adam et Giliomee 1979 : 232-233). Malgré que cette voie semble a priori moins radicale que celle du Nord, il est important de noter que les bases du régime de l'apartheid y ont été développées bien que « Johannesburg était l'endroit où les Afrikaners se sentaient les plus marginalisés » (Giliomee 2003 : 400). Les politiques ségrégationnistes y ont été élaborées, car les

¹⁴ Aujourd'hui, Media24 compte les plus grands quotidiens afrikaans traditionnels (Die Burger, Beeld, Volksblad, Rapport) ainsi que d'importants journaux de langue anglaise (Daily Sun, City Press) en plus de plus de 90 journaux communautaires.

élites afrikaners étaient préoccupées par la réduction de la présence des Noirs dans la région et par le retrait du droit de vote aux Coloureds qui composaient près de 50 % de la population (Giliomee 2003 : xvii).

Malgré les divisions entre les élites, des mécanismes de cohésion permettaient de maintenir un niveau de cohésion assez élevé pour que le mouvement travaille à assurer un futur à la communauté. Comme nous l'avons montré, un réseau d'organisations de la société civile s'efforçait de maintenir l'unité du *volk*. Ce réseau était à la fois décentralisé, car par l'entremise des branches locales, les communautés pouvaient organiser les activités propres à leurs réalités pour assurer l'épanouissement de l'afrikanerité mais il était aussi très centralisé. En effet, les orientations, de même que l'octroi des ressources au réseau étaient dictés par des organes décisionnels comme l'ABB et la FAK contrôlées par certaines élites. Outre ces mécanismes organisationnels de cohésion, le nationalisme afrikaner était marqué par des narratifs qui interprétaient le rôle des Afrikaners et leur place au sein de l'Afrique du Sud.

2. L'appel de la communauté : la destinée divine et la survie ethnique face à la domination de « l'Autre »

En accompagnement de ces dynamiques politiques et socioéconomiques ayant mené à l'émergence du mouvement nationaliste, un système de croyances s'est érigé pour justifier le maintien des frontières entre les Afrikaners et les Britanniques (ainsi que les Afrikaners et les Noirs), mais aussi pour justifier les actions des élites et définir l'afrikanerité. O'Meara explique l'émergence de cette structure idéologique par les changements socioéconomiques qu'a connus l'Afrique du Sud au début du XXe siècle : « *as responses to a rapidly changing world, these Calvinist reinterpretations provided the ideational and symbolic framework within and through which the redefinition of Afrikaner nationalism into Christian-nationalism began* » (O'Meara

1983 : 68). L'analyse des systèmes de croyances afrikaners la plus détaillée est celle de Moodie qui a développé le concept de « religion civile » qu'il décrit comme « *a constellation of symbols held fairly universally and consistently by Afrikaners at least since the end of Anglo-Boer War in 1902 [...]* » (Moodie 1975 : 207, 295). Le point de départ de cette religion civile est que les Afrikaners auraient été choisis par Dieu pour remplir une destinée manifeste.

Cauthen mentionne sur le mythe d'élection divine afrikaner que « *[w]hen the cause of a people is conceived to be the very will of God, the collectivity is infused with a powerful sense of purpose that transcends more mundane considerations of social organization. Theirs is a **calling** to which all members of the community must respond* » (Cauthen 2000 : 1000). Les membres des « peuples choisis par Dieu » sont directement impliqués dans la réalisation de la destinée collective par l'appartenance ethnique. Les individus sont donc liés à leur communauté par leur vocation qui vise à contribuer à la réalisation de la destinée communautaire au détriment de considérations de moindre importance, comme les joutes politiques. Dans cette perspective, un échec de la réalisation de la vocation collective entraînerait la colère de Dieu, la dislocation de la communauté et la damnation éternelle (Cauthen 2004 : 20). Anthony D. Smith identifie deux types d'élection ethnique : le « missionnariat » marqué par un mythe de la mission divine et celui du « pacte »¹⁵. Plus rare, ce type est souvent attribué aux communautés protestantes qui se perçoivent comme faisant partie de la lignée des Israélites. Les colons puritains de la Nouvelle-Angleterre et les Afrikaners sont catégorisés dans ce dernier type (Smith 2000 : 804-805).

En effet, le nationalisme afrikaner s'est appuyé sur le mythe fondateur du Grand Trek (ou le *Voortrek*), une vague de migrations qui s'est déroulée entre 1835 et 1846. Des récits historiques racontent que des communautés afrikaners rurales, dont les membres étaient connus sous le terme *boers*, se sentant opprimées par le pouvoir centralisateur du gouvernement

¹⁵ Traduction libre de l'auteure du terme 'covenantal'.

britannique du Cap, ont pris la route vers la Terre promise (c'est-à-dire, vers le Nord du pays) pour y établir leurs républiques indépendantes (d'où la création du Transvaal et de l'OFS). Selon cette forme d'élection,

the people enter into a covenant with the deity, who promises them to a special and exalted role among the peoples of the world, provided [if] they follow his precepts. If they do so, they stand apart from the rest of humanity, and they regard themselves as active 'witnesses' and agents of God's plan for the world ; and they seek to regulate the conduct of their community (Smith 2003 : 49).

Durant ces années, environ 2 300 familles et 5 000 personnes sous servitude (principalement des Noirs et des Coloureds) ont quitté la colonie du Cap pour s'établir sur de nouvelles terres, libres de toute oppression étrangère (Giliomee 2003 : 161).

Cette « quête de la liberté » est le début de l'histoire « héroïque » des Afrikaners qui a été récupérée par les nationalistes de l'époque (et réactivée par les nouveaux activistes post-apartheid). L'histoire du Grand Trek est un incontournable du symbolisme afrikaner. Giliomee identifie trois grandes causes de la migration : le manque de terres cultivables dans les régions de l'est de la colonie, l'absence de sécurité en raison des multiples affrontements entre les Boers et les Xhosa voisins ainsi qu'un vague sens d'être marginalisé (Giliomee 2003 : 144). Cette interprétation est intégrée dans la relation ambiguë entre les autorités britanniques et les Boers. À l'époque, les Britanniques (et les descendants des colons néerlandais urbanisés et scolarisés du Cap, ceux qu'on allait appeler les Afrikaners)¹⁶ auraient entretenu la vision que les Boers étaient

¹⁶ La première utilisation du terme Afrikaner pour décrire les descendants des colons néerlandais, huguenots et allemands n'est pas clairement identifié. Dans les récits historiques, la première utilisation du terme est attribuable à Hendrik Bibault (ou Biebouw). L'histoire raconte que ce dernier et trois de ces compatriotes ivres auraient pénétrés sur les terres d'un certain Johannes Starrenburg de Stellenbosch, en pleine nuit. Les jeunes hommes auraient refusé de quitter la propriété lorsque Starrenburg leur a donné l'ordre. C'est à ce moment que Bibault aurait mentionné ceci au propriétaire qui tentait de l'expulser par la force: « *I shall not leave, I am an Afrikaander, even if the landdrost beats me to death or puts me in jail. I shall not, nor will be silent* » (Giliomee 2003 : 22).

La distinction entre Afrikaner et Boer tient au fait que le terme *boer* signifie littéralement fermier. Les deux termes soutiennent donc les réalités divergentes qu'on vécu les urbains du Cap et les ruraux de la région transfrontalière. L'appellation *boeren* a fait son apparition dans les premiers temps de la colonisation de l'Afrique du Sud par la *Dutch East Company* et était utilisé pour identifier les descendants néerlandais ruraux. À l'époque de la guerre anglo-boer, le terme afrikaner a été utilisé pour définir ceux qui se sont battus aux côtés des Britanniques donc contre les commandos boers où selon l'opinion de certains, les traîtres à la nation. Par la suite, le terme afrikaner s'est imposé car les républiques boers ont été éliminées. Cette distinction boer/afrikaner existe toujours. D'après notre compréhension, le terme boer est utilisé de manière péjorative pour identifier les tenants de

des individus sanguinaires et rétrogrades ayant un langage barbare. Cette vision négative était aussi entretenue par la pratique répandue de l'esclavagisme par les Boers. Avant même l'éclatement des conflits de la fin du 19^e siècle, les relations avec les Britanniques étaient déjà tendues (nous développons davantage sur ce point dans la section suivante). Malgré que les motivations du Grand Trek soient dans l'ensemble pragmatiques, l'interprétation de cette histoire est hautement symbolique.

Une des narrations les plus connues de l'histoire des Afrikaners est celle liée à la destinée de la communauté qui s'est manifesté lors de la mythique bataille de Blood River du 16 décembre 1838. Brièvement, ce récit raconte qu'une communauté de *voortrekkers* aurait conclu un pacte avec Dieu avant un affrontement qui aurait opposé des milliers de guerriers zoulous et un contingent de quelque deux cents individus. Cette bataille était une rétribution suite à ce qui est présenté comme la trahison du roi zoulou Dingane qui aurait orchestré le massacre d'un convoi de *voortrekkers* dans la région du Natal où un des leaders du Grand Trek, Piet Retief, a trouvé la mort. Pour venger ces massacres, Andries Pretorius¹⁷, un des plus grands héros du *Voortrek*, aurait guidé un commando boer qui est sorti victorieux de la bataille malgré un nombre grandement inférieur à celui des guerriers zoulous. Par conséquent, ce qui aurait amené la victoire du commando est le pacte conclu avec Dieu avant la bataille, qui promettait d'honorer sa volonté s'ils étaient victorieux. Le pacte deviendra un symbole fondamental pour le mouvement nationaliste afrikaner¹⁸ et une importante justification de la division entre les Blancs et les Noirs (présentés comme les « *non-elected* »).

l'extrême-droite et ceux qui habitent en milieu rural. Au contraire, certains s'autoindentifient positivement comme boer, s'ils sont agriculteurs ou s'ils dénoncent les Afrikaners qui sont pour eux, toujours les traîtres à la nation.

¹⁷ La ville de Pretoria a d'ailleurs été nommée en son honneur.

¹⁸ Le *Voortrekker Monument* de Pretoria a été érigé pour commémorer le pacte des Afrikaners avec Dieu. Au centre du monument, se trouve un cénotaphe où il est inscrit « *Ons vir jou Suid Africa* » (We for thee, South Africa). Le cénotaphe est positionné de façon à être illuminé par le soleil à midi à chaque 16 décembre, jour du *Geloftedag* (Jour du pacte, la journée commémorant la bataille de Blood River). Le rayon symbolise la grâce qui a été accordée aux *Voortrekkers* par Dieu. Avec la transition démocratique, la journée du 16 décembre a été renommée comme le « Reconciliation Day ».

Après être tombé dans l'oubli collectif durant près de quarante années, le mythe du pacte de Blood River a été politisé par Paul Kruger dans les années 1880 dans sa lutte pour préserver la liberté de la République du Transvaal. À cette époque, le pacte avec Dieu aurait été renouvelé lorsque des affrontements avec l'Empire britannique étaient inévitables. Kruger, lui-même *un voortrekker* lorsqu'il était enfant, a réanimé le mythe pour mobiliser la population de la République contre l'empire. Étant donné ses croyances religieuses radicales, le président

had a personal vocation, his people had a collective one. They had been guided from the Cape by the Almighty who had tried them in the wilderness ; and in Higher's recollection, God had delivered them when they had placed their faith in Him and He had ultimately granted them liberty (Cauthen 2000 : 1016).

Cette différenciation entre les « Autres » britanniques tient donc aussi du sacré : la volonté divine aurait voulu que les nations soient séparées (Moodie 1975 : 21). C'était d'ailleurs cette destinée qui les distinguait des Britanniques. Par conséquent, l'uniformisation culturelle avec les « Autres » était perçue par les nationalistes comme allant contre cette volonté. Durant les années d'émergence du nationalisme afrikaner, les préceptes de la religion civile ont été associés au pouvoir étatique où l'idéologie et les croyances sur le caractère sacré des Afrikaners se sont intégrées au programme politique (Moodie 1975 : 298-299). C'est pourquoi, d'après cet auteur, les intérêts de classe ne sont pas suffisants pour expliquer les efforts des élites afrikaners pour se distancer des Britanniques et conserver leurs particularismes, c'est plutôt l'idéologie de la religion civile qui est centrale dans la définition du « Nous » par rapport à « l'Autre » britannique (Moodie 1975 : xi).

Les élites de l'époque présentaient les Britanniques comme le groupe qui dominait les Afrikaners tant au niveau socioéconomique que culturel. Cette domination était appuyée par un accès privilégié aux ressources étatiques et économiques, alors que les Afrikaners en avaient un beaucoup plus restreint. La différenciation entre les Britanniques et les Afrikaners s'est effectuée

à travers deux phases du mouvement nationaliste. La première est celle de la création d'un mouvement linguistique (1905-1924) pour la promotion de l'afrikaans. À cette époque, la menace du monolinguisme (anglais) a été brandie par les élites de ce mouvement linguistique, ce qui a amené l'officialisation de l'afrikaans comme langue ayant une grammaire et une littérature propre. Ensuite, le mouvement économique (1934-1948) qui visait à sortir les Afrikaners de la pauvreté et de la domination économique a pavé la voie qui a mené à l'élection du NP en 1948.

Les défenseurs de l'afrikaans auraient été les précurseurs du mouvement nationaliste (Moodie 1975 :47). C'est donc d'abord par un mouvement linguistique que les bases du nationalisme afrikaner ont été jetées (Hofmeyer 1987). L'apparition d'œuvres littéraires en afrikaans sur l'histoire des Afrikaners et de revues traitant de « l'essence afrikaner au quotidien »¹⁹ (ou de l'*Afrikaner way of life*) a éveillé les consciences à une mobilisation identitaire. Ce processus s'est effectué dans le contexte d'industrialisation qui a relégué les Afrikaners dans une « classe moyenne manquée » où toutes chances d'avancement étaient bloquées par la domination britannique (Hofmeyer 1987 : 116). En effet, l'institutionnalisation de l'afrikaans et la définition de l'authenticité ethnique étaient étroitement liées à des dynamiques politiques et économiques de domination et de frustrations matérielles liées à la faible qualité de vie de plusieurs Afrikaners (Kriel 2010 : 412-413). C'est donc par les inégalités engendrées par l'industrialisation que la classe moyenne aurait intériorisé l'afrikanerité. En s'intégrant au marché de l'emploi industriel en milieu urbain, les travailleurs afrikaners ont été « organisés » en afrikaans par des syndicats à caractère ethnique. C'est avec cette base de travailleurs que la diffusion de l'idéologie nationaliste est devenue fructueuse (Hofmeyer 1987 : 96). Le mouvement

¹⁹ L'essence afrikaner est entendue comme les manières de vivre au quotidien, propres à la communauté. Ces revues présentaient l'architecture, la gastronomie et la mode afrikaner.

linguistique récoltera les fruits de ses efforts en 1925, lorsque l'afrikaans remplace le néerlandais comme seconde langue officielle.

C'est sur les fondements du mouvement linguistique qu'un mouvement économique émerge quelques années plus tard. Celui-ci a été le véritable catalyseur des forces nationalistes par ses efforts de politisation de l'afrikanerité. Dans *Volkskapitalisme*, O'Meara (1983) explore comment les transformations de l'économie sud-africaine ont engendré la mobilisation de la petite bourgeoisie afrikaner qui souhaitait intégrer le secteur industriel et commercial, dominé par les intérêts britanniques. À partir de 1934, ce mouvement a développé ce que l'on appelle le *volkskapitalisme*. Ce type de capitalisme afrikaner visait à prévenir la destruction du *volk* en ajustant le système capitalisme qualifié « d'étranger », car importé en Afrique du Sud par l'impérialisme britannique. Le *volkskapitalisme* avait pour objectif de mobiliser la nation pour capturer le système économique, pour ensuite l'adapter au caractère national afrikaner (O'Meara 1983 : 71). Non seulement l'*Afrikaner way of life* s'est développé dans le secteur culturel, mais l'économie devait se développer selon le modèle communautaire. C'est à partir de 1939, le *volkskongress* a regroupé différents acteurs économiques et politiques afrikaners pour discuter des stratégies à mettre en place pour développer la mainmise afrikaner sur la production et la consommation et améliorer les conditions de vie des plus défavorisés (par le RDB, présenté préalablement).

Comme ces études le démontrent, l'industrialisation a certainement été un terreau fertile à l'émergence du nationalisme. Ce qui est présent en trame de fond est une constante opposition de l'« Afrikaner » à son rival, le « Britannique ». En matière linguistique et économique, les Britanniques étaient ces « Autres » qui dominaient et maintenaient les Afrikaners en situation d'infériorité. D'après O'Meara (1983 : 55), les élites identitaires voyaient les Britanniques comme des ennemies de leur liberté : « *like the 'educated elite' of colonial Africa, the Afrikaner*

petty bourgeoisie identified 'imperialism' as the source of all its ills ». Cette domination des Britanniques a suscité différentes mesures pour renforcer les capacités des Afrikaners et leur autonomisation. Il est important de noter que toutes tentatives d'unification avant la guerre anglo-boer ont échoué à unir les Afrikaners des républiques boers indépendantes et ceux de la colonie du Cap. D'ailleurs, à la fin du 19^e siècle, l'unité était loin d'être atteinte, surtout au Cap où peu croyaient que l'afrikaans allait survivre dans un environnement anglophone (Giliomee 2003 : 225). Comme Le May (1995 : 33) l'affirme,

it needed a common aspiration, or a common grievance, to link together these two diverging parts of the Afrikaner people [le Nord et le Sud]. That link was eventually made through a distaste for the British rule; the precipitants of nationalism existed when a sufficient number of Afrikaners, wherever they lived, began to feel a communal resentment at what they regarded as a foreign occupation.

Les sentiments nationalistes unificateurs de certaines élites avant la guerre de 1899 étaient insuffisants pour engendrer une mobilisation nationaliste de masse et aller au-delà des disparités régionales.

C'est d'ailleurs l'entrée de l'Afrique du Sud dans la Deuxième Guerre mondiale qui a facilité l'arrivée au pouvoir du NP en 1948. L'engagement de l'Afrique du Sud aux côtés des Alliés a avivé les tensions entre Britanniques et Afrikaners. Une majorité d'Afrikaners étaient en désaccord avec cet alignement du gouvernement sud-africain avec les « ennemis ». Un article paru dans le journal étudiant de l'Université de Potchefstroom (un des bastions universitaires du nationalisme afrikaner, encore de nos jours) affirmait à ce sujet que : « *we have to support our only foreign enemy ! For no nation other than England has ever threatened our existence. [...]* *The mark is too deeply branded into our heart ; it is too close to our heart ever to forget...* » (Moodie 1975 : 193). C'est dans ce contexte qu'a été créé l'*Ossewabrandwag*, une organisation culturelle et paramilitaire d'extrême droite qui visait à maintenir et propager les traditions et les principes de la nation boer (Moodie 1975 : 190). Dans la pratique, ce groupe proche du nazisme a

lancé des actions pour saboter des installations gouvernementales. La création de ce mouvement à cette époque montre les clivages entre les nationalistes radicaux de droite et les plus modérés.

Les rapprochements entre les catégories identitaires sud-africaines étaient plutôt difficiles à l'époque, surtout que l'idéologie de la religion civile défendait la notion de Dieu en tant que « [...] *Great Divider. Not only did God separate light and dark, heaven and earth, man and woman, He also ordained the separation of one nation from the other* » (Dubow 1992 : 217). Le régime de l'apartheid s'est donc érigé sur un essentialisme culturel où la « culture noire » était vue comme inférieure et où l'homme blanc avait comme mission d'accompagner les « non-blancs » dans le développement des capacités nécessaires pour assurer leur autodétermination. Selon cette idéologie, le développement séparé ou *apartheid* était justifié par la volonté divine de l'unité dans la diversité où le *volk* était interprété comme un organisme qui transcende l'individualité. Cependant, malgré les frontières entre les nations et l'animosité avec les Britanniques, la trajectoire du pays a fait en sorte que les alliances raciales ont été une nécessité. C'est dans l'optique du développement séparé que le régime de l'apartheid a été développé comme un plan de survie radical ayant des dimensions multiples. Les nationalistes afrikaners soutenaient que « la survie du *volk* était inséparable du maintien de l'exclusivité raciale et que l'apartheid poursuivait systématiquement cet objectif » (Giliomee 2003 : 470). D'après Giliomee (2003 : 470), l'obsession de la survie ethnique par les élites du NP est aussi imbriquée dans une idéologie où « *fighting to ensure survival was seen as a personal responsibility, a higher calling* » (Giliomee 2003 : xviii). Dans l'interprétation de cet auteur, les politiques racistes du régime n'étaient pas une fin en soi : la survie ethnique était ce qui était visé.

Malgré les clivages avec les Britanniques, le régime de l'apartheid s'est aussi présenté comme une réponse aux profondes divisions entre les Blancs sud-africains (Marx 1998). Selon Marx, l'État sud-africain devait unifier les Blancs pour se consolider et faire contrepoids à la

majorité. Lors de son arrivée au pouvoir en 1958, Hendrik Verwoerd réoriente donc le discours d'opposition traditionnel entre Afrikaners et Britanniques vers l'unification de l'ensemble des Blancs sous une même bannière. Ce dernier soutenait que « *South Africa has a greater task than that of establishing Christian civilisation in Africa. It must become the firm base for the white man when his back to the wall from which he can advance again... Our strength lies not in our numbers but in our faith* » (van Jaarsveld 1964 : 25). Malgré l'union entre les descendants britanniques et les Afrikaners durant l'apartheid, l'interprétation de la distance entre les deux communautés est encore grande, du moins pour les nouveaux activistes afrikaners. Cependant, les descendants britanniques ne sont plus vus comme « l'Autre » dominant. Malgré que les divergences entre les Afrikaners et les Britanniques étaient difficilement réconciliables, les tensions intraethniques sur les orientations que le régime de l'apartheid devait prendre dans les décennies 1970 et 1980 sont à la source de la fracture du mouvement nationaliste.

3. Les réformes de l'apartheid et la fracture du mouvement nationaliste

Nous avons montré que les tensions au sein du mouvement nationaliste et avec les Britanniques ont été une caractéristique marquante de la trajectoire du nationalisme afrikaner. L'objectif de création d'une république sud-africaine, contrôlé par les Afrikaners et les Blancs, allait devenir l'objectif unificateur de l'Afrikanerdom, non seulement pour calmer ces tensions idéologiques et socioéconomiques intra-catégories mais aussi celles qui opposaient les Blancs entre eux. La rupture définitive avec l'ancienne métropole coloniale et le Commonwealth survient en 1961, lorsque Hendrik Verwoerd, premier ministre de 1958 à 1966, proclame la création de la République sud-africaine. Les années 1960 ont été marquées par l'ambitieux projet d'ingénierie sociale de Verwoerd, aussi appelé Grand apartheid. Les années verwoerdiennes ont

été en quelque sorte, l'âge d'or du régime de l'apartheid, en raison de la réalisation du rêve ultime de l'Afrikanerdom d'être enfin libéré de toute emprise étrangère. Ce n'est que plus tard que les tensions intra-catégories refont graduellement surface.

La cohésion au sein du mouvement nationaliste suite à la réalisation de l'objectif d'unification s'est érodée, surtout à partir de la décennie 1970 lorsqu'une fracture irréconciliable se manifeste. Elle sera réactivée principalement en réponse aux réformes du régime de l'apartheid, notamment dans le domaine de l'emploi. Parmi les réformes implantées principalement pour contenir les protestations des travailleurs noirs, le NP avait éliminé certaines mesures ségrégationnistes dans le secteur industriel, délaissant certaines protections particulières aux travailleurs blancs. Ainsi, le parti censé défendre les intérêts du *volk*, trahissait les travailleurs afrikaners qui avaient toujours été une des plus importantes sources d'appui du NP (voir le chapitre 3 pour une explication plus détaillée des réformes dans le milieu du travail).

À la suite de ces réformes, un schisme appelé le *broedertwis* (« la querelle entre les frères ») s'est installé dans les rangs nationalistes. Cette division a cimenté deux camps opposés : les *verligtes* (éclairés/libéraux) et les *verkrampptes* (réactionnaires/conservateurs). Le *broedertwis* a divisé autant les acteurs politiques, religieux, et de la société civile que la population. Bien que la littérature sur le nationalisme afrikaner souligne les disparités de classes socioéconomiques et régionales de l'Afrikanerdom, le cœur de la discorde se situe aussi au niveau des conceptions divergentes données aux fonctions étatiques pour atteindre les objectifs nationalistes (Giliomee 1992 : 346). Ces divisions

represent two inherent contradictory tendencies of exclusivism and accommodation within the nationalist Afrikanerdom... While the verligtes see themselves as whitemen (as well as Afrikaners), the verkrampptes see themselves as Afrikaners first and last and insist that it is their detailed dissimilarity from other white groups in Africa which accounts for their survival in an hostile Africa (Nolutshungu 1971 : 28 dans Giliomee 1992 : 346).

Un point de litige s'ajoute à ceux déjà existants : les conservateurs priorisent leur identité ethnique. Selon cette interprétation, l'afrikanerité est ce qui a permis à la communauté de survivre dans un environnement hostile à leur égard, comme le mythe sur la destinée manifeste nous l'a préalablement montré. Par conséquent, l'État sud-africain devait rester aux mains exclusives des Afrikaners et toute ouverture était une menace à la survie ethnique.

Du *broedertwis* a émergé un nouvel acteur politique : le Conservative Party (CP). Le 24 février 1982, Andries Treurnicht, député du NP, quitte les rangs de l'organisation pour former le CP, avec vingt et un autres députés démissionnaires. L'arrivée de ce nouveau joueur marque la fin définitive de l'unité du nationalisme afrikaner qui avait toujours été fragile et mise à l'épreuve par des crises récurrentes (Giliomee 2003 : 603). Dans les années 1980, le CP deviendra le pivot politique des organisations de ce qui est appelé la droite afrikaner (ou le courant nationaliste conservateur dans notre cas). Comme mentionné plus haut, le *broedertwis* a autant divisé la société civile et les partis politiques. Mais la population a aussi pris position. Ainsi, lors des élections municipales de 1988, le CP a gagné 101 sièges sur un total de 150 dans la province du Transvaal ainsi que 22 % des gouvernements locaux du pays. Suite à ces élections, « les conseils municipaux contrôlés par le CP ont délibérément adopté une politique d'obstruction des réformes du NP » (van Rooyen 1994 : 88). Certains gouvernements locaux avaient même tenté de réintroduire des mesures ségrégationnistes qui avaient été abolies. Leurs tentatives ont cependant été infructueuses, car le gouvernement central a annulé les initiatives des autorités locales (Giliomee 2003 : 623).

Une importante tendance marque le camp des conservateurs : les acteurs qui s'associaient à la mouvance conservatrice ou de la droite s'opposaient aux réformes des politiques de l'apartheid et éventuellement, à la transition vers la démocratie multiraciale. D'après van Rooyen (1994 : 63), les conservateurs n'étaient pas représentatifs d'un groupe ethnique spécifique, car

leurs idées étaient aussi partagées par des Sud-africains de descendance britannique. Parmi les Afrikaners, environ la moitié de la population aurait supporté le camp des conservateurs (van Rooyen 1994 : 63). Les acteurs de la droite afrikaner ont développé une hostilité envers le NP et les organisations qui lui étaient rattachés. C'est pourquoi les années 1970 à 1990 ont vu naître une multiplicité de nouveaux regroupements (tel que l'*Afrikaner Weerstandsbeweging* [Afrikaner Resistance Movement] ou l'AWB de Eugene Terre'blanche, créé en 1973) et les organisations afrikaners déjà existantes devaient choisir leurs camps. L'ancêtre de Solidarity, la MWU, s'est aligné avec la droite afrikaner (voir le chapitre 3 pour la présentation de la trajectoire plus détaillée des organisations de la droite afrikaner et de la MWU-SoMo).

Avec la « déviation graduelle » du NP vers une certaine ouverture politique, les « vrais » gardiens du nationalisme afrikaner se sont déplacés vers le camp des conservateurs, surtout à partir de 1982. À cette époque, pour les tenants de la droite, « *the only way in which to confirm and protect the status and identity of the Afrikaner and to prevent the group from being dominated by other ethnic groups and races is to exercise power through self-determination in an ethnically homogenous territory* » (van Rooyen 1994 : 3). À l'aube de la transition, la création d'un *volkstaat* afrikaner était l'outil privilégié pour protéger les intérêts des membres de la communauté désirant se joindre au projet. Cependant, quelques années après les premières élections multiraciales, l'objectif de l'autodétermination territoriale a été délaissé. Malgré l'ouverture de l'ANC à ce processus, plusieurs obstacles se dressaient devant la réalisation du projet, notamment au niveau de la localisation géographique. Peu importe le lieu du *volkstaat*, des mouvements de population afrikaner étaient nécessaires étant donné leur dispersion sur l'ensemble du territoire sud-africain. Devant ces défis, le projet peinait à se matérialiser et l'espoir de voir la création du *volkstaat* est graduellement tombé en désuétude.

La seule initiative existante s'approchant du *volkstaat* est la ville d'Orania créée en 1991. Cette municipalité d'environ un millier d'habitants, située dans la province du Cap-du-Nord, est réservée aux Afrikaners (l'approbation de la municipalité est obligatoire pour s'y établir) et vise à mettre en pratique le principe d'autonomie communautaire. Orania a été créé par Carel Boshoff senior, un ancien dirigeant de l'ABB ayant fait défection de l'organisation suite aux réformes du régime de l'apartheid et qui souhaitait perpétuer la voie verwoerdienne de la confédération des nations. Le statut de la municipalité n'est pas clairement défini. Des dirigeants d'Orania l'ont qualifié de *common law local government* (Jaco Kleyhans, Carel Boshoff (junior) – entretien 18 avril 2014) ce qui signifie que le gouvernement local agit comme un gouvernement national, sur un modèle de démocratie participative. Les affaires internes d'Orania sont donc administrées de manière autonome face à l'État, tout en respectant le Code criminel et la Constitution. La municipalité a développé son propre cursus scolaire, sa monnaie et les habitants occupent des emplois au sein de la communauté. Au niveau de la gestion du territoire, la municipalité est propriétaire des terres, majoritairement agricoles : Orania est donc à la fois une compagnie privée et un gouvernement local.

Malgré la multiplicité des acteurs nationalistes conservateurs, l'autodétermination afrikaner était la principale revendication de cette mouvance, conjuguée au maintien de la supériorité raciale des Blancs, avec un radicalisme plus ou moins prononcé selon les acteurs. Par la poursuite de ces objectifs, la droite afrikaner s'est appropriée les préceptes du nationalisme en s'opposant à la libéralisation et au NP qui aurait laissé tomber la cause en s'ouvrant aux négociations avec l'ANC au début des années 1990. Lorsque le parti remporte les premières élections démocratiques multiraciales, le NP conserve une seule province : le Cap occidental, son bastion traditionnel. Par la suite, le parti a connu des difficultés en raison de la perte de confiance des électeurs. Le parti est dissout en 2005 alors qu'il s'intègre à l'ANC, « la dernière trahison »

du parti. Ainsi, le plus important pilier du nationalisme afrikaner disparaît et les organisations qui lui étaient traditionnellement rattachées se détournent pour la plupart définitivement de toutes revendications identitaires (voir chapitre 3).

Cette synthèse de la littérature nous montre que le mouvement nationaliste du Nord a été marqué par une ferveur conservatrice qui a engendré une mobilisation pour que les travailleurs afrikaners défavorisés s'autonomisent par l'entremise d'organisations de la société civile. Nous allons démontrer dans notre thèse que, tout comme le mouvement nationaliste du Nord, les entrepreneurs ethnopolitiques du SoMo se sont inspirés de ce modèle lorsqu'ils ont développé leurs réseaux d'institutions de la société civile. La justification idéologique d'une telle entreprise est aussi puisée dans les répertoires en continuité avec le passé. La MWU est d'ailleurs originalement un syndicat de travailleurs miniers afrikaners créé en 1902 en plein bouleversement des structures sociales afrikaners. Tout comme à l'époque de l'émergence du mouvement nationaliste, les travailleurs (ou la classe moyenne de nos jours) sont encore un important centre de mobilisation pour assurer le fleurissement de l'afrikanerité. Le statut socioéconomique, l'ethnicité, l'idéologie conservatrice et la race constituent encore les prismes incontournables pour comprendre la mobilisation afrikaner dans la « nouvelle » Afrique du Sud.

4. Les analyses du mouvement afrikaner post-apartheid : la mort du nationalisme et l'apparition des minorités discriminées

La littérature sur le mouvement post-apartheid est encore à ces débuts, car le mouvement pour la défense des intérêts afrikaners s'est institutionnalisé il y a peine quelques années (d'ailleurs, le phénomène est toujours en mouvement au moment d'écrire la thèse). Les auteurs se sont surtout penchés sur la phase où la protection de l'afrikaans était le principal cheval de bataille des nouveaux acteurs. Avec l'officialisation du SoMo en 2012, le nouvel activisme

afrikaner a pris de l'ampleur, non seulement dans ses revendications, mais aussi dans ses stratégies politiques et institutionnelles ainsi qu'au niveau de l'importante augmentation du nombre de membres. Nous avons identifié deux principaux thèmes dont traitent les auteurs par rapport au mouvement post-apartheid. Le premier est celui de la qualification de la nature du mouvement, à savoir si ce que nous observons est du nationalisme ou de l'activisme ethnique. En présentant leurs arguments, nous nous positionnons du côté de la politisation de l'ethnicité, car l'aspiration à l'autonomie territoriale a disparu des revendications des entrepreneurs ethnopolitiques. Nous terminons en présentant ce qui est appelé la nouvelle manifestation de l'afrikanerité, soit la défense des droits des « minorités discriminées ».

4.1 Nationalisme ou activisme ethnique ?

La définition du concept du nationalisme est marquée par de nombreuses ambiguïtés et l'ambivalence (Brubaker 2004 : 132). Le phénomène a souvent une connotation positive ou négative selon les cas et dépend « *[of] how people have evaluated nationalism [and] on what they have understood it to be* » (Brubaker 2004 : 132). Par conséquent, il y a presque autant de définitions du nationalisme qu'il y a d'auteurs sur le sujet. C'est pourquoi, une des caractéristiques marquantes des débats chez les auteurs (principalement tous Sud-africains) est son inscription dans la trajectoire raciste du nationalisme afrikaner ce qui en fait nécessairement un concept négatif dont les acteurs souhaitent se distancer. En effet, les activistes pour la protection de l'afrikaans discréditent automatiquement l'appellation « nationaliste » (Kriel 2006 : 46). Le terme est plutôt utilisé par ces derniers pour disqualifier le projet gouvernemental de *nation-building* et se distancer du mouvement de l'époque de l'apartheid. Par exemple, Koos Malan, professeur de droit à l'Université de Pretoria, affirmait que « *modern-day Afrikaner*

opposition to 'black domination' as well as 'English monolingualism in the public service' is not an expression of minority nationalism: the black majority are the nationalists; theirs is a sectional nationalist project, '[d]raped in human rights camouflage' » (Kriel 2006 : 47). Tel un écho du passé, cette remarque réactive des termes récurrents du discours mobilisateur nationaliste où l'on dénonce le monolinguisme et la domination. Johan Rossouw, un défenseur de l'afrikaans dans l'Afrique du Sud post-apartheid, affirme quant à lui que deux groupes d'Afrikaners subsistent : « ceux qui recherchent "le salut politique" au sein de la nation sud-africaine et ceux qui le cherchent parmi la communauté afrikaner » (Kriel 2013 : 115). Pour cet auteur, parmi ceux favorisant la communauté afrikaner, il existe deux autres sous catégories : les Afrikaners traditionnels ou les nationalistes, tournés vers le passé de l'apartheid et les « nouveaux Afrikaners » qui ne sont pas nationalistes (Kriel 2013 : 115-116). Le concept a donc une signification négative dont les élites tentent de se défaire, tout en caractérisant les rivaux politiques comme des nationalistes.

En continuant dans la catégorisation de la population afrikaner, Giliomee (2003 : 703) propose une typologie faisant état des divisions intraethniques. Une première catégorie serait composée par les « *hardcore rejectionists* », représentant un faible nombre. Ce groupe serait formé par les individus qui ont une croyance persistante en la nécessité de la ségrégation raciale. Ensuite, « *those who passively acquiesced* » sont ceux qui ne sont pas préoccupés par la préservation de l'afrikaans et les soi-disant effets discriminatoires des politiques gouvernementales de cohésion sociale. D'après l'auteur, ces derniers profiteraient des opportunités économiques de la « nouvelle » Afrique du Sud, mais seraient prêts à émigrer à tout moment. Ce groupe serait formé par des Afrikaners opportunistes qui profitent du système, sans attachement identitaire, ni pour la nation sud-africaine, ni pour l'afrikanerité. La troisième catégorie, les « *apologetic Afrikaners* », sont définis comme les individus voulant « expier

l'apartheid et poursuivre leurs propres intérêts, en étant tout à fait prêts à sacrifier l'afrikaans dans les établissements scolaires et à fermer les yeux sur les politiques d'*affirmative action* dans la mesure où ils ne sont pas affectés » (Giliomee 2003 : 703). Cet autre type d'Afrikaners serait aussi opportuniste, mais n'irait pas jusqu'à choisir l'option de l'immigration. D'après l'auteur, ils vivraient dans une honte constante liée au passé de l'apartheid ce qui les empêcherait d'être des membres actifs de la société.

La thèse traite de la dernière catégorie proposée par Giliomee, celle des « *activists for Afrikaans and Afrikaans people of all colours* ». D'après l'auteur, ces activistes sont « avides d'utiliser la Constitution pour promouvoir activement l'afrikaans et résister à ce qu'ils appellent la discrimination injuste envers les minorités » (Giliomee 2003 : 703). Ces derniers s'identifieraient non pas comme des nationalistes, mais comme de bons démocrates (Kriel 2013 : 118), de par leur utilisation des outils constitutionnels et l'acceptation des règles de la démocratie multiraciale ainsi que des frontières territoriales de l'État. Giliomee, un des auteurs les plus prolifiques sur le mouvement afrikaner et que nous qualifions d'activiste ethnique²⁰, affirme que :

the Afrikaners were without national leaders or strong organizations, but with apartheid receding into the past, the hope was that many would rediscover and re-invent that part of their identity forged by the Afrikaners' complex and turbulent history, by the Afrikaans language itself and by the harsh but beautiful land in which they lived. Their challenge was to come to terms with this history, to nourish and replenish this love for their language and take up their responsibility to hand over their cultural heritage to the next generation in a sound state. If they were to accept this challenge, they would become part of a new, democratic South Africa in their own special way (Giliomee 2003 : 715).

L'auteur conclut son imposante biographie sur l'histoire des Afrikaners avec cette citation qui appelle à une mobilisation sur de nouvelles bases pour retrouver la fierté, protéger la culture et assurer le futur de la communauté dans la nouvelle Afrique du Sud.

²⁰ Les universitaires afrikaners ont souvent été impliqués dans les débats liés au nationalisme, comme opposants ou protagonistes des politiques gouvernementales (Hugo 1998).

Les auteurs qui se penchent sur la question identitaire afrikaner à l'époque post-apartheid ne s'attardent que très peu sur la définition du concept de nationalisme. Dans une étude de la trajectoire du discours du syndicat afrikaner *Solidarity*, Boersema (2012) dans une des rares études empiriques sur le syndicat, disqualifie la nature nationaliste de l'organisation, car elle propagerait une identité afrikaner postnationaliste. Étant donné que les vues associées à l'extrême droite ont été abandonnées et discréditées (Boersema 2012 : 411) et qu'elle ne défend plus la création du *volkstaat*, elle serait donc une organisation postnationaliste. Or, loin d'être postnationaliste, *Solidarity* s'est restructurée pour redéfinir et défendre l'afrikanerité. Dans les discussions sur le mouvement post-apartheid, les auteurs démontrent plutôt le consensus concernant la disparition du nationalisme afrikaner raciste de l'époque de l'apartheid. Les manifestations nationalistes extrêmes, associées au racisme, au contrôle de l'État par la minorité blanche et aux demandes de l'extrême droite durant les négociations de création d'un *volkstaat* ont en effet été abandonnées (Sparks 2003, Grobbelaar 1998, Blaser 2012).

Au contraire de ces auteurs, Kriel soutient l'hypothèse que la défense de l'afrikaans « *constitutes, for the most part, a continuation of the Afrikaner nationalist project* » (Kriel 2013 : 112). Pour l'auteur, étant donné que le projet de souveraineté territoriale a été délaissé, la langue est devenue le lieu d'expression de l'identité afrikaner : « *[the] language can become the new land* » (Kriel 2013 : 127). Elle soutient que le « *New Afrikaans Movement* », c'est-à-dire les acteurs qui se mobilisent pour protéger la langue, est un mouvement nationaliste même s'il souhaite atteindre un niveau moins élevé de pouvoir (ou des formes différentes de pouvoir) qu'un gouvernement composé de membres de ladite nation (Kriel 2006 : 54). Dans un contexte où l'atteinte du contrôle de l'État et de l'appareil militaire est impossible, « *a certain degree of economic and cultural power can still be secured through control of schools, universities, academies, publishing houses and cultural associations. [...] Politics is about power, but power*

can be gained and maintained through institutions other than the state » (Kriel 2006 : 53). Selon l'auteure, ce qui est actuellement observé est du nationalisme culturel; la survie de la langue constituant l'aspiration du mouvement.

Dans notre perspective, il est tout à fait juste de mentionner que la sécurisation des intérêts culturels et économiques peut se faire à des niveaux moins élevés que par le contrôle de l'État donc par d'autres moyens. Nous avons plutôt observé que la mobilisation pour la défense de l'afrikaans s'inscrit dans un processus de restructuration de l'afrikanerité au lieu d'être une manifestation d'un mouvement nationaliste afrikaner post-apartheid et l'ethnicité est politisée comme base de l'action collective. Cependant, comme le mentionne Kriel, bien qu'il y ait une volonté de réallocation des ressources de la part des élites, un des objectifs centraux pour Solidarity et de son mouvement est de « rééquilibrer les forces entre la majorité et les minorités » (Hermann 2013) et non pas uniquement la protection de l'afrikaans. De surcroît, l'objectif nationaliste de rendre les unités politiques et nationales congruentes (Gellner 1983) est absent des revendications des entrepreneurs ethno-politiques du SoMo. D'ailleurs, Brubaker soutient que la présence de réseaux ethniques comme celui du SoMo ne s'accompagne pas nécessairement de convictions nationalistes. Ces réseaux structurent plutôt le quotidien des individus et par conséquent, ils peuvent exister sans un niveau élevé d'appartenance à une catégorie (Brubaker 2002).

Enfin, malgré l'augmentation rapide du nombre de membres de certaines organisations comme Afriforum, nous ne pouvons parler d'un mouvement nationaliste de masse. Même l'appartenance à l'afrikanerité des individus est variable selon sa place dans la société et de sa relation par rapport au pouvoir de l'État (Davies 2009 : 77). Dans son étude, Davies donne l'exemple des élites économiques d'origine afrikaner qui depuis la transition démocratique, tirent profit de la globalisation et des politiques de l'ANC. Celles-ci ne seraient pas enclines à s'auto-

identifier à l'afrikanerité. Davies (2009) ou Blaser (2004, 2012) ont montré à l'aide d'entretiens d'adolescents afrikaners (ou ceux qu'on appelle les *born-free*) que l'auto-identification des individus est complexe et changeante en fonction des situations sociales. En effet, dans notre perspective, « *collectivities and individuals have multiple and conflictual identities over which there can be no final consensus* » (Hutchinson 2005 : 5).

Plutôt que de placer au cœur de l'analyse les débats sur la nature nationaliste ou non du mouvement, la question de la continuité entre le mouvement pré-1994 et celui post-apartheid nous semble plus féconde pour comprendre le phénomène actuel. Un élément central de la thèse de Kriel pour notre étude est qu'elle soutient que le nouveau mouvement afrikaner s'inscrit dans une « certaine continuité » (*loose continuity*) avec le mouvement nationaliste. L'auteure expose qu'il y a continuité, car la promotion de l'afrikaans dans la période post-apartheid s'effectue aussi par l'entremise d'organisations de la société civile ancrées dans les communautés locales. Comme nous le démontrons dans la thèse, la préservation de la langue n'est pas l'unique aspiration du nouvel activisme ethnique. D'ailleurs, la littérature sur le mouvement post-apartheid met en lumière un nouveau type de manifestation identitaire : celui de la mobilisation de la catégorie des minorités discriminées.

4.2 Les Afrikaners, la nouvelle minorité discriminée

Dans son étude, Davies (2009) soutient que plusieurs organisations « jouent la carte des minorités ». D'après cette auteure, le discours sur les droits des minorités est une nouvelle manifestation de l'identité afrikaner depuis la chute de l'apartheid. Elle a observé que ce discours provient de l'ancienne garde nationaliste et trouverait une résonance variable dans la population. Comme nous le démontrons dans la thèse (voir surtout le chapitre 5 à ce sujet), la protection des

droits des minorités est l'enjeu central dans les nouvelles manifestations de l'afrikanerité, malgré que les bases de ce discours avaient d'abord été élaborées par les opposants de la droite afrikaner, soit le courant des *verligtes* lors des négociations entre le NP et l'ANC. Par conséquent, cette manifestation est plutôt une adaptation qu'une nouveauté. Ce que nous observons est donc une récupération et une adaptation de ce discours pour les besoins politiques du SoMo. Comme Grobbelaar (1998 : 396) l'a mentionné,

*the era of Afrikaner nationalist activity in South Africa is not quite the vestige of the past that most of us would want to believe it to be. [...] It is [...] clear **that the growing international respectability and legitimacy attributed to issues of ethnicity, ethnonationalism and diversity together with the culture of dialogue and negotiation in South Africa, are playing a vital role in attempts to address Afrikaner nationalist identity.** Afrikaner nationalist elites dominating the movement are at present and in general committed to 'trading' and negotiating. The questions of soft territorial boundaries and relative cultural autonomy are on the constitutional menu in South Africa for the foreseeable future.*

To suggest that Afrikaner nationalism is a completely empty and spent force would be to misunderstand the modern history of South Africa. [...] if threat and insecurity [...] were to become the dominating culture [...], it is more than likely that the support for the vision of the [nationalists] would grow significantly [...] and we will not have heard the last of this once powerful force ».

En effet, l'environnement institutionnel national et international offre des opportunités de mobilisation sur de nouvelles bases. Bien que la constitution ne fait aucune mention de la protection des droits des minorités, des principes et des institutions en matière de protection des communautés culturelles et linguistiques existent dans la constitution. De plus, la réintégration de l'Afrique du Sud démocratique à la communauté internationale implique des engagements en matière de protection des droits humains dont la protection des droits des minorités est corolaire.

Nous avons montré que des auteurs soulignent l'existence d'un mouvement linguistique imbriqué dans un narratif plus général sur les minorités qui vise à cadrer les Afrikaners comme telles (Giliomee 2003, Davies 2009, Kriel 2012). C'est face à ce constat que Alsheh et Elliker ajoutent que

there is an art to becoming a minority : transforming populations that happen to have a shared interest that is different from what the sovereign demos defines as the general interest, into a self-conscious and self-organised community that is politically effective in legitimately promoting its interests » (Alsheh et Elliker 2015 : 4).

En effet, pour que cette catégorie ait une résonance parmi la population, il faut que des entrepreneurs et leurs organisations les transforment en cadrant celle-ci comme une minorité qui aurait des intérêts différents de ceux de la majorité. C'est en invoquant la catégorie des minorités et en posant des actions que des organisations cherchent à obtenir une légitimité pour parler en leur nom. Les nouveaux activistes sont effectivement devant un défi de taille : les Afrikaners sont en minorité, sans possibilité de retrouver la domination politique qui leur permettait de protéger les intérêts socioéconomiques et culturels.

Au contraire de ce que Alsheh et Elliker (2015 : 3) mentionnent, le fait d'être une minorité est un important bien politique, car la catégorie permet de s'opposer légitimement à des mesures qui seraient défavorables à leur égard en vertu de protections constitutionnelles de la diversité et du droit international en la matière. La catégorie des minorités est donc une base pour l'action politique. La littérature sur le mouvement post-apartheid a identifié l'existence de la catégorie cette nouvelle manifestation, mais sans répondre aux questions suivantes : quels sont les objectifs du discours et comment la catégorie des minorités est maintenant articulée. Bien que les auteurs offrent un bon point de départ pour comprendre le nouveau mouvement, ils sont ambigus dans leur démonstration conceptuelle : elle est plutôt concentrée une discussion de la politisation de l'ethnicité et moins sur cet « art de devenir une minorité ».

L'ombre du régime de l'apartheid est encore très présente sur toutes initiatives mises en place pour protéger les intérêts des Afrikaners et les entrepreneurs ethno-politiques sont bien au fait de ce défi. Comme le mentionne Kriel (2013 : 272), les droits et les intérêts des Afrikaners sont défendus « *unashamedly* » par les nouveaux activistes alors qu'il n'est pas anormal de voir

des minorités ethniques s'organiser pour protéger leurs droits et leurs intérêts. Cette remarque fait ressortir une caractéristique de la littérature sur le mouvement post-apartheid. Les analyses des auteurs (pour la plupart Sud-africains) sont marquées par leur positionnement à l'égard de la politisation de l'afrikanerité. Sans être nécessairement explicites, certains la dénoncent et au contraire, d'autres la soutiennent. La mobilisation afrikaner est vue d'un mauvais œil par plusieurs en raison du poids du passé et des liens antérieurs du SoMo avec la droite (et parfois même l'extrême droite pour certains membres). Par conséquent, cette image négative doit être transformée par les activistes pour que l'action politique soit efficace et légitime.

5. Conclusion : la mobilisation afrikaner entre continuité et transformation

La revue de la littérature nous a permis d'identifier certains points essentiels à notre analyse. D'abord, le mouvement nationaliste a été marqué par des tensions intraethniques, créées par des trajectoires divergentes entre le Nord et le Sud. En effet, le mouvement du Nord s'est développé dans un esprit républicain décentralisateur qui favorisait le rejet de la politique partisane au profit de la préservation de l'authenticité afrikaner et de son caractère sacré face à « l'Autre » britannique dominant. L'afrikanerité s'y est institutionnalisée par l'entremise d'organisations de la société civile, censées promouvoir l'autonomie des communautés locales et sauver les descendants des *Voortrekkers* de la pauvreté et de la déchéance culturelle et sociale. Parmi ces organisations, les syndicats ethniques ont notamment été des acteurs clés de la mobilisation identitaire en organisant « ethniquement » les travailleurs qui ont donné leur soutien au NP jusqu'à ce que le parti mette en oeuvre des réformes du régime de l'apartheid.

Le *broedertwis* a par la suite créé une fracture du mouvement nationaliste entre les « libéraux » et les conservateurs. Ces deux camps avaient non seulement une vision divergente de

la place à donner à l'afrikanerité mais aussi aux rôles de l'État pour préserver les intérêts de la catégorie identitaire. C'est en se présentant comme les défenseurs de l'autodétermination afrikaner que les acteurs du nationalisme conservateur sont entrés dans la « nouvelle » Afrique du Sud. La transition démocratique a engendré un choc autant du côté des « libéraux » que des conservateurs et a conduit à la mort du nationalisme afrikaner de l'époque de l'apartheid. Cependant, affirmer que les forces qui ont animé le mouvement nationaliste sont éteintes pour toujours serait une analyse prématurée. La démocratisation du régime et la prise du pouvoir par l'ANC ont rendu certaines avenues improbables, comme la sécession territoriale et la dévolution de pouvoirs, mais offrent aussi de nouvelles opportunités de mobilisation autour de la catégorie des minorités discriminées. Pour comprendre la restructuration du mouvement afrikaner, notre cadrage théorique conceptualise la continuité et le changement entre le nouvel activisme ethnique et les processus d'institutionnalisation de l'afrikanerité post-apartheid.

CHAPITRE 2

Cadrage théorique : entre passé, présent et futur. Comprendre la restructuration du mouvement identitaire afrikaner post-apartheid

*What [...] one do
With this load of decrowned skeletons
origins shame and ash ?
Antjie Krog (2000), Down to my Last Skin*

La littérature sur l'identité afrikaner post-apartheid est consensuelle sur l'existence d'un nouveau mouvement identitaire, au moins depuis 2005 (Kriel 2013). Comme nous l'avons démontré précédemment, malgré la proclamation de la mort du nationalisme afrikaner suite à la transition démocratique de 1994, certains points de vue s'opposent : des analyses soutiennent que le nationalisme s'est transformé en activisme politique ethnique (Grobbelaar 1998, Alsheh et Elliker 2015) tandis qu'une auteure soutient que le mouvement actuel pour la protection de l'afrikaans est une manifestation nationaliste en continuité avec le passé (Kriel 2013). Il ne fait aucun doute que le changement de régime a engendré un bouleversement contextuel majeur pour les organisations nationalistes. L'émergence de nouvelles manifestations identitaires dans l'Afrique du Sud post-apartheid était à prévoir bien que le mouvement nationaliste de la période de l'apartheid soit disparu. Les protagonistes du nouvel activisme ethnique définissent leur mission comme

*the defence of multilingualism and minority rights or the defence of the Afrikaans language, but increasingly they added, unashamedly, that they were **standing up for Afrikaner rights and interests**. While not monolithic in any way, the new Afrikaner movement was a **self-conscious project that soon became consolidated around a number***

of organisations (Kriel 2013 : 272).

Ces organisations, pour la plupart héritées du mouvement nationaliste, ont survécu à la transition démocratique et se sont adaptées au nouveau contexte, au contraire du NP (alors devenu le NNP²¹) qui s'est intégré à l'ANC en 2005. Face à ces constats, notre objectif est de comprendre les processus de restructuration du nouvel activisme ethnique depuis 1994.

Nous émettons l'hypothèse que le nouvel activisme afrikaner est en continuité avec le passé bien que le nationalisme de l'époque de l'apartheid ait effectivement disparu. Nous affirmons qu'il se restructure en suivant les voies tracées par ses prédécesseurs, en reproduisant des stratégies politiques, institutionnelles ainsi qu'une structure idéologique dont les fondements sont semblables à ceux de mouvement nationaliste. Notre hypothèse contribue à identifier les processus d'adaptation du nouvel activisme afrikaner. Ainsi, notre démonstration empirique alimentera les débats, pour la plupart athéoriques et parfois normatifs, qui se sont concentrés jusqu'à maintenant sur la nature du mouvement. En mobilisant des concepts théoriques institutionnalistes et constructivistes, nous ouvrons la voie à la comparaison entre le cas afrikaner et d'autres similaires, brisant ainsi l'idée préconçue de l'unicité de la trajectoire sud-africaine. Notre interprétation, ancrée dans les concepts de continuité et de changement institutionnel, se fonde sur des propositions tirées des institutionnalismes historique et sociologique; de la perspective développée par Rogers Brubaker dans *Ethnicity without Groups* et de certains concepts de la littérature sur les mouvements sociaux.

L'approche brubakerienne nous permet de définir le concept d'ethnicité comme une forme institutionnalisée et une catégorie pratique, et nous permet d'analyser la continuité institutionnelle de l'ethnicité par le concept de la dépendance au sentier. Notre cas nous a amené

²¹ Depuis 1990, le NP avait ouvert ses rangs aux non-Blancs. Lorsque que le NNP est créé en 1996, le parti dénonçait le régime de l'apartheid et « s'est autoproclamé le parti le plus multiracial d'Afrique du Sud » (Darracq 2010 : 170).

à observer qu'une fois que les institutions reliées à la reproduction de l'ethnicité ont été créées, dans une conjoncture critique, elles se sont engagées dans des voies dont il est difficile de se détourner (Pierson 1994). Il y a aussi continuité, car les institutions sont des guides pour l'action. En effet, selon Brubaker, l'ethnicité est un cadre cognitif qui structure les actions des agents en leur donnant des repères, qui exclue certaines avenues et en favorise d'autres. Par conséquent, les acteurs agissent selon une logique d'*appropriateness* (ou ce qui est perçu comme étant approprié de faire par les acteurs).

Cependant, plutôt que de concevoir la continuité en termes de « *lock in* » déterministe, nous empruntons la perspective de Thelen (2004) qui soutient que la survie institutionnelle est possible, car les institutions s'adaptent aux contextes changeants marqués par des situations de pouvoir asymétrique. En effet, nous accordons une importance particulière aux conditions auxquelles les institutions doivent s'adapter. Selon l'auteure, elles s'adaptent notamment par des processus de conversion fonctionnelle, ce qui nous permet d'expliquer la modification des fonctions et des objectifs des organisations du nouvel activisme. En outre, nous ajoutons à cette perspective que le pouvoir n'est pas uniquement asymétrique hors des frontières de la catégorie identitaire : il l'est aussi à l'interne ce qui engendre des divisions intra-catégories face auxquelles les institutions doivent aussi s'adapter. La compréhension du changement institutionnel serait incomplète sans l'apport de l'institutionnalisme sociologique qui soutient que les institutions s'adaptent pour obtenir plus de légitimité (Hall et Taylor 1997). En d'autres mots, les règles et les pratiques sont adaptées en fonction de ce qui est socialement approprié et légitime. Ces perspectives théoriques constituent les fondements de notre analyse de la continuité et des changements du mouvement post-apartheid. Cependant, ces approches qui expliquent les dynamiques structurelles de la continuité et du changement sont incomplètes, car elles ne permettent pas de comprendre les processus de l'ethnisation au niveau des agents.

C'est pourquoi nous étudions les processus de redéfinition de l'afrikanerité, les stratégies politiques et institutionnelles à l'aide de trois concepts qui nous permettent de comprendre ce que font les entrepreneurs ethnopolitiques avec la catégorie pratique de l'ethnicité. Premièrement, à l'aide du concept de cadrage (Tarrow 1998, McAdam, Tarrow et Tilly 2001), nous démontrons que les entrepreneurs se sont engagés dans un processus de redéfinition des attributs de la catégorie identitaire (Brubaker 2004) et visent ainsi à susciter un niveau d'appartenance à la « nouvelle » afrikanerité. Un cadrage des attributs de la catégorie sur de nouvelles bases était nécessaire, sans quoi l'intégration à l'Afrique du Sud démocratique aurait été impossible pour les héritiers du nationalisme conservateur. Celui-ci vise à présenter l'authenticité afrikaner par la construction d'un mythe fondateur basé sur l'autosuffisance communautaire. Ainsi, les entrepreneurs peuvent réinterpréter la trajectoire historique des Afrikaners, sur les fondements de l'identité collective passée et identifier un nouvel « Autre » dominant contre qui ils peuvent se définir.

Ensuite, le second concept est celui du *group-making* de la catégorie des minorités discriminées. Les élites tentent d'institutionnaliser cette catégorie qui constitue la base de la stratégie politique du mouvement. C'est en cadrant les minorités ethniques et raciales discriminées (dont font partie les Afrikaners) que les entrepreneurs peuvent dénoncer certaines actions gouvernementales. Ce « cadre d'injustice » (Gamson 1992) vise à susciter l'identification de la situation des Afrikaners dans la « nouvelle » Afrique du Sud comme injuste. Cette stratégie politique est marquée par l'intégration de l'Afrique du Sud au système international. Celle-ci offre des voies pour un nouveau type de mobilisation politique, sous une forme autre que ce qui a été connu jusqu'à maintenant pour les activistes afrikaners. Les entrepreneurs ethnopolitiques utilisent l'arène internationale, plus précisément le forum des Nations unies sur les questions des droits des minorités, comme moyen d'exercer une pression sur le gouvernement national (ou ce

que la littérature appelle l'effet boomerang) (Keck et Sikkink 1998, Della Porta et Tarrow 2005).

Enfin, le dernier concept que nous mobilisons est celui de niche écologique (Brubaker 2002). Pour assurer la reproduction de l'afrikanerité et sa pérennité, les entrepreneurs ethnopolitiques ont créé des niches d'autosuffisance communautaire, en convertissant des institutions déjà existantes ou en créant de nouvelles. Celles-ci s'insèrent dans les vides laissés par les anciennes institutions nationalistes qui se sont détournées de l'activisme identitaire. Dans cette perspective, les divisions intra-catégories sont aussi porteuses de changement sur la base de la modification des coalitions. Pour exposer notre cadrage théorique, nous allons d'abord nous pencher sur le passé qui présente notre conceptualisation de la continuité et du changement institutionnel entre le nationalisme afrikaner et le mouvement post-apartheid. Ensuite, nous traitons du présent, c'est-à-dire des stratégies de cadrage de l'afrikanerité et de *group-making* de la catégorie des minorités discriminées, pour terminer avec le futur ou comment la pérennité de l'afrikanerité est assurée par l'institutionnalisation des niches écologiques d'autosuffisance communautaire.

1. Le passé : comprendre la continuité et le changement institutionnels

La conceptualisation de l'ethnicité est le point de départ de notre cadrage théorique. Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous adoptons la grille d'analyse développée par Rogers Brubaker dans *Ethnicity Without Groups* car elle s'inscrit dans une critique des analyses « groupistes ». Par groupisme, l'auteur entend « *the tendency to treat ethnic groups, nations and races as substantial entities to which interests and agency can be attributed* » (Brubaker 2002 : 164). Au contraire, Brubaker accorde de l'agentivité aux entrepreneurs ethnopolitiques et à leurs organisations plutôt qu'aux groupes ethniques, ce qui évite de tomber dans le piège de la

réification. Les entrepreneurs ethnopolitiques sont donc ceux qui invoquent les groupes. Ils le font car

[t]heir categories are for doing— designed to stir, summon, justify, mobilize, kindle and energize. By reifying groups, by treating them as substantial things-in-the-world, ethnopolitical entrepreneurs may, as Bourdieu notes, contribute to producing what they apparently describe or designate (Brubaker 2002 : 166).

La réification est donc une caractéristique de la politisation de l'ethnicité, car c'est en réifiant les groupes que les entrepreneurs ethnopolitiques peuvent espérer atteindre leurs objectifs, soit d'assurer le développement et la pérennité du groupe (Dembinska 2012 : 419). D'ailleurs, la réification identitaire est le rôle principal des entrepreneurs (Brubaker 2002 : 166-167). Les processus de réification s'effectuent par l'entremise des organisations au sein desquelles ils oeuvrent. Ces organisations sont les bases de l'action politique de ces élites, car elles donnent les ressources matérielles et organisationnelles pour poursuivre leurs objectifs, pour parler et agir au nom d'une catégorie identitaire ou pour tout simplement établir une distinction entre le « Nous » et les « Autres » (Barth 1969, Brubaker 2004 : 15).

Ne pas définir les groupes de manière substantive implique une coupure avec la littérature moderniste et ethnosymbolique en études du nationalisme qui définit l'ethnicité par une combinaison d'attributs objectifs. Loin de prétendre effectuer une liste exhaustive des définitions de ces deux écoles, nous prenons exemple sur la définition de l'ethnicité donnée par Anthony D. Smith. Cet auteur définit le concept comme « *a named human population with myths of common ancestry, shared historical memories and one or more common elements of culture, including an association with a homeland and some degree of solidarity, at least among elites* » (Smith 1999 : 25). Dans notre perspective, l'ethnicité se définit par la définition d'attributs par les entrepreneurs ethnopolitiques, ce qui peut inclure le mythe sur les ancêtres ou une langue commune. Non seulement Brubaker questionne le groupisme mais il donne également des éléments d'analyse

pour éviter de tomber dans le piège de la réification.

C'est ainsi que Brubaker définit l'ethnicité (et la race)

in terms of practical categories, cultural idioms, cognitive schemas, discursive frames, organizational routines, institutional forms, political projects and contingent events. It means thinking of ethnicization, racialization and nationalization as political, social, cultural and psychological processes (Brubaker 2002 : 167).

Cette conceptualisation de l'ethnicité renferme plusieurs éléments qui informent notre analyse.

D'abord, l'auteur nous rappelle que l'ethnicité, la race ou la nation ne sont pas des choses dans le monde, mais des perspectives sur le monde : « *[they] exist only in and through our perceptions, interpretations, representations, categorizations and identifications. [...] These include ethnicized ways of seeing (and ignoring), of construing (and misconstruing), of inferring (and misinferring), of remembering (and forgetting)* » (Brubaker 2002 : 175). Par conséquent, il est important de porter notre attention « *not only to which actors were active, and what they did, but also to what they thought they were doing while they did it* » (Immergut 2006 : 247). Définir l'ethnicité ainsi, amène à la penser comme une catégorie pratique avec laquelle les entrepreneurs ethnopolitiques « font des choses ».

Cette définition de l'ethnicité a une grande proximité avec la manière dont l'institutionnalisme sociologique appréhende le concept d'institution. Hall et Taylor (1996) définissent le concept comme « les règles, procédures ou normes formelles [ainsi que] les systèmes de symboles, les schémas cognitifs et les modèles moraux qui fournissent les cadres de signification guidant l'action humaine » (Hall et Taylor 1996 : 482). Par conséquent, notre analyse soutient que l'ethnicité est une forme institutionnalisée : elle se manifeste à la fois dans les structures formelles lui étant rattachées (comme les organisations à caractère ethnique), mais elle est aussi formée par des systèmes de symboles et des schémas cognitifs. D'après l'institutionnalisme sociologique, les institutions sont marquées par la stabilité. Il en est ainsi car

elles sont

the elemental components from which collective action is constructed, some institutions are so 'conventional' or taken-for-granted that they escape direct scrutiny and, as collective constructions, cannot readily be transformed by the actions of any one individual. Institutions are resistant to redesign ultimately because they structure the very choices about reform that the individual is likely to make (Hall et Taylor 1996 : 940)

Cette appréhension de la continuité soutient que la structure idéale qui constitue les préférences des acteurs contraint les processus de transformation institutionnelle.

C'est ce qui nous amène à soutenir que l'ethnicité, qui agit comme un filtre pour interpréter le monde sous-tend la reproduction des stratégies du mouvement nationaliste passé, car elles sont « prises pour acquises ». Pour assurer le fleurissement et la survie de l'afrikanerité dans la « nouvelle » Afrique du Sud, les entrepreneurs ethnopolitiques sont contraints par des schémas cognitifs qui les amènent à interpréter le contexte politique post-apartheid comme similaire à une époque antérieure. Plus précisément, ils font surtout appel à l'époque que nous appelons « l'âge d'or du nationalisme afrikaner » qui correspond à la période d'émergence du mouvement nationaliste entre 1902 et 1948, avant que le NP ne prenne le pouvoir. Pour les entrepreneurs ethnopolitiques du SoMo, cette époque a été marquée par l'héroïsme du peuple afrikaner, car il a émergé de conditions défavorables pour prendre son essor. Ces conditions sont entre autres, la domination politique et économique britannique, la destruction du mode de vie traditionnel rural des suites de la guerre anglo-boer, l'urbanisation et l'industrialisation de l'Afrique du Sud.

Le concept d'âge d'or d'un mouvement nationalisme est défini par Smith comme une époque héroïque dont le retour est attendu pour raviver la communauté et retrouver la gloire passée (Smith 1991 : 63-64). Pour ces héritiers du nationalisme afrikaner, la transition démocratique a généré des résultats similaires à cette période cruciale de leur histoire nationale :

les Afrikaners sont de nouveau dans une position de dominés au sein de l'ordre politique sud-africain, ce qui menace leurs intérêts culturels et socioéconomiques. Nous démontrons qu'au moment de la transition, les entrepreneurs ont mis sur pied un plan pour assurer la survie ethnique, basé sur les stratégies passées. D'après notre conceptualisation, l'agentivité des entrepreneurs n'est pas sans limites, mais est contrainte par l'environnement dans lequel les organisations sont intégrées. Le contexte post-apartheid est d'une grande importance dans notre analyse, car l'ethnicité est contingente et structurée par un horizon historique de moyenne à longue durée (Brubaker 2004).

En effet, la trajectoire des institutions ne peut s'étudier en dehors du contexte politique dans lequel elles sont imbriquées (Thelen 1999, 2004 ; Pierson 2004). L'institutionnalisme historique nous apprend que les asymétries de pouvoir sont déterminantes dans la configuration institutionnelle. Ces asymétries de pouvoir expliquent que certains sont exclus, ce qui a un impact sur la trajectoire des institutions qui structurent les actions des acteurs. Dans notre cas, les entrepreneurs afrikaners et leurs organisations ont perdu leur accès privilégié à l'État qui soutenait autrefois le mouvement nationaliste et ils ont perdu leur pouvoir d'influence du processus décisionnel. Par conséquent, les arrangements institutionnels du nouvel activisme post-apartheid ne peuvent se faire en isolation du contexte politique et social dans lequel ils sont intégrés (Katznelson 1997 : 104, Thelen 1999 : 384).

Thelen soutient que malgré les changements contextuels, les institutions qui ont été créées dans un passé plus ou moins lointain survivent la plupart du temps à des événements de grande ampleur qui secouent leurs fondations (Thelen 2004 : 8). Comme Pierson l'a bien souligné, les continuités sont une caractéristique frappante du monde social (Pierson 2004 : 52). En effet, le cas du mouvement identitaire afrikaner est particulièrement marqué par la continuité malgré que sa trajectoire ait été ponctuée par des chocs exogènes. Pour expliquer la continuité, le concept de

la dépendance au sentier est central dans les explications données par les institutionnalistes historiques. Bien que le concept soit fréquemment utilisé, les définitions exactes sont rares (Pierson 2000 : 252). Notre appréhension est celle qui soutient que des moments de conjonctures critiques amènent les institutions sur certaines voies dont il est par la suite difficile de s'écarter (North 1990; Collier et Collier 1991; Pierson 1994). Comme Thelen le mentionne, cette définition implique deux éléments :

the first involves arguments about crucial founding moments of institutional formation that send countries along broadly different developmental paths; the second suggests that institutions continue to evolve in response to changing environmental conditions and ongoing political maneuvering but in ways that are constrained by past trajectories (Thelen 1999 : 387)

À la fois, les moments de conjonctures critiques amènent les institutions sur des voies qui sont difficilement réversibles, mais elles ouvrent aussi la voie à des transformations institutionnelles. Notre analyse du mouvement identitaire afrikaner s'aligne avec le deuxième élément mis de l'avant par Thelen qui soutient que les notions de continuité et de transformation se côtoient et que le changement institutionnel est issu des interactions entre les institutions et les conditions contextuelles (Thelen 2004 : 31).

C'est d'ailleurs cette interprétation de la continuité et du changement qui nous amène à énoncer que le mouvement identitaire n'allait pas tout simplement disparaître dans la « nouvelle » Afrique du Sud : il allait plutôt s'adapter aux nouveaux paramètres. Nous avons montré dans la revue de la littérature qu'il y a eu trois conjonctures critiques majeures dans la trajectoire du mouvement nationaliste afrikaner. Ces chocs exogènes (et endogènes) ont engendré des modifications dans la structure institutionnelle de l'afrikanerité. La première est l'époque de l'émergence du mouvement nationaliste qui a été grandement couverte par la littérature. La capitulation des républiques boers qui a mis fin à la guerre de 1899-1902 et le bouleversement des structures socioculturelles par l'industrialisation ont créé un environnement propice à

l'apparition du nationalisme. La seconde conjoncture critique, celle du *broedertwis*, a définitivement divisé le mouvement nationaliste en deux camps opposés, celui des *verligtes* et des *verkramptes*, à la suite des réformes instaurées par le NP pour tenter de sauvegarder le régime de l'apartheid face aux pressions internes. En effet, à ce moment, des changements ont été opérés dans les institutions nationalistes : suite à des divisions intra-catégories et des modifications des coalitions internes, des institutions ont soit émergé (comme le CP) ou elles se sont ajustées en fonction de la nouvelle distribution du pouvoir politique.

En effet, les élites ainsi que la population ont choisi leur camp : celui du NP ou celui du « nouveau » conservatisme afrikaner. C'est sans surprise que le Nord s'est davantage affilié à la mouvance conservatrice décrite précédemment (que ce soit le CP ou les organisations d'extrême droite) étant donné la trajectoire historique du mouvement nationaliste propre à la région. Nous avons vu précédemment que ces entrepreneurs ethnopolitiques ont davantage favorisé le républicanisme, les croyances calvinistes radicales et une opposition plus marquée avec les Britanniques. Malgré l'apparente fracture subite du mouvement, les divisions entre le Nord et le Sud étaient bien présentes depuis l'émergence du mouvement nationaliste. Cette séparation a renforcé les tensions entre les élites économiques et politiques du Sud et les élites conservatrices du Nord.

La dernière conjoncture critique est celle de la transition démocratique de 1994. Les acteurs des deux courants du nationalisme afrikaner sont « entrés » dans ce nouveau contexte, affaiblis par la perte du pouvoir politique et déjà divisés en deux camps opposés (d'ailleurs, la cohésion à l'intérieur même de ces deux camps était assez faible. En étudiant la trajectoire du nationalisme afrikaner, nous pouvons observer que les chocs exogènes ont été suivis de moments d'adaptation. Ce que nous pouvons observer de ce moment de transition est que les institutions héritées du courant des *verkramptes*, ont été d'une certaine façon, favorisées par le processus de

négociations de par leur éloignement du pôle de pouvoir du NP. Ainsi, leur légitimité s'est construite sur la base de la mobilisation contre la transition démocratique et de la récupération du nouveau registre développé a priori par les *verligtes*, celui de la protection de ce qui a été appelé « les droits des minorités ». Cette mobilisation a eu une résonance chez une partie de la population, surtout celle du Nord où les organisations extra-parlementaires étaient les plus dynamiques et avaient une certaine immunité face à la perte du pouvoir politique.

D'ailleurs, lorsque nous observons la manière dont des institutions nationalistes (conservatrices et « libérales ») ont fait face au choc de 1994, nous constatons que seuls le NP et le CP ont disparu complètement, le premier en s'intégrant à l'ANC et le second en s'intégrant au *Freedom Front Plus* (FF+) (acteur présenté au chapitre 3), un parti issu de l'extrême droite qui a assoupli ses positions depuis. Il est cependant important de noter que malgré que le NP ait été dissout, l'ancien président F.W De Klerk a créé la Fondation De Klerk (acteur aussi présenté dans le chapitre 3), pour protéger les principes constitutionnels et les droits des minorités. Dans le cadre de notre étude, le syndicat Solidarity, l'acteur central du nouveau mouvement identitaire, a non seulement survécu à la transition, mais s'est adapté en créant le SoMo. Comme le soutient Pierson, « l'environnement institutionnel est souvent constitué de groupes qui sont plus ou moins satisfaits des arrangements existants et qui exploitent les opportunités pour réorienter les institutions vers de nouveaux objectifs » (Pierson 2004 : 138). La transition démocratique a donc ouvert des voies à la transformation institutionnelle, mais dans la continuité.

Comme le soutient Thelen

elements of continuity and change are not separated into alternating sequences where one or the other (let alone agency or structure) dominates, but rather are often empirically closely intertwined. Institutional survival in the face of shifts in the social and political environment often involves a renegotiation of the coalitional base on which specific arrangements rest, even as such renegotiations drive important changes in the form these institutions take and in the functions they perform in politics and in markets (Thelen 2004 : 35).

C'est donc en modifiant leurs fonctions que les institutions réussissent (ou non) à s'intégrer au nouvel environnement politique. En entrant dans l'ère post-apartheid, les entrepreneurs ethnopolitiques se sont lancés dans un projet de conversion institutionnelle. Cette restructuration a d'abord engendré la création d'une nouvelle coalition autour du syndicat Solidarity et de son mouvement. Le projet de cette coalition a appuyé la conversion des organisations qui lui étaient rattachées. Les entrepreneurs ont réussi leur pari en réorientant leurs objectifs, ce qui a eu pour effet une augmentation des adhésions qui a assuré une stabilité financière.

Le concept de conversion institutionnelle se définit comme « *the process of [bringing] organizational forms that are created in the past broadly into synch with currently prevailing power relations and cultural norms* » (Thelen 2004 : 37). Avec la transition démocratique ainsi que la modification exogène et endogène des rapports de forces politiques, la restructuration du mouvement identitaire s'est effectuée en synchronisant les institutions héritées du passé aux conditions auxquelles elles sont confrontées plutôt que de les démanteler (Thelen 2004 : 7, 34). Ces processus sont observables autant au niveau de la restructuration idéologique où des référents tirés du passé nationaliste sont adaptés au contexte de l'Afrique du Sud post-apartheid qu'au niveau de l'ajustement des stratégies pour défendre les intérêts politiques, socioéconomiques et culturels. Lorsque des fonctions ne pouvaient être remplies par les organisations déjà existantes, de nouvelles ont été créées. La création de ces nouvelles entités est intégrée dans un contexte de modification des coalitions : lorsque des organisations traditionnellement rattachées au nationalisme afrikaner se sont détournées de toute association à la défense de l'afrikanerité, le nouveau mouvement a dû les remplacer (le chapitre 6 traite spécifiquement de ce sujet).

Notre analyse s'inscrit aussi dans l'institutionnalisme sociologique qui propose d'autres concepts pertinents pour comprendre la continuité et la transformation institutionnelles et notre

cas. Tel que mentionné plus haut, les institutions structurent les actions des agents de telle sorte que leurs comportements sont fortement influencés par les normes établies par les arrangements préalables. Par conséquent, les agents agissent de manière « appropriée », car leurs actions sont orientées en fonction de routines préétablies et de modèles (*patterns*) familiers plutôt que sur la base de calculs purement rationnels (Hall et Taylor 1996 : 939). Par conséquent, les routines établies sont difficiles à modifier, car elles sont indépendantes des acteurs qui les exécutent et sont poursuivies bien que l'intérêt individuel ne soit pas nécessairement rempli (March et Olsen 1989 : 22).

Selon cette approche, étant donné que les institutions donnent des cadres moraux et cognitifs qui orientent les actions et les interprétations (Hall et Taylor 1996 : 939), les interactions entre les acteurs et les institutions constituent ces mêmes cadres, schémas cognitifs et interprétations. En effet, non seulement les institutions donnent des informations stratégiquement importantes aux acteurs, mais elles affectent aussi leurs identités et leurs préférences (Hall et Taylor 1996 : 939). Malgré que les routines soient difficilement modifiables, elles peuvent tout de même être ébranlées. Nous nous inspirons de Hutchinson qui soutient que les périodes d'incertitude, telle que la faillite du mouvement nationaliste et la transition démocratique dans notre cas, sont des moments propices aux « éveils historiques » qui « se manifestent par la recherche de modèles concrets pour redéfinir les objectifs collectifs et les mythes de la destinée communautaire qui serviront à unifier et raviver la population » (Hutchinson 2000 : 657). Ces moments d'éveil sont marqués par des relâchements des contraintes sur l'agentivité, ce qui peut faciliter l'action volontaire (Katznelson 2003 : 277, 283). Malgré que les routines soient extérieures aux acteurs donc difficilement modifiables, les agents peuvent lancer certains changements.

L'explication de la conversion fonctionnelle du mouvement identitaire afrikaner ne saurait

rendre compte de la complexité du phénomène de restructuration, car elle ne prend pas en compte les processus de légitimation qui influencent la transformation institutionnelle. C'est ici que les mécanismes de changement proposés par l'approche de l'institutionnalisme sociologique nous éclairent dans le sens où, selon cette perspective, les organisations adoptent de nouvelles pratiques, non pas en prévision de les rendre plus efficaces, mais pour augmenter leur niveau de légitimité sociale (Hall et Taylor 1996 : 949). Cette légitimité est recherchée autant pour l'organisation en tant que telle, que pour et par ses participants. Dans le contexte post-apartheid, les arguments de la domination afrikaner (et blanche) ne sont plus adaptés comme base de l'action collective. En d'autres mots, malgré la continuité avec le nationalisme afrikaner, le nouveau mouvement ne peut être (ouvertement) raciste et l'objectif nationaliste de création d'un territoire autonome a dû être délaissé, car irréalisable.

Ainsi, l'adaptation institutionnelle s'effectue sur la base d'une logique de ce qui est approprié (March et Olsen 1989 ; Hall et Taylor 1996 : 949). Nous avons observé que les entrepreneurs ethnopolitiques du mouvement se sont engagés dans certaines voies pour organiser leur lutte politique et protéger les intérêts socioéconomiques et culturels de la catégorie. Ces voies ont été volontairement identifiées comme celles que le mouvement devait suivre pour atteindre un degré de légitimité favorable à leurs actions dans le nouveau contexte. Comme mentionné précédemment, quoique la transformation du mouvement soit ancrée dans une trajectoire historique, les agents ont une certaine marge de manœuvre (structurée) pour effectuer les changements nécessaires dans les périodes d'ouverture. Cette recherche de la légitimité s'est traduite par la recherche d'appuis autant chez ceux qui s'identifient comme Afrikaners, que chez les Coloureds (qui partagent généralement la même langue maternelle) et la population sud-africaine en général.

En résumé, ces postulats informent notre réflexion sur la continuité et la transformation

des institutions formelles et informelles qui reproduisent l’afrikanerité dans la « nouvelle » Afrique du Sud. Étant donné que notre analyse est influencée par ces perspectives théoriques, nous avons écarté les références à l’institutionnalisme du choix rationnel qui offre peu de pistes pour comprendre notre phénomène. Les désaccords entre les approches se situent principalement au niveau du postulat de la rationalité des acteurs et de l’analyse volontariste du changement institutionnel (Levi 1997). Nous sommes en accord avec le fait que les agents poursuivent des stratégies pour obtenir des gains optimaux. De plus, nous partageons dans une certaine mesure la proposition selon laquelle les acteurs ont les capacités pour modifier les règles « du jeu », mais qu’ils en seront capables seulement si l’environnement institutionnel leur offre les opportunités de le faire. Suite à ce portrait théorique, nous analysons plus en profondeur les processus de restructuration de l’afrikanerité qui font l’objet de nos trois chapitres empiriques, à l’aide de concepts proposés par Brubaker et certains autres empruntés à la littérature sur les mouvements sociaux.

2. Le présent : les processus de restructuration idéologique et de l’action politique

L’approche de Brubaker (2004) nous permet d’identifier les processus de restructuration de l’afrikanerité et sa politisation. Notre analyse empirique démontre d’abord deux processus de restructuration : l’un idéologique et l’autre politique (la restructuration institutionnelle est traitée à la dernière section). Selon l’approche de « l’ethnicité sans groupes », l’unité d’analyse est ce qui est appelé le *groupness* ou le degré d’appartenance et de mobilisation par rapport à une catégorie identitaire articulée par les entrepreneurs ethnopolitiques. Par conséquent, le *groupness* est variable et fluctue selon les contextes. Par exemple, dans notre analyse des conjonctures critiques qui ont marqué le nationalisme afrikaner, nous avons vu que durant les périodes de

chocs exogènes, l'afrikanerité a été particulièrement marquée par des moments de cohésion et de grande solidarité. Ces périodes ont connu une importante mobilisation de la population qui a répondu aux appels des entrepreneurs. Le *groupness* est donc un événement contingent qui peut réussir ou échouer, selon les ressources culturelles, matérielles et psychologiques dans lesquelles les entrepreneurs peuvent puiser et selon les opportunités offertes par l'environnement institutionnel. Étant donné que le *groupness* n'est pas un acquis et ne se manifeste pas sans interventions extérieures, les entrepreneurs ou les maîtres de la réification identitaire doivent mettre sur pied des initiatives pour qu'une catégorie identitaire soit investie de *groupness* (Brubaker 2004 : 10).

En nous inspirant de l'approche de Brubaker et de la littérature sur les mouvements sociaux, nous avons observé deux mécanismes qui contribuent à créer le *groupness*. D'abord, le cadrage de l'afrikanerité sur la base de nouveaux attributs est central dans notre analyse. Nous définissons le concept de cadrage comme

a collective process of interpretation, attribution, and social construction, that mediates between opportunity and action. [...] Movements frame specific grievances within general collective action frames which dignify claims, connect them to others, and help to produce a collective identity among claimants (McAdam, Tarrow et Tilly 2001 : 41).

Dans notre cas d'étude, les entrepreneurs ethnopolitiques expriment des griefs à l'égard de ce qui est exposé comme une discrimination injuste contre les minorités raciales et ethniques. Nous nous inspirons du concept de « cadre d'injustice » (*injustice frame*) développé par Gamson pour interpréter ce phénomène. Ce type de cadre

makes the injured party collective, not individual. What ones has suffered personally is shared by some implied we. Righteous indignation without a they at which to direct it is difficult to sustain. It is frustrating and confusing to be angry and not know whom to be angry at. An adversarial frame helps to resolve this tension by interpreting and directing the emotional component of an injustice frame (Gamson 1992 : 112).

Le discours dénonciateur vise à « susciter la colère envers l'injustice perçue par l'individu et

susciter l'espoir que celle-ci sera renversée par l'entremise de l'action collective » (McAdam 1982 : X) ou comme Gamson affirme, les cadres d'injustice « *focus on the righteous anger that puts fire in the belly and iron in the soul* » (Gamson 1992 : 32). Cet auteur a notamment identifié une présence récurrente des cadres d'injustices lorsqu'il est question de la contestation de politiques d'affirmative action (AA) aux États-Unis²². Dans ces cas, les leaders de l'action collective ont tendance à s'appuyer sur des anecdotes spécifiques d'individus ayant souffert de l'injustice comme un exemple représentatif de la menace générale qui plane sur un ensemble plus grand d'individus (Gamson 1992 : 176). C'est précisément ce que Solidarity fait lorsqu'il est question de discrimination raciale injuste : les menaces liées aux politiques d'AA pour l'ensemble des minorités sont constamment rappelées en s'appuyant sur des anecdotes personnelles (comme l'histoire de Renette Barnard au chapitre 5).

Comme mentionné précédemment, les processus exposent des griefs, mais visent aussi à « produire une identité collective chez les demandeurs » (McAdam, Tarrow et Tilly 2001 : 41). Nous exposons que ce processus de cadrage se trouve à l'intersection d'un projet politique de *group-making*. Nous définissons ce concept comme « *[the] dynamics of group-making as a social, cultural and political project, aimed at transforming categories into groups or increasing levels of groupness* » (Brubaker 2002 : 170-171). Durant la transition, ce que l'on appelle « les minorités » était une catégorie qui était entendue comme les Afrikaners seulement. Par l'action politique de Solidarity, les entrepreneurs tentent d'institutionnaliser la catégorie « des minorités raciales et ethniques discriminées » qui est un concept inclusif et qui s'adapte mieux au contexte démocratique, car il est plus universel et ancré dans les principes de protection des droits des

²² Cette affirmation de Gamson pourrait être littéralement insérer dans notre analyse sans rien y changer : « *all of the white and interracial groups endorsed the idea that people should be judged as individuals, but half of them avoided a moral conflict by denying the continuing existence of discrimination against blacks. 'That was then ; this is now' was the vehicle of denial and the basis for claiming exemption from responsibility for discrimination by others in the past* » (Gamson 1992 : 45). Malgré des trajectoires historiques différentes, les parallèles entre les États Unis et l'Afrique du Sud au niveau des relations raciales conflictuelles sont sans équivoques.

minorités, corollaire des droits humains. Ce processus de *group-making* est donc à la fois un projet « légitime », car il s'inscrit dans les principes constitutionnels et le droit international²³ en la matière et vise aussi à préserver les intérêts socioéconomiques des Afrikaners dans le contexte de pouvoir asymétrique.

Nous avons observé que les entrepreneurs ethnopolitiques sont investis dans un processus de redéfinition des attributs de l'afrikanerité. Le cadrage va au-delà de la généralisation des griefs à une collectivité. Il vise aussi à définir les attributs de la catégorie. Comme le soutient Tarrow (1998 : 21-22)

framing [...] defines the 'us' and 'them' in a movement's conflict structure. By drawing on inherited collective identities and shaping new ones, challenges delimit the boundaries of their prospective constituencies and define their enemies by real or imagined attributes and evils (Tarrow 1998 : 21-22).

Les entrepreneurs doivent donc définir la « nouvelle » communauté au nom de laquelle ils parlent en puisant dans les ressources idéelles et matérielles disponibles aux entrepreneurs et à leurs organisations. Le cadrage ne s'effectue donc pas dans un vide politique et symbolique. À ce sujet, Tarrow (1998 : 112) mentionne que

the culture of collective action is built on frames and emotions oriented toward mobilizing people out of their compliance and into action in conflictual settings. Symbols are taken selectively by movement leaders from a cultural reservoir and combined with action-oriented beliefs in order to navigate strategically among a parallelogram of actors, ranging from states and social opponents to militants and target populations. Most important, they are given an emotional valence aimed at converting passivity into action.

La redéfinition de l'afrikanerité est donc un premier pas vers l'action politique pour les entrepreneurs de Solidarity. C'est en (ré)activant certaines caractéristiques communautaires, en proposant une interprétation de la trajectoire historique et en définissant les « Autres » que l'action collective peut être entreprise au nom de la catégorie. C'est pourquoi nous analysons

²³ L'utilisation de l'arène internationale pour faire pression sur les gouvernements nationaux par des représentants de catégories identitaires minoritaires est loin d'être une exception. Dans les cas les plus connus, nous notons la mobilisation d'organisations autochtones à travers le monde qui ont utilisé les réseaux transnationaux pour contourner les limitations des gouvernements nationaux et les amener à respecter les normes internationales (Yashar 2007 ; Andolina, Laurie et Radcliffe 2009).

d'abord la restructuration idéologique du mouvement qui donne le cadre idéal qui structure ensuite les stratégies politiques et institutionnelles.

2.1 Le cadrage de l'autosuffisance afrikaner

Un des grands défis des entrepreneurs ethnopolitiques est d'articuler le passé nationaliste aux conditions de la « nouvelle » Afrique du Sud afin d'assurer la pérennité de la communauté au nom de laquelle ils parlent et augmenter la légitimité de leur organisation et de ses actions. En effet, le passé raciste de l'apartheid est assez difficile à mettre en valeur. Cette « quête » de la légitimité s'est traduite par un cadrage de l'afrikanerité et du passé pour modifier l'image de la communauté qui est invoquée par les élites du SoMo. Ce processus de restructuration idéologique est étroitement lié à l'interprétation de la continuité entre l'époque de l'âge d'or nationaliste et la période post-apartheid. Comme nous l'avons exposé précédemment, cette période est particulièrement cruciale, car le contexte post-apartheid est interprété comme similaire à cette époque où une force extérieure maintenait les Afrikaners sous domination et hors du pouvoir politique. Dans l'interprétation des entrepreneurs ethnopolitiques, c'est dans ce contexte que les organisations extra-parlementaires ont permis à la communauté de se prendre en main de manière autosuffisante. En effet, Hutchinson nous rappelle que c'est dans les périodes d'instabilité que le « *communal self-help and [...] the recreation of social and political institutions from below have resonated, particularly among the educated young who often become the shock troops of a new order* » (Hutchinson 2000 : 656). Pour les nouvelles élites du mouvement, la reproduction du modèle de l'époque de l'âge d'or du nationalisme afrikaner est perçue comme l'exemple à suivre.

Devant la faillite du mouvement nationaliste, de jeunes élites ont voulu relancer un nouveau type d'activisme identitaire qui s'inscrit dans les conditions de la nouvelle Afrique du

Sud, mais qui n'effectue pas une rupture complète avec le passé. Pour ce faire, ils ont cadré la nouvelle afrikanerité autour d'un mythe sur l'autosuffisance (ou le *self-help*) pour définir les nouveaux attributs de la catégorie qui constitue le fondement de toutes les actions entreprises par le SoMo. Nous démontrons que le mythe de l'autosuffisance s'inscrit dans la tradition nationaliste conservatrice, car il célèbre les idéaux républicains et la distanciation de la politique partisane au profit des organisations de la société civile. Selon cette tradition, les Afrikaners ont émergé d'un contexte politique et socioéconomique défavorable. Ce mythe est aussi mobilisé pour réinterpréter l'apartheid. Étant donné que les Afrikaners sont présentés comme intrinsèquement républicains, le régime ségrégationniste centralisé aurait été contraire à leur aspiration vers l'autonomie communautaire et la liberté. Ainsi, l'apartheid est présenté comme une anomalie historique allant à l'encontre de l'authenticité afrikaner. Ensuite, le principe de la destinée manifeste des Afrikaners est intégré aux principes fondateurs du SoMo car les référents religieux sont une source de symboles et de rituels « prêts à utiliser » (Smith 1999). Plutôt que de parler de destinée manifeste et du pacte avec Dieu, les élites traitent plutôt de l'appel (*calling*) envers la communauté pour justifier la priorisation de l'ethnicité au-dessus d'autres identités. Cet appel engage les membres du SoMo à contribuer à l'épanouissement de la communauté ethnique comme gage de l'accomplissement individuel.

Enfin, les leaders du mouvement post-apartheid ont défini un nouvel « Autre » contre qui la communauté doit se définir et se protéger pour assurer sa survie. Comme les Britanniques qui avaient occupé ce rôle lors de l'émergence du nationalisme afrikaner, la domination de l'ANC, le représentant de la majorité noire, est perçue comme une menace. L'articulation de l'opposition entre le Nous et les Autres s'effectue sur des bases similaires à cette époque, mais présente tout de même une particularité. Tout comme leurs compatriotes du mouvement économique (de 1934 à 1948) qui dénonçaient le caractère étranger de l'économie britannique, les élites du SoMo quant

à eux soutiennent que la démocratie de type britannique, soit le système majoritaire instauré lors de la transition démocratique, n'est pas adaptée aux réalités africaines, car elle ne respecte pas les particularismes identitaires alors que la société est très divisée. Ils mentionnent que ces divisions constituent une menace pour l'ensemble des Sud-africains qui font tous partie d'un groupe ethnolinguistique spécifique. C'est ainsi que l'ANC est présenté comme le gardien d'un système qui institutionnalise la domination et l'hostilité face aux Afrikaners et aux autres minorités ethnolinguistiques. Face à ce constat, une stratégie politique qui se porte au secours de ce qui est appelé les minorités discriminées a été mise sur pied par le SoMo

2.2 Le group-making des minorités ethniques et raciales discriminées

Notre analyse met ensuite en lumière les processus de *group-making* ou comment la catégorie des minorités discriminées est proposée, articulée et institutionnalisée (Brubaker 2002 : 170). Pendant la transition, le projet du mouvement conservateur était la création du *volkstaat* afrikaner qui a échoué. Malgré que les élites conservatrices aient diffusé une afrikanerité qui nécessitait l'autonomie territoriale pour préserver leur autodétermination à l'aube de la transition, la majorité de la population n'a pas répondu à cet appel. Il fallait donc trouver un projet ayant une meilleure résonance chez la population. La démocratisation du régime et la prise du pouvoir par l'ANC ont rendu certaines avenues improbables, comme la sécession territoriale, mais offrent aussi de nouvelles opportunités de mobilisation comme celle sur la base de la catégorie des minorités discriminées.

Nous démontrons que la protection des droits des minorités discriminées est une catégorie instrumentalisée pour confronter les orientations de l'ANC en matière de cohésion sociale et pour défendre les intérêts des Afrikaners qui seraient violés par celles-ci. Cette stratégie politique

s'effectue au niveau national par des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique et par l'utilisation des canaux juridiques; et qu'au niveau international au sein d'instances des Nations unies (NU) en matière de protection des droits des minorités culturelles, religieuses, raciales et linguistiques. Le processus de *group-making* soutient que les minorités raciales et ethniques sont délibérément discriminées par le gouvernement de l'ANC. D'après les entrepreneurs ethnopolitiques, la discrimination gouvernementale qui viserait à éliminer les particularismes identitaires et homogénéiser la société sud-africaine constitue une menace non seulement pour les Afrikaners, mais pour l'ensemble des minorités qui revendiquent leur droit à la différence par rapport à la majorité. Par exemple, les politiques de construction de la nation de l'ANC sont présentées comme une menace aux intérêts socioéconomiques, dans la mesure où les politiques d'*affirmative action* (AA) seraient des obstacles pour l'accès à l'emploi de tous ceux qui ne sont pas Noirs.

Tel que relevé précédemment, les nouveaux activistes ethniques seraient « avides d'utiliser la Constitution pour promouvoir activement l'afrikaans et résister à ce qu'ils appellent la discrimination injuste envers les minorités » (Giliomee 2003 : 703). Cet appel à la solidarité raciale s'effectue surtout au niveau de la dénonciation des politiques d'AA qui défavoriseraient aussi les Coloureds et les Indiens, les deux autres catégories raciales héritées de l'apartheid. Solidarity a fait de ce que ses activistes appellent la lutte contre la discrimination raciale injuste en matière de l'accès à l'emploi, le principal cheval de bataille de l'Organisation. Cette campagne implique différentes stratégies pour exercer une pression sur le gouvernement pour réviser ses politiques et rééquilibrer les rapports entre la majorité et les minorités. Alors que les stratégies discursives et judiciaires liées aux minorités raciales sont dans une certaine mesure rassembleuses, lorsqu'il est question des minorités ethniques discriminées, le mouvement se concentre sur les Afrikaners (tout en reconnaissant le droit des autres minorités ethniques à se

mobiliser pour protéger leurs droits). Cette dernière catégorie est utilisée par les élites du SoMo lorsqu'elles dénoncent la disparition de l'afrikaans dans les institutions d'enseignement et le monolinguisme anglais, ce qui constitue une menace à la transmission de la langue et à la survie de l'identité. Le dernier enjeu sur lequel la catégorie des minorités ethniques discriminées est utilisée est lorsqu'il est question des meurtres de fermiers afrikaners. Les élites du SoMo déclarent que le gouvernement ignore volontairement la violence à l'égard des fermiers ce qui constitue la discrimination la plus grave. Les violences sont cadrées comme ethniques et le gouvernement est accusé d'alimenter délibérément la haine envers les Afrikaners par des déclarations racistes.

Enfin, bien que le processus de création des minorités raciales et ethniques discriminées ait été traité comme une nouvelle manifestation de l'afrikanerité depuis 1994, il y a tout de même continuité avec certains éléments du mouvement nationaliste. D'abord, lorsque les Afrikaners ont rencontré des crises, c'est-à-dire lorsque ces derniers se sont retrouvés dans une situation où leur existence même était interprétée comme étant menacée, l'appréhension des frontières identitaires s'est modifiée (van Jaarsveld 1964). En effet, la littérature sur le nationalisme afrikaner exposée précédemment nous a montré que le mouvement s'est d'abord articulé dans une opposition entre Afrikaners et Britanniques pour ensuite se déplacer vers l'opposition entre les Blancs et les Noirs (et les Coloureds et Indiens). Tout comme l'ont fait leurs prédécesseurs, l'opposition entre le « Nous » et les « Autres » est au cœur du projet politique du SoMo. En cadrant le gouvernement comme un violeur des droits des minorités, les entrepreneurs ethnopolitiques renforcent l'image du nouvel « Autre » contre lequel les Afrikaners doivent se protéger. Ensuite, nous démontrons que le discours sur les droits des minorités s'inscrit dans la continuité de ce que le NP avait établi comme conditions de négociations avec l'ANC. Donc, après que les organisations héritées du mouvement nationaliste conservateur aient désavoué le NP, elles ont repris les mêmes thèmes

comme base de l'action politique.

De plus, cette opposition contribue au processus de redéfinition de l'afrikanerité. En effet, les nouveaux activistes se présentent comme les « vrais » démocrates au contraire de l'ANC qui violerait les principes constitutionnels et le droit international en matière de protection des droits des minorités. Ce cadrage est donc primordial pour modifier l'image des Afrikaners qui deviennent des militants pour les droits humains et la démocratie plutôt qu'être des suprémacistes comme les anciens nationalistes. Conjointement avec leur projet politique, les élites du SoMo ont mis sur pied un réseau d'organisations visant à mettre en pratique le mythe sur l'autosuffisance afrikaner pour remédier aux déficiences des initiatives gouvernementales en matière de prestation de services et de protection des intérêts culturels et socioéconomiques.

3. Le futur : l'institutionnalisation des niches d'autosuffisance afrikaner

Nous avons mentionné précédemment que les périodes de chocs sont des moments propices aux « éveils historiques » qui « se manifestent par la recherche de modèles concrets » (Hutchinson 2000 : 657). Tel qu'exposé ci-dessus, l'autosuffisance des communautés afrikaners a été identifiée comme la voie à suivre pour redéfinir l'afrikanerité par les élites du SoMo. Ce cadrage de l'afrikanerité s'est accompagné par la mise sur pied d'organisations issues de la société civile pour mettre en œuvre l'autosuffisance communautaire. Pour comprendre ce phénomène, nous soutenons que les catégories identitaires ont besoin de niches écologiques dans lesquelles elles peuvent survivre et se développer par la routinisation organisationnelle (Brubaker 2002 : 185). Brubaker donne en exemple les systèmes scolaires parallèles pour les minorités hongroises en Roumanie. Il mentionne que ces niches donnent

a legitimate institutional home and a protected public space for the category. They also generate the social structural foundations for a small Hungarian world within the

larger Romanian one. [T]his world is to a certain extent a self-reproducing one
(Brubaker 2002 : 185).

Ce type d'institution vise à institutionnaliser l'ethnicité, non pas de manière dramatique et extrême, mais par des gestes au quotidien. Au sein de ces structures parallèles hongroises, les individus sont socialisés aux interprétations des entrepreneurs ethnopolitiques. Elles sont donc un moyen d'assurer un degré d'endogamie plus élevé que si les individus d'une même catégorie devaient fréquenter des institutions scolaires hors des frontières ethniques. Ces réseaux ethniques ont l'avantage de pouvoir exister sans un degré élevé de *groupness*, « *largely through the logic of contact probabilities and opportunity structures and the resulting moderately high degrees of ethnic endogamy* » (Brubaker 2002 : 185). Comme le soutient l'auteur, la reproduction sociale sur la base de ces réseaux ethniques ne requiert pas de forts engagements nationalistes.

Le modèle des niches écologiques s'applique bien à notre cas d'étude. Le SoMo est un réseau d'organisations de la société civile, à caractère ethnique, qui visent à reproduire l'afrikanerité. Ces organisations sont exposées comme étant un moyen de protéger les intérêts culturels, linguistiques et socioéconomiques des Afrikaners, car le gouvernement serait hostile à leur égard. Par conséquent, dans l'esprit de l'autosuffisance, la communauté doit s'occuper elle-même de sa survie. À ce jour, quatorze organisations forment le SoMo. Leurs champs d'expertise touchent différents domaines : le financement du mouvement, la défense des droits civils et le développement des communautés, la défense des droits des travailleurs, les médias et l'enseignement postsecondaire en afrikaans et la recherche sur des enjeux touchant la communauté. Parmi ces institutions, trois sont héritées du mouvement nationaliste afrikaner et les autres sont des créations de la « nouvelle » Afrique du Sud. Nous appelons ces institutions des niches d'autosuffisance, car elles visent non seulement la reproduction de l'afrikanerité, mais aussi à créer un système parallèle d'institutions ethniques qui offrent des services en substitution

à l'État. En d'autres mots, les institutions visent à mobiliser la communauté, à assurer son autosuffisance et à diffuser la nouvelle afrikanerité.

Nous soutenons que la mise sur pied de ce réseau d'organisations ethniques permet aux entrepreneurs ethnopolitiques d'adapter la protection des intérêts communautaires aux effets de la transition démocratique. Non seulement, le gouvernement a écarté toute initiative spécifique de protection des intérêts afrikaners, mais les organisations qui étaient autrefois les piliers du mouvement nationaliste ont soit disparu (comme le NP), soit perdu une grande part de leur influence (comme l'*Afrikaner Broederbond*) ou soit se sont détournées des objectifs nationalistes (comme la maison d'édition NasPers ou les entreprises privées qui finançaient autrefois le mouvement nationaliste). Par conséquent, les nouvelles institutions ont émergé d'un vide institutionnel, laissé par les anciennes organisations nationalistes. Malgré que la création du SoMo soit contingente au contexte post-apartheid, nous démontrons que les institutions du mouvement ont été créées dans un esprit de continuité avec l'époque de l'âge d'or nationaliste. En prenant exemple sur le *volksbeweging* (le mouvement des organisations sociales culturelles, politiques, religieuses et syndicales afrikaners de l'époque de l'âge d'or du nationalisme)²⁴, les élites du SoMo utilisent leur mouvement comme stratégie institutionnelle pour dynamiser la communauté au nom de laquelle ils parlent, tout comme leurs prédécesseurs l'ont fait dans le passé. Les organisations ont été converties pour atteindre les objectifs du mouvement actuel. Ces objectifs sont exprimés en d'autres termes, mais sont assez similaires, soit la quête de l'autosuffisance culturelle et de l'authenticité afrikaner ainsi que la création de l'unité de la communauté. Tout comme le *volksbeweging*, le SoMo est formé d'organisations sociales, culturelles, à caractère politique et syndical.

²⁴ Avec l'arrivée au pouvoir du NP en 1948, les organisations extraparlémentaires sont tombées sous la gouverne du NP. C'est à ce moment que le parti est devenu la tête dirigeante du *volksbeweging* afrikaner (O'Meara 1996 : 43).

Les institutions qui feront l'objet de notre analyse sont Afriforum, Helping Hand, Kraal Publications, Maroela Media, la Fédération des organisations culturelles afrikaners (FAK), Sol-Tech et Akademia (voir le tableau ci-dessous). D'autres ne font pas l'objet d'analyse, car elles n'œuvrent pas directement pour établir des niches d'autosuffisance. Parmi celles-ci, *Die Kampus* est un projet en cours de réalisation. Ce projet prévoit la construction d'un campus regroupant les deux établissements d'enseignement du mouvement, à hauteur de 150 millions de rands. Ensuite, le *Solidarity Research Institute* œuvre dans la collecte de données sur des sujets économiques et sociaux. L'institut est mobilisé lorsque jugé nécessaire, comme dans les cas de poursuites judiciaires en matière de discrimination positive. Enfin, les institutions responsables du financement visent à offrir un soutien financier aux activités du mouvement.

Tableau 1 : Les institutions du Solidarity Movement étudiées

Domaines d'intervention	Organisations et dates de création
Financement	Solidarity Growth Fund Solidarity Financial Services Solidarity Property Company Solidarity Investment Company
Défense des droits civils et développement des communautés	Afriforum (2006) Helping Hand (1939)
Syndicat	Solidarity (1902)
Médias	Kraal Publications (2006) Maroela Media (2011)
Promotion de la culture	Federation of afrikaner cultural organisations (FAK) (1929)
Enseignement postsecondaire	Sol-Tech (2006) Akademia (2009) Die Kampus (projet en cours)
Recherche	Solidarity Research Institute

Le SoMo est financé en grande partie par les quatre institutions financières. Cependant, le moyen le plus répandu pour financer les activités des différentes institutions est celui de

l'adhésion de membres individuels. Moyennant des frais mensuels, des individus ou des organisations peuvent profiter des services offerts par l'institution dont ils sont membres. Afriforum, la FAK et Helping Hand fonctionnent selon ce principe. Les deux établissements postsecondaires, Akademia et Sol-Tech, sont financés par les frais d'admission de leurs étudiants. Il est possible pour les étudiants et leurs parents d'adhérer au syndicat Solidarity en tant que membres individuels pour obtenir un rabais sur ces frais. Les deux institutions médiatiques, Kraal Publications et Maroela Media, se financent par l'entremise de la vente de leurs livres et par la publicité. Étant donné que le mouvement ne reçoit aucun soutien gouvernemental, il est financé entièrement par les frais d'adhésion ou par des investissements immobiliers des institutions financières. Par conséquent, lorsqu'il est fait mention de la « communauté afrikaner », les dirigeants du SoMo parlent d'abord au nom des membres qui adhèrent aux différentes institutions du mouvement tout en diffusant leur message à l'ensemble des Afrikaners, ultimement pour gonfler les rangs de la communauté.

4. Conclusion : le SoMo en continuité avec le nationalisme afrikaner

Notre principale hypothèse est que le nouvel activisme afrikaner est en continuité avec le passé nationaliste, plus précisément le courant conservateur. Cependant, la survie institutionnelle est attribuable à des processus d'adaptation aux changements du contexte politique et à des modifications des coalitions internes au mouvement nationaliste. C'est donc sur les traces de leurs prédécesseurs que les entrepreneurs ethnopolitiques de Solidarity et de leur mouvement ont développé des stratégies pour assurer la pérennité de l'afrikanerité. Avant de nous lancer dans l'analyse des dynamiques propres au SoMo, nous allons présenter dans le chapitre suivant la trajectoire historique du syndicat et de ses liens avec les autres organisations afrikaners, depuis sa

formation en 1902 jusqu'à aujourd'hui. Ce survol permet de positionner notre objet d'étude dans la mouvance afrikaner post-apartheid ainsi que d'exposer la continuité de l'organisation et son adaptation aux conjonctures critiques. En effectuant ce portrait, nous souhaitons aussi exposer la trajectoire des deux piliers du nationalisme afrikaner, l'ABB et le NP. Avec la baisse de leur influence, Solidarity s'est graduellement imposé comme le leader (les dirigeants présentent même l'Organisation comme la nouvelle ABB). Nous montrons aussi que la recherche d'unité entre ces différentes organisations, orchestrée par Solidarity, est un important défi étant donné les objectifs, le niveau d'activisme ethnique propre à chacune d'entre elles et aux tensions héritées du passé.

CHAPITRE 3

« *From apartheid institutions to post-1994 institutions* »²⁵ : l'émergence du SoMo et le mouvement afrikaner post-apartheid

*From our plains where creaking waggons
cut their trails into the earth Calls
the spirit of our Country, of the land that gave us birth.
At thy call we shall not falter, firm and steadfast we shall stand,
At thy will to live or perish, O South Africa, dear land.
Die Stem van Suid-Afrika*

Au chapitre deux, nous avons montré que le mouvement nationaliste afrikaner a été marqué par les tensions intraethniques héritées des trajectoires historiques différentes des anciennes républiques boers et de la colonie du Cap ainsi que par des disparités socioéconomiques et idéologiques. Ces différences ont engendré deux courants au sein du mouvement nationaliste avec des visions divergentes concernant notamment la place à accorder à la politique partisane et à l'État dans la protection des intérêts communautaires. Suite au *broedertwis* qui a définitivement brisé la cohésion de l'Afrikanerdom lorsque les organisations de la droite afrikaner se sont multipliées, les organisations et la population ont choisi leur camp. Malgré la transition, ces divisions ont perduré et les organisations afrikaners sont entrées dans une nouvelle ère, ébranlées et en perte d'influence pour la plupart.

Ce chapitre vise à mettre en perspective la trajectoire de Solidarity et sa place au sein de ces divisions de l'Afrikanerdom. Nous montrons que la Mine Workers Union (MWU) depuis sa création en 1902, allié incontournable du NP pour mobiliser les travailleurs afrikaners en faveur

²⁵ Solidarity – entretien 9 octobre 2014

de la cause des nationalistes, s'est adaptée aux conjonctures critiques qui ont marqué la trajectoire du mouvement nationaliste, en conservant son alignement du côté du nationalisme conservateur. Lorsque le syndicat entre dans la période post-apartheid, l'Organisation est en ruine et doit se renouveler. La conjoncture critique de la transition démocratique a permis à l'Organisation de se transformer pour s'adapter aux nouvelles conditions de la « nouvelle » Afrique du Sud. Étant donné son alignement traditionnel sur la droite (et l'extrême droite dans les années 1980 et 1990), les changements orchestrés par les entrepreneurs ethnopolitiques ont poursuivi l'objectif d'obtenir une légitimité sociale pour protéger les intérêts des Afrikaners dans un contexte démocratique.

De plus, nous analysons le positionnement de Solidarity et de son mouvement dans la mouvance du nouvel activisme ethnique. La restructuration du syndicat s'est enclenchée sous l'impulsion de Flip Buys, le président-directeur général de Solidarity de 1997 à 2014, qui avait identifié l'Organisation comme celle qui offrait le plus d'opportunités pour lancer un nouvel activisme ethnique. Avec cette réorientation réussie, Solidarity tente de s'imposer comme le leader de ce mouvement en s'attribuant les rôles qu'occupait autrefois l'ABB. Nous démontrons ensuite que ces tentatives pour unifier les activistes ethniques ont des résultats mitigés. Malgré un consensus sur différents points comme la conviction que les politiques de l'ANC menacent la survie ethnique et la protection des droits des minorités, les tensions sont encore présentes. Notre thèse ne permet pas de comprendre en profondeur les déterminants des alliances entre les organisations afrikaners post-apartheid. Toutefois, les entrevues ont tout de même mis en lumière des tensions entre les élites alimentées par les degrés variables de militantisme entre les organisations et des discordes héritées de la transition. Malgré ces discordes, nous pouvons affirmer que les actions du SoMo sont intégrées à une orientation idéologique assez cohérente au sein de la mouvance des organisations post-apartheid afrikaner, car d'autres organisations se

joignent à ce même narratif sur la protection des droits des minorités comme un moyen de lutter pour les intérêts communautaires.

Parallèlement à la mobilisation de la droite, les organisations issues du courant des *verligtes* ont aussi eu à faire face aux difficultés liées à la transition. Nous dressons un portrait de la trajectoire des deux organisations qui devaient s'assurer que « les Afrikaners allaient embarquer dans la transition », soit l'ABB et le NP. Pour qu'un dialogue permettant de conserver les intérêts des Afrikaners soit établi avec l'ANC, un nouveau répertoire devait être trouvé durant les négociations. C'est en préparant les négociations que, durant la décennie 1980, des travaux de consultation de l'ABB ont identifié les conditions minimales pour que les droits des minorités, c'est-à-dire les Afrikaners, soient protégés. C'est ce répertoire qui sera ensuite repris par plusieurs organisations du mouvement actuel. Avec l'implication de l'ABB et du NP dans la transition, leur côte de popularité a dramatiquement diminué auprès de la population, surtout dans les régions du Nord. En effet, l'ABB (qui a modifié son appellation pour l'*Afrikaner Bond* en 1994) peine toujours à se trouver une niche d'activité pour s'insérer dans le nouvel activisme. Malgré la dissolution du NP, l'ancien président De Klerk continue sa mission autrement soit par l'entremise de sa fondation qui a pour mission de protéger les principes constitutionnels et les droits des minorités.

1. La trajectoire de la Mine Workers Union-Solidarity : de « laissé-pour-compte » à figure de proue du nouvel activisme ethnique

La MWU est l'une des organisations afrikaners les plus anciennes. Le syndicat, créé en 1902 sous l'appellation de *Transvaal Miners Association*, visait la protection des intérêts des ouvriers miniers afrikaners travaillant dans les mines du Transvaal où l'or a été découvert en

1886. En 1914, suite à une première grève des travailleurs miniers blancs, le syndicat est rebaptisé. La MWU deviendra par la suite le plus important syndicat blanc de la période de l'apartheid et s'inscrira dans la lutte pour le maintien du régime ségrégationniste qui protégeait les droits des travailleurs blancs au détriment de leurs homologues africains (Visser 2006). La trajectoire du syndicat est intimement liée au mouvement nationaliste qui a contribué à l'élection du NP en 1948. Après plusieurs années de proximité avec le parti pendant l'apartheid, le syndicat fait défection pour rejoindre les rangs des conservateurs afrikaners dans les années 1980. Avec son rôle de défenseur des intérêts de la classe ouvrière minière blanche et afrikaner, le syndicat a été un des derniers bastions de résistance face aux transformations de la démocratie multiraciale. Un bref portrait de la trajectoire historique de la MWU permet de mettre en lumière les continuités entre le syndicat et son contemporain, Solidarity.

1.1 Des origines à la transition démocratique

La tradition activiste de la MWU s'est amorcée en 1922, lors d'une des plus importantes grèves de l'histoire de l'Afrique du Sud. L'importance du secteur minier pour l'économie sud-africaine de l'époque explique le rôle prédominant joué par la MWU dans ce qu'on appelle la *Rand Revolt* (Visser 2006 : 20). Pendant près de trois mois, des travailleurs blancs du secteur industriel se sont opposés à l'abolition des politiques assurant une protection spécifique à leur égard. Les travailleurs ont essuyé la violente répression du gouvernement de Jan Smuts alors à la tête du *South African Party*. La répression, qui aurait été sans retenue de la part du gouvernement, aurait grandement déplu à l'électorat. Dans la foulée de ces événements, Smuts a perdu le pouvoir au profit de la coalition formée du NP et du *South African Labour Party* (SALP) lors des élections de 1924. En 1926, la coalition introduit le « *Colour Bar Act* » pour protéger les emplois

des travailleurs miniers qualifiés et semi-qualifiés blancs. Avec l'arrivée du NP-SALP au pouvoir, les syndicats blancs sont devenus des alliés du gouvernement. Ainsi, ils ne représentaient plus une menace politique, mais un outil pour obtenir le soutien électoral nécessaire pour se maintenir au pouvoir (Visser 2006 : 20).

Dans les balbutiements du nationalisme afrikaner, le soutien des ouvriers miniers a été bénéfique pour le NP dans une Afrique du Sud dont les structures sociales ont été bouleversées par l'industrialisation et l'exode rural. La décroissance du secteur de l'agriculture au début du 20^e siècle, conjuguée aux effets de la guerre anglo-boer, a contraint plusieurs familles du Transvaal et de l'OFS à la migration dans les centres urbains. En brisant leurs liens à la terre, ils se sont tournés vers le secteur minier florissant. Comme nous l'avons démontré précédemment, ces mouvements de masse ont amené l'émergence de ce qu'on appelle l'enjeu des « *poor white Afrikaners* » qui allait devenir prioritaire pour les nationalistes de l'époque. Ce nouveau bassin de population était propice à la mobilisation sur une base ethnique, ce qui a donné un soutien électoral au NP qui s'était positionné comme le défenseur des intérêts des travailleurs afrikaners. En 1936, la MWU comptait dans ses rangs 12 000 membres, dont 90 % étaient des Afrikaners, peu qualifiés et qui devaient travailler aux côtés des ouvriers africains (van Zyl-Hermann 2014 : 144). À cette époque, l'exécutif du syndicat n'était cependant pas encore aux mains des Afrikaners. C'est seulement à partir de 1948, année de la prise du pouvoir par le NP, qu'un exécutif exclusivement afrikaner et pro-NP s'est mis en place. De 1948 aux années 1970, on peut affirmer que la MWU était « un syndicat docile » étant donné l'alignement avec le gouvernement (Visser 2006). La docilité du syndicat n'a pas perduré lorsque la crise de l'Afrikanerdom s'est intensifiée.

Les années 1970 sont connues pour la transformation des relations raciales dans le secteur minier. Avec les avancées technologiques, les travailleurs blancs qui détenaient auparavant les

postes liés au minage ont été relégués graduellement vers la supervision alors que les ouvriers africains ont pris le contrôle de ce processus. Par conséquent, le rôle des travailleurs blancs dans le secteur minier a graduellement diminué et ceux des ouvriers africains a quant à lui, augmenté (van Zyl-Hermann 2014 : 145). En 1973, un important tournant pour le secteur industriel et le maintien de ses pratiques ségrégationnistes s'engage. Les travailleurs africains déclenchent des grèves pour dénoncer les faibles salaires, la pauvreté et le chômage. Ces premières mobilisations jetteront les bases de la future mobilisation syndicale qui jouera un rôle crucial dans les manifestations antiapartheid des années 1980 (van Zyl-Hermann 2014 : 145). Pour contenir les protestations, le NP est contraint d'éliminer certaines mesures racistes dans le secteur industriel, notamment en abolissant la mesure du « *job reservation* » pour les travailleurs miniers blancs. Ces initiatives ont sans contredit, semé la colère dans les rangs de la MWU qui jouissait jusqu'alors d'un soutien gouvernemental inconditionnel.

La rupture définitive avec le NP s'est effectuée en 1977, après que le gouvernement ait accepté les recommandations de la *Commission of Inquiry into Labor Legislation*. Cette commission a créé des réformes qui visaient à intégrer les travailleurs africains au sein des niches d'emploi réservées aux Blancs. À partir de cette époque, les Afrikaners et les Blancs de manière générale, ne pouvaient plus compter sur les autorités gouvernementales pour protéger leurs emplois dans le secteur minier (Visser 2006 : 23). Comme le soutient van Zyl-Hermann (2014 : 155), le moment critique où les travailleurs afrikaners ont perdu leur domination du marché de l'emploi minier est arrivé bien avant 1994, année charnière généralement retenue dans la littérature sur la transition démocratique. Après les nombreuses années d'alignement avec le gouvernement, le syndicat s'aligne au CP nouvellement créé, parti qui deviendra l'opposition officielle, mais tout en gardant une certaine distance avec la sphère des partis politiques.

Avant même que ces réformes ne soient implantées par le NP, le parti a connu une modification des rapports de forces. À la fin des années 1960, le départ du président Albert Hertzog, défenseur de la classe ouvrière et agricultrice afrikaner et d'une vision romantique de l'unité du *volk*, a fait en sorte que les intérêts des ouvriers et des agriculteurs avaient perdu sa priorité pour le parti (Adam et Giliomee 1979 : 202). Comme le soutient O'Meara (1983 : 166), « *a return to the always mystical ideological notion of the mythical unity of a classless volk was pure nonsense. That glue had forever disappeared. Now the verkrampes would have to work to accomodate [...] the new Afrikaner bourgeoisie in the NP rather [...] to displace it* ». Tel que mentionné précédemment, le *broedertwis* a définitivement divisé le mouvement nationaliste en deux camps : celui des *verligtes* (les « libéraux ») et les *verkrampes* (les conservateurs). La division a augmenté le pouvoir politique des grandes compagnies afrikaners (et anglophones) et de certains secteurs de la fonction publique tandis que les plus grands perdants de ce revirement des forces nationalistes ont été les syndicats et les agriculteurs (Adam et Giliomee 1979 : 178).

Face aux réformes, les élites de la MWU se sont positionnées contre le « libéralisme » du NP. La mouvance de la droite était composée par différents groupes, autant afrikaners qu'anglophones. Ce qui les unissait était la volonté de maintenir la suprématie blanche et de préserver l'autodétermination par la création d'un territoire autonome. Van Rooyen a développé une typologie qui classifie ces organisations en trois groupes dont les frontières ne sont pas étanches (1994 : 62-63). Les « modérés », formés principalement par l'*Afrikaner Volksfront* (AVF), un regroupement apolitique qui devait raviver l'afrikanerité à la suite « de la crise culturelle » du peuple afrikaner, la droite traditionnelle (représentée par le CP) et les radicaux comme l'AWB. Ces trois types d'acteurs militaient tous pour l'obtention d'un *volkstaat*, plus ou moins autonome (avec un niveau de violence raciste variable selon le radicalisme des acteurs). La droite était surtout active dans les régions de l'OFS et du Transvaal, ce qui a fait en sorte que les

liens du NP avec la population ont été brisés lorsque ces organisations se sont multipliées. Par exemple, en 1993, la capacité organisationnelle du NP dans la province de l'OFS avait presque complètement implosé (Munro 1995 : 21). Comme le soutiennent Grobbelaar, Bekker, et Evans (1989), le nationalisme afrikaner avait trouvé « une nouvelle base sociale, institutionnelle et géographique dans les provinces du Nord » (Munro 1995 : 22).

L'activisme de la MWU et des organisations de la droite s'est radicalisé lors du déclenchement des négociations entre le NP et l'ANC dans les années 1990. C'est alors que les dirigeants de la MWU s'engagent sur la voie de l'hostilité ouverte avec le parti qui d'après eux, aurait trahi les travailleurs blancs avec leurs réformes (van Zyl-Hermann 2014 : 150). La stratégie favorisée s'est traduite par une résistance non violente et une stratégie d'obstruction contre toutes les initiatives de réformes gouvernementales. Les revendications du syndicat se sont radicalisées davantage par la suite pour se concentrer sur des efforts pour bloquer les négociations en élisant un gouvernement de droite. La MWU souhaitait aussi exercer de la pression sur l'ANC et le NP pour qu'ils reconnaissent l'autodétermination afrikaner et protègent les intérêts des travailleurs blancs (Visser 2006 : 27). Pour appuyer cette stratégie, les dirigeants du syndicat ont lancé un appel à la création d'un « *super white trade union* » pour s'opposer au « *total onslaught on the white Afrikaner man* » (van Zyl-Hermann 2014 : 151). Cet appel à la mobilisation a fonctionné : le nombre total de membres augmente à près de 44 000 au début des années 1990.

En 1993, le syndicat s'est joint à l'AVF, une coalition à laquelle le CP et vingt autres organisations et mouvements de la droite se sont aussi joints. Elle appuyait principalement la création d'un *volkstaat* malgré les défis de l'autodétermination territoriale (soit de déterminer qui aurait accès au territoire et à son emplacement)²⁶. Il est important de mentionner que des acteurs

²⁶ Le camp de la droite a particulièrement été déchiré par ces deux enjeux. Par exemple au niveau des disputes géographiques, l'AWB et le *Boerstaat Party* (un parti politique marginal toujours existant) souhaitaient recréer les anciennes républiques boers

issus de la majorité noire appuyaient aussi les revendications de l'AVF. Parmi eux, les autorités des homelands du Ciskei et du Bophuthastwana ainsi que de l'*Inkhata Freedom Party* (IFP) souhaitaient aussi conserver l'autonomie du KwaZulu. L'AVF a aussi milité pour qu'une constitution fédérale et décentralisée soit adoptée. Dans la vision du regroupement, le fédéralisme aurait été souhaitable, car une telle configuration aurait octroyé une importante dévolution de pouvoir aux provinces de la future Afrique du Sud.

En tant que membre de l'AVF, la MWU a tenté d'influencer le processus de négociations en mobilisant le poids de ses membres, en menaçant d'utiliser les travailleurs de l'industrie minière et des services essentiels pour résister au gouvernement de transition (Visser 2006 : 91). Cependant, la mobilisation du syndicat a engendré peu de résultats au niveau du blocage des réformes. La MWU a donc maintenu son positionnement dans le camp de la droite jusqu'aux premières élections démocratiques : à la fois dans un entredeux entre les « modérés » et la droite traditionnelle, conjugué au radicalisme de certains de ses membres. Par conséquent, le syndicat est arrivé dans l'ère post-apartheid avec une mauvaise réputation :

[i]t was the image of a backward, racist and brutal organisation that was nothing but an anachronism from the old South Africa. [...] From 1994 to 1997 the MWU stagnated. Its right-wing image was politically incorrect and it was perceived to be only for blue-collar mineworkers. The public viewed the MWU negatively and the union moved from being a national role-player to being a marginalised shop-floor union. In addition, many of its members were retrenched or disaffected (Visser 2006 : 27).

La MWU a donc traversé la période de transition avec les héritages du nationalisme afrikaner conservateur dont il était difficile de faire abstraction. Comme l'ensemble des institutions afrikaners, le syndicat devait s'adapter aux nouveaux paramètres. L'adaptation aux paramètres de

donc un État souverain, alors que certains souhaitaient un territoire plus restreint dont Pretoria aurait été la capitale (van Rooyen 1994 : 43). Le principal problème de ces découpages territoriaux était que la majorité de la population aurait été non Afrikaner. Les questions de l'inclusivité du *volkstaat* étaient aussi un important enjeu. Pour certains, les Blancs seulement seraient visés par l'initiative alors que pour d'autres souhaitaient que les Afrikaners et les Coloureds (donc les afrikaanophones) seulement soient inclus dans le projet. Les tensions envers la priorisation de la catégorie raciale ou de l'ethnicité s'est particulièrement présenté dans ces discussions.

la nouvelle Afrique du Sud allait être un grand défi pour les leaders ayant fait le pari de transformer l'organisation, tout en supportant le poids des héritages du passé.

D'après le secrétaire général adjoint de Solidarity

the MWU broke from the NP, especially during the 1980 and more aggressively in the 1990s. The MWU was positioned to the right of the NP, far, far right. Interesting enough, they were never aligned officially with the CP. That helped the MWU because after 1994, they were not aligned with parties. Our challenge was to bring this right wing organization that for many years was resisting the transition. But then the transition came, we had to bring a position to this right wing organization more to the middle of the politics. We had to transform it from an apartheid institution to a post-1994 institution (Solidarity - entretien 9 octobre 2014).

À l'aube de la transition, le syndicat qui s'était préalablement recentré vers l'identité ethnique en délaissant la classe socioéconomique (van Zyl-Hermann 2014 : 143-144), s'achemine vers sa restructuration.

1.2 La création de Solidarity, le « super afrikaner trade union »²⁷

La restructuration de la MWU est fortement rattachée à son principal penseur, Flip Buys. À l'emploi du syndicat dans les premières années de la « nouvelle » Afrique du Sud, il avait un plan ambitieux en tête : celui de protéger les intérêts des Afrikaners, autrement. Cette protection était nécessaire d'après lui, car les Afrikaners allaient devoir créer leur propre futur, car ce dernier n'allait pas être pris en charge par quiconque à l'extérieur des frontières de l'afrikanerité (van Zyl-Hermann 2014 : 153). C'est en 1997 qu'il s'est lancé dans une aventure dont l'issue était très incertaine. Une brève présentation de la trajectoire personnelle de cet important acteur et de ses interprétations des conditions de l'Afrique du Sud post-apartheid permet de comprendre

²⁷ L'expression est empruntée à van Zyl-Hermann (2014). Ce lien est particulièrement intéressant car l'idée des « Super Afrikaners » avait été rattachée à l'ABB lorsque l'organisation secrète a été mise au jour dans les années 1970. Les entrepreneurs ethnopolitiques du SoMo s'attribuent le rôle que jouait auparavant l'ABB, comme l'organe de coordination des politiques nationalistes.

les motivations et le contexte de la restructuration de l'organisation de laquelle découle le plan d'expansion de Solidarity et du SoMo.

Buys provient d'un milieu conservateur (quoiqu'il qualifie son noyau familial comme libéral)²⁸ (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). En 1988, il obtient un diplôme de premier cycle en science politique et en communication de l'Université du Nord-Ouest (il a étudié au campus de Potchefstroom, un des bastions universitaires du nationalisme afrikaner). Lors de ses études universitaires, il devient président d'une branche locale du CP pour ensuite intégrer le marché du travail dans le domaine des relations de travail pour Eskom, la compagnie nationale de distribution et de production d'électricité. C'est en 1990 qu'il se joint à la MWU en tant que responsable des relations de travail, du marketing et des communications (Visser 2006 : 28). Durant cette période, Buys était impliqué dans le lobby de la MWU qui tentait d'influencer les négociations multipartites. Concernant cette période, il soutient que « *at that stage we tried to influence the process, but we knew that we won't be able to stop the tsunami. We decided to only survive to it and then we will start something new* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). Suite aux élections de 1994, il quitte la MWU pour se joindre au *Freedom Front* (FF+) en tant qu'organisateur. Le FF+ est un parti ethnique afrikaner, créé sur les bases de l'AVF. En cohérence avec les objectifs de la droite dont il est issu, la plate-forme électorale du parti visait à créer le *volkstaat* afrikaner.

En 1997, il réintègre les rangs de la MWU en tant que secrétaire général. Il devient le premier à occuper ce poste, sans avoir de liens préalables avec le secteur minier. Au sujet de son

²⁸ Nous avons observé qu'il est fréquent pour plusieurs Afrikaners (et des Sud-africains blancs) de s'identifier en tant que libéraux, lorsqu'il est question des dynamiques identitaires ou de la politique sud-africaine en général. Nous interprétons cette auto-identification comme une volonté de se distancer par rapport au passé. L'accent sur la catégorisation libérale nous apprend que l'individu qui se positionne en tant que tel provient « d'un milieu familial libéral », c'est-à-dire qu'il projette son rejet des politiques ségrégationnistes. Donc, le terme « libéral » tel qu'énoncé par certains Afrikaners est plutôt lié au rejet du racisme et du passé de l'apartheid. Selon cette interprétation, on se retrouve souvent devant des individus « libéraux »-conservateurs, soit qu'ils rejettent l'idéologie raciste mais qui sont en fait conservateurs (que nous définissons comme des individus attachant une importance aux préceptes religieux et au maintien de l'exclusivité ethnique et de la tradition afrikaner).

élection à la tête de la MWU, il mentionne que « *they elected me as General Secretary because of the crisis. There was no other option. I promised them that I had a plan. And luckily it worked out* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). Malgré la mauvaise réputation du syndicat à l'époque, il dit avoir vu peu d'alternatives pour mettre en branle son projet, malgré que l'organisation fût ruinée politiquement et financièrement. Elle s'est avérée être un bon choix, car elle présentait plusieurs avantages : un bassin établi de membres, des structures déjà existantes, une distance par rapport à la politique partisane, des départs massifs à la retraite de l'ancienne garde raciste et nationaliste ainsi qu'un ancrage historique datant de presque un siècle. En arrivant à la tête du syndicat, il était motivé par la volonté de faire passer les Afrikaners de la position d'opresseurs à celle de contributeurs au nouvel environnement politique et économique, sans toutefois les présenter comme des victimes de la transition (Visser 2006 : 29). Il affirme à ce sujet que

I'm not a reactionary. I don't want to reestablish the past. I want to have a better future. We had to do a reality check, they [l'ANC] are the government, they will be the government. Let's be realistic, we won't have nothing from them. Let's be not neglected. Let's do our own things, they have much bigger problems. They won't bother about our interests (Solidarity - entretien 16 octobre 2014).

Face à l'arrivée au pouvoir de l'ANC, il dit avoir compris que la protection des intérêts des Afrikaners ne serait pas la priorité du gouvernement. Par conséquent, les nombreux défis que l'ANC allait devoir affronter offraient l'avantage de donner un espace pour s'organiser de manière autonome et tenter de changer l'image négative des Afrikaners. Ce projet devait par contre se faire en conservant un lien avec le passé. Dans sa vision, la destruction de la mémoire des anciennes institutions aurait été une erreur, car sans celle-ci, aucun projet ne pourrait fonctionner (Solidarity – entretien 16 octobre 2014).

Pour mettre en branle son plan, il a mis sur pied une équipe de « jeunes sans expérience » qui partageaient sa vision. Étant donné que le défi était très grand et que les ressources

financières n'étaient pas disponibles, il mentionne que « *the kind of people you want to attract must believe in your dream. I needed young people without experience and that believed in the future* » (Solidarity - entretien 16 octobre 2014). Dans une certaine mesure, c'est le manque d'expérience qui aurait permis au projet de fonctionner. Lors de l'entrevue, il a mentionné qu'à cette époque, « *my biggest asset was that I had no experience. The most dangerous thing in a changing environment is experience. It's easier to learn something than to unlearn something* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). L'équipe de départ qui a misé sur le passé pour assurer le futur des Afrikaners forme toujours les hauts dirigeants de Solidarity et du SoMo.

L'inspiration à la base de la restructuration de la MWU provient aussi de l'extérieur de l'Afrique du Sud. L'actuel président aurait effectué des voyages qui l'auraient amené en Israël. La principale inspiration proviendrait du système des kibboutz qui constituerait « *a state within a state* » (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). La création du mouvement aurait été étudiée ainsi que les idées, notamment celles liées à la création d'institutions d'enseignement communautaire. Certains syndicats de charpentiers américains et les syndicats belges catholiques ont aussi servi d'exemple, spécifiquement au niveau des initiatives pour augmenter l'employabilité des membres et de l'aspect du « *protestant calling* » (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). Enfin, le choix du nom de l'organisation est directement lié au syndicat polonais du même nom : *Solidarność* qui a appuyé un mouvement social de lutte contre le régime communiste. Devenu le plus important syndicat polonais, il s'est aussi imposé comme un des modèles à suivre.

En 2002, il met en branle le *Wenplan 2002 (Winning Plan 2002)* pour rediriger la MWU vers de nouvelles avenues. Cette stratégie sur cinq ans visait à réorganiser, moderniser et augmenter l'influence de l'organisation. Le plan a été formulé comme une réponse à ce qui était présenté comme l'anarchie de la gouvernance de l'ANC, qui a forcé la création de nouvelles structures se substituant à l'État défaillant (van Zyl-Hermann 2014 : 153). Avec cette

interprétation des capacités gouvernementales à offrir des services à ses citoyens, Solidarity se positionnait déjà à l'époque, à l'encontre du gouvernement en arguant son incompetence. Le plan prévoyait l'expansion des services offerts par le syndicat dans les domaines de la communication, de la recherche, des finances et de la formation ainsi que l'ouverture aux membres individuels qui souhaitaient obtenir une protection de leurs droits (van Zyl-Hermann 2014 : 146). Cette réorientation a fait gonfler les rangs de la MWU : en deux ans, 8 000 nouveaux membres individuels se sont joints au syndicat, dans un contexte où les travailleurs afrikaners se sentaient incertains par rapport à leur sort en raison des politiques nationales de réforme du secteur de l'emploi. Les membres du syndicat se sont donc étendus au-delà de la clientèle traditionnelle des travailleurs cols-bleus semi-qualifiés du secteur minier pour joindre les travailleurs qualifiés.

Pour marquer le centenaire de l'organisation en 2002 et sa restructuration, la MWU se renomme Solidarity. À cette époque, le syndicat représentait plus de 120 000 travailleurs qualifiés, majoritairement, mais non exclusivement Blancs (van Zyl-Hermann 2014 : 146). D'après des données de 2003, environ 10 % des membres était composé de Coloureds (Visser 2006 : 36), donc les membres étaient pratiquement tous minimalement afrikaanophones. En 2015, le syndicat comptait environ 140 000 membres (Solidarity 2015a). Par cette restructuration, l'organisation a acquis une certaine notoriété dans l'espace public, autant au niveau du secteur du travail que de la société civile. Le soutien populaire face à cet appel a fait en sorte qu'au début des années 2000, Solidarity était déjà devenu la plus grande organisation afrikaanophone en Afrique du Sud (van Zyl-Hermann 2014 : 146). Un des dirigeants d'Afriforum soutient que *« because of this kind of approach, we don't have stereotypes related to the far right anymore. In our view 80% of Afrikaners are moderate and want to protect their identity. Because we made that move, it was possible to gain larger support amongst the Afrikaner community »* (Afriforum

– entretien 6 octobre 2014). Ces résultats proviendraient du fait que « les Afrikaners se sont modernisés » (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

Malgré que le syndicat soit un des importants instigateurs du nouvel activisme ethnique afrikaner, il devait concentrer ses actions sur les enjeux du domaine du travail. Pour remplir les objectifs de l’ambitieux projet, différentes organisations ont été mises sur pied pour offrir des services qui vont au-delà du syndicalisme. Lors de notre recherche en 2014, Solidarity et son mouvement entraient dans leur cinquième phase de restructuration. Celle-ci est marquée par une volonté de réunir l’ensemble des organisations afrikaners dans un même grand mouvement. Le directeur de Helping Hand mentionne à ce sujet que

*our challenge is to bring people together. There are so many associations that have a typically true afrikaner way of doing things. We are trying to bring communities together, those different organizations together. **The one that thinks the same way.** We have to put our resources in line. All together we can get the funding to redistribute millions to communities. That’s what we call phase 5 of our organization. We are there. We are busy bringing communities together. Not only on the benefit of one society because by doing this, we uplift all societies (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014).*

Dans cette perspective de créer une nouvelle unité des organisations et des communautés afrikaners qui « pensent de la même manière », un rapport de ce qui est appelé le *Afrikaner Burgerlikte Netwerk* (ABN) a été préparé en 2010. Ce regroupement formé par 19 organisations afrikaners (dont 5 proviennent du SoMo)²⁹ avait comme objectif de développer différents scénarios quant à l’avenir des Afrikaners en Afrique du Sud. D’ici à l’année 2020, des plans d’action pour protéger les intérêts des Afrikaners avaient été établis en fonction du contexte national.

²⁹ Les autres organisations sont le Die Afrikaanse Taalraad (organisation de promotion de l’afrikaans), ATKV (organisation de promotion de l’afrikaans), Die Afrikanerbond (autrefois l’Afrikaner Broederbond ou ABB), Vroue en Aksie (association de développement spirituel pour les femmes), Die Voortrekkers (scouts afrikaners), Fedsas (fédération de conseils scolaires), Jong Dames Dinamiek (association de femmes), Oraniabeweging (communauté autonome afrikaner), Rapportryersbeweging (organisation de promotion de l’afrikaans), SAOU (syndicat d’enseignants), De Transvaalse Landbou-unie (syndicat d’agriculteurs ou TAU SA dans la thèse), Voortrekkermonument en Erfenisstigting (association du Voortrekker monument) et le Vereniging van Regslui vir Afrikaans (association de juristes).

Le document mentionne qu'étant donné que la situation politique sud-africaine est marquée par l'instabilité et un alignement idéologique de l'ANC vers la gauche radicale, par le déclin des services publics et des opportunités d'emploi, par l'augmentation de la violence et de la xénophobie, l'avenir de l'Afrique du Sud et spécifiquement celui des Afrikaners, est incertain. Deux futurs sont anticipés : « *devolution towards break-down* » ou « *evolution towards breakthrough* » (Duvenhage et Steyn 2010 : 6). D'après les entrevues, le scénario optimiste n'est pas celui qui est envisagé. Quant à ce constat, l'objectif de l'ABN était de se préparer pour affronter autant le pire scénario que le meilleur. Ces plans stratégiques prévoient la mise sur pied d'initiatives dans le domaine social, de l'éducation et de l'économie et de renouveler l'esprit afrikaner, de reprogrammer les convictions de la communauté et de revitaliser et optimiser les structures et les processus au sein de l'environnement politique nationale (Duvenhage et Steyn 2010).

Malgré cet ambitieux plan, l'ABN n'existerait qu'en mots³⁰. Parmi les organisations qui se sont associées à l'initiative, les visions de l'afrikanerité et les degrés de militantisme pour protéger les intérêts des Afrikaners sont bien divergents. Par exemple, le secrétaire général de la FAK a mentionné que la *South African Teacher's Union* (SAOU) qui compte 20 000 membres n'appréciait pas être identifiée à l'identité afrikaner. L'*Afrikaanse Taal en Kultuurvereniging* [Afrikaans Language and Cultural Association] (ATKV) est une des plus importantes organisations afrikaners héritées du passé nationaliste. L'organisation, créée en 1930 par un des membres fondateurs de l'ABB, représentait à une certaine époque les intérêts culturels des 18 000 travailleurs du syndicat de la *South African Railways and Harbors*. En 1936, ATKV avait plus de 11 000 membres et quarante-six branches locales. Parmi ses implications les plus importantes,

³⁰ Ces informations ont été tirées d'échanges informels avec le Prof. Deon Geldenhuys de l'Université de Johannesburg (février 2016).

ATKV a organisé la reconstitution du Grand Trek lors des célébrations du centenaire de l'évènement en 1938 (Giliomee 2003 : 402). La situation actuelle de l'organisation a été dépeinte par le président de la FAK comme une organisation afrikaanophone, « *naive about the political situation. They tried to maintain a neutral position. They also criticise but on a lower level of intensity. They can almost be accused of being political correct. ATKV was part of the FAK sometimes ago. They decided to resign from the FAK to be on there own* » (FAK – entretien 7 octobre 2014). Cette organisation s'est retrouvée en importante perte d'influence après 1994. À ce jour, ATKV a délaissé son rôle traditionnel de promotion de l'afrikaans pour concentrer ses activités dans le domaine du tourisme.

Ces initiatives de regroupement des organisations afrikaners semblent montrer qu'une des idées centrales du SoMo, soit que la société civile doit protéger les intérêts et l'avenir des Afrikaners en raison de la dégradation de l'environnement politique et socioéconomique, suscite un certain intérêt. Dans la continuité de la création d'une unité au sein des organisations afrikaners, Solidarity a organisé à la fin de l'année 2015 un *volkskongress* (comme à l'époque du mouvement économique de 1934 à 1948) où une série de résolutions auraient été adoptée³¹. Malgré la présence d'un certain consensus, le pari de l'unité n'est pas gagné, car des organisations poursuivent des stratégies similaires, mais des tensions existent entre certaines d'entre elles. D'après un des intervenants, de l'animosité existe envers le SoMo car le mouvement est devenu trop gros. Il n'y a pas d'autres organisations qui puissent mobiliser autant que le SoMo ce qui attire une certaine méfiance ou une jalousie (FAK – entretien 7 octobre 2014).

³¹ Ces informations ont été tirées d'échanges informels avec le Prof. Deon Geldenhuys de l'Université de Johannesburg (février 2016).

Un des grands absents des initiatives de concertation du SoMo est le FF+. Le parti politique ethnique afrikaner a été créé tout juste avant le déclenchement des élections de 1994. Avant ces élections, l'instigateur du parti, le général Constand Viljoen, ancien chef des forces armées sud-africaines, surnommé « *the last of the Boer generals* », s'est joint à l'AVF en appuyant le projet de *volkstaat*. En plus d'appuyer le projet, Viljoen souhaitait bloquer les élections, pour ensuite faire remplacer De Klerk et lancer de nouvelles négociations avec l'ANC (Giliomee 2003). Devant l'ampleur de la tâche, le général s'est rendu à l'évidence que le meilleur moyen de protéger les intérêts des Afrikaners était de participer aux élections, après avoir jonglé avec l'idée d'un renversement militaire d'un futur gouvernement formé par l'ANC. Viljoen a finalement décidé de joindre la joute électorale en formant le *Freedom Front* en 1993 (qui deviendra le FF+ lorsque le CP s'y incorpore lors des élections 2004). Depuis les élections de 1994, le parti a conservé une moyenne de quatre sièges au Parlement.

Bien que Buys fut employé et sympathisant du FF+ avant de prendre les rênes de la MWU, un des intervenants a mentionné que « *we have no link with them. We are friends with them during the electoral campaigns. They are also an Afrikaner party but they have a very small executive power* » (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). Une intervenante ajoute néanmoins que « *sometimes we joined our forces with the parties, if we have similar interests like with IFP on immigration cases or with FF+ with the name changes*³² » (Kraal – entretien 6 octobre 2014). Pourtant les deux acteurs ont des discours et des stratégies similaires. Le parti vise d'abord la défense de la culture, de l'éducation et des valeurs afrikaners au pays et ailleurs ainsi que la protection des droits des minorités en général. De plus, le parti a comme politique de lutter pour la reconnaissance internationale du droit à l'autodétermination des minorités africaines. Le FF+

³² L'enjeu des « *name changes* » suscite encore des insatisfactions. Étant donné que la majorité des noms de rues et de villes sud-africaines étaient basées sur l'histoire afrikaner et de l'apartheid, des changements majeurs dans la toponymie étaient nécessaires. Par exemple, le FF+ a été particulièrement impliqué dans les mobilisations populaires contre le changement de l'appellation de la ville de Pretoria pour celle de Tshwane. Les mobilisations ont été insuffisantes pour bloquer le processus.

s'implique aussi à l'international pour faire valoir leurs points de vue sur la protection des droits des minorités. Le représentant du parti à l'Assemblée nationale, soutient que les droits des minorités sont informés par le droit international et doit être appliqué en Afrique du Sud, de même que les protections constitutionnelles pour les communautés culturelles et linguistiques (FF+ - entretien 28 février 2014).

LA grande différence est que le FF+ a tenté depuis les élections de 1994 de créer des coalitions basées sur la défense des droits des minorités pour faire contrepoids à l'ANC et devenir un troisième joueur sur la scène électorale. Par exemple, pendant la campagne électorale de 2014, le FF+ a tenté de créer le *Collective for Democracy*, une coalition formée avec six autres partis³³, représentative des anciens liens de l'AVF avec les leaders de homelands qui s'opposaient à l'ANC et aux négociations. Dans cette alliance, nous retrouvons d'anciens alliés de la droite afrikaner, soit l'IFP de Buthelezi qui souhaitait conserver l'autonomie du homeland du KwaZulu et l'United Christian Democratic Party de Lucas Mangope, ancien leader du Bophuthatswana qui était aligné sur les groupes paramilitaires d'extrême droite dans les luttes armées contre l'ANC à l'aube de la transition. Au sein de cette coalition éclectique, le FF+ se présente comme la voix de la raison concernant les minorités (FF+ – entretien 28 février 2014). Dans la perspective du parti, les droits individuels doivent être protégés autant que les droits collectifs en évitant l'intégration forcée dans une société homogène (FF+ - entretien 28 février 2014).

Le discours sur les droits des minorités et sur la menace de l'assimilation gouvernementale est assez similaire, entre le SoMo, le FF+ et d'autres organisations afrikaners. Par conséquent, nous avons observé un certain consensus sur ces aspects, mais l'unité du

³³ Les partis de cette coalition étaient le Congress of the People (COPE), l'Inkhata Freedom Party (IFP), l'African Christian Democratic Party (ACDP), le United Christian Democratic Party (UCDP) et le Pan African Congress (PAC).

mouvement n'est pas gagnée, car des tensions subsistent encore, notamment entre les organisations conservatrices et ce qui reste de celles qui étaient rattachées aux *verligtes*.

2. L'ABB, le NP et la « nouvelle » Afrique du Sud : « making sure that the Afrikaners were embarking in the transition »³⁴

Les deux principales organisations du mouvement nationaliste libéral, l'ABB et le NP ont traversé la période de la négociation avec l'ANC et l'arrivée de la démocratie multiraciale d'une manière bien différente que les organisations de la droite, ce qui a influencé leur adaptation au nouveau contexte³⁵. Celle-ci fut plus ardue notamment en raison de la désaffection de leur soutien populaire et la difficulté à s'insérer dans la nouvelle mouvance activiste, dominée par les organisations héritées de la droite. À l'époque des négociations, les deux organisations avaient comme principal objectif de rallier les Afrikaners derrière l'idée de la transition au contraire de leurs opposants qui souhaitaient plutôt les bloquer. Ce projet rassembleur s'est articulé autour de la protection des droits des minorités, c'est-à-dire que les deux acteurs devaient établir les conditions pour que les Afrikaners conservent certains acquis même si le pays allait être gouverné par l'ANC. Les premières réflexions de fond concernant la protection des droits collectifs ont été lancées à partir du milieu des années 1980. C'est à ce moment que l'ABB a amorcé l'élaboration des fondements concernant la protection des droits collectifs, dont le NP se servira par la suite durant les négociations multipartites. Tout comme la droite lorsqu'il était question du degré d'ouverture du *volkstaat*, la définition du concept des minorités a été un

³⁴ Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014

³⁵ La *Dutch Reformed Church* (ou la *Nederduitse Gereformeerde Kerk* - NGK), considéré comme le troisième pilier du nationalisme afrikaner, s'est aussi retrouvé en difficulté avant même la transition lorsque qu'elle s'est opposée à l'apartheid. Les leaders de la NGK avaient appelé à remplacer le système de l'apartheid et à intégrer les Noirs et Coloureds dans ses rangs. En effet, ces derniers ont embarqué dans la diffusion de l'idée que « l'apartheid ne fut finalement qu'une étape retardante dans l'émergence naturelle et incontournable de la nation « arc-en-ciel » (Darbon 1999: 51). Entre 1981 et 1999, la NGK a perdu 9% de ses fidèles (de même que l'église anglicane et d'autres églises) (Giliomee 2003 : 660).

élément de discorde.

C'est à partir de 1985 que l'ABB développe différentes politiques pour conseiller le NP dans le futur processus de transition. Le directeur de l'*Afrikaner Bond* note que « *the role of the ABB was to make sure that the Afrikaners were embarking in the transition* » (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014). Malgré cet important rôle, l'ABB n'a pas été directement impliquée dans les négociations. Le NP avait plutôt demandé aux branches locales du Bond de promouvoir la fin de l'apartheid. Outre l'importante tâche de vendre cette idée, l'ABB devait aussi développer des recommandations en matière de protection des droits collectifs en vue des futurs arrangements constitutionnels. Malgré que l'organisation ait toujours officiellement rejeté le *partypolitiek* au profit de la *kultuurpolitiek*, considérée comme étant plus vertueuse en raison de son éloignement des joutes politiques, elle a été l'instigatrice des premières réflexions de fond concernant les arrangements constitutionnels permettant aux Afrikaners et aux Blancs de protéger leurs intérêts dans une Afrique du Sud contrôlée par la majorité noire. Pour ce faire, l'ABB a mis sur pied le *Broederbond Constitutional Policy Committee* qui devait établir les conditions politiques de base pour assurer la survie des Afrikaners (c'est ainsi que le document intitulé *Basiese Staatkundige Voorwaardes vir die Voortbestaan van die Afrikaner* ou BSV a été rédigé)³⁶. Ce document a tenté de poser les bases de la redéfinition des groupes identitaires sud-africains pour que les Afrikaners puissent « survivre dans la justice ».

Les principes fondamentaux du BSV soutenaient tout d'abord que l'État devait gouverner pour l'ensemble de ses citoyens, mais tout en protégeant les aspirations des groupes (Moodie 2014 : 5). La définition du terme « groupes » n'était pas clairement précisée, mais signifiait au minimum que l'État ne devait plus être contrôlé par les Blancs. Les moyens pour défendre les

³⁶ Les informations concernant le rôle de l'ABB durant les négociations proviennent d'analyses d'archives effectuées par Dunbar T. Moodie que je remercie pour m'avoir donné accès à ses conclusions préliminaires.

droits collectifs ont fait l'objet de nombreux débats. Ces derniers se sont structurés selon les divisions traditionnelles entre les libéraux du Cap qui favorisaient les institutions étatiques et les conservateurs du Nord qui misaient sur des moyens extra-parlementaires. Tandis que les branches de l'ABB du Cap étaient préoccupées par l'intégration de mesures de partage du pouvoir entre les « nations sud-africaines » par l'État central, ceux du Nord avaient peu d'intérêt face au gouvernement, car l'État n'avait jamais été le véhicule par lequel la culture afrikaner devait assurer sa survie (Moodie 2014 : 7). Pour les conservateurs, la fusion du *volk* à l'État est plutôt ce qui a engendré la crise dans laquelle les Afrikaners se sont retrouvés à l'aube de l'éclatement du régime de l'apartheid. Par conséquent, l'État ne pouvait représenter la solution aux problèmes.

Les arrangements constitutionnels devaient donc protéger des garanties identitaires

which would acknowledge specific cultural freedoms which could be entrenched so that every minority group would have a right of veto where their specific group was concerned. [...] The state should acknowledge and guarantee a group's existence in a public constitutional order but it should not sustain it (Moodie 2014 : 7).

Bref, les leaders de l'ABB souhaitaient que l'État sud-africain donne un droit de veto sur les questions qui concernent les minorités, mais sans ingérence dans leurs affaires internes. Cette vision sous-tend par ailleurs qu'un appui matériel n'était pas attendu de la part du gouvernement. Un des défis de ces discussions était de définir clairement ce qui est entendu par groupes minoritaires pour qu'ils puissent être protégés par la Constitution. La note d'un membre de l'ABB à ce sujet nous expose la complexité des discussions :

there could only be talk of maintaining group rights if 'groups' are clearly identified and circumscribed. Are we speaking of the Afrikaner or of Afrikaans-speakers, the whites, the western-oriented ? What is 'a group ?' " A beginning could be made by examining "already existing groups, namely whites, Coloureds, Asians and the ten black territorial groupings." Moreover, given the principle of freedom of association and dissociation, "each individual should be permitted to join any group of his choice – if acceptable to that group – and the formation of an open group would also have to be a possibility." Such a process, however, "takes group formation out of the hands of the legislator and places it in the hands of the group (and individual) itself." If such an account of group formation is accepted, [...], "marketing the idea is going to

make or break the case” (Moodie 2014 : 14).

Il fallait nécessairement que le concept de groupes minoritaires soit inclusif, sans quoi la protection des droits collectifs aurait été synonyme d’une volonté de perpétuer la discrimination à l’égard des non-Blancs et la protection des privilèges de Blancs, ce qui allait plutôt mal se vendre lors des négociations multipartites (Moodie 2014 : 15). Cependant, cette ouverture et le principe de liberté d’identification allaient à l’encontre de tout ce que l’Afrikanerdom avait défendu depuis des décennies, soit le caractère sacré des frontières identitaires.

À partir de ces positions de départ, l’ABB a ensuite énoncé une position plus ferme qui stipulait que le futur *Bill of Rights* devrait s’appliquer autant aux individus qu’aux groupes, car l’Afrique du Sud est une terre de groupes minoritaires, divisés selon l’ethnicité (Moodie 2014 : 12). Après de nombreux documents sur la définition des groupes qui seraient bénéficiaires de protections particulières et sur le modèle constitutionnel qui serait le meilleur pour protéger ces droits, un consensus a finalement émergé : un minimum de préalables pour les communautés culturelles distinctes devait être garanti dans la Constitution pour que les négociations avec l’ANC puissent s’enclencher (Moodie 2014 : 21).

Après que les consultations des branches locales furent terminées et lorsque le président De Klerk à la tête du NP à partir de 1989 annonce la libération de Nelson Mandela le 2 février 1990, l’ABB perd son influence au profit du parti qui prend les rênes des négociations. N’ayant plus de rôle déterminant déjà au début des années 1980, « *the Bond at large can no longer produce an ethnic consensus on the complex and controversial issues of appropriate strategies for the maintenance of Afrikaner interests* » (Adam et Giliomee 1979 : 252). Durant le processus de négociation, la protection des droits individuels a pris le dessus sur la protection des droits collectifs (et ethniques) qui n’étaient pas favorisés par l’ANC, car elle était synonyme du maintien des privilèges blancs.

Des mesures de protection pour les minorités étaient vues d'un mauvais œil par l'ANC, surtout celles visant l'obtention d'un droit de veto pour celles-ci et l'établissement d'un système fédéral (Mandela 2013 : 692). Mandela soutenait que ce type de protection visait le maintien de la domination blanche comme objectif final et allait à l'encontre de la vision unificatrice du parti. Dans la vision idéologique de l'ANC, de telles protections n'étaient pas nécessaires dans une Afrique du Sud gouvernée par le parti qui prône officiellement une idéologie non raciale et non ethnique. Malgré cette opposition des visions entre les deux acteurs, De Klerk aurait été confiant par rapport au contexte politique, car, d'après lui, l'ANC et le *South African Communist Party* (SACP) étaient au bord de l'éclatement : une analyse erronée compte tenu des résultats des élections de 1994 (De Klerk Foundation – entretien 7 avril 2014). Malgré que le NP ait conservé la province du Cap occidental aux premières élections, le parti perdra la grande partie de ses appuis au fil des années.

L'ABB a aussi connu une grave diminution de son influence politique et de son soutien populaire depuis la fin de l'apartheid. En s'engageant dans la voie de la transition démocratique conjointement avec le NP, l'ABB s'est aliénée ses idéologues les plus radicaux qui ont quitté ses rangs pour alimenter la droite afrikaner. Non seulement les élites étaient divisées, mais une part importante de leur soutien populaire, surtout dans la région du Transvaal, s'est détournée de l'organisation. Ensuite, malgré une distance idéologique avec le *partypolitiek*, l'existence même de l'ABB dépendait des activités du NP qui s'est aussi retrouvé en situation difficile. C'est dans ce contexte que l'organisation s'est aussi lancée dans la fragile voie de la transformation en se rebaptisant *Afrikaner Bond* (AB) en 1994. La difficile adaptation de l'organisation au contexte post-apartheid réside aussi dans sa nature même. En tant qu'organe de coordination et d'élaboration des politiques nationalistes pour le compte du NP, elle devait son existence au parti. Comme le soutient O'Meara (1977 : 166),

the Bond was a policy-making coordinating body. It determined the fields of action and their parameters for the volk, without itself directly implementing policy. [...] if state action was essential for the implementation of the scheme, 'the matter [was] submitted to the government body concerned for consideration and the necessary steps, or to the nation for consideration in public. Should the project meet with an approval, it [was] then taken further by the proper authorities.

Après la dissolution du NP, l'AB est devenue un *think tank* sans organe d'implantation des politiques. Par rapport aux liens avec le NP, le secrétaire général de l'AB de 2007 à 2014, a affirmé que « *[t]here was never a rupture with the NP because the party just dissolved itself. De Klerk was a member of the ABB. People just lost interest. And when the NP dissolved, the people made the ABB responsible for everything that is going wrong today, especially from the Afrikaners. FW De Klerk and the former ABB sold us away* » (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014). En perte du soutien populaire et de raison d'être, l'organisation peine à se trouver de nouvelles fonctions.

C'est pourquoi depuis 1994, environ 5 000 membres ont quitté l'organisation. Les divers investissements résidentiels et financiers ainsi que les frais d'adhésion individuelle lui permettent de conserver ses cinq employés et le nouveau siège social en banlieue de Johannesburg. Depuis la dissolution du parti, l'AB tente de se développer un créneau pour se distancer de sa vocation traditionnelle qui s'insère difficilement dans les dynamiques de l'activisme actuel. L'AB compte environ 2 000 membres individuels et organisationnels et près de 2 000 membres non actifs, surtout dans les provinces du Gauteng et du Cap occidental (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014). Enfin, l'organisation autrefois réservée aux Blancs et aux hommes, a ouvert ses rangs à tous les afrikaanophones, peu importe leur appartenance raciale ainsi qu'aux femmes qui représenteraient maintenant environ 10 % du total des membres. Comme dans le passé, les membres sont recrutés parmi le clergé et d'autres organisations culturelles. Concernant l'importante diminution des effectifs, le secrétaire général de l'organisation soutient que l'AB

« [is] *not a membership driven organization but an influence organization.* » (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014). La décroissance des effectifs n'est donc pas traitée comme un problème pour l'organisation, car les objectifs sont formulés ainsi :

we now see ourselves like a network organization, that promotes the interests of Afrikaners within the different spheres of Afrikaner organizations. We develop policy document, frameworks and we distribute them to different actors, like the ANC, political parties and then we have feedbacks » (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014).

La difficulté réside donc davantage au niveau de l'intégration de l'AB aux autres organisations déjà existantes, surtout avec le contrôle qu'il exerçait dans le passé et l'identification d'un créneau spécifique à développer.

Le directeur de l'AB affirme à ce sujet que l'organisation ne s'insère dans aucune des sphères organisationnelles afrikaners, car d'après lui « *[t]o be an open organization means that you don't have a niche market where you can be active. [...] But over the years, we tried to find ourself in this whole Afrikaner community. That was also part of the renewal process to find ourself again* » (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014). Ce processus de renouveau s'accompagne de l'implication dans différents dossiers sans qu'il y ait d'appropriation d'une niche particulière jusqu'à maintenant. Parmi ces activités, l'AB serait particulièrement engagée depuis 2008 dans l'enjeu de la protection des droits de propriété des suites de l'ouverture de processus de *land claims* par le gouvernement. L'organisation agirait aussi comme facilitateur entre certains acteurs et des représentants gouvernementaux. Par exemple, après l'assassinat de Eugene Terre'blanche en 2009, l'AB aurait facilité les échanges entre le gouvernement et des représentants de l'AWB.

Ce rôle de médiateur que s'est octroyé l'organisation serait particulièrement important d'après eux, étant donné que les relations entre les organisations afrikaners et le gouvernement sont interprétées comme conflictuelles. Le secrétaire général mentionne que « *[t]he relations*

with the ANC are not a big success but Afrikaners could have been worst. The relations were never good. Especially on the land issue. We need to be careful. You can't anger the government. The ANC is taking everything that comes from political parties as a threat to the country » (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014). Cette remarque (conjuguée à celles d'autres intervenants qui seront présentées plus loin) indique une crainte quant aux actions du gouvernement. Un discours similaire a aussi été entendu du côté de la Fondation De Klerk. Cette fondation a été créée par l'ancien président au début des années 2000 afin de promouvoir les principes constitutionnels, l'unité nationale ainsi que les droits des minorités. L'ancien *Chief of staff* du NP et le directeur général de la Fondation a mentionné que l'ANC viserait à établir « *[an] African hegemony within a multicultural society* » (De Klerk Foundation – entretien 7 avril 2014) et que l'ANC a toujours vu les Blancs comme les ennemis (sauf Mandela qui travaillait réellement pour la réconciliation). D'après l'intervenant, l'Afrique du Sud se dirigerait vers une catastrophe sociale dans laquelle « il serait trop tard pour les minorités » (De Klerk Foundation – entretien 7 avril 2014).

Comme la majorité des organisations afrikaners, l'AB joue aussi la « carte des minorités ». Cette orientation serait nécessaire d'après l'intervenant de l'AB, car

the [ANC policies] are extremely dangerous for Afrikaners and other minority groups. From our side, we are working with Afrikaner organizations and other minority groups (khoisan people for example) to promote their interests. Although we see ourselves has an Afrikaner interests organization, we also work for other groups interests because we won't have an exclusive society again. We must never have that again. When we promote the interests of the Afrikaners, we do so by promoting the national interest. We also promote the interests of other minority groups. Afrikaners were crucified in every public platforms. We must be very careful not to promote Afrikaner nationalism again. We want to give people the benefit that they can take from beign an Afrikaner in South Africa. Being an Afrikaner means beign a minority. (Afrikaner Bond – entretien 27 octobre 2014)

Le discours sur la protection des minorités qui a été lancé par les organisations du courant nationaliste libéral comme base de la négociation est devenu le narratif dominant du nouvel

activisme ethnique. Cependant, compte tenu de l'engagement dans la transition démocratique de l'ABB aux côtés du NP, l'institution a été victime de sa « libéralisation » ce qui a engendré une perte importante de soutien populaire et de légitimité à représenter les intérêts afrikaners. L'influence de l'AB a donc dramatiquement diminué en comparaison à Solidarity et au SoMo qui ont repris le flambeau comme organisation à la fois de coordination et d'implantation d'initiatives visant la protection des intérêts des Afrikaners. Alors que la droite rejetait la transition et que l'ABB et le NP tentaient de préserver les intérêts sur la base des droits des minorités, les nouveaux entrepreneurs ethnopolitiques ont adopté ce même discours.

3. Conclusion : les consensus et les tensions du mouvement afrikaner post-apartheid

Nous avons montré que la MWU-Solidarity provient d'une longue tradition nationaliste de défense des droits et les intérêts des travailleurs afrikaners et blancs. L'organisation a toujours été activiste lorsqu'il était question de maintenir l'autodétermination des Afrikaners. Plutôt que d'atténuer l'activisme du syndicat, la transition démocratique a ravivé cet héritage quant à l'interprétation du sort qui serait réservé aux Afrikaners dans un pays gouverné par des représentants de la majorité noire. En effet, la trajectoire de la MWU nous a montré que malgré la restructuration de l'organisation en 1997, la structure idéologique est restée très poche des orientations des prédécesseurs notamment concernant le narratif sur le fait que le NP a trahi les travailleurs afrikaners qui se trouvent à être les perdants des réformes de l'apartheid et éventuellement, de la transition démocratique. Par conséquent, les dirigeants de Solidarity ont développé un activisme ethnique en continuité avec le passé, mais tout en intégrant la défense des droits des minorités, développée par les *verligtes* pendant les négociations démocratiques. Ce bref portrait des organisations du mouvement afrikaner post-apartheid nous montre qu'il existe un

consensus sur l'interprétation du contexte de la nouvelle Afrique du Sud comme étant menaçant pour les Afrikaners et l'ensemble des minorités sud-africaines.

Malgré cette proximité, l'unité est loin d'être acquise étant donné les rivalités entre les organisations, les visions divergentes sur la place à accorder à l'afrikanerité et le degré de politisation. Les entrepreneurs ethnopolitiques de Solidarity et du SoMo restent tout de même prudents face aux rôles que pourraient jouer certaines organisations comme l'AB dans le futur. Étant donné que les Afrikaners sont en minorité, les alliances sont particulièrement importantes. Comme le mentionne le président de la FAK (qui est d'ailleurs le premier à occuper le poste tout en n'ayant pas été préalablement membre de l'ABB), « *we try to maintain good contact with the AB. They can still play an important role, but I'm not sure which one* » (FAK – entretien 7 octobre 2014). Mais les tensions sont tout de même présentes, car certains ne peuvent concevoir qu'une telle organisation puisse survivre (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). Parmi ce nouvel activisme afrikaner, Solidarity et les organisations du SoMo sont, clairement les nouveaux champions de la défense de l'afrikanerité comme les prochains chapitres nous le démontreront.

CHAPITRE 4

« *Our survival is to take more self-responsability* »³⁷ : le cadrage de l’afrikanerité par le mythe de l’autosuffisance

*Futiel, nietig, blaaskakerig, teleurstellend en ook skrikwekkend is ons tyd,
maar ook ontsaglik, verruimend en onbegryplik hoopvol.
Die geskiedenis is besig om sy sin oop te dek van die begin tot die einde toe;
en ons begin in hierdie tyd vaagweg sy volle betekenis verstaan*

Futile, vain, décevant et décourageant est notre temps,
tout en étant vaste et rempli d’espoir.
L’histoire tente de s’exposer, de son commencement jusqu’à sa fin;
nous entrons dans une époque, en comprenant vaguement son sens³⁸.
LJ du Plessis (1951)³⁹

Comme nous l’avons démontré plus haut, la littérature sur le nationalisme afrikaner soutient que les forces animant ce puissant mouvement ont été résilientes et ont particulièrement bien réussi à émerger d’un contexte défavorable de domination politique et économique. Certes, les Afrikaners sont entrés dans une Afrique du Sud post-apartheid où le pouvoir politique a été perdu, mais leur domination économique et culturelle est restée relativement intacte. Grobbelaar (1998 : 396) nous rappelait, telle une prophétie auto réalisatrice que de croire que les forces du nationalisme n’allaient pas émerger sous une autre forme, tenait d’une incompréhension de

³⁷ Solidarity – entretien 9 octobre 2014

³⁸ Traduction libre de l’auteur.

³⁹ Cette citation de L.J. du Plessis, ancien académique de l’Université de Potchefstroom et membre de l’ABB jusqu’en 1960, apparaît dans le chapitre d’ouverture du document de planification stratégique de l’ABN. L.J. du Plessis était un défenseur de l’autodétermination des communautés, au point où il est entré en conflit avec Hendrik Verwoerd. Christoph Marx (2010) nous dit à propos du contentieux que : « *the issue was whether apartheid, in the way Verwoerd implemented it, was justifiable. Du Plessis came to the conclusion that apartheid would only be justifiable if it gave Africans a chance to realise their self-determination. Driven by his Calvinist convictions and inspired by the decolonisation process on the African continent, he argued for negotiations with South Africa's black political leaders, including those of the ANC. The Calvinist doctrine of justification explains why Du Plessis, [...] advocated dialogue with Africans. As a fervent cultural nationalist he believed in communities; he rejected individualism and parliamentary democracy. But when his conviction grew that time was running out for white South Africans, he was prepared to give up on apartheid as a policy. The [NP] and Verwoerd rejected his proposals out of hand* ». Dans la citation, l’entrée dans le Grand apartheid est l’époque dont il est question, la trajectoire du nationalisme afrikaner est ce qui est incompris.

l'histoire moderne sud-africaine. Avec l'aplomb des organisations afrikaners depuis 1902 et les défis auxquels l'ANC doit faire face depuis 1994, dans un contexte économique moins performant que prévu où le système politique est marqué par la corruption, il aurait été erroné de croire que des héritiers du nationalisme afrikaner n'allaient pas émerger des cendres de l'apartheid avec un projet de renouvellement identitaire.

La période des négociations de 1990 à 1994 a été un grand moment d'incertitude pour l'ensemble des Sud-africains quant à l'avenir de leur pays. Suite aux élections du 27 avril 1994, la situation s'est apaisée, mais l'onde de choc de la démocratie multiraciale a secoué l'ensemble des organisations afrikaners : elles allaient devoir s'adapter au contexte où l'État ne serait plus jamais le gardien des intérêts afrikaners. Pour les partisans de la droite, l'adaptation allait être marquée par l'échec de la création du *volkstaat*, la rupture avec l'idéologie raciste et la nécessité de repenser l'autodétermination afrikaner dans un contexte où les autorités gouvernementales n'y étaient pas favorables. Dans le cas de la MWU, les nouveaux dirigeants s'engageront dans la voie d'un activisme ethnique restructuré, en continuité avec le passé. En 2002, le syndicat est renommé Solidarity et s'engage dans la voie de l'activisme ethnique. Comme l'affirme un des dirigeants de l'organisation,

for a couple of years after 1994, they [les Afrikaners] became individuals. They build higher fences. In Africa, no individuals will survive. We must find our identity again. And then the new period of seeking identity began. Then suddenly this was this transition from afrikaans to afrikaner. From a language perspective to an ethnic perspective. We found out that we are more than language (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

Ce réalignement vers l'afrikanerité ne constitue pas un revirement pour Solidarity, car le syndicat a toujours d'abord été une organisation afrikaner : pendant l'apartheid, il n'était tout simplement pas nécessaire de l'exposer explicitement étant donné la domination politique du NP (van Zyl-Hermann 2014 : 152). Pour assurer les intérêts des Afrikaners, la catégorie devait être

reconstruite, non seulement car elle a quitté l'apartheid fortement divisée, mais aussi parce que l'image des Afrikaners était entachée par les décennies de domination raciale.

L'objectif de ce chapitre est d'exposer le processus de cadrage de l'afrikanerité qui structure l'émergence du nouvel activisme ethnique du SoMo. Les dirigeants de Solidarity qui se positionnent comme les défenseurs des Afrikaners doivent définir les attributs de la communauté au nom de laquelle l'organisation pose ses actions. L'argument développé est que ce cadrage s'effectue en continuité avec le passé nationaliste, plus précisément, avec la branche du nationalisme conservateur qui a traditionnellement favorisé les organisations extra-parlementaires et le développement des communautés locales. Ce moyen était perçu à l'époque comme le meilleur pour assurer l'autodétermination, en rejetant tout interventionnisme étatique dans les affaires internes des communautés et par le fait même, toute domination étrangère. L'intervention extérieure est encore perçue comme une menace à la survie de la communauté. Le processus de cadrage est non seulement influencé par ces héritages, mais aussi par les principes protestants du *calling*.

Dans un premier temps, nous démontrons que les élites de Solidarity ont développé un mythe centré sur l'autosuffisance de la communauté, en continuité avec les principes de l'autodétermination afrikaner. Malgré la constance avec le passé, les élites vont adapter le concept en délaissant la création d'une entité territorialité semi-autonome au profit d'organisations de la société civile comme lieu d'autonomisation. Par la suite, nous démontrons que le mythe de l'autosuffisance soutient une réinterprétation historique de l'apartheid et du religieux, plus précisément du mythe de l'élection divine des Afrikaners. Ainsi, les entrepreneurs ethnopolitiques identifient des attributs positifs, en cadrant l'apartheid comme une anomalie historique allant à l'encontre de l'essence de l'afrikanerité et donnent un guide de conduite spirituel pour encadrer l'épanouissement des membres de la communauté. Enfin, le cadrage de

l'afrikanerité s'effectue aussi par la définition d'un nouvel « Autre ». Le gouvernement de l'ANC est présenté comme hostile, incompétent et gardien d'un système de domination allant volontairement à l'encontre des Afrikaners. De cet antagonisme vu comme similaire à celle de l'époque où l'impérialisme britannique représentait tous les maux auxquels les Afrikaners étaient confrontés, naît un projet politique anti-système.

1. L'afrikanerité par le mythe de l'autosuffisance : retrouver l'authenticité ethnique

Pour le mouvement nationaliste, l'autodétermination, c'est-à-dire la gestion autonome des affaires de la communauté ethnique pour se préserver de la domination d'un autre groupe identitaire (van Rooyen 1994 : 3), était le moyen privilégié pour assurer la survie ethnique et préserver l'authenticité de la catégorie. Cette définition de l'autodétermination ne signifie pas nécessairement la rupture avec l'entité territoriale sud-africaine qui, dans la symbolique afrikaner, est considérée comme la terre promise (Cauthen 2000). Dans la période de l'émergence du mouvement nationaliste, l'autonomisation culturelle et économique face à un gouvernement hostile et impérialiste était le principal objectif. Au Nord, nous avons démontré que le principe de la survie ethnique par l'autodétermination s'est traduit par la création d'espaces où les intérêts culturels et économiques de la communauté étaient protégés par un réseau d'institutions de la société civile, bien avant que le NP prenne le contrôle de l'État et impose son pouvoir politique à partir de 1948.

L'idée de l'autodétermination des nations sud-africaines a été appliquée en dehors des frontières de l'afrikanerité. Lorsque Hendrik Verwoerd prend le pouvoir en 1961, il met en branle son projet d'ingénierie sociale. Selon ce plan, chaque groupe ethnique africain s'est vu attribuer un territoire semi-autonome, mais chapeauté par un État national fort et centralisé. Selon la

version officielle, ces régions, appelées homelands ou bantoustans, devaient permettre, à chaque nation sud-africaine de se développer selon leur propre culture et sur leur territoire « d'origine », sous la gouverne de leurs leaders traditionnels. Au-delà de la justification idéologique, la création des bantoustans sur seulement 13 % du territoire sud-africain visait à bloquer l'affluence des Noirs en milieu urbain. L'initiative s'est avérée un échec notamment parce que les mouvements de population vers les milieux urbains n'ont pas été stoppés. Les administrations et les économies des bantoustans étaient défailtantes et corrompues, ce qui offrait peu d'opportunités pour la population. Avec la transition démocratique, pour les tenants du nationalisme conservateur, l'autodétermination par la création du *volkstaat* était la voie à suivre. Le principe de la constellation des nations n'était qu'une continuité avec ce qui avait été appliqué durant l'apartheid.

Cependant, l'échec de la création du *volkstaat* a nécessité une réorientation de l'idée de l'autodétermination. Tel que présenté plus haut, les élites qui ont lancé le renouveau de la MWU, étaient auparavant très près de la mouvance de la droite qui soutenait ce projet. C'est dans le contexte de l'échec du projet d'autodétermination territoriale qu'a émergé l'orientation idéologique du SoMo, adaptée au contexte post-apartheid. Solidarity, en tant qu'acteur principal du renouveau de l'activisme ethnique, détient une place centrale dans l'adaptation de l'idée de l'autodétermination. Un des dirigeants de l'organisation a mentionné que c'est l'environnement post-apartheid qui a indiqué qu'il était temps pour les Afrikaners de prendre leur responsabilité quant à leur destin (Solidarity - entretien 10 avril 2014). Comme le soutient le président du FAK (entretien 7 octobre 2014) :

we don't want to focus on the state as such but to create as many intermediaries institutions in order to flourish. Some of us but they are by far the majority, they dream in secret of a state, but the majority amongst us in the FAK or the SoMo think that it's unrealistic [to dream of a state] and that the ideological baggage is too heavy to carry right now.

Les entrevues ont mis en lumière la résignation de certains quant à l'impossibilité de retrouver le contrôle de l'État. La restructuration de l'activisme ethnique tient dans une certaine mesure à une obligation de modifier les stratégies, car l'avenue qui aurait été préférée est impraticable. Cependant, la rupture avec l'aspiration au contrôle des structures étatiques provient aussi du fait que les institutions intermédiaires sont identifiées comme le meilleur moyen d'assurer la pérennité de la catégorie.

Ce positionnement est en cohérence avec la période de l'âge d'or du nationalisme et de l'orientation idéologique conservatrice qui visait à développer la communauté en dehors de l'État, alors contrôlé par les Britanniques ou le gouvernement centralisateur du NP lors de l'apartheid. Un des intervenants a exposé ainsi les motivations du SoMo :

*we as Afrikaners respond [à l'environnement politique actuel] by not trying to create a new political order. Like a little town like Orania (voir chapitre 1) is not the beginning phase of a new state. It can't be a new state, that's unrealistic. It's an exercise of what we would like to do **on a broader scale**. We want to create new institutions that can maintain themselves, that can maintain a certain level of independence or autonomy. **We want to create autonomous structures within the state by means that we can maintain a communal life and create the conditions of our own continuity** (FAK - entretien 7 octobre 2014).*

Le SoMo aspire donc à créer un système d'institutions ethniques en parallèle de celles nationales. Contrairement à la communauté d'Orania qui est circonscrite sur un territoire limité, les plans de l'organisation sont beaucoup plus ambitieux. En ne s'attardant pas sur un lieu géographique spécifique, les institutions peuvent se déployer pour atteindre les Afrikaners qui sont répandus sur l'ensemble du territoire sud-africain. Bref, plutôt que de demander aux individus de s'établir sur un territoire, c'est plutôt les organisations qui doivent venir à eux.

Nous avons démontré précédemment que les entrepreneurs de Solidarity s'étaient inspirés de diverses initiatives comme le système des kibboutz qui constitue « *a state within a*

state » (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). Cependant, la principale inspiration provient de leur interprétation de l’histoire des Afrikaners. À propos des inspirations concernant la restructuration idéologique de Solidarity, un intervenant nous dit que

*from an Afrikaner historical point of view, the inspiration comes from the period when the government was unfriendly, at the end of Anglo-Boer war and in 1961 [début de la présidence de Hendrik Verwoerd]. We decided that we will take responsibility for ourselves. It’s when the Afrikaners established institutions : a bank, a national press and cultural organizations. The inspiration come from this period but not from apartheid. The Afrikaners paid a really big price during apartheid. **They lost their self-reliance.** The state became more and more centralized and the Afrikaners became more and more dependent on the state (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).*

Cette interprétation soutient que la perte de l’autosuffisance est ce qui a été payé le plus cher par les Afrikaners au cours de leur histoire. C’est dans le contexte de la période de l’âge d’or du nationalisme que l’autosuffisance de la communauté s’est manifestée, comme réponse à l’hostilité gouvernementale. De plus, cette interprétation mentionne le fait que le régime centralisateur de l’apartheid est ce qui a amené la perte de l’autonomie communautaire.

D’après l’interprétation historique des dirigeants de l’organisation, les Afrikaners ont une tendance « naturelle » à gérer les affaires de la communauté de manière autosuffisante. À l’époque de l’âge d’or, la stratégie privilégiée était la création d’institutions pour assurer un développement autosuffisant. Selon cette perspective, le régime de l’apartheid aurait brisé cette propension de la communauté à prendre ses propres responsabilités à l’égard de ses membres, pour qu’ils puissent s’épanouir, sans l’intervention de l’État. Un dirigeant du FAK est très explicite à cet effet lorsqu’il affirme que

during apartheid, everything was prescribed for those below. We are trying to create a democratic ethos amongst Afrikaners by means of an appeal to examples from our own past. When the people trekked, they created semi-autonomous republics all over. All of them were based on radical democratic principles. The radical democratic republican spirit is somehow for us an example of how we can recreate democratic institutions in order to survive in this country (FAK – entretien 7 octobre 2014).

La création d'institutions est identifiée comme le moyen privilégié pour assurer la survie des Afrikaners, mais aussi pour créer un éthos démocratique et « reprogrammer » les convictions des membres de la catégorie (Duvenhage et Steyn 2010). La survie par l'autosuffisance est reliée aux premières manifestations démocratiques des républiques boers qui sont en quelque sorte, des exemples idéal-typiques à recréer. Selon cette citation, nous pouvons affirmer que pour les penseurs de Solidarity, les *Voortrekkers* en quête de liberté portaient en eux l'archétype de la démocratie. Ces interprétations historiques sont centrales dans la construction du mythe de l'autosuffisance, dont les fondements sont ancrés dans l'esprit boer républicain.

Les dirigeants de Solidarity s'engagent dans la réinterprétation de leur passé en développant un narratif mythique. Le mythe de l'autosuffisance sous-tend que « *the Afrikaners in the history were doing better when not in power. We are good 'in doing ourselves' organizations. We never had a welfare state, we had to do with self-help organizations* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). Cet élan envers la prise en main de leur propre destin est présenté comme un attribut historique des Afrikaners. Plutôt que de se couper de ce passé riche en symboles, au contraire de certaines organisations afrikaners qui ont tenté de briser les liens avec le passé, un intervenant mentionne que « *some parts of our history are good and some are bad. We embrace all of our history. We want to make sure that we understand the DNA of the Afrikaners and to make sure that we continue with that in the movement* » (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). L'essence afrikaner doit être trouvée dans le passé, d'où la place centrale occupée par la reconstruction historique pour trouver des images positives pour cadrer l'afrikanerité et écarter les moins bons côtés de l'histoire.

En effet, la construction d'un mythe sur l'autosuffisance afrikaner a été la principale source d'inspiration pour les dirigeants de Solidarity dans leur processus de cadrage des nouveaux attributs de l'afrikanerité. Un leader du FAK a d'ailleurs mentionné que « *the*

selfstander recht is the concept to understand the whole SoMo » (FAK - entretien 7 octobre 2014). Nous traduisons le concept de *selfstander recht* comme « le droit à l'autosuffisance »⁴⁰. Sans que les différents intervenants aient défini le concept de manière précise, d'après notre analyse, il doit être appréhendé comme le droit pour une communauté de prendre en charge les affaires qui la regardent, sans intervention étrangère. À ce sujet, un intervenant a affirmé que

*the previous nationalist movement was a movement towards the state. We [les Afrikaners] worked to establish Republics and then they became more and more dependent to the state. What we do now is exactly the opposite. This is why we have to be careful to say that we are a new nationalist movement. Our movement is a movement away from the state. We must be more self-reliant, we believe in a republic idea but not in the sense of establishing a republic but meaning that **decisions must be taken on the lowest level as possible**. We say that we want to do this to be more self-reliant, to take more self-responsibility and be less dependable **on the national idea of the state. Our survival is to take more self-responsibility**. That's the difference* (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

Le narratif sur l'autosuffisance articule une réponse au précédent mouvement nationaliste afrikaner. Étant donné que le mouvement actuel vise à s'éloigner de l'État, leur interprétation veut que la réorientation de Solidarity s'oppose au nationalisme, car il est synonyme de centralisation étatique. Au contraire, l'idéologie du SoMo diffuse l'idée de redonner le pouvoir à la population. Malgré que ce processus ne vise pas à faire une rupture avec l'entité territoriale sud-africaine, la citation précédente intègre une volonté de distanciation avec l'idée nationale de l'État.

Une entrevue a montré que le concept de « *calling* » (l'appel) est au cœur de l'articulation du mythe sur l'autosuffisance. Un dirigeant a mentionné à ce sujet que « *the idea of calling is where I take responsibility for my calling and not the state* (Solidarity – entretien 9 octobre 2014) ». Selon Weber (1985 [1964]), le concept (ou *Beruf* en allemand) est une tâche imposée par Dieu, une vocation. Pour un des dirigeants de Solidarity, l'influence de la religion sur le mouvement actuel est toujours cruciale.

⁴⁰ Traduction libre de l'auteur.

Solidarity is still strongly based on a Christian beliefs. It's a Christian movement, from a protestant point of view. You must take responsibility for your own future. It's something that drive us, it's our religious beliefs. Do what you must do. Then I can trust the lord for the future. We cannot talk about Afrikaners if you don't talk about religion as well (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

D'après le site officiel de Solidarity, le premier principe qui guide les actions de l'organisation stipule que « *the union is founded in the Christian tradition of trade unionism, which believes that we have to guide our members to self-reliance so that they can pursue their vocation* » (Solidarity 2015a). Les élites de Solidarity doivent guider leurs membres vers l'autosuffisance pour qu'ils puissent poursuivre leur vocation.

L'organisation s'engage à soutenir leurs membres tout en ayant l'objectif plus général de contribuer à l'épanouissement « d'une communauté ». Toujours d'après le site officiel, le principal attrait de l'organisation serait que

Solidarity believes that its members are not mere economic beings but that they are functioning within a community. Over the years Solidarity has therefore extended its protective umbrella so that employees and their families can be supported in every phase of life. Solidarity is the only Christian trade union in South Africa. No other union in South Africa does so much for its people at so many different levels (Solidarity 2015a).

Pour les dirigeants de Solidarity, l'organisation a une responsabilité envers leurs membres de la communauté afrikaner. Giliomee (2003 : xviii) nous mentionne d'ailleurs qu'à l'époque de l'apartheid, le « *higher calling* » se traduisait pour les nationalistes afrikaners comme la lutte pour la survie ethnique.

Les références religieuses sont une caractéristique commune non seulement du mouvement nationaliste afrikaner, mais de ses élites en général. Par exemple, F.W. De Klerk aurait mentionné qu'il a mis fin à l'apartheid, car Dieu lui avait demandé de le faire (Cauthen 2000 : 1002). La ferveur religieuse est particulièrement forte chez les Afrikaners conservateurs. Le discours politique de Andries Treunicht, le fondateur du CP, avait des accents théologiques (Cauthen 2000 : 1002). Comme le soutient cet auteur, « *although the South African state is no*

longer under the control of Afrikanerdom, the concept of chosenness which electrified the early Boers remains a potent force in Afrikaner politics. Even today, the myth of divine election continues to infuse Afrikaner nationalism » (Cauthen 2000 : 1017). Pour que l'appel collectif soit réalisé, le peuple doit être guidé dans l'accomplissement de leur vocation. Tout comme l'avait fait Paul Kruger, le président de la République boer du Transvaal, les dirigeants doivent non seulement poursuivre leur vocation personnelle, mais guider les membres de la communauté vers l'autosuffisance.

C'est justement l'autosuffisance qui a assuré la survie de l'afrikanerité. Cependant, les acteurs interrogés ont mentionné que l'autonomie ne signifie pas la volonté de poursuivre un nouveau type d'apartheid. C'est plutôt un moyen d'établir les nouveaux attributs, « *away from the nationalists, centralizing tendencies of the past* » (FAK – entretien 7 octobre 2014). Un haut dirigeant du FAK est engagé dans une analyse de l'émergence de l'État moderne pour appuyer les orientations de l'organisation. Il mentionne que

*the nationalist movement manifested itself within the territorial state, it was focused on standardizing and uniformizing a certain territory. We developed an historical picture on what happened since the creation of the modern state. It was based on an idea of standardizing a certain territory. **The modern state is marked with a conflict between these intermediary institutions and the state**, because the state doesn't have control of all the institutions. We developed a criticism against the nationalist state in that sense. What we develop within the SoMo and the FAK is a tendency to lead away from the nation-state to move more to the federal model* (FAK – entretien 7 octobre 2014).

La structure du SoMo vise à s'éloigner du modèle de l'État nation donc l'idéologie du mouvement peut se comprendre comme un rejet du fonctionnement du système politique sud-africain qui tendrait vers l'homogénéisation et la centralisation du pouvoir.

Le mythe de l'autosuffisance définit la société civile comme le lieu d'autonomisation de la communauté. L'opposition au *partypolitiek* chez Solidarity s'apparente à l'orientation vers le *kultuurpolitiek* des institutions extra-parlementaires du Nord à l'époque de l'âge d'or du

nationalisme afrikaner. Comme le soutient Kriel (2010 : 403), l'histoire du nationalisme afrikaner est surtout celle de la création d'organisations culturelles et linguistiques par des acteurs politiques et économiques. Bien que les frontières entre ces deux sphères ont toujours été poreuses, la vision de Solidarity s'aligne avec cet héritage dans le sens que la *kultuurpolitiek* et sa défense de l'autosuffisance culturelle étaient vu comme le meilleur moyen par lequel l'esprit afrikaner pouvait s'exprimer. À l'époque, les nationalistes devaient inventer la nation afrikaner : la culture était cruciale pour que l'afrikanerité soit intériorisée par les individus par l'entremise du développement de l'afrikaans et de l'« *Afrikaner way of life* ». La culture était donc un des préalables pour atteindre le pouvoir politique et économique : il fallait d'abord créer les Afrikaners.

Les élites de Solidarity s'inscrivent dans la continuité de la *kultuurpolitiek* lorsqu'ils affirment vouloir créer des espaces pour que l'essence afrikaner puisse s'exprimer. En remplacement des organisations culturelles et linguistiques comme véhicules de leur mouvement identitaire, Solidarity se concentre sur le développement d'institutions visant l'autosuffisance de la communauté. Plutôt que d'articuler l'afrikanerité à travers la culture (la langue et le mode de vie), les élites de l'organisation favorisent ce qu'on pourrait appeler pour faire écho à la littérature sur le nationalisme afrikaner, un *selfstanderpolitiek*. La culture se substitue aux dynamiques d'autosuffisance à partir desquelles l'essence afrikaner peut se réinventer, fleurir et survivre et qui permet aux élites de Solidarity de dénoncer le fonctionnement du système politique (point développé au chapitre 5) ainsi qu'à réinterpréter l'apartheid.

2. L'interprétation de l'apartheid comme une anomalie historique

Un des grands défis de la restructuration du mouvement identitaire et du cadrage de la nouvelle afrikanerité est de se distancer du régime de l'apartheid. Il est en effet crucial pour les dirigeants de Solidarity de trouver des moyens pour insérer l'activisme ethnique de l'organisation comme une mobilisation politique légitime ne souhaitant pas perpétuer le « *white privilege* ». Un intervenant affirme à ce sujet que

the Afrikaner people is still seen and rightly so responsible for apartheid. We think that one of the best way to respond to apartheid is to help recreate ourselves along democratic lines. To recreate the Afrikaner people as a real democratic people (FAK – entretien 7 octobre 2014).

Pour les dirigeants de Solidarity et du SoMo, le cadrage des Afrikaners comme « un peuple démocratique » est un des meilleurs moyens de s'éloigner du régime de l'apartheid, sans toutefois nier la responsabilité de la communauté. En adéquation avec le mythe de l'autosuffisance, l'organisation interprète l'apartheid comme une anomalie historique, contraire à l'essence afrikaner.

Selon le mythe de l'autosuffisance, les Afrikaners auraient payé un très grand prix durant cette période : celui de la perte de leur autonomie sous un régime centralisé où ils sont devenus de plus en plus dépendants de l'État. Bien que la rupture avec l'apartheid appuie l'idéologie de Solidarity, elle ne peut cependant pas être réduite qu'à une simple stratégie. Tout comme L.J. du Plessis, un fervent nationaliste culturel⁴¹, le rejet de l'apartheid par Solidarity expose une idéologie où l'individualisme et la démocratie parlementaire sont discrédités, au profit de la priorisation du développement autonome des communautés. C'est par l'établissement d'institutions communautaires que les Afrikaners auraient survécu en Afrique. Dans cette longue tradition de l'autosuffisance, l'apartheid ne représente qu'une courte période de temps (Solidarity

⁴¹ Voir à ce sujet la citation de Christoph Marx (2010) en début de chapitre.

– entretien 9 octobre 2014). L’instauration d’un régime fortement centralisé à partir de 1961 est interprétée comme de l’hostilité gouvernementale à l’égard des Afrikaners, au même niveau que l’impérialisme britannique. L’opposition actuelle au régime de l’apartheid semble oublier le fait que le système était bénéfique pour les travailleurs miniers blancs ainsi que les Blancs de manière générale. Jusque dans les années 1970, les emplois étaient protégés par des politiques discriminatoires. Autant durant l’apartheid, l’autodétermination afrikaner servait à justifier le régime, autant depuis la transition démocratique, ces mêmes éléments servent à le discréditer.

L’apartheid est non seulement contraire au cadrage de l’organisation, mais le régime est interprété comme le responsable de la division des Afrikaners et de leur actuelle faible confiance en soi en tant que communauté. Un intervenant soutient que

even before the 80s, the apartheid destroyed the inner cohesion and the self-image of the Afrikaners. Due to internal critics on apartheid and external critics we internalized that and it created preconditions of extreme forms of lack of self confidence amongst Afrikaners. The lack of a positive collective self image are reflected in these hardcore racist tendencies. If we are recreating Afrikaners along democratic lines, recreating our own institutions, we will also create the preconditions for getting away from forms of racism. For us, racism is an evil, it’s doing us bad, bad, bad... (FAK – entretien 7 octobre 2014).

En effet, dans la période post-apartheid, les Afrikaners se voient souvent accoler l’étiquette de racistes. Pour Solidarity, la reconstruction de la communauté allait obligatoirement devoir passer par le recadrage de la signification donnée à la catégorie raciale.

Dans l’interprétation des dirigeants de Solidarity, l’ethnicité est priorisée plutôt que la catégorie raciale. Comme exemple de la centralité de l’ethnicité comme cadre cognitif, le président-directeur général de Solidarity a remis en question la légitimité de l’orientation de la MWU envers la protection des Blancs dans les années 1970. Il soutient qu’à cette époque, la race a été préférée à la culture afrikaner par le secrétaire général de la MWU. Il ressort de l’entrevue qu’étant donné qu’il avait des origines syriennes, il a été classé dans la catégorie « blanche » par

l'État de l'apartheid. Par conséquent, l'éducation de ce dernier a été faite en afrikaans, mais il ne pouvait prétendre parler au nom des Afrikaners en raison de ses origines étrangères. D'après l'intervenant, cela expliquerait la réorientation de la MWU vers l'appartenance à la catégorie raciale comme projet rassembleur au détriment de l'ethnicité (Solidarity – entretien 16 octobre 2014)⁴².

Dans la suite de la réflexion de l'intervenant, la même logique est attribuée à Hendrik Verwoerd. Ce dernier, originaire des Pays-Bas, a reçu une éducation en afrikaans. Par conséquent, l'ancien président n'était pas un Afrikaner. Tout comme le secrétaire général de la MWU des années 1970, Verwoerd ne pouvait prétendre parler au nom des Afrikaners (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). D'après l'intervenant, c'est pourquoi le NP et le mouvement nationaliste afrikaner auraient favorisé la catégorisation raciale à partir des années 1960 plutôt que de conserver l'accent sur l'afrikanerité. La réconciliation raciale entre les Afrikaners et les Britanniques effectuée par le NP durant l'apartheid est interprétée comme le fruit d'une classification par un homme politique étranger, non afrikaner.

Ces affirmations vont dans le sens du transfert opéré par Solidarity vers la défense de l'afrikanerité plutôt que la protection de la langue. Comme mentionné précédemment, il y a eu une transition de l'afrikaans vers l'afrikanerité (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). Malgré que la langue offre une certaine proximité avec des membres de catégories identitaires différentes ayant l'afrikaans comme langue maternelle, l'afrikanerité est au cœur de l'activisme de Solidarity. Depuis 1998, l'organisation appuie officiellement les principes de la liberté d'association (Visser 2006 : 35), mais dans les faits, elle est encore très fermée. Par exemple, lorsqu'il a été question de l'intégration des descendants britanniques au sein de Solidarity et de

⁴² Le 27 février 1967, Petrus Jacobus « Arrie » Paulus est élu au poste de secrétaire général de la MWU. Il restera en poste jusqu'en 1987. Une recherche documentaire n'a pu confirmer que ce dernier avait des origines syriennes (Solidarity 2014). L'affirmation a été conservée pour exposer la distanciation effectuée entre la catégorie raciale blanche et l'ethnicité afrikaner dans les rangs de Solidarity.

son mouvement, un haut dirigeant soutient que « *we include them but we are very careful not to be a white movement. If the British see South Africa as their home, they can join us. Coloured and Indians (muslims) who feel threatened, they can joined us. Black people can also join us. But there's not a lot of them* » (Solidarity - entretien 16 octobre 2014). Comme cette citation le démontre, le sentiment de menace ressentie à l'égard de la domination de l'ANC est le critère déterminant sur lequel les dirigeants de l'organisation souhaitent trouver des appuis.

Il a une ouverture chez les dirigeants du SoMo envers d'autres communautés. Concernant l'ouverture, un des intervenants d'Afriforum mentionne que

we had to give a new content to the Afrikaner identity. We have to become a community that respect the dignity of all the other groups in the world and in this country and to build our future path on mutual recognition and respect. It is something new that we have to bring in our campaigns to attain a higher moral ground, not like in the past (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

Sauf que l'ouverture n'est pas chose nécessairement facile. L'affirmation montre aussi la persistance de la dichotomie entre Afrikaners et les Anglophones de descendance britannique. En effet, l'accent sur la protection de l'afrikaans face à la domination de l'anglais et le rejet de l'« *English type of democracy* »⁴³ rend les rapprochements avec les descendants britanniques assez difficiles. La perception des individus catégorisés comme des Anglais maintient les divisions héritées du passé. Pour un intervenant d'Afriforum, « *the English still have their homeland, England, Afrikaners have no choice, we have to build strong institutions to survive. The English have a double passport to acces Britain* » (Afriforum – entretien 6 octobre 2014). Cette vision transmet la croyance que les Anglophones sud-africains pourraient retourner quand ils le désirent en Angleterre, leur véritable patrie. Malgré cette perception, ils joindraient tout de même des institutions du SoMo pour les fonctions (comme rendre les municipalités meilleures) plutôt que pour les sentiments, car « *English [la langue] is international, it is not threatened.*

⁴³ Voir la page 147-148 à ce sujet.

English people, they have an international identity. That's why they don't have strong institutions. They assimilate » (Afriforum – entretien 6 octobre 2014). La menace du monolinguisme anglais transparait de ces interprétations et diffuse l'image de la continuité de la domination.

L'afrikanerité est liée à l'attachement au continent africain qui trace une frontière par rapport aux autres Blancs qui ne seraient ni des Afrikaners, ni de « vrais » Africains. Dans le discours sur l'histoire des Afrikaners, les membres de ce qui est parfois appelé la « tribu blanche d'Afrique » auraient survécu dans l'environnement hostile sud-africain grâce à leur identité ethnique. Les élites du SoMo déplorent que l'ANC ne reconnaisse pas l'africanité des Afrikaners, par conséquent, qu'ils soient traités comme des étrangers et des colonisateurs. Comme un des intervenants d'Afriforum le mentionne, en Afrique du Sud, « *a white is not African* » (Afriforum – entretien 14 mars 2014). Le déni des autorités de ce niveau d'identité est vu comme une menace supplémentaire à leur survie. Bref, pour les élites de Solidarity, la catégorie raciale n'est pas un élément central dans le cadrage de l'afrikanerité post-apartheid, du moins officiellement (voir le chapitre 6 concernant les interprétations racistes de certains dirigeants du SoMo).

Malgré les difficultés d'ouverture du mouvement aux non-Afrikaners, dans la perspective de Solidarity, leur manière de cadrer le mouvement identitaire est le meilleur moyen pour les Afrikaners, d'intégrer la nouvelle Afrique du Sud. Dans la perspective du FAK,

we see the institutions that we are creating right now as intrinsically dependent of the rest of South Africa. You cannot create autonomous structures and think that you are completely autonomous from the rest. It's impossible. We recognize our dependency. If we create good functioning institutions the rest can be also be helped. We don't isolate ourselves from South Africa, we see ourselves intrinsically part of South Africa. The preconditions for us to play a good role is to have the necessary institutions where which can also care for ourselves and also care for the rest, for the Other. It's an interplay between the Self and the Other within the same structure (FAK – entretien 7 octobre 2014).

Les élites de Solidarity voient les Afrikaners comme une part entière de la nouvelle Afrique du Sud. La création d'institutions autosuffisantes serait un moyen de contribuer activement à la société sans toutefois exposer clairement quelles sont les contributions de ce mode de fonctionnement. Enfin, les contributions les plus importantes restent circonscrites aux membres de l'organisation qui sont majoritairement des Afrikaners surtout que les frontières identitaires sont assez étanches comme le prouvent les déclarations sur les Britanniques qui constituent toujours une catégorie contre laquelle les entrepreneurs définissent l'afrikanerité. La définition du « Nous » s'accompagne de la délimitation des frontières avec un « Autre » auquel des attributs antagonistes sont donnés.

3. La définition d'un nouvel « Autre »

Tout comme la petite-bourgeoisie afrikaner qui attribuait à l'impérialisme britannique la source de tous leurs problèmes (O'Meara 1983 : 55), les élites de Solidarity ont aussi construit un virulent discours antigouvernemental. Ce dernier soutient que les Afrikaners doivent une fois de plus survivre dans un environnement défavorable, dominé par le gouvernement centralisateur et hostile de l'ANC. Un entretien fait ressortir que

we are interpreting the early 19th century as a typical example of how a community can care for itself. And the examples in the 1920s and 1930s is very important for us. We had no economic power, no political power and we were socially marginalized at that time. We must always remember that we grew from the background of the Anglo-Boer war. The whole nationalist movement was a way to respond to that (FAK – entretien 7 octobre 2014).

Bien au fait de la trajectoire historique du nationalisme afrikaner, les dirigeants de Solidarity se sont engagés dans la continuité avec la voie pavée par leurs précurseurs. Comme au temps de l'émergence du nationalisme afrikaner, la construction d'un « Autre » hostile et dominant, alimente l'urgence de la mobilisation pour assurer la survie ethnique. L'appel à la mobilisation

qui a suivi la métamorphose de Solidarity a bien fonctionné : le nombre de membres a connu une importante augmentation depuis les années 2000. Concernant le gonflement des rangs de l'organisation, le directeur général du syndicat affirme que

*the people trusted me because I tried to influence the negotiations. At the beginning, it was very slow moving, to change their identity and their perceptions. Our biggest asset was **our anti system idea**. It was a very traumatic period because everything was changing* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014).

Pour stimuler le soutien populaire de la nouvelle organisation, les élites de Solidarity ont proposé un projet anti-système aux Afrikaners.

Notre analyse soutient qu'ils ont développé un discours antagoniste où la force ayant le contrôle de l'État est appréhendée comme une menace. Un grief commun contre les Britanniques avait permis initialement aux Afrikaners divisés de s'unir (Le May 1995). Ce lien a été créé grâce à un dédain « *for the British rule. The precipitants of nationalism existed when a sufficient number of Afrikaner began to feel a communal resentment* » (Le May 1995 : 33). Suivant un cadre similaire, Solidarity a développé une importante critique concernant les arrangements constitutionnels issus des négociations qui présentent les Afrikaners comme les perdants d'un système politique qui favorise leur domination et qui va à l'encontre de la tradition de l'autosuffisance. Un haut dirigeant de Solidarity affirme que

*I was always convinced that there must be change. I became convinced that one man one vote, what I call the **English type of democracy** was too simplistic to address the problems of an heterogeneous society like South Africa. I was more in favour of the European kind of democracy where you've got groups and individual rights protection. My conviction was with the government of that time, the ANC, we will only get English democracy. The central problem of South Arica for many years was the deterioration of the relations between groups. The Constitution needed to address that problem. From a realpolitik point of view, the Constitution could not ignore this central question. My point of departure was that we must trade majority rule for minority protection. That was my point of view for the new dispensations. My view couldn't happen because of the timing of the transformation process. At that time, at the end of the Cold War, the typical English type of democracy was the dominant one. From my childhood, I was always interested in Africa. **Many afro-pessimists think that democracy cannot***

work in Africa. I'm not an afro-pessimist. I'm an English democracy pessimist.
(Solidarity – entretien 16 octobre 2014).

Deux éléments sont à noter dans cette affirmation. Le premier est la divergence fondamentale concernant les nouveaux paramètres du système politique promu par l'ANC et le second concerne celui qu'aurait souhaité l'intervenant.

Depuis sa formation, l'ANC a officiellement promu l'implantation d'un système démocratique où la protection des droits individuels et les libertés politiques et le principe du « un homme, une voix » devait être les fondements de la constitution sud-africaine. Les héritiers du nationalisme afrikaner, quant à eux, ne s'opposent pas à la protection des droits et libertés individuels, mais à ce qui est perçu comme la négation des droits collectifs. Cette interprétation les amène à affirmer qu'une récusation des identités ethniques est une atteinte à la démocratie et aux principes constitutionnels. Tel qu'exposé précédemment, lors des négociations, les représentants de l'ANC étaient réticents à accorder des protections collectives pour éviter de perpétuer les privilèges des Blancs au détriment de ceux de la majorité. D'ailleurs, le droit à l'autodétermination territoriale de communautés sud-africaines n'est pas reconnu par la constitution⁴⁴. Cet article soutient plutôt que la nation sud-africaine est indivisible. Par conséquent, la constitution protège les droits de communautés culturelles, linguistiques et religieuses et promeut la diversité.

Conjugué à ce contentieux fondamental concernant les arrangements constitutionnels, le discours antagoniste présente l'ANC comme le mauvais joueur. À ce sujet, le parti est associé à l'« *English type of democracy* » et la « *majority rule* » qui ne seraient pas adaptés pour les sociétés africaines hétérogènes tandis qu'un système de protection des minorités serait le meilleur

⁴⁴ L'article 235 de la constitution de 1996 stipule que « *the right of the South African people as a whole to selfdetermination, as manifested in this Constitution, does not preclude, within the framework of this right, recognition of the notion of the right of self-determination of any community sharing a common cultural and language heritage; within a territorial entity in the Republic or in any other way, determined by national legislation* » (République d'Afrique du Sud 1996).

système pour le continent. Dans cette perspective, étant donné que l’Afrique du Sud est une société hétérogène, composés de multiples groupes ethnolinguistiques, les nouveaux arrangements constitutionnels du pays seraient nocifs à la fois pour les Afrikaners et pour toutes les autres communautés. C’est pourquoi le mode de gestion autosuffisant serait un arrangement préférable pour tous. Cette catégorisation sous-entend que l’ANC protège un système qui est étranger et mal adapté donc mauvais pour la population sud-africaine et pour les Afrikaners en particulier. D’après cette vision, l’ANC favorise un système où la règle de la majorité domine, au détriment des minorités. Par conséquent, il constitue une menace contre laquelle il est nécessaire de se protéger.

Cette méfiance sur les arrangements constitutionnels est présente depuis plusieurs années. Lors des négociations entre le NP et l’ANC, F.W. De Klerk souhaitait voir s’implanter une autre structure constitutionnelle. Comme l’a exposé Nelson Mandela :

his goal was to create a system of power-sharing based on group rights, which would preserve a modified form of minority power in South Africa. He was decidedly opposed to majority rule, or ‘simple majoritarianism’ [...] because that would end white domination in a single stroke. [He] was fiercely opposed to a winner-take-all Westminster parliamentary system, and advocated instead a system of proportional representation with built-in structural guarantees for the white minority. Although he was prepared to allow the black majority to vote and create legislation, he wanted to retain a minority veto (Mandela 2013 : 692).

Le système souhaité par le NP à l’époque est similaire à celui de la démocratie consociative qui aurait permis une meilleure protection des intérêts des Afrikaners que l’« *English-type of democracy* ». Au contraire, l’ANC voyait dans les mesures de type consociatif un moyen de perpétuer la domination politique blanche.

Déjà à l’époque des négociations, une opposition difficilement réconciliable a émergé concernant la structure de la nouvelle Afrique du Sud : les activistes afrikaners auraient souhaité des structures de gouvernance basées sur l’ethnicité tandis que l’ANC souhaitait désamorcer les

identités subnationales. La perception des élites de Solidarity est ancrée dans un conflit plus général sur la configuration constitutionnelle sud-africaine. Pour ces dernières, les négociations ayant mené à la transition ont permis à l'ANC de mettre en place des structures pour assurer sa domination. En effet, un intervenant a mentionné que

I think that the ANC now think that they are strong enough to push through what they want they wanted initially. In 1994, during the negotiations they were a certain balance of forces: the Afrikaners controlled the army and the police, the civil service had a lot of Afrikaners in it. In terms of balance of forces, they couldn't do what they wanted to do, they made concessions in the Constitution (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

Cette citation soutient que l'ANC avait fait des concessions, mais que maintenant que les Afrikaners ont déserté les institutions publiques, le parti peut faire ce qu'il désire. Dans la vision des élites de Solidarity, tant que l'ANC détient le contrôle du pouvoir, le parti ne verrait pas son partage comme une nécessité (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

En dénonçant le système de domination érigé par l'ANC, les dirigeants de Solidarity propagent l'image d'une nouvelle Afrique du Sud hostile aux Afrikaners. D'ailleurs, en citant Henry Kissinger, un intervenant affirme que dans les sociétés multiethniques comme celles que nous retrouvons un peu partout en Afrique, « *when you lose power, you lose many times everything else as well* » (Solidarity - entretien 16 octobre 2014). En prenant l'exemple du génocide rwandais, il soutient que

*I don't like to say it **but if you cannot protect yourself at the ballot box, you reach for your gun.** That what's happening in many African countries. My view was that the Constitution was not in our interests. My strategies was two-legged. The first one was that there must be change but the other one was that we must form a movement of cultural, community and labour organizations to protect our interests because it is not constitutionally protected. (Solidarity – entretien 16 octobre 2014)*

Cette affirmation renforce la perception que les Afrikaners sont en danger et que le système démocratique sud-africain ne permet pas de protéger leurs intérêts adéquatement et même que leur sécurité physique est menacée. Un lien est même fait concernant l'émergence de la violence

et les arrangements en matière de protection des particularismes ethniques. Par conséquent, les entrepreneurs du SoMo considèrent que le système politique sud-africain, notamment sous l'ANC, menace les intérêts des Afrikaners. Un intervenant mentionne à ce sujet que

The ANC's ideology is not clear. On one hand you have the ideological movement and on the other hand, you have a lack of ideology and ideas. On the discourse level, the government is open and plural but not in practice. Elites are fighting for the economic resources. That's why we have conflicts between different elites within the ANC and other elites. It leads sometimes to murder. What we find is a fight for the resources (FAK – entretien 7 octobre 2014).

Comme le soutenaient les partisans de la droite afrikaner, le seul moyen de protéger le groupe de la domination d'un « Autre » est l'exercice du pouvoir par l'autodétermination (van Rooyen 1994 : 3) ou par l'autosuffisance dans le cas du SoMo.

L'idéologie anti-système de Solidarity propose donc aux Afrikaners un projet politique mobilisateur par lequel l'afrikanerité peut se renouveler. Le président-directeur général de Solidarity soutient que la mobilisation partisane était une stratégie inefficace (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). La société civile devait devenir le nouveau moteur de la protection des Afrikaners, car elle représente mieux les intérêts de communautés locales. À cet égard, une des particularités du *Wenplan* 2002 était la prise de distance officielle de l'organisation de la sphère des partis politiques. L'idée que la société civile doit se substituer à l'État comme fournisseur de services est justifiée par une réinterprétation de l'histoire en vertu de laquelle les institutions extra-parlementaires ont toujours joué un rôle crucial dans l'autonomisation des Afrikaners. En plus de cette interprétation, les conditions de la « nouvelle » Afrique du Sud auraient donné les signaux nécessaires pour indiquer qu'une organisation devait prendre en charge les affaires de la communauté. D'après le secrétaire général adjoint de Solidarity,

what we want to do is much bigger than a political party. The state is weakening on every level : service delivery, health, security. The private sector is strengthening : private hospital, schools, roads. The private sector wants to make profit, so it's an elite sector. A large part of the communities cannot get their answers from the private sector. That's why the civil society needs to give services

instead of the state (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

Selon l'interprétation des élites de l'organisation, l'orientation vers la société civile est aussi causée par la perte de confiance des Afrikaners envers les partis politiques et le système politique qui les défavorise. Dans cette perspective, les Afrikaners voudraient stopper l'ANC, notamment en votant pour la Democratic Alliance (DA), le principal parti d'opposition qui gouverne la province du Cap occidental depuis 2009 ou bien pour le FF+.

Mais ce choix ne s'explique pas par un attachement fort au DA, c'est à la rigueur une décision de circonstance qui ne doit pas faire oublier le fait que tous les partis sont vus avec suspicion. En effet, le vote afrikaner à la faveur du DA doit être compris ainsi :

Afrikaners are not liberal because they vote for the DA, that's because they are conservative. They want to stop the ANC. The DA is following a lot of our ideas. We don't see them as part of the movement. The Solidarity Movement doesn't want to replace any political parties and to replace the government. We don't want to ally with the DA (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

Alors que la littérature nous montre que l'Afrikanerdom a toujours été divisé, cette interprétation suggère que les Afrikaners ont une perception homogène par rapport à leur relation avec le gouvernement et les partis politiques. Questionné sur les divisions traditionnelles entre le Nord et le Sud, un dirigeant de Solidarity soutient, non sans malaise, que

we [Solidarity] are much stronger in the North than in the Western Cape. We are there, it's in this province that we are growing the fastest, from a smaller base. There's also a demographic shift in the Western Cape. But it's not as big as it is here [au Nord]. They [les Afrikaners du Cap] never embarked on the Great Trek. They stayed there. They don't have the legacies of the Anglo-Boer war and they were an English colony. There's definitely differences. It's just logic that we organized here. They are also more liberal. The opposition to the NP was more in the North than in the Cape (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

Dans l'interprétation des clivages entre les Afrikaners, les disparités régionales sont toujours significatives. Les Afrikaners du Nord auraient une propension à l'autosuffisance plus forte étant donné que leurs ancêtres, les *Voortrekkers* en quête de liberté, ont entrepris un long et périlleux

voyage pour s'affranchir de l'impérialisme britannique pour s'autogouverner. Il est entendu qu'avec les changements démographiques qui sont à l'œuvre au Cap occidental, la popularité de l'organisation pourrait augmenter dans le futur, c'est-à-dire que si les mouvements internes de populations noires vers la province se poursuivent, les adhésions pourraient augmenter, comme c'est le cas pour les régions du Nord (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

4. Conclusion : le cadrage de la « vraie » afrikanerité

L'objectif de ce chapitre était de démontrer que le processus de cadrage de l'afrikanerité s'effectue en continuité avec le passé nationaliste afrikaner. Pour que les élites de l'organisation puissent poser des actions aux noms des Afrikaners, elles doivent définir les nouveaux attributs de la catégorie. L'afrikanerité est cadré selon deux processus : le premier définit les attributs du « Nous » et le second se concentre sur la délimitation des frontières identitaires d'un « Autre ». Pour ce faire, les entrepreneurs ethnopolitiques de Solidarity ont développé un mythe sur l'autosuffisance qui expose des attributs en continuité avec les thèmes nationalistes et qui visent à appuyer la survie ethnique. La trajectoire historique est réinterprétée pour montrer que les Afrikaners ont toujours mieux fait lorsqu'ils s'administraient de manière autonome, hors de l'influence d'un État centralisateur. Le processus de cadrage priorise des organisations extra-parlementaires, interprète l'apartheid comme une anomalie historique, recentre l'organisation vers l'ethnicité et fait une place à l'appel protestant comme guide de l'action.

Nous pouvons affirmer que la nouvelle afrikanerité est en continuité avec ce qui est identifié dans la littérature comme la « tradition du Nord », marqué par le conservatisme, le républicanisme, le rejet de l'État centralisateur et une essence afrikaner qui mène vers l'autosuffisance à travers des institutions extraparlémentaires. En s'appuyant sur ce mythe, les

dirigeants de Solidarity ont développé un narratif sur le fait que l'apartheid était un faux pas pour les Afrikaners, car le régime allait à l'encontre de l'essence de l'afrikanerité. La réinterprétation historique de l'apartheid vise aussi à donner de nouveaux fondements démocratiques aux Afrikaners. Dans cette perspective, la promotion de l'autosuffisance de la communauté qui est un modèle se rapprochant des « vrais » idéaux démocratiques, serait un moyen de modifier l'image des Afrikaners et de leur redonner confiance en leur identité. Dans ce narratif, l'organisation qui s'est attribué le rôle de guide de la communauté, doit contribuer à la pleine réalisation de la vocation de ses membres, contre un nouvel « Autre » dominant.

Le discours antagoniste par rapport au gouvernement a amené Solidarity à développer un projet politique centrée sur la défense des droits des minorités. Après la présidence de Nelson Mandela, des élites de différentes organisations afrikaners ont eu une prise de conscience : les institutions en matière de protection des droits collectifs sont faibles et la constitution ne garantit pas de droits à l'autodétermination aux communautés ethnolinguistiques. À ce sujet, le Secrétaire général de l'*Afrikaner Bond* affirme que

the cultural, linguistic and religious rights in the Constitution were suppose to be sufficient to protect the rights of minorities and communities but it's not being effective and not implemented. The government is not taking responsibility for the role they should have played » (Afrikaner Bond - entretien 27 octobre 2014).

Un haut dirigeant de Solidarity abonde dans le même sens lorsqu'il soutient que « *my core assumption was that [...] Afrikaners needed protection and the reason for that is that they we will became a very unpopular minority, not just a normal minority. We needed extra protection. That didn't happen constitutionally* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). Suite à la transition, les élites du mouvement ont constaté que « *the Afrikaners are dispersed all over the country. We are a minority in every situation that we are* » (Afriforum – 6 octobre 2014). La perte du pouvoir politique des Afrikaners et leur dispersion géographique ont nécessité la mise sur pied d'une

nouvelle stratégie politique, infusée par la réorientation idéologique de l'organisation sur le mythe de l'autosuffisance.

CHAPITRE 5

« *Transformation killed the Rainbow Nation !* »⁴⁵ : le processus de création de la catégorie des minorités (raciales et ethniques) discriminées

*De la Rey, De la Rey. Sal jy die Boere kon lei ?
[...] soos een man, sal ons om jou val [...]
Oor die Kakkies wat lag,
'n handkie van ons teen 'n hele groot mag
en die kranse lê hier teen ons rug, hulle dink dis verby*

De la Rey, De la Rey. Will you come lead the Boers ?
[...] as one man, we'll fall around you [...]
Over the 'Khakis' that laugh,
A handful of us against a mighty force
And the cliffs to our backs, they think it's all over
Bok van Blerk (2006)⁴⁶

Dans les années 2000, les élites de Solidarity se sont lancées dans un processus de reconstruction idéologique de l'organisation, en continuité avec le nationalisme afrikaner conservateur. Nous avons démontré précédemment que les entrepreneurs ethnopolitiques de l'organisation ont reconstruit leur idéologie par un mythe sur l'autosuffisance des Afrikaners à travers une narration anti-système justifiant la nécessité de « s'éloigner de l'État » pour protéger les intérêts de la communauté. Cette quête de l'autosuffisance laisse sous-entendre une attitude

⁴⁵ Kriel 2014

⁴⁶ En 2006, Bok van Blerk, un chanteur populaire afrikaner, suscite un vent de ferveur patriotique et amène certains à se questionner sur la situation des Afrikaners depuis 1994 (Martin 2015 : 198). Elle traite de l'héroïsme du général Koos De la Rey qui a combattu l'impérialisme britannique pendant la guerre anglo-boer. Les auteurs qui voulaient simplement traiter d'un aspect positif de l'histoire afrikaner auquel ils étaient personnellement intéressés, ont créé un phénomène malgré eux (van der Waal et Robins 2011 : 765). La chanson a connu un énorme succès et a suscité de la controverse, notamment lorsqu'elle a été jouée aux funérailles de Eugene Terre'blanche en 2010. Certains commentateurs ont affirmé que « la chanson appelait à la mobilisation politique et culturelle des Afrikaners de droite et à la mobilisation tandis que d'autres y ont vu une exploitation commerciale de la nostalgie » (van der Waal et Robins 2011 : 764). Nous pouvons dire que la signification rattachée à la chanson varie. Pour les dirigeants de Solidarity, la chanson a été interprétée comme un appel à la mobilisation et à la nécessité de rallier les Afrikaners derrière un leader pour protéger les intérêts de la communauté (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

passive quant aux autorités gouvernementales, car les organisations du SoMo veulent se substituer à l'État. Au contraire de la passivité, les leaders se sont engagés dans un nouveau projet politique, adapté aux conditions de la nouvelle Afrique du Sud. En effet, l'ancien projet nationaliste de la droite est tombé en désuétude. En entrant dans cette nouvelle ère, un dirigeant de Solidarity affirme que

we [MWU-Solidarity] were in the same situation of all the other Afrikaner organizations. We didn't know how to make the transition between 1994 and after. Before 1994, there was a state and the institutions were shadow plants of the state. Then 1994 arrived and the trees had fallen [le NP et le CP]. It's then that we saw that we were a minority in a majority environment (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

Suite à cette constatation, les élites de Solidarity ont développé une stratégie politique en investissant une niche bien particulière : celle de la défense des droits des minorités discriminées. Ils sont activement engagés dans l'espace public pour confronter les orientations de l'ANC en matière de construction de la nation et défendre les intérêts des Afrikaners. Les revendications politiques entreprises par Solidarity au nom des minorités s'accompagnent d'un processus de création de la catégorie des « minorités raciales et ethniques discriminées ».

Ce chapitre démontre que la stratégie politique de Solidarity passe par un processus de *group-making* par lequel la catégorie des minorités discriminées est articulée. Ce travail veut accréditer l'idée que le gouvernement discrimine délibérément les minorités raciales et ethniques pour dominer l'ensemble du système politique et éliminer les particularismes identitaires. Par conséquent, ce cadrage identifie la situation des Afrikaners comme injuste et prétend que les intérêts socioéconomiques, linguistiques et l'intégrité physique des minorités sont menacés depuis la transformation de 1994. Solidarity soutient que la menace ne provient pas des membres de la majorité noire, mais bien de l'ANC, identifié comme le principal ennemi des Afrikaners depuis la transition (van Zyl-Hermann 2014 : 153). Face à cette position défavorable, le projet politique de Solidarity vise à restaurer la balance du pouvoir entre le gouvernement et les

minorités (Hermann 2013 : 48), donc à renverser la situation d'injustice par l'action collective (McAdam 1982, Gamson 1992).

La première section traite du processus de création des minorités raciales discriminées à partir de l'enjeu des politiques d'*affirmative action* (AA) dans le domaine de l'emploi. Cet enjeu est traité, car il représente le principal cheval de bataille de l'organisation; les membres de Solidarity étant en majorité des travailleurs issus de la classe moyenne. Dans leur construction de la catégorie des minorités raciales discriminées, les élites de l'organisation soutiennent que la transformation socioéconomique lancée par l'ANC a engendré une montée de la discrimination raciale, d'abord envers les Afrikaners et ensuite envers les Coloureds et les Indiens. La croisade de Solidarity pour la protection des droits des minorités est donc porteuse d'un projet politique rassembleur qui suppose la création d'alliances interraciales pour faire face à l'hégémonie de l'ANC, qui selon eux est à la fois l'ennemi des Afrikaners et de l'Afrique du Sud démocratique. Par rapport à cet enjeu, Solidarity a mis sur pied une campagne contre les politiques d'AA à partir de 2014, pour s'opposer à la discrimination raciale dans le domaine de l'emploi. La campagne prévoit deux grandes stratégies : une bataille pour l'opinion publique présentant l'AA comme une menace pour tous les Sud-africains et des actions légales intentées en matière de discrimination raciale autant au niveau national qu'international.

La deuxième section traite du processus de construction de la catégorie des groupes ethniques discriminés et des stratégies qui lui sont rattachées. Dans un premier temps, nous démontrons que selon le discours de Solidarity, l'ensemble des groupes ethnolinguistiques sud-africains est discriminé par l'uniformisation linguistique promue par l'ANC. Pour les élites de Solidarity, le processus de transformation lancé par le parti est aussi une menace à la diversité culturelle. Pour eux, la promotion de l'anglais au détriment de l'afrikaans est un exemple du racisme dont ferait preuve l'ANC à l'égard de l'ensemble des Afrikaners et des autres minorités

ethnolinguistiques. La disparition graduelle de l'afrikaans en tant que langue d'enseignement à tous les niveaux est le cœur de cet enjeu. En 2012, Solidarity se lance dans l'arène internationale, au Forum sur les questions des minorités des Nations unies (NU) pour dénoncer l'homogénéisation culturelle comme moyen d'exercer une pression sur le gouvernement national (Keck et Sikkink 1998). Enfin, nous aborderons l'enjeu controversé des *farm attacks* (meurtres de fermiers afrikaners en zone rurale). Cette problématique propre aux Afrikaners est présentée comme le cas le plus sévère de discrimination contre les minorités en cours en Afrique du Sud. La mobilisation contre les *farm attacks* s'effectue surtout par Afriforum, mais aussi par d'autres organisations afrikaners, dont le FF+ et le *Transvaal Agriculture Union* (TAU South Africa). En définissant ces violences comme étant de nature ethnique, les leaders ont développé une campagne de sensibilisation à l'international pour amener le gouvernement à mettre en place des structures pour stopper les violences à l'encontre des fermiers afrikaners. Le présumé laisser-aller du gouvernement face à cet enjeu est cadré comme une violation des droits humains et des minorités en vertu des conventions internationales sur les droits des minorités ainsi qu'une preuve supplémentaire du racisme de l'ANC.

Nous suggérons en conclusion que par la création des catégories des minorités raciales et ethniques discriminées, les activistes afrikaners poursuivent leur processus global de recadrage des Afrikaners comme les « vraies démocrates de la nouvelle Afrique du Sud ». Ce processus s'effectue autant au niveau national qu'international, car l'image de la catégorie est aussi à remodeler hors des frontières nationales. Ces derniers se représentent comme les bons joueurs, soit ceux qui se battent pour le respect des droits humains et un modèle démocratique où les communautés sont respectées et protégées, au contraire d'un gouvernement présenté comme raciste et nationaliste. Ainsi, selon notre analyse, les activistes afrikaners espèrent modifier leur ancienne étiquette de suprémacistes blancs pour celui de militants pour les droits humains.

1. L'interprétation de politiques publiques comme de l'injustice envers les minorités raciales

Les Afrikaners ont toujours été une minorité en Afrique du Sud. Lors de l'apartheid, ce statut ne représentait cependant pas une menace, car le NP contrôlait le pouvoir politique. Cependant, avec la transition démocratique, un nouveau sens a été attribué au fait d'être une minorité : sans le pouvoir politique, les Afrikaners n'ont plus la capacité d'autrefois pour favoriser leurs intérêts au détriment de la majorité noire. Les entrepreneurs ethniques doivent faire face de manière permanente à la perte des traitements préférentiels. Comme le soutient van Zyl-Hermann (2014 : 152), cette perte du pouvoir politique est accompagnée par un sentiment de trahison :

[w]here the NP had once betrayed white miners by abolishing job reservation, it had now left all whites in the lurch by capitulating to a black majority government while white capital eagerly adopted race-based affirmative action policies in order to please the new powers [...].

Avec la transition, ce sentiment cultivé dans les rangs de Solidarity a été transféré au gouvernement de l'ANC, car le parti n'aurait pas rempli ses promesses de construction d'une nation respectueuse des particularismes identitaires. Comme à l'époque de la domination britannique, la perception que les Afrikaners sont des citoyens de seconde classe dans leur propre pays (van Rooyen 1994 : 9) s'est réintégrée aux interprétations des entrepreneurs ethnopolitiques. Cette modification du statut de minorité a été accompagnée d'une réorientation de la stratégie politique de Solidarity : n'ayant plus accès au pouvoir, les leaders devaient poursuivre leurs objectifs dans les conditions de la nouvelle Afrique du Sud, d'une autre manière.

Les entretiens que nous avons menés ont montré que l'année de l'arrivée au pouvoir de Thabo Mbeki, président de 1999 à 2008, aurait été le moment charnière de la prise de conscience concernant la nécessité de la protection des intérêts socioéconomiques des Afrikaners. Cette période a été qualifiée par les activistes comme celle du début de la transformation de la société

sud-africaine par l'interventionnisme de l'ANC. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Mbeki, le rêve de travailler avec le gouvernement était encore présent (FAK - entretien 7 octobre 2014). Cependant, au départ de Mandela, les Afrikaners auraient réalisé qu'ils étaient laissés à eux-mêmes, car à partir de 1999, les relations avec le gouvernement auraient été définitivement brisées. Ce changement de perception est une importante coupure en comparaison avec la vision diffusée par Mbeki dans son discours communément appelé « *I am an African Speech* ». Ce discours rassembleur énoncé lors de l'adoption de la nouvelle Constitution en 1996 célébrait l'africanité de tous les Sud-africains comme symbole de la réconciliation de la nation, sans tenir compte des appartenances ethniques et raciales. Ses propos rassembleurs avaient été bien accueillis par les élites du mouvement actuel.

Pour les leaders de Solidarity, le contraste avec cette orientation rassembleuse fut important lorsque Mbeki a favorisé ce qu'ils appellent « une vision racialisée de la nation sud-africaine » (Afriforum – entretien 6 octobre 2014 ; Solidarity – entretien 9 octobre 2014). Un discours prononcé par ce dernier en 1998 a été ciblé par les interlocuteurs comme le moment où la période de la nation arc-en-ciel s'est terminée :

[a] defining moment was his so-called two nations speech where he spoke about South Africa having two nations: one white and rich, and one black and poor. It's a half truth: most poor people are black, but not all black people are poor and not all white people are rich. He [T. Mbeki] set the table for a new politics, not based on reconciliation but on transformation (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

C'est le 29 mai 1998 que T. Mbeki prononce le discours qui a été surnommé le « *Two Nations Speech* ». L'allocution faite à l'ouverture des débats à l'Assemblée nationale sud-africaine sur la réconciliation et la construction de la nation marque le lancement de la réorientation gouvernementale vers l'application de politiques visant l'homogénéisation socioéconomique. Il affirmait alors que

[the] nation building is the construction of the reality and the sense of common nationhood which would result from the abolition of disparities in the quality of life among South Africans based on the racial, gender and geographic inequalities we all inherited from the past (République d’Afrique du Sud 1998).

Pour le gouvernement, étant donné la persistance des inégalités socioéconomiques héritées de l’apartheid, la création d’une nation sud-africaine unie est un objectif inatteignable.

La réconciliation nationale ne peut devenir une réalité, car les membres de la « nation blanche » ont un accès privilégié au marché de l’emploi et aux institutions académiques. En contrepartie, les membres de « la nation noire » vivent en grande partie dans des conditions de pauvreté. Dans la suite de son discours, le président affirmait que tous les membres de la nation blanche peuvent exercer leur droit à l’égalité (République d’Afrique du Sud 1998) contrairement aux Noirs qui sont encore en situation de subordination socioéconomique malgré leur libération politique. Selon ce dernier, le redressement des injustices du passé doit être porté par tous notamment ceux qui ont une tendance à vouloir échapper aux responsabilités associées à la réparation des injustices (République d’Afrique du Sud 1998). Malgré tout, il a noté qu’un nombre significatif de Sud-africains, incluant des Blancs et des Afrikaners, a démontré leur soutien envers la transformation socioéconomique devant mener à une réelle réconciliation et à l’unité nationale.

Une seconde allocution de Thabo Mbeki a été identifiée comme une autre attaque à l’encontre des Afrikaners. En 2005, lors d’un discours au parlement ougandais pour remercier le pays pour son appui à la lutte antiapartheid, il a qualifié le régime ségrégationniste comme « *a peculiar system of colonialism of a special type* » (République d’Afrique du Sud 2003). Cette affirmation de l’ancien président a été interprétée dans le sens où les Afrikaners d’aujourd’hui sont des « *colonialists of a special type* » (Afriforum – entretien 14 mars 2014 ; Solidarity – entretien 10 avril 2014). Cette interprétation a davantage alimenté la grogne envers le

gouvernement. La perspective gouvernementale, intrinsèquement liée à la réparation des iniquités héritées de l'apartheid, est opposée à celui des nouveaux activistes afrikaners. Ces derniers s'efforcent de réimaginer l'histoire en discréditant l'apartheid et de cadrer les nouveaux attributs de l'afrikanerité de manière positive. La transformation socioéconomique gouvernementale est donc perçue comme un rappel constant de la culpabilité des Afrikaners, ce qui ne facilite en rien le processus de redéfinition des attributs de la catégorie de l'afrikanerité.

Le changement d'orientation du gouvernement concernant les principes de construction nationale a amené les élites de Solidarity à qualifier T. Mbeki de « *racial intellectual* » (Solidarity – entretien 10 avril 2014), car celui-ci aurait réintroduit la discrimination raciale, ce qui devait être proscrit dans la nouvelle Afrique du Sud. Dans les rangs du syndicat, ce qui serait la résurgence de la catégorisation raciale comme déterminant pour réduire les inégalités socioéconomiques est une grave erreur. Plutôt que de favoriser l'égalité entre les citoyens sud-africains, les bénéfices qui peuvent être retirés des politiques de redressement socioéconomiques sont octroyés en fonction des injustices liées à l'appartenance raciale, héritées du passé. À ce sujet, un intervenant d'Afriforum soutient que

the biggest problem with the 'Two Nations Speech' was not its generalisation, but rather the fact that it paved the way for a new racial awareness in government ranks. Practice has proven that race would henceforth be the yardstick for government policy, rather than actual poverty or the socio-economic circumstances of people (Kriel 2006 : 4).

Ce réalignement des politiques gouvernementales est perçu comme l'instauration d'un système délibérément discriminatoire. Par conséquent, le message diffusé par l'organisation depuis l'arrivée de T. Mbeki est que les Afrikaners sont les victimes de la transition démocratique, car ils ne sont pas pris en compte par les autorités gouvernementales (van Zyl-Hermann 2014 : 153).

Solidarity ne se mobilise pas uniquement en réaction aux affirmations prononcées par l'ancien président. Les politiques socioéconomiques de redressement mises en place par l'ANC

sont la principale cible de la stratégie politique de Solidarity en matière de lutte contre la discrimination raciale. Parmi ces politiques, l'*Employment Equity Act* de 1998 stipule que les employeurs doivent utiliser la classification raciale pour faciliter l'accès à l'emploi par des mesures d'AA en ciblant les populations désignées, c'est-à-dire les Noirs, les femmes et les personnes ayant des handicaps (République d'Afrique du Sud 1998a : 3). La loi prévoit que les mesures d'AA « [are] designed to ensure that suitably qualified people from designated groups have equal employment opportunities and are equitably represented in all occupational categories and levels in the workforce » (République d'Afrique du Sud 1998a : 9). L'*Employment Equity Act* s'applique à toutes entreprises de plus de cinquante employés, les municipalités et les organes de l'État (excluant les forces armées et les services de renseignements).

La seconde loi adoptée en 2003 qui a préoccupé les élites de Solidarity est le *Broad-Base Black Economic Empowerment Act* (BBBEE). Cette loi vise l'autonomisation et l'intégration des Noirs à l'économie sud-africaine (République d'Afrique du Sud 2003a : 5). Selon cette loi, le terme « Noirs » signifie les Africains autant que les Coloureds et les Indiens. Le BBBEE poursuit plusieurs objectifs comme l'augmentation du nombre de Noirs occupant des postes de direction, l'octroi d'un soutien gouvernemental pour l'accès à l'entrepreneuriat et le développement des compétences. La loi prévoit des évaluations de la performance des entreprises dans le domaine de l'*empowerment* socioéconomique de la population noire. Si la performance est jugée satisfaisante, un soutien financier est octroyé aux entreprises méritantes pour soutenir des activités de formation et de développement. D'autres lois sont aussi critiquées par Solidarity concernant leur potentiel discriminatoire comme le *Skills Development Act* de 1998 et 2003 qui prévoit l'octroi de fonds à des institutions de formation en fonction de la composition multiraciale de l'établissement (Kriel 2006 : 5). Bref, en plus de favoriser l'accès à l'emploi pour les Noirs (et les membres des autres catégories raciales), un soutien financier peut être versé aux

entreprises où la diversité raciale est présente. Par conséquent, les organisations, telles que Solidarity qui souhaite préserver un caractère afrikaner, sont automatiquement exclues de tout soutien gouvernemental.

L'arrivée de Jacob Zuma à la présidence en 2009 a été un bref moment d'espoir envers l'amélioration de la situation des Afrikaners. À ce sujet, un intervenant explique que « *Zuma was much more open in the beginning. Zuma is the first real African president* » (Solidarity – entretien 16 octobre 2014). Le président était perçu plus positivement en raison de la fierté affichée par rapport à son identité ethnique zouloue. Le fait de percevoir le président comme un vrai Africain provient du fait que Mbeki a vécu la majeure partie de sa vie en exil, surtout en Angleterre⁴⁷. Il était donc à la fois un étranger et un Britannique. La perception d'une plus grande tolérance de la part de Zuma envers les membres de la « tribu blanche d'Afrique » a cependant été de courte durée. D'après les interviewés, la situation concernant la discrimination raciale dans le domaine de l'emploi aurait connu un changement majeur durant le premier mandat de J. Zuma. La représentativité raciale serait devenue plus radicale lorsqu'une nouvelle norme gouvernementale aurait été appliquée. Cette norme, appelée le *National Racial Demographics* (NRD) au sein de Solidarity, a été mise au jour dans le courant de la campagne 'anti-affirmative action' de l'organisation (Solidarity - entretien 9 octobre 2014).

2. La campagne 'anti-affirmative action' : à la défense de la catégorie des minorités raciales discriminées

La mobilisation contre la norme de la représentativité raciale est apparue dans le discours de Solidarity dans le cadre de la première poursuite judiciaire intentée par l'organisation en matière de discrimination raciale injuste. Le cas est celui de Renate Barnard, une ancienne

⁴⁷ Le père de l'ancien président, Govan Mbeki, a été emprisonné avec N. Mandela à Robben Island.

policière du *South African Police Service* (SAPS). En 2005, cette dernière a postulé pour un poste de surintendante, qu'elle n'a pas obtenu malgré une entrevue qui l'aurait placé en tête de l'ensemble des candidats (Hermann 2013). Malgré que Barnard postule de nouveau pour la même position en 2006, le poste reste inoccupé (Solidarity 2014a). Dans son livre *Affirmative Tears*⁴⁸, Dirk Hermann, le secrétaire général de Solidarity, soutient que les autorités du SAPS « *decided not to have the position filed, as Renate's appointment would not have promoted racial representation* » (Hermann 2013 : 16). Lorsque Solidarity prend la responsabilité du dossier suite à plusieurs années de procédures judiciaires intentées par Barnard, une plainte est déposée par l'organisation à la Cour constitutionnelle en vertu de la violation des sections 9(2) de la Constitution et la section 6(1) de l'*Employment Equity Act*. Le verdict tombe en défaveur de Solidarity : il n'y aurait pas eu de discrimination raciale de la part du SAPS. Au sujet du verdict, Hermann (2013 : 22) soutient que, « *the short verdict was that whites could not invoke the right to equality as long as restitution remained unfinished* ». La déroute judiciaire de Solidarity dans le cas Barnard a amené les dirigeants de l'organisation à juger que « *the Constitution has undergone a change of meaning* » (Hermann 2013 : 48).

La section 9 de la loi constitutionnelle dont il est question ci-haut, traite de l'égalité entre les citoyens sud-africains⁴⁹. Elle soutient que tous sont égaux devant la loi et que l'État ne peut discriminer sur une base raciale (articles 1 et 3), tout en prévoyant que des mesures peuvent être prises pour avancer la situation d'individus ou de catégories d'individus ayant été désavantagés par une discrimination injuste (article 2). En fonction de l'interprétation, le principe constitutionnel d'égalité peut avoir deux significations divergentes. L'ANC semble aligner les

⁴⁸ L'ouvrage publié par Kraal Publications, la maison de publication du Solidarity Movement, traite à la fois des effets négatifs des politiques d'AA et dénonce le non-respect des arrangements constitutionnels par l'ANC en matière de protection des communautés culturelles et linguistiques.

⁴⁹ L'article 9 de la Constitution est communément appelé l'« *AA clause* » dans les rangs de Solidarity : celle qui justifie la mise en place de mesures de redressement socioéconomique.

politiques d'AA avec la seconde interprétation : des mesures spéciales peuvent être prises pour favoriser une catégorie d'individus défavorisée par des années de discrimination raciale injuste. Dans le cas sud-africain, cette catégorie d'individus représente la majorité de la population contrairement aux cibles de mesures de discrimination positive qui visent généralement une minorité. Au contraire, les activistes afrikaners favorisent la première interprétation, celle basée sur une égalité absolue des citoyens. Solidarity dénonce le fait que le sens de la Constitution a été manipulé par le parti au pouvoir. Hermann soutient que

*the Constitution can therefore be changed, without a two-thirds majority, by changing the political definition of the wording. **In other words, the civilian society or even government is able to change the Constitution through political actions : debating the matter in Parliament is simply not necessary. [...] The government's practice of representation is acquiring the force of law. We trust that Solidarity's intervention would help to restore balance*** » (Hermann 2013 : 48).

Pour les élites de l'organisation, les principes constitutionnels ont été manipulés par l'ANC, à des fins politiques et l'action collective de l'organisation peut réajuster cette injustice.

Dans la perception de l'organisation, le NRD s'est imposé comme la norme qui doit s'attaquer au plus important obstacle du processus d'homogénéisation socioéconomique, c'est-à-dire la persistance des inégalités sur la base de la catégorie raciale. L'objectif du NRD serait d'atteindre une représentativité en parfaite congruence avec la démographie nationale dans l'ensemble des institutions gouvernementales et les entreprises privées. Par conséquent, la division des emplois devrait représenter la composition raciale de l'ensemble du pays. Selon cette logique, 79 % des postes devraient être occupés par des Noirs tandis que les Blancs et les Coloureds occuperaient respectivement 9 % des postes tandis que les Indiens récoltent un maigre 2,5 %. C'est sur la base de cette interprétation que la race se serait imposée comme un critère discriminant en matière d'emploi, ce qui menace les intérêts socioéconomiques des Afrikaners.

La menace perçue contre les intérêts des Afrikaners est interprétée comme un cas de discrimination raciale délibérée de la part de l'ANC. En 2006, le premier rapport de l'organisation Afriforum intitulé « *The Revival of Racial Classification in Post-apartheid South Africa* » soutient que « *the country has increasingly reverted to a racially motivated political dispensation in which racial classification is the order of the day* » (Kriel 2006 : 2). Dans ce contexte, la démocratisation du régime est interprétée comme un échec car « *if the government does not reconsider [their policies], the political transition of 1994 will have been nothing but a transition from one racially driven disposition to another, this time in a democratic disguise* » (Kriel 2006 : 9). C'est à partir de cette interprétation qui présente l'ANC comme favorisant injustement la majorité noire au détriment des minorités que Solidarity a développé sa campagne anti-AA.

En réponse aux politiques discriminatoires en matière d'emploi, Solidarity a réorienté ses objectifs. Nous avons mentionné que l'organisation entrait dans sa cinquième phase, celle qui prévoit unifier l'ensemble des organisations afrikaners. Plus précisément pour le syndicat, cette phase se concentre aussi sur la création de « bons emplois » « *[that are] the prerequisite for a free, safe and prosperous future* » (Hermann 2014 : 6). Un des prérequis pour atteindre cet objectif est que l'organisation doit « contrer tout ce qui constitue un obstacle à l'obtention de ces emplois » (Hermann 2014 : 7). Dans cette perspective, les politiques gouvernementales constituent le principal frein à l'avancement des membres. Par conséquent, la lutte contre « ces politiques issues de la radicalisation raciale de l'ANC » (Hermann 2014 : 11) est devenue la cause centrale de Solidarity. Pour les élites de l'organisation, les Afrikaners doivent se prémunir contre les effets négatifs engendrés par un contexte national de plus en plus hostile à leur égard (Hermann 2014 : 11). L'organisation a développé une campagne pour dénoncer le modèle étatique d'AA. D. Hermann (2014 : 12) soutient que

« [the] National Racial Demographics have become the only target. Affirmative action, therefore, has nothing to do with redress but everything with race. [...] This leads to major frustration among all minority groups. The individuals' unique circumstances, skills and the services they render are not taken into consideration ».

Pour les dirigeants du syndicat, en favorisant une telle approche, le gouvernement défavorise des individus compétents et motivés ou ayant des besoins socioéconomiques particuliers. Face à ce constat, la campagne contre les effets de l'AA se décline en deux temps. La première stratégie est de mobiliser l'opinion publique nationale favorable à la dénonciation de la discrimination raciale de l'ANC envers les minorités discriminées. Cette approche sous-tend la création d'alliances interraciales avec les autres minorités et de manière plus généralement, d'attirer le plus grand nombre d'appuis dans la population générale. Ensuite, l'organisation conteste directement les politiques d'AA par l'entremise d'actions légales au niveau national et international.

La lutte pour l'opinion publique s'effectue par l'interprétation voulant que le processus d'homogénéisation socioéconomique, telle que promue par le gouvernement, soit une menace, non seulement pour les Afrikaners, mais aussi pour les autres minorités raciales et l'ensemble des Sud-africains. Selon un activiste, avec l'application du principe du NRD, « *the concept of Black broke. Indians and Coloureds became also a minority* » (Solidarity – entretien 9 octobre 2014). Par conséquent, en plus des Afrikaners, les Coloureds et les Indiens sont identifiés comme des minorités raciales discriminées. Au sujet des Coloureds avec qui les Afrikaners ont historiquement entretenu des relations ambiguës étant donné leur langue commune, un dirigeant de Solidarity soutient que

what we must do and we try to do is to work together. Afrikaans is one language with many different cultures. We help them [les Coloureds] with language, training and affirmative action. The Coloureds feel left out and the Indians also. It's a natural process that you get minorities. For us it's the normal thing to do, to form alliances (Solidarity – entretien 16 octobre 2014).

Dans leur perspective, étant donné que l'ANC forme des alliances pour implanter l'idéologie raciale du parti, les Afrikaners ont aussi intérêt à en créer entre les groupes défavorisés par les politiques. Pour Solidarity, la création d'alliances interraciales pour développer une plus grande opposition à l'hégémonie de l'ANC est favorisée, malgré que le syndicat soit avant tout une organisation à caractère afrikaner. La catégorie des minorités raciales discriminées est donc inclusive : les Blancs non afrikaners ou toutes personnes se sentant menacées peuvent devenir membres de Solidarity. Cependant, comme exposé précédemment, les frontières identitaires avec les Sud-africains anglophones de descendance britannique sont encore présentes au sein de l'organisation qui glorifie la période de l'émergence du nationalisme afrikaner contre l'impérialisme britannique. L'inclusion de la catégorie sert aussi un objectif bien précis, soit celui d'éviter que l'organisation soit perçue comme voulant conserver les privilèges des Blancs. Comme le soutient un des dirigeants de Solidarity, ils sont très prudents pour ne pas devenir un mouvement blanc (Solidarity – entretien 16 octobre 2014).

L'inclusion de la catégorie des minorités discriminées présente aussi un autre problème. Selon l'affirmation précédente, une proximité sur la base du partage de l'afrikaans comme langue maternelle entre les Coloureds et les Afrikaners n'est cependant pas un gage de coopération « naturelle ». La transition démocratique a aussi facilité l'émergence d'organisations activistes coloureds, ayant leur propre agenda. Dans cet agenda, nous retrouvons la remise en question du terme « coloured », héritée de la catégorisation raciale du régime de l'apartheid ainsi que l'articulation de la nouvelle catégorie identitaire autochtone khoisan, avec les revendications territoriales qui lui sont rattachées⁵⁰. Selon notre analyse, les enjeux communs entre Afrikaners et Coloureds, hors de l'enjeu de l'AA, sont rares. Étant donné la situation subordonnée des

⁵⁰ Des observations ont été effectuées lors de la rencontre du regroupement de leaders traditionnels khoisans, affiliés au parti politique First Nation Staters (entretien 13 avril 2014). Des rencontres informelles ont aussi été faites avec des leaders du Camissa Movement, groupe de défense des intérêts coloureds basé à Soweto (ou plus précisément, à Eldorado Park, un *settlement* coloured de Soweto). Ces rencontres ont été facilitées par le FF+ et les dirigeants de Solidarity et d'Afriforum.

Coloureds durant l'apartheid, les conditions socioéconomiques des communautés s'apparentent dans l'ensemble beaucoup plus aux Noirs qu'à la majorité des Afrikaners. L'enjeu de la cooptation de membres hors des frontières de l'afrikanerité pour les besoins de la cause identitaire s'est déjà posé auparavant. Adam et Giliomee (1979 : 136) ont identifié que des stratégies de cooptation ont été tentées à plusieurs reprises, mais elles se sont souvent soldées par des échecs ou des alliances de courte durée étant donné que les frontières sacrosaintes de l'Afrikanerdom ont toujours été très étanches. Malgré la volonté des élites de Solidarity, les frontières de la catégorie ethnique (et raciale) sont encore cloisonnées ce qui fait obstacle à la création d'alliances durables. Elles sont plutôt ponctuelles en fonction des enjeux qui sont poursuivis.

Dans sa recherche d'une opinion publique favorable, Solidarity fait la promotion d'une approche opposée et alternative à celle développée par le gouvernement. L'« *input based approach* » de l'organisation met l'accent sur le développement des compétences et la formation des individus (Hermann 2014 : 12) au contraire de l'« *output based approach* » de l'ANC. Le modèle de Solidarity soutient que des outils devraient être offerts aux Sud-africains pour que ces derniers puissent améliorer leurs conditions de vie plutôt que de focaliser sur la représentativité raciale. Pour se faire, le gouvernement devrait offrir des services pour favoriser l'autonomisation des individus par la formation, en fonction de leurs conditions socioéconomiques, peu importe leur catégorie raciale, ce qui défavorise *de facto* les Afrikaners. Étant donné que l'« *output based approach* » gouvernementale favorise la représentativité au détriment de la qualification des individus, la campagne anti-AA présente les politiques en matière d'emploi de l'ANC comme la source des maux liés à la crise de la prestation des services.

En reprenant l'affirmation que « [the] AA kills babies »⁵¹, Kriel (2014 : 2) soutient que « l'obsession raciale de l'ANC » fait en sorte que des individus n'ayant pas les qualifications nécessaires pour exercer un emploi soient tout de même assignés à des postes aussi cruciaux que le traitement de l'eau potable. La discrimination positive des politiques gouvernementales influencerait donc la prestation des services au niveau local et des effets négatifs se feraient sentir pour l'ensemble des Sud-africains. Dans ce sens, le plan stratégique de Solidarity soutient que

the very people who are supposed to benefit from affirmative action are the ones who are being disadvantaged by poor service delivery. The masses who are protesting against poor service delivery are poor black South Africans. The long queues at dysfunctional state hospitals are made up by black South Africans » (Hermann 2014 : 12).

Dans le message porté par Solidarity, les Noirs sont présentés comme étant les plus vulnérables aux effets négatifs de l'AA car leurs conditions de vie sont précaires. La campagne de Solidarity se veut donc inclusive non seulement des minorités raciales discriminées, mais aussi de la majorité qui serait durement touchée par les politiques de l'ANC. Une seconde conséquence des politiques serait qu'une poignée de l'élite noire profiterait du modèle de redressement pendant que la majeure partie de la population est menacée par l'incompétence. Dans la campagne de Solidarity, une place importante est donnée au déclin de la qualité de la démocratie et de la situation socioéconomique. L'ANC est présenté comme le principal responsable de ce déclin, car le modèle d'AA du gouvernement irait à l'encontre des principes constitutionnels sur l'égalité des citoyens. Le gouvernement serait donc autant l'ennemi des Afrikaners que de l'ensemble des Sud-africains et la démocratie. La lutte pour l'opinion publique nationale s'effectue donc en

⁵¹ Frans Cronjé, du *South African Institute of Race Relations*, a pris l'exemple d'un incident survenu à Bloemhof dans la province du Nord-Ouest en juin 2014 où trois bébés âgés de 7, 9 et 13 mois sont décédés après avoir consommé de l'eau contaminée en provenance du système d'aqueduc municipal. L'analyste a mentionné au sujet de l'incident que « *there is no doubt that the officials responsible for these deaths were appointed, at least in part, on grounds of race-based affirmative action and that a direct causal link therefore exists between the policy and the deaths* » (Cronje 2014). Il a mentionné aussi que les bébés décédés étaient noirs, pour exposer l'impact négatif des politiques sur les populations supposées bénéficier de ces mesures.

tendant de rallier la plus grande part possible de la société, incluant des membres de la majorité, à leur cause, sans quoi le rétablissement de la balance du pouvoir est impossible.

Sur la base de l'inconstitutionnalité de la discrimination raciale, Solidarity poursuit le deuxième volet de sa campagne anti-AA. L'organisation a investi le domaine des poursuites judiciaires en matière de discrimination injuste envers les minorités. Par des poursuites, l'organisation tente de créer des espaces légaux qui serviront à protéger les intérêts socioéconomiques des Afrikaners et par le fait même, des non-Afrikaners. Les élites utilisent les institutions légales nationales comme arme principale dans leur lutte contre la discrimination raciale injuste. Le nombre de cas aurait connu une importante augmentation depuis 2009 (Centre for Fair Labour Practices - entretien – 10 avril 2014). Cette augmentation a nécessité la création d'un département dédié à cet enjeu au sein de Solidarity, le *Centre for Fair Labour Practices*. En date de la recherche, il avait une trentaine de cas en cours de préparation. Étant donné que les poursuites judiciaires demandent beaucoup de ressources financières, l'organisation a fait appel au public pour la soutenir dans ses activités en mars 2014⁵².

Les entretiens ont montré que la confiance des activistes afrikaners à l'égard des institutions gouvernementales et juridiques est faible. Comme exposé précédemment, les principes constitutionnels en matière d'égalité auraient été manipulés par l'ANC à des fins politiques. Pour faire face à cette menace, Solidarity a ajouté une nouvelle facette à sa stratégie politique. Les dirigeants de l'organisation ont transporté la campagne anti-AA au niveau international en scrutant le respect des engagements internationaux sud-africains en vertu de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale des

⁵² Un important soutien financier est nécessaire pour lutter « *against a state which has deep tax pockets. The state is litigating against us using our own tax money* » (Fin24 2014). Un fond de dix millions de rand (environ un million de dollars CAN) serait nécessaire pour financer la croisade juridique.

Nations unies (NU). Le 28 octobre 2014, Solidarity a déposé une plainte au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) des NU en faisant état du laxisme de l'ANC en la matière. Le rapport de Solidarity visait à mettre en lumière que le gouvernement avait accumulé un retard de huit années concernant le dépôt d'un rapport qui devait dresser l'état de l'élimination de la discrimination raciale au pays. Une plainte similaire a aussi été déposée à la Commission sud-africaine des droits humains. Lorsque le gouvernement a finalement déposé son rapport lors de la même année, Solidarity a renchéri par une seconde plainte au CERD. Ce rapport réalisé à la suite d'un processus de consultation national effectué en 2015 visait « à recueillir un soutien massif qui transcende les groupes raciaux et les autres lignes de divisions traditionnelles » (Solidarity 2015b). Ce rapport dénonce le « néoracialisme » de l'ANC qui pénaliserait l'ensemble des Sud-africains (Solidarity Centre for Fair Labour Practices 2015 : 2). Le néoracialisme (ou l'apartheid inversé) est défini par Solidarity comme l'institutionnalisation de la race. Les leaders de l'organisation déplorent que l'appartenance raciale soit appréhendée par le gouvernement comme une catégorie homogène qui ne tient pas compte des caractéristiques socioéconomiques des individus (Solidarity Centre for Fair Labour Practices 2015 : 16).

La démarche de Solidarity et d'organes du SoMo s'inscrit dans le droit international concernant la protection des droits des minorités. Le manifeste d'Afriforum soutient que

we [...] note with enthusiasm the most recent international developments relating to the notion of human rights, in terms of which minority rights, as an integral part of human rights worldwide, are accepted as such in adjunct to the classic individual and socio-economic rights [...] » (Afriforum 2006 : 3).

La stratégie politique de Solidarity et des organes du mouvement s'appuie sur le fait que le respect des droits des minorités est un droit humain fondamental. Dans cette perspective, le droit international justifie les actions des entrepreneurs ethnopolitiques. Ainsi, les conventions et déclarations internationales en la matière deviennent d'importants outils pour protéger les intérêts

des Afrikaners et assurer leur pérennité en Afrique du Sud. Pour ces élites, « *these principles are not dependent on the policies or goodwill of governments or authorities, but are rights that enjoy widespread international recognition* » (Afriforum 2006 : 4). Le respect des principes est exposé comme une responsabilité du gouvernement sud-africain et non un choix politique. Les pressions internationales sont un moyen pour amener le gouvernement à prendre en compte les revendications de l'organisation et modifier ce qu'ils voient comme des violations des droits des minorités. Cependant, pour que les conventions en matière de protection des droits des minorités s'appliquent au cas des Afrikaners, ces derniers doivent être reconnus comme tels par les autorités internationales.

3. La pression à l'international en matière de protection des minorités ethniques discriminées

Comme démontré précédemment, en matière de discrimination injuste dans le domaine de l'emploi, le concept de minorité se définit principalement par la catégorie raciale. Effectivement, les leaders des organisations afrikaners interviewés ont d'abord identifié les minorités sur une base raciale (les Coloureds et les Indiens), en plus des Afrikaners. Cependant, nos entretiens ont révélé que les activistes identifient aussi les catégories ethnolinguistiques minoritaires comme un second ensemble de minorités discriminées. Lorsque les activistes ont été questionnés sur l'identification des minorités sud-africaines (en excluant les Afrikaners, les Coloureds et les Indiens), les réponses ont été variables entre les différents interlocuteurs. Pour Afriforum, la détermination du statut de minorité s'effectue en fonction de l'enjeu dont il est question (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

Lors des entretiens, les activistes afrikaners ont identifié différents groupes minoritaires, principalement sur la base de leur appartenance ethnolinguistique. Un représentant de l'AB a

affirmé qu'un groupe ndébélé aurait approché l'organisation pour obtenir un soutien en matière de protection de leur langue traditionnelle (AB - entretien 27 octobre 2014). Selon un dirigeant du FF+, les individus appartenant au groupe ethnolinguistique venda ont été identifiés comme une minorité étant donné que leur langue était très différente de celle des autres groupes ethniques africains (FF+ - entretien 18 février 2014). Un second entretien avec le FF+ a fait ressortir les Sothos et les Shangaans (sous-ensemble inclus dans le groupe ethnolinguistique tsonga) comme étant des minorités (FF+ - entretien 28 février 2014). Classifiés dans la catégorie Coloureds durant l'apartheid, les Khoi et les San qui ont été officiellement reconnus comme les peuples autochtones sud-africains, sont aussi identifiés comme des minorités, car leur langue et leur savoir traditionnel seraient en danger de disparition. Bref, l'identification des minorités discriminées s'effectue aussi au niveau de la protection des spécificités ethnolinguistiques et culturelles.

L'activisme du SoMo envers la protection des minorités ethniques discriminées s'effectue envers la défense de l'afrikaans. Cet enjeu est principalement défendu par Afriforum, l'organisation du SoMo chargée de défendre les droits civils des Afrikaners (et des autres minorités). Selon l'organisation, les groupes ethnolinguistiques sud-africains sont discriminés par l'uniformisation linguistique promue par l'ANC. Dans cette perspective, le processus d'homogénéisation socioéconomique lancé par le parti est aussi une menace à la diversité culturelle. L'organisation dénonce la disparition de l'afrikaans comme langue d'éducation, autant par une campagne nationale et internationale. Un second enjeu crucial monopolise les ressources du SoMo et concerne spécifiquement les Afrikaners, plus précisément les agriculteurs. Les leaders d'Afriforum (et d'autres organisations afrikaners) ont développé une campagne de sensibilisation internationale et nationale pour amener le gouvernement à mettre en place des structures pour stopper les violences à l'égard des fermiers afrikaners (communément appelées

farm murders, *farm tortures* ou *farm attacks* selon le type spécifique de violence). Les violences sont cadrées comme étant de nature ethnique et l'inaction de l'ANC est présentée comme un péril à la survie des Afrikaners.

3.1 La menace de l'uniformisation linguistique

La littérature sur le mouvement identitaire afrikaner post-apartheid a identifié que le premier enjeu de mobilisation fut la protection de l'afrikaans (Kriel 2013). À ce sujet, la constitution sud-africaine a prévu différentes mesures pour protéger les droits des communautés culturelles et linguistiques. Étant donné que l'Afrique du Sud possède onze langues officielles⁵³, l'article 6 de la Constitution de 1996 prévoit des mesures pour encadrer la gestion de la diversité linguistique. Cet article stipule que le gouvernement national et les autorités provinciales doivent utiliser au moins deux langues officielles, en fonction des spécificités régionales et les préférences de la population. De plus, des mesures peuvent être prises par le gouvernement pour élever le statut des langues qui ont été diminuées par le passé (République d'Afrique du Sud 1996 : 1245). À l'époque de l'apartheid, l'afrikaans était la langue dominante. Avec la transition, celle-ci allait nécessairement perdre du terrain pour donner des espaces aux autres langues officielles. Cependant, l'utilisation de l'anglais est souvent une nécessité due à la diversité linguistique⁵⁴. Pour cette raison, la *lingua franca* des grands médias et des institutions étatiques est l'anglais.

⁵³ Les langues officielles sont les suivantes : Sepedi, Sesotho, Setswana, siSwati, Tshivenda, Xitsonga, Afrikaans, Anglais, isiNdebele, isiXhosa et isiZulu.

⁵⁴ Des proximités linguistiques permettent des échanges mais pas dans tous les cas. Il y a deux grands groupes linguistiques parmi les langues bantoues. Le groupe des langues nguni est formé par l'isiZoulou, le l'isiXhosa, le siSwati et l'isiNdebele. Le second regroupement est formé des langues Sesotho et Setswana. La connaissance d'une langue permet de se faire comprendre par l'ensemble des individus d'un même regroupement linguistique. D'autres langues bantoues ne font pas partie des deux grands regroupements linguistiques : le Xitsonga, le Sepedi et le Tshivenda. La plupart des Sud-africains connaissent au moins deux langues officielles.

Par rapport à ce contexte, les entrepreneurs ethnopolitiques soutiennent que les mesures constitutionnelles de promotion et de protection des langues sud-africaines sont affaiblies par les interventions de l'ANC. Pour ces derniers, l'anglais est promu délibérément par le gouvernement pour faire avancer la cause de la représentativité raciale. Dans cette perspective, l'anglicisation est vue comme une forme d'AA. Comme l'a affirmé FW de Klerk lors d'une entrevue donnée à Dirk Hermann : « *I think it's blatantly ridiculous to demand the imposition of affirmative action in the cultural sphere. It is absurd to expect that, for the sake of representivity, 80% of the employees of an Afrikaans-language daily should now be non-Afrikaans-speaking, black South Africans* » (Hermann 2013 : 51-52). Ils dénoncent ce processus d'anglicisation, en se focalisant principalement sur la défense de l'afrikaans, mais en reconnaissant le droit des autres minorités ethnolinguistiques à faire de même. Comme dans le cas de la discrimination raciale injuste, la stratégie d'Afriforum se déploie autant au niveau international que national.

Une importante quantité de ressources est consacrée à des campagnes concernant des enjeux en matière de discrimination linguistique. À ce sujet, Solidarity a fait sa première incursion au sein du système des NU en 2012, avec comme objectif de protéger les spécificités culturelles et linguistiques des minorités ethnolinguistiques sud-africaines. Un rapport a été déposé au Forum sur les droits des minorités faisant état de l'érosion des droits par Afriforum (K.Kriel 2012). Il soutient que les actions gouvernementales qui visent délibérément à dépouiller les minorités de leurs droits sont contraires aux provisions de la *Declaration on the Rights of Persons Belonging to National or Ethnic, Religious and Linguistic Minorities* des NU. Le gouvernement de l'ANC ne remplirait donc pas ses obligations internationales. Ce rapport visait en premier lieu à exposer ce qui est allégué être une stratégie délibérée de l'ANC pour diminuer les droits des minorités. Cette dégradation programmée des institutions censées protéger la diversité culturelle et linguistique serait faite dans l'objectif de défaire toute opposition au parti.

Dans cette logique, les ententes conclues lors des négociations démocratiques de 1990 à 1994 n'étaient que des concessions provisoires jusqu'à ce que le parti obtienne la position hégémonique souhaitée pour poursuivre le processus de transformation socioéconomique. D'après les élites de Solidarity, cela explique que la Constitution n'offre que des protections minimales pour les communautés culturelles et linguistiques (K.Kriel 2012).

Le chapitre 9 de la Constitution prévoit l'établissement de six institutions étatiques qui ont pour objectif de soutenir la démocratie constitutionnelle⁵⁵. Parmi ces institutions, la Commission pour la promotion et la protection des droits des communautés culturelles, religieuses et linguistiques (référée comme la Commission à partir de ce point) a pour fonction de protéger les droits que son appellation indique. Le rapport présenté au Forum sur les droits des minorités des NU expose que le parti paralyse les institutions prévues par la Constitution pour dépouiller les minorités de leurs droits. Par conséquent, les minorités culturelles et linguistiques ne peuvent plus les invoquer. Entre autres choses, le rapport fait état de l'inefficacité de la Commission car « *in practice the ANC made [it] inoperative by initially delaying its establishment and thereafter by focusing the commission's aims on nation building, instead of the protection of community rights* » (K.Kriel 2012 : 2). Pour ce faire, l'ANC aurait demandé que les cadres de la Commission alignent leurs activités sur les objectifs du parti. En outre, la Commission aurait critiqué la légitimité de la campagne de protection de l'afrikaans comme langue d'enseignement d'Afriforum ce qu'elle est plutôt censée encourager (K.Kriel 2012). Enfin, le même rapport expose que le *Pan South African Language Board* est inadéquat pour protéger l'afrikaans, car l'institution n'aurait pas les ressources nécessaires pour imposer les décisions prises pour stopper les violations des droits linguistiques.

⁵⁵ Parmi les autres institutions ont compte les suivantes : le Protecteur public, la Commission sud-africaine des droits de la personne, la Commission pour l'égalité des genres et l'Auditeur général.

Au niveau national, suite aux plaintes qui auraient été reçues de communautés locales concernant la disparition graduelle de l'afrikaans dans les institutions d'enseignement, Afriforum s'est lancé dans la campagne « *Save Afrikaans Schools* ». L'organisation explique la diminution de moitié du nombre d'écoles ayant l'afrikaans comme unique langue d'enseignement par la pression politique exercée par le *Department of Basic Education*, malgré que la section 29 de la constitution reconnaisse le droit au '*single-medium school*' (K.Kriel 2012 : 5). L'enjeu de la protection de l'afrikaans s'effectue aussi au niveau de l'enseignement universitaire. En 2014, dans un article intitulé « *Transformation killed the Rainbow Nation !* », Kallie Kriel, le président-directeur général d'Afriforum, a dénoncé le processus d'uniformisation linguistique. L'article paru dans les médias écrits sud-africains a été diffusé en réaction à l'inclusion de l'anglais comme langue d'enseignement au campus de Potchefstroom de l'Université du Nord-Ouest (ou PUK), un des bastions académiques afrikaners. Il y affirme que

the rainbow nation is dead. Figuratively speaking it has been smothered by the ANC's policy of 'transformation', which involves that the composition of all institutions must be representative of the country's racial demographics. This policy destroys the diversity in the country to which the rainbow metaphor refers » (Kriel 2014).

Le projet de transformation lancé par l'ANC touche aussi le domaine de l'éducation supérieure. Cet enjeu est particulièrement sensible pour les activistes afrikaners, car la transformation met en péril les institutions universitaires traditionnellement afrikaners où l'afrikaans était diffusé et s'était érigé comme langue scientifique. L'arrivée massive d'étudiants issus de la majorité noire dans les universités autrefois exclusivement afrikaners constitue une menace à la pérennité de la langue.

Dans cet article, il est décrié que ceux qui favorisent la transformation sur le campus de Potchefstroom ne voient pas en quoi elle constitue une menace envers l'afrikaans. Kriel (2014 : 2) soutient que

ironically enough a supporter of the 'transformation' of the PUK recently advocated that a 'historical awareness' should be cultivated among young Afrikaners so that they will understand the necessity for 'transformation'. This while the insistence on 'transforming' the PUK shows no 'historical awareness' of the destructive effect this policy has had on Afrikaans as language of communication at universities and other institutions over the past 20 years ».

Pour exposer l'effet destructeur de la politique de transformation, l'auteur prend exemple sur la *Rand Afrikaans University* (maintenant appelé l'Université de Johannesburg), institution créée à partir de fonds provenant de la communauté afrikaner. Kriel argumente qu'un processus similaire est en train de s'effectuer au campus de Potchefstroom, c'est-à-dire que l'anglais est introduit pour promouvoir l'accessibilité et la diversité de la population étudiante. Le résultat a été que depuis l'ouverture de l'institution, les étudiants noirs y sont devenus majoritaires et l'anglais dominant (Kriel 2014 : 2). L'Université de Stellenbosch et l'Université de Pretoria, les deux autres institutions universitaires afrikaners, n'ont pas été épargnées par l'arrivée de l'anglais comme langue d'instruction dominante, ce qui alimente les craintes des activistes du SoMo.

À ce sujet, la représentativité signifierait que « *[the] Afrikaans minority institutions would have to change their constitution and Afrikaans character and, as in the case of all other institutions, become black-controlled (and English-speaking)* » (Hermann 2013 : 12). Par conséquent, les institutions exclusivement afrikaners ne peuvent exister dans la nouvelle Afrique du Sud, car le principe de représentation « *destroys identity, imposes cultural uniformity and assimilation, negates the space of cultural minorities and therefore thwarts equal citizenship* » (Hermann 2013 : 25). Dans son article de 2014, Kriel renchérit concernant la menace de l'anglicisation sur les campus universitaires, en affirmant que

targeting the last Afrikaans campus is proof of a racist contempt for minorities, and in this case specifically for Afrikaners. The fact that [...] young Afrikaners from 'Afrikaner schools' constitute too big a part of the student numbers shows how the ANC has progressed in using 'transformation' to get at Afrikaners (Kriel 2014 : 2).

Malgré la prise en compte de la menace que pose la politique de transformation en matière d'uniformisation linguistique pour l'ensemble des minorités ethnolinguistiques, Afriforum et les institutions du SoMo constituent un mouvement qui défend spécifiquement les intérêts et les privilèges des Afrikaners. L'enjeu de la discrimination linguistique présumée illustre bien le sentiment de menace perçue par les entrepreneurs ethnopolitiques. La catégorie des minorités ethniques discriminées sur laquelle s'appuie le projet politique de l'organisation vise aussi à susciter un sentiment d'injustice qui est une perception importante pour appuyer les actions entreprises au nom de l'afrikanerité. Le dernier enjeu de discrimination ethnique expose qu'une partie de la population afrikaner est littéralement en danger.

3.2 « The most severe form of discrimination imaginable »⁵⁶ : la campagne contre les farm attacks

La campagne mise sur pied par Afriforum pour stopper les attaques de fermiers afrikaners est centrale dans les activités de l'organisation. Cet enjeu vise à mobiliser la population à exercer une pression sur les autorités gouvernementales, à amener des actions du gouvernement pour stopper les violences et à susciter l'appui international. Les violences à leur égard sont présentées comme la preuve la plus importante du racisme de l'ANC à l'égard de la communauté. Depuis 2013, Afriforum s'est lancé dans une importante campagne contre les *farm attacks*. Cette campagne présente que les fermiers afrikaners en zones rurales sont les cibles de crimes haineux, sous le regard indifférent de l'ANC. Comme dans les deux campagnes sur la protection de l'afrikaans et sur la discrimination injuste en emploi, la stratégie d'Afriforum s'est déplacée à l'international. La stratégie de l'organisation vise à internationaliser ce qui est appelé les violations des droits humains et des minorités en Afrique du Sud (Prinsloo 2013) comme moyen

⁵⁶ Roets 2015

d'exercer de la pression sur le gouvernement national. La particularité de cette campagne est qu'elle s'effectue conjointement avec le *Transvaal Agricultural Union of South Africa* (TAU SA), un syndicat d'agriculteurs. Le FF+ s'est aussi joint aux efforts internationaux de dénonciation des *farm attacks*, sans toutefois être associé directement à la campagne d'Afriforum. L'organisation se dissocie du parti notamment parce que celui-ci défend une position plus radicale où les attaques sont qualifiées comme un génocide à l'égard des Afrikaners.

En 2012, le rapport « *The Revival of Racial Classification in Post-Apartheid South Africa* » est présenté au Forum sur les questions relatives aux minorités des NU en faisant référence à la violence à l'égard des Blancs. Un lien de causalité y est établi entre l'accès privilégié à la terre pour les Blancs et les violences dont ils sont victimes. Le rapport affirme que les minorités, soit les Afrikaners et les Blancs de manière plus générale, sont continuellement présentées par le gouvernement comme les boucs émissaires de tous les maux qui frappent le pays. Dans ce contexte, il serait de plus en plus fréquent pour les autorités de l'ANC de faire des déclarations racistes (K.Kriel 2012 : 4). Comme exemple de ce type de déclarations, le rapport rappelle que le parti n'avait pas sourcillé lorsque Ronald Lamola, le vice-président de l'*ANC Youth League* avait affirmé que « *Afrikaners' safety cannot be guaranteed unless they surrender their land without compensation* » (K.Kriel 2012 : 4). Le silence du gouvernement a été vu comme une approbation de cette position.

En novembre 2013, Afriforum dépose un nouveau rapport intitulé « *How long still ?* » qui traite uniquement des *farm attacks*, toujours au forum des NU. Le document soutient que « les membres d'un groupe minoritaire appelé les Afrikaners » (Roets 2013 : 2) sont les principales victimes de ce type de violence, caractérisée par la torture et le meurtre. Malgré les milliers de cas répertoriés par l'organisation, Afriforum a fait valoir que le gouvernement sud-africain refuse de prendre action contre les crimes à l'encontre d'une communauté minoritaire. L'organisation a

donc interpellé la communauté internationale et les NU « *to assist the South African farmers by confronting the South African Government about its uncaring attitude towards the brutal killing of a significant part of its own citizenry* » (Roets 2013 : 6). Les fermiers afrikaners seraient donc laissés à eux-mêmes⁵⁷.

La négligence du gouvernement sud-africain et des forces policières concernant l'enjeu est qualifiée par Afriforum comme « *the most severe form of discrimination imaginable* » (Roets 2015). Le rapport fait état que malgré les demandes répétées pour que des mesures soient prises pour stopper les violences, le gouvernement se serait graduellement détourné du problème. Alors qu'à la fin des années 1990, les autorités gouvernementales auraient affirmé que les attaques contre les fermiers afrikaners étaient un crime prioritaire et que des mesures spécifiques devaient être développées en milieu rural, le président Mbeki aurait mis un terme à tout programme spécial en 2003. Le programme spécial dont il est question dans les rangs d'Afriforum est celui des controversés « *Commando Units* »⁵⁸, une unité de la réserve de la *South African Defence Force*.

Malgré qu'une récurrence de l'utilisation de ce type de moyen de protection dans l'histoire sud-africaine, la version la plus moderne des unités commandos a été créée en 1960 pour défendre les installations militaires et civiles en zones rurales contre les attaques des militants pour la libération. En 1994, le gouvernement de l'ANC était fortement concerné par les

⁵⁷ Un dirigeant d'Afriforum a affirmé qu'il y aurait tout au plus un total de 50 000 Afrikaners vivant sur des fermes (Afriforum – entretien 6 octobre 2014) ce qui représente 0,1% de la population sud-africaine.

⁵⁸ Les « unités commandos » sont profondément ancrées dans la trajectoire historique du pays et de la tension raciale qui a marqué les milieux ruraux sud-africains (Steinberg 2005 : 2). Cette structure sécuritaire a été mise sur pied par la *Dutch East India Company* au Cap en 1715. Les Commandos ont joué un rôle significatif dans les multiples affrontements avec les populations noires entre 1779 et 1852. Ces affrontements appelés *Frontier Wars*, visaient à repousser les populations xhosas hors des limites de la colonie du Cap qui prenait de l'expansion. Les Commandos ont joué leurs plus importants rôles dans l'histoire moderne de l'Afrique du Sud lors de la Guerre anglo-boer (1899-1902) et dans la lutte contre insurrectionnelle des années 1980. Lorsque que l'insurrection contre le régime de l'apartheid a débuté dans le années 1960, les unités commandos ont été utilisées pour bloquer les activités des combattants pour la libération dans les zones rurales. Les membres des unités commandos avaient la réputation d'être difficilement contrôlables, agressifs et dangereux, surtout pour les Noirs sud-africains. Un ancien membre d'une unité commando dans le *West Rand* a affirmé dans une entrevue que « *we are still fighting a border war. The fence of every white property is a border and everyone who wants to cross that fence is a military opponent* » (Steinberg 2005 : 3).

allégations de fréquentes violations des droits humains perpétrées par les unités (Steinberg 2005a : 1). D'après l'interprétation de Afriforum, Thabo Mbeki aurait affirmé que le système des commandos était bénéfique seulement aux agriculteurs blancs. Par conséquent, il devait être démantelé, car le crime ne visait qu'une infime partie de la population sud-africaine (Roets 2013 : 5). De nouvelles initiatives de sécurité rurales allaient être mises sur pied pour remplacer cette structure héritée de l'apartheid. Lorsque les unités commandos ont été officiellement démantelées en 2009, Afriforum a établi que les *farm attacks* avaient augmenté de près de 25 %⁵⁹ (Roets 2013).

Afriforum soutient que malgré la fréquence et la brutalité des attaques, d'autres types de crimes font l'objet de mesures spécifiques pour les contrer comme le braconnage des cornes de rhinocéros ou les vols de câbles de cuivre. À ce sujet, Ernst Roets, le président directeur général adjoint d'Afriforum, affirme que

to be honest, it irritates them [le gouvernement] when they are asked what they are going to do about this, because the farmer's life is not on their radar at all. What the South African Government is actually saying, is that the theft of a piece of copper, in their opinion, is much worse than the torture or the murder of a farmer (Roets 2015).

Par conséquent, le rapport de 2013 présenté aux NU par Afriforum soutient que le gouvernement perçoit les *farm attacks* comme un « crime normal » qui ne nécessite pas l'implantation de mesures spéciales pour les stopper (Roets 2015), au contraire de l'organisation qui soutient que le crime est unique. Ce type de crime est unique pour Afriforum à cause de sa fréquence, du niveau élevé de brutalité, du rôle primordial des fermiers dans l'économie sud-africaine et de l'isolation des fermes qui rendent les interventions des forces policières difficiles.

Cependant, la principale caractéristique qui rend les *farm attacks* uniques est qu'il est pour l'organisation, de nature ethnique : les fermiers afrikaners sont ciblés à cause de leur

⁵⁹ D'après Afriforum, les autorités gouvernementales ont arrêté de recueillir des statistiques sur ce type de crime, après 2007. Cela est présenté comme une preuve supplémentaire de l'indifférence du gouvernement. Les statistiques données sur les *farm attacks* proviennent donc de recherches effectuées par l'organisation.

identité. Le premier rapport présenté aux NU en 2013 est quelque peu évasif sur ce sujet. Il précise que le crime s'inscrit dans un climat de violence politique volatile, promu par des responsables gouvernementaux. Le rapport stipule que « *the farmers have [...] unfortunately become easy targets of electioneering politicians trying to win the support of the unemployed poor by suggesting that access to land will cure the country's economic woes* » (Roest 2013 : 4). D'après Afriforum, les leaders de l'ANC auraient développé un passe-temps bien particulier, celui d'attaquer verbalement les fermiers sud-africains. Le rapport fait état d'exemples de ces excès comme lorsque Julius Malema fut reconnu coupable de discours haineux en 2011 parce qu'il avait chanté à plusieurs reprises la chanson communément appelée « *Shoot the Boer* » (qui signifie « tue le fermier ») ou lorsque Cyril Ramaphosa, le président de l'ANC a déclaré que les électeurs devaient voter pour l'ANC pour éviter que les Boers reprennent le pouvoir.

En novembre 2014, Afriforum et TAU SA ont participé à la 7^e session du Forum sur les questions relatives aux minorités des NU. Durant cette session ayant pour thème la prévention de la violence et des crimes à l'encontre des minorités, Afriforum et TAU SA ont déposé leurs rapports. Celui d'Afriforum soutient que les victimes des *farm attacks* sont majoritairement des fermiers afrikaners, mais que d'autres groupes sont aussi touchés par les violences, comme les employés des fermes qui sont souvent des Noirs (Bailey 2014 :1). Le narratif d'Afriforum sur les *farm attacks* présente le problème d'une manière plus inclusive : les attaques mettent non seulement en danger les fermiers et leurs employés, mais constituent une menace à la sécurité alimentaire de l'ensemble des Sud-africains, par la supposée disparition graduelle de l'expertise en matière d'agriculture (Bailey 2014 : 5). TAU SA poursuit dans cette voie en affirmant que les fermiers afrikaners constituent une minorité stratégique car la communauté « *has to provide food and food security not only for the South African population, but to a great extent to the whole of Southern Africa* » (van de Graaf 2014). Les deux organisations soutiennent que par année, 54

policiers sur 100 000 sont tués en service alors que le taux pour les fermiers est de 132,8 par 100 000 (Bailey 2014 : 1 ; van de Graaf 2014), ce qui présente le métier de fermier comme étant le plus dangereux de l’Afrique du Sud.

Tel que mentionné précédemment, le phénomène des *farm attacks* est interprété comme le résultat d’un climat politique haineux à l’égard des fermiers afrikaners. Lors du Forum de 2014, le FF+ a expliqué le phénomène des *farm attacks* par rapport à l’enjeu de la redistribution des terres. Andre Fourie, le représentant du FF+, soutenait que

the ideological political propaganda which seeks to bolster emotional support relies on the misleading myth that [...] the white farmers stole the land from black people which is vehemently rejected with the contempt it deserves. There is sufficient proof that land was either negociated, bartered or bought after stringent negotiations stretching from 1652 to 1913 (Fourie 2014).

Le FF+ accuse aussi le gouvernement de délibérément alimenter un climat conflictuel et va plus loin en qualifiant la situation de laisser-aller face aux atrocités des attaques comme un crime de génocide à l’égard des fermiers afrikaners, en vertu du droit international. Ce positionnement du FF+ est plus radical que celle d’Afriforum et de TAU SA qui évitent d’utiliser le terme pour décrire la situation. Cependant, Afriforum reconnaît que le gouvernement incite, par ses déclarations, au conflit ethnique (Prinsloo 2015).

4. Conclusion : les anciens suprémacistes blancs à la défense des droits des minorités

Notre objectif était de montrer que malgré le mythe sur l’autosuffisance afrikaner qui invite à s’éloigner de l’État pour assurer le fleurissement de la communauté, les activistes de Solidarity, d’Afriforum et d’autres organisations sont activement engagés dans l’espace public national et international, pour confronter les orientations de l’ANC en matière de construction de la nation. La stratégie politique de Solidarity passe par l’articulation de la catégorie identitaire des

minorités raciales et ethniques discriminées. En se portant à la défense des droits des minorités, l'organisation s'attribue un double rôle : la préservation des intérêts afrikaners et la protection des droits des minorités (qui vient en appui au premier). Nous avons d'abord démontré que la stratégie politique de Solidarity s'appuie sur un processus d'articulation de la catégorie des minorités raciales discriminées. Par ce processus, non seulement les élites de Solidarity présentent les Afrikaners comme les victimes de la transformation socioéconomique entreprise par l'ANC pour redresser les injustices du passé, mais la radicalisation de l'idéologie raciale du parti engendrerait la discrimination d'autres groupes raciaux.

Face à ces injustices, Solidarity s'investit de la mission de défendre les droits des minorités et de rallier une importante part de l'opinion publique pour faire front commun contre l'institutionnalisation de la race ou le néoracialisme. En tentant de gagner l'opinion publique à la cause des minorités raciales discriminées, les entrepreneurs ethnopolitiques peuvent déployer leur ambitieux projet politique d'opposition au gouvernement de l'ANC pour restaurer une balance des forces et pour protéger les intérêts socioéconomiques de la catégorie. La catégorisation des Afrikaners comme une minorité discriminée en vertu des conventions internationales est une partie intégrante du processus. Les actions internationales de l'organisation tentent de donner une légitimité aux revendications de l'organisation en plus de servir de moyen de pression pour exercer une pression sur le gouvernement sud-africain.

L'articulation de la catégorie des minorités raciales discriminées et la campagne lui étant rattachée sont une importante part de la stratégie politique de Solidarity, mais elle ne s'y limite pas : la défense des droits des minorités ethniques discriminées complète le projet des activistes afrikaners. Le processus de *group-making* de Solidarity décrit précédemment s'inscrit dans l'objectif global de redéfinition des Afrikaners comme les démocrates de la nouvelle Afrique du Sud, tant au niveau national qu'international. Au contraire, l'ANC est présenté comme un

gouvernement qui implante des politiques racistes, qui affaiblit les institutions constitutionnelles censées protéger la diversité culturelle et linguistique et qui viole les droits fondamentaux des minorités et de l'ensemble des Sud-Africains, car il ne peut offrir les services publics essentiels. Ainsi, les activistes afrikaners tentent de cultiver une image de défenseur des droits humains et de la démocratie et ainsi se débarrasser de l'image de suprémacistes blancs. Malgré l'environnement politique parsemé d'embûches qui obstrue la protection des intérêts de la communauté, Kriel soutient que « *[the] Afrikaners still perform well economically because of inventiveness – in spite of the obstacles that 'transformation' throws their way* » (Kriel 2014 : 3). Pour contourner les obstacles, Solidarity et son mouvement ont développé une ambitieuse stratégie institutionnelle pour assurer que les Afrikaners aient un futur prospère dans la nouvelle Afrique du Sud.

CHAPITRE 6

« *Un peuple se sauve lui-même* » : le SoMo et l'institutionnalisation de l'autosuffisance afrikaner

« A volk can *never* rescue itself through individual action,
but only in a collective, *organised* manner »
- *Reddingsdaadbond* 1944 : 25 (dans O'Meara 1983 : 139)

En réponse aux défis nés de la fin de l'apartheid et considérant le gouvernement de l'ANC hostile à l'égard de la communauté afrikaner, Solidarity a mis sur pied le Solidarity Movement (ou le *Solidariteit Beweging* en afrikaans), un ensemble d'organisations qui visent à institutionnaliser l'autosuffisance des Afrikaners. Dans la perspective du mouvement, les conditions préalables à la survie de la communauté ne sont pas remplies. Par conséquent, l'établissement d'institutions en parallèle de celles de l'État est nécessaire pour contrer les effets négatifs de la transition démocratique. Comme le soutient un leader d'Afriforum,

the whole Solidarity Movement is all about community self-sufficiency. If you have a government that is hostile and the State will not provide for you to be able to survive, then you have to start doing things to survive yourself. We really had to start from scratch to rebuild the community (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

Pour ce faire, un réseau de quatorze organisations a été mis sur pied par Solidarity. Certaines, spécialisées par domaine, sont héritées de l'âge d'or du mouvement nationaliste afrikaner et certaines autres sont des créations de la période post-apartheid. Elles interviennent dans les domaines jugés essentiels pour assurer le fleurissement des Afrikaners dans la nouvelle Afrique du Sud et pour recréer un sentiment d'appartenance à l'afrikanerité. Malgré que les institutions du SoMo soient officiellement ouvertes à tous et que les entrepreneurs ethnopolitiques tentent de

rejoindre l'opinion publique, l'objectif est de contribuer à l'épanouissement autosuffisant des Afrikaners en établissant des niches écologiques qui assurent la reproduction de la catégorie et son institutionnalisation (Brubaker 2004).

Nous démontrons qu'en synchronisant les fonctions et les objectifs d'organisations héritées de la trajectoire nationaliste au contexte de l'Afrique du Sud post-apartheid, le réseau ethnique de la société civile du SoMo permet à la communauté afrikaner de s'adapter à l'absence de protection particulière en matière de droits collectifs. Des organisations ont été créées ou restructurées pour faire face à l'hostilité présumée à l'encontre de la catégorie et l'inefficacité gouvernementale à offrir des services à sa population. Dans le contexte actuel, les services offerts par les institutions visent à protéger les intérêts culturels et socioéconomiques ainsi qu'à offrir des services alternatifs à ceux de l'État. Ainsi, la loyauté individuelle se déplacerait vers le SoMo, les représentants de la communauté ethnique, plutôt que vers l'État et la nation sud-africaine. Par conséquent, les niches d'autosuffisance sont d'importants outils de diffusion des attributs de la nouvelle afrikanerité. Elles servent aussi à « reconstruire la communauté » et peuvent exister sans un niveau élevé de *groupness*.

Ces niches d'autosuffisance sont créées ou restructurées en continuité avec l'époque de l'âge d'or du nationalisme afrikaner. Nous avons précédemment démontré que le SoMo est structuré par l'interprétation des dirigeants concernant les similitudes entre cette époque et celle de la nouvelle Afrique du Sud. À l'époque de la domination britannique, les organisations extra-parlementaires visaient à favoriser la mobilisation ethnique, la protection des intérêts culturels et socioéconomiques des Afrikaners et leur autonomisation. Dans notre analyse, le SoMo est appréhendé comme un héritage du *volksbeweging* (mouvement du peuple), le mouvement social des organisations nationalistes présenté précédemment. À l'époque, ces organisations étaient réservées uniquement aux Afrikaners pour unifier le *volk* et favoriser son autonomisation

économique et culturelle. Par exemple, les écoles, les églises et toutes autres organisations devaient conserver un caractère ethnique exclusif, véhiculer l'appartenance à l'afrikanerité et permettre l'émancipation de la communauté par rapport à la domination britannique. Les institutions déjà existantes ont été restructurées pour s'ajuster à l'orientation du mouvement actuel et diffuser l'afrikanerité tel qu'entendu par le SoMo. Pour celles qui ont été créées, nous montrons qu'elles s'insèrent dans un vide institutionnel, laissé par des ruptures avec les institutions nationalistes traditionnelles, comme les établissements universitaires afrikaners, Nasionale Pers, l'ancienne maison d'édition du NP, les institutions religieuses et les organes de structuration de l'agenda politique comme le NP et l'ABB.

Nous allons tout d'abord analyser, dans une première section, la création d'Afriforum et la conversion de Helping Hand. Ces deux organisations qui oeuvrent dans le domaine du développement des communautés locales ont une trajectoire et des fonctions bien différentes. La première est une création post-apartheid pour articuler les nombreuses revendications politiques du SoMo. Le mouvement devait se doter d'un organe politique dont un de ses objectifs serait de structurer les revendications et de militer pour les atteindre. Afriforum est chargée de la défense des droits civils des minorités, car ces droits seraient les préalables pour l'existence de communautés autosuffisantes. Helping Hand, créée en 1949, s'est érigée comme le principal acteur oeuvrant pour la réduction de la pauvreté afrikaner, en remplacement des institutions religieuses traditionnelles. Ces dernières ont brisé leurs liens avec le mouvement nationaliste lorsqu'elles ont soutenu les réformes de l'apartheid et la chute du régime.

Ensuite, la seconde section traite de Sol-Tech et d'Akademia, les deux établissements postsecondaires privés. Elles permettent de mettre en oeuvre la vision de l'*input-based approach* (voir le chapitre 5). Cette initiative vise à donner aux étudiants une éducation en afrikaans. Leur création s'inscrit dans le contexte politique de perte de vitesse de l'afrikaans dans les institutions

universitaires, anciens lieux de préservation de la langue dans l'espace public. Sol-Tech a aussi développé un cursus qui permet aux étudiants de s'intégrer facilement au marché du travail, malgré les politiques d'AA. La dernière section traite des institutions médiatiques qui contribuent à la transmission de la nouvelle afrikanerité. La plus ancienne des trois institutions, la FAK créée en 1929, était un des piliers du mouvement nationaliste et du régime de l'apartheid. Bien que l'intégration de la FAK au SoMo soit difficile, l'organisation tente de se restructurer pour devenir le point d'ancrage des réflexions de fond sur le nouveau mouvement identitaire tandis que Maroela Media et Kraal Publications assurent les rôles de diffusion de l'idéologie dans le contexte du schisme des médias afrikaans.

1. « Self-reliant and self-respecting communities as the building blocks for a successful Africa »⁶⁰ : le développement des communautés locales par Afriforum et Helping Hand

Afriforum et Helping Hand ont des agendas et des actions très différentes, mais leur dénominateur commun est le développement des communautés locales. Afriforum, la toute première institution du SoMo, se présente comme le « *civil rights watch dog* » du mouvement (Afriforum 2006). Cette organisation s'est dotée d'une Charte des droits civils qui expose les fondements du développement de communautés autosuffisantes. Le respect des droits civils représente le préalable pour que les communautés minoritaires sud-africaines puissent s'épanouir. Par conséquent, la Charte d'Afriforum donne le cadre d'action pour l'ensemble du SoMo. Pour défendre ces droits, Afriforum a développé une vaste gamme d'actions militantes : elles vont du financement d'un film sur les *farm murders* jusqu'aux campagnes pour conserver l'enseignement religieux dans les écoles en passant par la création de structures de sécurité rurale. La seconde

⁶⁰ Les sous-titres de ce chapitre proviennent des titres des sections de la Charte des droits civils d'Afriforum (2006).

institution, Helping Hand, est présentée dans les médias comme le *Reddingsdaadbond* moderne⁶¹. L'institution a élaboré différents programmes de soutien aux membres de Solidarity et elle a réhabilité l'enjeu du « *poor-white-afrikaner* » qui avait autrefois galvanisé le mouvement nationaliste.

1.1 « The right to a meaningful existence » : Afriforum à la défense des communautés afrikaners

Créée en 2006, Afriforum est la première des institutions du SoMo. Elle a été fondée par Solidarity en raison de l'accumulation de fonctions sortant du champ du syndicalisme. Sa mission est de protéger les droits civils des minorités et de créer les préalables pour qu'ils soient respectés. Ces droits sont perçus comme les conditions nécessaires pour le développement de communautés autosuffisantes. L'institution qui comptait 500 membres à ses débuts a vu ses rangs augmenter à 160 166 membres en 2015. Un dirigeant explique cette augmentation fulgurante par le fait que les Afrikaners se sentent aliénés depuis la transition démocratique et qu'ils ont besoin d'institutions fortes pour que leurs voix se fassent entendre dans le débat public (Afriforum – entretien 6 octobre 2014). Les afrikaanophones blancs représenteraient 90 % des membres de l'institution (Afriforum – entretien 14 mars 2014). Dans la perception des dirigeants, l'organisation ne représente pas les Afrikaners radicaux de l'extrême gauche (qui se sont joint à l'ANC) et ceux de l'extrême droite qui sont toujours prisonniers des idéaux racistes (Afriforum – entretien 14 mars 2014). Afriforum représenterait plutôt le 80 % d'Afrikaners modérés (Afriforum – entretien 14 mars 2014). Le reste des membres serait formé par des Anglophones et des Noirs qui s'opposeraient à l'ANC. L'organisation est financée par les frais d'adhésion

⁶¹ Voir la note sur la citation du révérend Kestell en début de chapitre.

mensuels de R80 par membre⁶². Ces frais permettent de financer les nombreuses activités et campagnes de l'institution.

L'organisation est présente sur l'ensemble du territoire sud-africain par l'entremise de filiales locales et d'un mouvement jeunesse, Afriforum Youth, actif dans le milieu universitaire. D'après les intervenants, il y aurait de dix à quinze filiales locales par province. La province du Gauteng est la plus active au niveau des adhésions en raison de la grande concentration d'Afrikaners dans la région. L'organisation prône la décentralisation comme moyen d'assurer le développement des communautés. Pour s'en assurer, les filiales locales peuvent développer des comités, ce qui fait en sorte que les réalités propres à chaque communauté seraient prises en compte plutôt que d'imposer des projets par un siège social. Malgré que les activités d'Afriforum soient très diversifiées, le développement des communautés est ce qui préoccupe les dirigeants de l'organisation. Pour ces derniers, la protection des droits civils est le préalable du développement des communautés.

Afriforum a élaboré une Charte des droits civils qui établit les droits fondamentaux des minorités sud-africaines. Le document a été élaboré à la suite d'une consultation publique effectuée en avril 2006. Les voix des minorités seraient de plus en plus absentes du débat public ce qui engendrerait des conséquences néfastes, non seulement pour les minorités, mais pour l'ensemble du pays. En s'inspirant de la Charte de la liberté de 1955⁶³, la charte d'Afriforum s'amorce en soutenant que

we, the compilers and supporters of this charter, exercise the deliberate choice to lead a meaningful existence as Afrikaners, with our deeply-rooted foundation at the southernmost tip of Africa. We know no other home. This right to a meaningful existence extends to all communities and we are pleased to cooperate in seeking a better future for all (Afriforum 2006 : 3).

⁶² Environ 7\$ CAN.

⁶³ La charte est rédigée dans un style très similaire au texte de la Charte de la liberté de 1955. Chaque section débute avec une affirmation exclamative. La première section de la Charte de la liberté débute par : « *The people shall govern !* » (ANC 2011 [1955]), celle de la charte de Afriforum mentionne plutôt : « *Minority rights for all national minorities !* » (Afriforum 2006 : 4).

La charte est très claire sur le fait que lorsque les minorités sont mentionnées, il est question avant tout des Afrikaners. Concernant le caractère ethnique de l'organisation, un activiste mentionne que « *we are not ashamed of being an Afrikaner organization. The majority of issues that we tackle are broader issues. We are very inclusive, anybody can join* » (Afriforum – entretien 6 octobre 2014). Dans ce sens, le texte invite l'ensemble des groupes minoritaires sud-africains à appuyer le modèle de l'organisation.

En plus d'identifier les Afrikaners comme la cible des actions posées par Afriforum, le préambule du texte mentionne que les minorités se sont retirées du débat public soit en émigrant⁶⁴, soit en coupant leurs liens avec la communauté tout en accusant la transition d'avoir brisé le communautarisme afrikaner et leur place dans la nouvelle Afrique du Sud. Bien qu'ethnocentriste, la charte est présentée comme un « plaidoyer démocratique », c'est-à-dire que les droits des minorités doivent être défendus dans le cadre de la Constitution et du droit international ainsi que dans un esprit de coopération entre les différentes communautés. Comme mentionné précédemment, pour Solidarity et son mouvement, la « vraie » démocratie est celle qui donne des protections aux minorités pour se prémunir de la tyrannie de la majorité et qui garantit l'autosuffisance des communautés.

La charte soutient qu'il existe un fossé de plus en plus grand entre les promesses de la Constitution et les réalités où les droits des minorités sont bafoués, notamment dans le domaine de l'emploi, de la protection de la langue et de la sécurité (Afriforum 2006 : 5). Par conséquent, la charte mentionne que les droits civils suivants doivent être respectés⁶⁵ :

- *Free participation in economic activity by members of minority communities [...]* ;

⁶⁴ La charte mentionne au sujet de l'émigration massive des Afrikaners que : « *no government should passively sit by as thousands of citizens leave the country because they feel like second-class citizens* » (Afriforum 2006 : 4). Pour l'organisation la migration des Afrikaners est la preuve de la discrimination gouvernementale envers ceux-ci.

⁶⁵ La charte d'Afriforum contient plusieurs autres demandes dont celle du droit à l'égalité. Il n'est pas possible de faire un examen exhaustif de l'ensemble de celles-ci.

- *The right of minorities to derive, like the rest of the population, fair benefit from the taxes that they pay [...];*
- *Mother tongue education to the highest levels, including the existence of single-medium educational establishments [...];*
- *The right to safety [...]. We demand that government eradicates violent crime on farms, in rural settlements, towns and cities*
- *Freedom of religion and the right of communities to practice their religion in accordance with their own cultural customs (Afriforum 2006 : 4-5).*

D'après le même texte, les moyens légaux pour faire valoir ces droits seraient hors d'atteinte pour les citoyens ordinaires, conjugués à un environnement hostile à l'égard des Afrikaners. Par conséquent, la meilleure stratégie pour protéger les droits civils serait de créer les institutions nécessaires pour assurer la survie des communautés. Un activiste a mentionné à ce sujet que « *one of the basic things we should be able to have are afrikaans schoool, afrikaans universities, even radio stations and all the basic institutions that a cultural community needs* » (Afriforum – entretien 6 octobre 2014). La Charte d'Afriforum est donc le point de départ de la création de l'ensemble des organisations du SoMo.

En adéquation avec les principes de la charte exposés précédemment, des institutions ont été créées (ou restructurées) pour limiter les effets négatifs liés à ce qui est perçu comme la détérioration des droits des minorités. Par exemple, le point concernant la participation libre des individus au marché de l'emploi s'est traduit en campagne anti-AA, telle que présentée dans le chapitre précédent. Cependant, la pression politique et les procédures légales sont considérées comme insuffisantes. Les solutions institutionnelles sont plutôt la piste à suivre pour contourner les obstacles. En plus d'offrir un cadre pour les institutions du SoMo, Afriforum est engagé dans plusieurs campagnes de grande et de moyenne envergure. Ces campagnes s'effectuent dans l'esprit de favoriser le développement autosuffisant des communautés locales. À ce sujet, le texte de la charte soutient que

*in the spirit of the republican tradition, we believe in government with limited and clearly circumscribed powers, and in a vital and active civil society. **We reject excessive civil dependence on the state and believe that people should build their***

own future through their own efforts and initiative. For this reason we promote the creation of self-reliant and self-respecting communities as the building blocks for a successful Africa (Afriforum 2006 : 6).

En écho au mythe sur l'autosuffisance exposé précédemment, l'organisation a développé une gamme de services diversifiés pour se substituer aux institutions étatiques. Parmi ces initiatives, nous notons un projet ambitieux : le « *Blue and Green Drop Project* ». Par l'envoi d'un message texte, les individus d'une communauté où une branche locale d'Afriforum est active, peuvent interpeler l'organisation pour que la qualité de l'eau potable et des rejets d'eau d'égout soit testée dans leur communauté.

Les dirigeants d'Afriforum soutiennent que la crise de l'eau potable a forcé la société civile à prendre en charge ce domaine (Afriforum 2016). Suite à l'incident de l'eau potable à Bloemhof (voir la référence à l'article « *AA kill babies* » au chapitre 5), Marcus Pawson, le directeur du département des Affaires municipales d'Afriforum soutient que

it is clear that the Government is not serious about the health of the people of South Africa [...]. The ANC government tries to hide their incompetence with water provision and management, and it is evident that ordinary people suffer the most in this #WaterCrisis. Because we cannot rely on Government, we have to monitor water quality ourselves (Afriforum 2016).

Lorsque plus de 500 individus d'une même communauté portent plainte à Afriforum sur la qualité de l'eau, l'organisation dépêche des spécialistes sur place. Les interventions sous le couvert du *Blue and Green Drop Project* auraient permis à 800 000 personnes de boire de l'eau de bonne qualité contrairement à 25 % du territoire où elle serait impropre à la consommation. Pour appuyer sa campagne, l'organisation mentionne que plus de 500 000 personnes mourraient chaque année de causes liées à de l'eau insalubre. Le gouvernement est pointé du doigt comme étant le principal responsable, car il serait le plus grand pollueur en autorisant le déversement d'eau impropre dans les rivières et les réservoirs, sources d'eau potable (Afriforum 2016). D'après ce discours, l'inefficacité du gouvernement motiverait l'autosuffisance communautaire.

Outre la prestation de services alternatifs, Afriforum est engagé dans la diffusion d'un sentiment d'appartenance à l'afrikanerité. Pour mobiliser la communauté, les élites de l'organisation se tournent vers la jeunesse afrikaner. Différents programmes sont offerts aux enfants des membres de l'organisation. Par exemple, un camp pour les jeunes de niveau secondaire a été organisé par Afriforum en décembre 2015. Ce camp a pour but de développer le leadership et de préparer les jeunes à faire face aux défis qui les attendent dans leur vie future. En plus de ces objectifs, Afriforum vise aussi à « développer une plus grande appréciation de la culture et de l'histoire afrikaner » chez les jeunes (Afriforum 2013-2014a). Pour ce faire, différentes activités sont offertes comme des ateliers sur l'histoire et sur les valeurs chrétiennes qui sont les piliers de Solidarity et du mouvement. Des compétences en matière d'autodéfense et de prévention font aussi partie du programme (il est bien spécifié que les techniques d'autodéfense ne sont pas de nature militaire, comme le font les groupes d'extrême droite). Cette initiative est un bon moyen d'assurer un certain niveau d'endogamie et tout comme leurs prédécesseurs ont fait en créant dans les années 1930 le *Voortekker Movement*, un mouvement scout qui visait à transmettre aux jeunes la fierté d'être Afrikaners (Moodie 1975 : 151).

Des campagnes de sensibilisation ont aussi été lancées sur différents sujets. La première est celle appelée « *Walking with dignity* » (Afriforum 2016a). Elle vise à promouvoir la discipline chez les étudiants ce qui les rendrait plus aptes à affronter les obstacles de la vie. Une autre campagne appelée « *Your God in school* » s'inscrit dans le contexte où une plainte a été déposée contre six écoles afrikaners à la *Gauteng High Court*. Elle dénonce qu'un enseignement religieux dogmatique, créationniste et faisant la promotion de l'apartheid est donné par ces établissements⁶⁶. D'après Afriforum, cette poursuite judiciaire constitue une atteinte à la liberté

⁶⁶ La plainte provient d'une organisation non gouvernementale afrikaner, la *Organisasie vir Godsdiensle-Onderrig en Demokrasie* (*Organisation for Religious Education and Democracy*) (Thamm 2014). Le fondateur de l'organisation défend que ce type

de religion. L'organisation a couvert les frais de justice des écoles, à hauteur de 2 millions de rands (Afriforum 2015). La dernière campagne vise à préserver les écoles ayant exclusivement l'afrikaans comme langue d'éducation. Afriforum invite ses membres et la population en général à signer une pétition à ce sujet (Afriforum 2015a).

La dernière grande campagne est celle pour stopper les *farm murders*. La pression internationale exposée dans le chapitre précédent n'est qu'une des facettes de la stratégie. Le plan d'action lancé en 2014, prévoit aussi la pression sur les gouvernements locaux et la protestation, le développement d'initiatives de sécurité communautaire, l'assistance en cas d'urgence et la conduite d'une recherche nationale sur le phénomène (Afriforum 2014). D'après l'organisation, le plan a été lancé étant donné l'augmentation du nombre de meurtres depuis 2012, sans que le gouvernement apporte de mesures concrètes pour contrer la vague de crime. Selon l'organisation, l'inaction du gouvernement a encore une fois fait en sorte que la société civile est devenue la première et dernière ligne de défense des fermiers (Afriforum 2014a). En réponse au manque de statistiques et d'informations concernant les attaques, Afriforum a lancé en 2014 une recherche pan nationale sur le sujet, car les forces policières sont accusées de bloquer la publication de données sur les attaques (Afriforum 2014a). Par conséquent, cette étude vise à amasser des statistiques concernant les *farm murders* pour faciliter l'élaboration de politiques gouvernementales ou de programmes provenant d'organisations de la société civile pour stopper les violences et soutenir les victimes.

En réponse à la présumée défaillance des structures sécuritaires en milieu rural, Afriforum a développé en 2014 un plan de sécurité communautaire. Ce plan s'inspire de l'initiative de la ville d'Elliot dans la province du Cap oriental. Avec le soutien d'Afriforum, un réseau de

d'enseignement religieux limite l'esprit critique des enfants afrikaners. Les écoles qui font l'objet de la plainte sont situées dans la région de Johannesburg/Pretoria et de Oudtshoorn (Cap occidental).

patrouille de quartiers et des fermes a été mis sur pied en partenariat avec l'association de taxi locale et le service de police. L'organisation encourage les communautés où des filiales locales sont présentes à reproduire l'expérience. Ian Cameron, le directeur de la sécurité communautaire d'Afriforum soutient que « *we are implementing safety plans across South Africa and where possible, we act with the SAPS. Often the local police forces are powerless to step in because national management does not offer the necessary support* » (Prinsloo 2013a). Le plan prévoit une formation tactique, en autodéfense et en premiers soins, offerte par des spécialistes et des conseils légaux. En plus de cette initiative, toujours dans l'esprit d'assurer la sécurité des communautés, l'institution a mis sur pied un service d'urgence appelé « Afriforum 911 ». Ce service offert gratuitement aux membres de l'organisation donne un soutien en situation d'urgence (Afriforum 2013-2014). Les intervenants ont bien spécifié que toutes les initiatives en matière de sécurité respectent la loi et la Constitution sud-africaine (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

Novembre 2015 avait été proclamé par Afriforum comme le mois national de protestation contre les *farm murders*. Pour l'occasion, un rapport aurait été distribué à plus de 300 correspondants et médias internationaux, basés en Afrique du Sud (Afriforum 2015b). En plus d'une pétition disponible en tout temps sur le site internet, l'organisation, conjointement avec des victimes, a déposé au bureau de Jacob Zuma, le 1^{er} décembre 2015, une motion de blâme face à l'incapacité gouvernementale à lutter contre les attaques (Afriforum 2015b). Dans la continuité de la protestation de l'année 2015, Afriforum, TAU SA et d'autres partenaires (dont Solidarity) ont financé le film *Treurgrond*, réalisé par Darrell Roodt. Le film sorti en salle en mai 2015, expose les tentatives d'un fermier afrikaner, Lukas van Staden, pour protéger sa communauté et sa famille dans un contexte d'éclatement des *farm murders*. Le personnage principal livre un vibrant plaidoyer en affirmant que « *everytime a farmer is murdered, something dies within us. A*

part of our language, a part of our religion, a part of our history. And eventually, a part of who we are. There are very few of us left » (Treurgrond 2015). La menace des *farm murders* y est présentée comme intrinsèquement liée à la préservation de la culture afrikaner⁶⁷. Ce film est une des initiatives parmi d'autres capsules vidéo qui font état de la situation.

Pour les dirigeants d'Afriforum, tant et aussi longtemps que des solutions sont nécessaires pour résoudre les problèmes liés aux faiblesses gouvernementales, les actions de l'organisation sont justifiées. Dans ce sens, ces faiblesses expliquent l'explosion des adhésions, surtout dans les régions du Nord. En comparant cette région à la situation du Cap occidental, un des intervenants d'Afriforum a mentionné que

*the Western Cape is 20 years **behind** the rest of the country in terms of political problems in the sense that they have the DA. The corruption is lower, water quality and the roads are better, they are not alienated from the government. If the ANC takes over again, we will have a stronger presence. The demographics over there is also changing* (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

La citation insinue que les problèmes auxquels les régions du Nord sont confrontées se présenteront au Cap occidental, si l'ANC prend le pouvoir et si les migrations internes de la population noire s'intensifient. Dans cette vision teintée d'une interprétation raciste, les populations noires et l'ANC sont porteurs de problèmes. Dans un tel cas, le modèle d'Afriforum deviendra aussi populaire au Cap occidental. Malgré tout, le même intervenant soutient que

we want to be the victim of our own success : if there is no problems anymore in the country, we won't be needed. Our goal is to make sure that there's stability in Southern Africa and that there's a place for the Afrikaners to survive. Not just to survive but to meaningfully exist (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

⁶⁷ La trajectoire historique des Afrikaners est intrinsèquement liée à la symbolique du fermier (comme nous avons mentionné précédemment, le mot « boer » signifie littéralement « fermier »). La symbolique du fermier est intrinsèquement liée à la trajectoire historique des Afrikaners. Les premiers colons néerlandais avaient été mandatés par la *Dutch East India Company* pour approvisionner les navires en produits frais. C'est ce qui les a amené à s'aventurer de plus en plus profondément à l'intérieur des terres où les fermiers ont été confrontés aux populations noires. C'est d'ailleurs la quête de liberté de ces fermiers qui les a poussés à émigrer vers le Nord lors du Grand Trek. Ce sont ces mêmes fermiers qui ont créé les républiques boers du Transvaal et de l'État libre d'Orange et qui ont combattu les Britanniques au péril de leur vie et de la destruction de leur mode de vie traditionnel. Ce mode de vie traditionnel a été perdu à cause de la Guerre anglo-boer mais aussi de l'industrialisation. Cette symbolique ne saurait être complète sans le rappel que du mythe sur l'élection divine des Afrikaners qui présente l'Afrique du Sud comme la terre promise.

La disparition des problèmes signifierait que les conditions pour que les Afrikaners puissent protéger leur culture et leur existence en Afrique du Sud seraient suffisantes.

La création d'Afriforum par Solidarity a permis au syndicat de se libérer de multiples enjeux qui sortaient de son cadre d'action. Le SoMo devait se doter d'un organe politique et militant pour articuler les nombreuses revendications du mouvement. Étant donné la répulsion des dirigeants du SoMo pour la politique partisane, une organisation de la société civile, décentralisée et ancrée dans les communautés locales, était la voie à suivre pour être en cohérence avec l'idéologie du mouvement. Dans le mouvement nationaliste d'autrefois, le NP et l'ABB pour le camp des *verligtes* et le CP pour les *verkramptes*, remplissaient les fonctions de structuration de l'action politique ; Afriforum remplit ce rôle dans le nouvel activisme ethnique. Malgré la grande implication de l'organisation à la cause du développement des communautés locales, elle ne saurait être complète sans la prise en charge par Helping Hand de la responsabilité ethnique d'offrir du soutien aux Afrikaners défavorisés.

1.2 « What about the whites ? » : Helping Hand et le retour du « poor-white-afrikaner issue »

Helping Hand est une institution créée en 1949 par la MWU (le prédécesseur de Solidarity) qui intervient dans le domaine de la sécurité sociale. À l'époque de sa création, elle avait pour objectif d'assister les familles dont un des membres était décédé des suites d'une épidémie de tuberculose. Lorsque l'épidémie fut enrayée, les fonctions de l'organisme ont été dirigées vers la prestation de services essentiels (habillement, alimentation et logement) aux membres du syndicat et leur famille, si ces derniers se trouvaient dans le besoin. À travers l'histoire de la MWU, l'étendue des activités de Helping Hand est restée limitée, jusqu'à sa restructuration suite à l'émergence du SoMo. Au début des années 2000, les activités de

l'organisation ont pris de l'expansion lorsque

we realised that there's such a thing as Afrikaner poverty, because we didn't know it existed. The first time we saw a white squatter camp on TV, that's when we had a tremendous growth. In two or three years, we passed from 1000 to 29 000 members. It was when the knowledge that there's such a thing as white afrikaner poverty » (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014).

Cet activiste soutient qu'après la « lune de miel » du changement de régime, il a fallu un moment avant que l'enjeu des Afrikaners en situation de pauvreté fasse son apparition. D'après le dirigeant de l'institution, l'émergence de ce phénomène a été un choc pour la communauté, car « l'Homme blanc avait toujours été perçu comme supérieur, riche, éduqué et ayant accès à tout » (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014). Questionné sur la période exacte où le phénomène a fait surface, l'activiste ne pouvait l'identifier avec certitude : « *I can't say ! 2007-2008... You saw them on the corners so you know that they must live somewhere. The shock was when we started to see so many of them. It's unbelievable how many of them there are !* » (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014). Ces interventions soutiennent que le problème de la pauvreté afrikaner était méconnu durant l'apartheid. C'est donc lorsque des mendiants blancs sont apparus dans les rues de Pretoria que l'organisation a établi des contacts avec eux pour aller constater l'état de ce qui est appelé les « *squatters camps* »⁶⁸.

D'après Heping Hand, les causes de l'augmentation de la pauvreté sont multiples et sont liées à la transformation politique. La transition démocratique et la nécessité d'augmenter la représentativité démographique a amené plusieurs Afrikaners à quitter leur emploi. Le directeur de l'institution soutient que :

a large part of the population in the apartheid era had protected employment, if they didn't had the proper skills or training. The state provided employment on the railways or in the mines. They didn't need to have proper skills or education. That type of job protection was there during apartheid but it disappeared. Now, everybody is in the

⁶⁸ Pour la région de Pretoria, où les sièges sociaux de Solidarity et les organisations du SoMo se trouvent, la plus grande concentration de pauvreté afrikaner est située dans Pretoria West. Il y aurait en tout près de sept camps de squatters dans les franges de la ville.

competitive market : the low skills and the high skills. A large part of the Afrikaner population stayed behind. They got poorer and poorer (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014).

En plus de la protection du gouvernement durant l'apartheid, il a été souligné que plusieurs Afrikaners ont été invités à quitter la fonction publique, dans laquelle plusieurs d'entre eux occupaient des emplois. Par exemple, durant l'apartheid, environ 80 % des postes de la fonction publique étaient occupés par des Afrikaners (Adam et Giliomee 1979 : 224) ce qui fait qu'un grand nombre a dû, soit prendre leur retraite, soit réorienter leur carrière. L'intervenant a mentionné que les Anglophones ont été moins touchés par ces mesures de « retraite forcée », car ceux-ci occupaient des emplois majoritairement dans le secteur privé (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014). Lorsque les Afrikaners ont épuisé leurs rentes ou leurs économies, ils n'auraient pas été en mesure de se trouver un nouvel emploi.

En plus de ces situations financières désastreuses, les politiques de discrimination positive envers la majorité noire auraient amené des effets négatifs sur les conditions socioéconomiques des Afrikaners : « *the access to education and to social services is diminished for the white Afrikaners, especially through action like affirmative action and government policies and the BEE. It's hard for Afrikaners to stay in the economic market and to have access to it* » (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014). Le processus de transformation socioéconomique est identifié comme le grand coupable de la situation des laissés-pour-compte. Cependant, le blâme jeté contre l'inaction de l'État est contraire à l'idéologie du mouvement qui rejette l'intervention étatique. Malgré le rejet actuel de l'interventionnisme étatique, l'État était un bénéfice pour les Afrikaners durant le régime de l'apartheid, car il prévenait entre autres choses, la pauvreté des Afrikaners. Notre analyse nous amène à affirmer que si l'État était favorable aux minorités, le rejet de ses interventions serait moins vif ou même absent. Il existe donc une tension entre l'idéologie du mouvement et les demandes d'intervention du gouvernement.

D'après l'intervenant, la situation des Afrikaners pauvres différerait de celle des Noirs notamment parce que les *squatters camps* afrikaners se trouvent généralement sur des terrains privés, à l'abri des regards. Dans ce contexte, il serait plus difficile de connaître leur nombre et d'avoir accès à des services gouvernementaux. Tandis que

for the black squatter settlements, after a moment, the government will come to build houses, put electricity and water. But for the Afrikaners, they squat on private property. They can't demand anything. There's no help for them from the government. It's what the Blacks are doing. They settle on government property and then they apply for help. The Whites won't do it (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014).

La pauvreté des Afrikaners serait plus silencieuse non seulement parce qu'ils sont discrets, au contraire des Noirs, mais aussi parce que la population et les autorités gouvernementales nient le problème, par manque de statistiques ou tout simplement par mauvaise volonté. Il a été mentionné que « *they think we fake it, that we stage it. If you want to help a white person, then you are racist* » (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014). Dans le contexte post-apartheid, la pauvreté des Afrikaners est non seulement socioéconomique, mais serait aussi culturelle et émotionnelle, car le système les aurait complètement abandonnés. En plus des explications structurelles, une intervenante a expliqué que « *the Afrikaners are very proud people. They won't admit and ask for help* » (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014). Les différences entre la « pauvreté noire » et celle des Afrikaners sont jugées la base d'attributs péjoratifs accolés aux populations noires.

Étant donné que le gouvernement sud-africain n'octroie pas de soutien spécifique aux Blancs en situation de pauvreté (Afriforum – entretien 14 mars 2014), « *somebody must look on people on a social welfare base, especially our members. In 2000, when the SoMo got new energy, the Helping Hand got new energy as well* » (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014). Avant la prise de conscience de l'étendue du problème, le nombre de branches locales de Helping Hand se chiffrait à 120. Par la suite, le nombre total de branches auraient atteint 250 en 2015. Ces

dernières se retrouvent sur l'ensemble du territoire, mais la plupart d'entre elles sont dans la province du Gauteng, la zone d'influence directe du SoMo, et ont comme objectif d'identifier les besoins des communautés et d'élaborer des projets pour venir en aide aux plus défavorisés (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014). Le retour de l'enjeu et sa prise en charge par Helping Hand lui a valu la qualification de *Reddingsdaabond*⁶⁹ moderne dans les médias (News24 2015), soit la version post-apartheid de l'acte de secours de l'époque de l'âge d'or du mouvement nationaliste afrikaner. À cette époque, l'idéologie du RDB était que les descendants des Voortrekkers devaient être sauvés de la pauvreté par l'entremise de la solidarité ethnique, d'où l'importance du slogan qu'« un peuple se sauve lui-même ».

Lorsque l'enjeu de la pauvreté afrikaner a été mis à jour, Helping Hand a pris le mandat de briser le cycle de la pauvreté par l'éducation et le soutien aux communautés. Un des outils pour diminuer la pauvreté de ces populations est de favoriser l'accès à l'éducation préscolaire, primaire et secondaire. Un lien entre précarité socioéconomique et discrimination raciale gouvernementale est effectué par le directeur de l'organisation. D'après lui,

school suppose to be free in South Africa. It's not true for a white child. Because there's so few afrikaans white schools, where children can be taught in their afrikaans mother tongue, there's less state subsidies. Unfortunately, the afrikaans person is forced into a school system they can't afford (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014).

Pour contrer les effets négatifs du manque de financement des écoles et de la précarité financière qui s'en suivrait pour les parents, plus de 1000 projets sont mis sur pied par Helping Hand chaque année. Il en est ainsi, par exemple, de la distribution de boîtes à lunch et du matériel requis ainsi que le soutien financier pour des activités parascolaires. En plus de mettre l'accent sur les enfants, l'organisation offre une formation aux parents défavorisés pour que ces derniers soient en mesure de développer leurs compétences parentales et offre des bourses aux étudiants des

⁶⁹ Voir la note concernant la citation du révérend J.D. Kestell en début de chapitre.

institutions postsecondaires du SoMo; Sol-Tech et Akademia. Les projets peuvent être mis en oeuvre par les filiales locales ou bien par le bureau national. Par rapport à la mise sur pied des projets, le directeur de Helping Hand partage la vision sur l'autosuffisance en mentionnant que

a large part of the nation do not accept responsibility regarding their future. They still regard the government to provide. Instead of taking their own responsibility and their own initiatives. That's what we want to do, trying to uplift them. The government won't look after them or their children. It's not the government role to create jobs. It's the private sector, it's the individuals (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014).

Pour appuyer cet ambitieux projet, Helping Hand s'appuie sur les contributions de ses 29 000 partisans pour financer leurs activités. Les dons provenant du secteur privé seraient par contre entravés par les politiques gouvernementales car « *if they are white beneficiaries, they don't qualify for a tax certificate. It has to be for the poverty alleviation of the designated groups. That's a type of discrimination against organizations. That's why we have to generate our own funds because nobody is looking for poor Afrikaners* » (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014). Pour contrer la pauvreté des Afrikaners, Helping Hand s'est inséré dans une niche qui était autrefois occupée par un réseau d'organisations crucial pour le mouvement nationaliste.

Autrefois, les églises afrikaners constituaient le réseau qui offrait du soutien aux populations défavorisées (exclusivement aux Afrikaners). Dans les années 1980, les réformes de l'apartheid et ensuite, la chute du régime ont été appuyées notamment par la NGK, église fortement présente au Nord. Dans la nouvelle Afrique du Sud, selon une des intervenantes de Helping Hand,

afrikaans churches, they don't give to afrikaans people anymore, because it's politically incorrect. It's was important before but they are not doing it anymore because of guilt or I don't know what. They look to their own members or the Blacks or they don't want to help the communities (Helping Hand – entretien 16 octobre 2014).

D'après un dirigeant de Solidarity, les liens entre les institutions religieuses et le SoMo sont inexistantes malgré que les valeurs chrétiennes soient les fondements du mouvement (Solidarity –

entretien 9 octobre 2014). Ces valeurs s'expriment donc hors des institutions religieuses traditionnelles.

La restructuration de Helping Hand a nécessité la réorientation de sa mission pour l'aligner avec l'idéologie du mouvement. Plutôt que d'offrir la charité comme dans son mandat original, le focus s'est modifié vers la responsabilisation des individus, « *from giving material things to giving responsibility without creating dependency* » (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014). Lorsque questionné si la question du « *white-poor-afrikaner issue* » était devenue un des moteurs centraux du SoMo, un des intervenants de l'organisation a mentionné que

during apartheid, there was poor people but the state and the churches took care of them. But today the government lack resources to address the poverty problem. There's no specific services for Afrikaners communities. The political situation is fuelling afrikaner poverty at this stage. It's where we find a lot of our drive. To make sure that they look also at the minority afrikaner people. If we have to become more active, we will have to do like Afriforum, to go to courts to make sure that the government provide the services (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014).

D'ailleurs, en 2005, le site internet de Solidarity indiquait que le soutien aux personnes en situation de « *white poverty* » était un objectif prioritaire (Visser 2006 : 35).

Tout comme Afriforum, Helping Hand propose de se substituer aux institutions gouvernementales, car il y a une absence d'intérêt pour appuyer les Afrikaners défavorisés. Cette offre de services est aussi tournée vers des membres au-delà des frontières de l'ethnicité, tout en spécifiant l'importance de la proximité linguistique. Le dirigeant de Helping Hand affirme que

we are looking after the Afrikaners. The contributors are the white Afrikaners. We however don't discriminate. If there's Coloureds children in the class or Black afrikaans speaking, they have the same benefits. We assist everybody. That's why we don't discriminate in terms of poverty alleviation but our mandate given by our 29 000 supporters is to look at the afrikaans speaking afrikaners (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014).

Le discours et les actions sont légitimés par l'idée que l'ANC dirige toutes ses ressources vers une partie de la population au détriment des Afrikaners. C'est pourquoi Helping Hand centre ses actions vers ces derniers et les afrikaanophones. De plus, les dirigeants de l'organisation seraient

prêts à offrir de l'assistance à tous individus non afrikaners qui souhaiteraient mettre sur pied une organisation ayant des fonctions similaires. Bref, la solidarité et le cloisonnement ethnique (et racial) sont déterminants dans la vision du développement communautaire.

Contrairement au premier mouvement pour les « *poor-white afrikaners* », le contexte de la nouvelle Afrique du Sud rendrait la mobilisation beaucoup plus délicate, car « *it's politically incorrect to speak about white poverty. If we try to go in the media, we don't get exposure. We call it silent poverty. But it's a big movement, like in the 1930s but the government is not behind us to help us to promote it* » (Helping Hand - entretien 16 octobre 2014). Concernant la situation actuelle, des statistiques sur le nombre d'Afrikaners pauvres ne seraient pas disponibles. À l'époque, on comptait environ 300 000 Blancs pauvres, constitués majoritairement par des Afrikaners qui ne pouvaient s'exprimer en anglais. D'après Adam et Giliomee, cette différenciation linguistique était ce qui constituait une des principales barrières à leur avancement économique (Adam et Giliomee 1979 : 151), ce qui n'est plus le cas pour la majorité des Afrikaners d'aujourd'hui. Selon le SoMo, le blocage actuel est politique.

À l'époque, la question des Afrikaners pauvres était devenue un enjeu émotif qui a permis aux entrepreneurs ethnopolitiques d'accuser l'impérialisme britannique d'être responsable de la situation plutôt que de l'accepter comme faisant partie d'un processus normal lié à l'industrialisation (Adam et Giliomee 1979 : 151). Entre 1920 et 1930, une des solutions pour régler l'enjeu des Afrikaners pauvres non qualifiés était de les intégrer au secteur de la fonction publique. Durant ces années, le nombre d'Afrikaners dans ce secteur serait passé de 9,5 % à 39,3 % (Adam et Giliomee 1979 : 151). Les processus de transformation, comme l'industrialisation ou la transition démocratique dans notre cas d'étude, engendrent de multiples bouleversements au niveau de la structuration des mouvements identitaires. La disparition du système préférentiel envers les Afrikaners a nécessité une importante adaptation et justifie le

développement de communautés autosuffisantes. Outre l'autonomie communautaire, le domaine de l'éducation est un important outil pour assurer la survie des Afrikaners.

2. Sol-Tech et Akademia : l'autonomisation de la communauté par la mise en œuvre de l'input-based approach

Dans la stratégie de cadrage des minorités discriminées, Solidarity opposait son « *input-based approach* » à celle du gouvernement qu'il accuse de se focaliser seulement sur la représentativité raciale plutôt que sur la formation qui donnerait des chances égales à tous. Les élites de Solidarity soutiennent que ces chances devraient être données aux individus, peu importe l'appartenance raciale. Par conséquent, les politiques de discrimination positive envers la majorité noire représentent une menace envers les intérêts socioéconomiques des Afrikaners. Comme démontré précédemment, selon les leaders de Helping Hand, la transformation socioéconomique et le contexte politique sont les principales causes de la pauvreté. Face à cette situation jugée défavorable, une stratégie supplémentaire vient s'ajouter aux activités du mouvement. L'éducation occupe une place importante comme moyen d'autonomisation des individus de la communauté dans l'histoire du mouvement nationaliste et au sein du SoMo. Un dirigeant mentionne à ce sujet que

the only thing I can say is that it's not new in afrikaner culture. After the Anglo-boer war, with the issue of poor white afrikaner, the education was one of the thing that uplifted the community. Today, we are in the same situation, we are a minority and we are discriminated against. The only way to uplift ourselves again is with training. I don't think it's a new idea. But in the SoMo, it's new. Sol-Tech was the first, then came Akademia. On the business side, it's not profitable. It's a calling. As a movement, we just see it our duty, to do those kind of things to make sure that people can get there. I get my satisfaction at the end of the day, not with money but with the future that you create for the people (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014).

La formation est vue comme une réponse à l'appel de la communauté en vue d'assurer le futur des membres. Outre la justification idéologique, la création de ce type d'institution vise différents

objectifs. La création d'établissements d'enseignement postsecondaire est aussi un moyen privilégié pour contourner les politiques d'AA et la norme gouvernementale de représentativité raciale ainsi que pour protéger l'afrikaans comme langue d'instruction dans un contexte politique favorisant l'anglais comme médium d'instruction dans le milieu universitaire.

2.1 « Free participation in economic activity by members of minority communities » ! : Sol-Tech et l'éducation professionnelle pour contourner les politiques d'affirmative action

La création de Sol-Tech s'inscrit dans un contexte de remaniement des institutions de formation professionnelle et technique (ou ce qui est appelé *artisan training*). Jusqu'à 1994, des organismes parapublics et des compagnies privées étaient responsables de la formation des artisans (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). Suite à la transition, l'intervenant a identifié trois principales raisons de l'affaiblissement du secteur de la formation postsecondaire. La première est qu'avec l'ouverture de l'économie sud-africaine, les grandes industries ont délaissé la formation pour s'assurer d'être compétitif sur le marché mondial. Le second facteur serait le *brain drain* des experts dans les années suivant la transition. Ces derniers n'ont pu être remplacés, de sorte qu'il y a un déficit d'individus qualifiés pour l'enseignement. Le dernier facteur serait de nature politique. D'après le directeur de Sol-Tech, le *Congress of South African Union* aurait mis un terme à la formation des artisans par les entreprises. Cette décision proviendrait du fait que, dans la plupart des cas, les étudiants étaient employés à des salaires très bas lors de leur formation, ce qui les exposait à des situations d'exploitation.

Compte tenu de ces changements structurels, les *Sector Education and Training Authorities* (SETAs) ont été instaurés comme les institutions responsables de la régulation et du financement du secteur de la formation des artisans depuis 1994. D'après l'intervenant, la qualité de l'enseignement serait devenue désastreuse, car les activités des SETAs seraient minées par la

corruption et la mauvaise gestion (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). La création de l'institution d'enseignement technique Sol-Tech s'inscrit donc dans un vide créé par l'affaiblissement présumé des institutions de formation depuis 1994. C'est à partir de 2005 que des demandes au niveau de la formation professionnelle auraient été faites par les membres de Solidarity. Suite à ces demandes répétées, une recherche effectuée par le syndicat aurait mis en lumière que le marché de l'enseignement technique avait implosé (Akademia – entretien 15 octobre 2014).

Le dirigeant de Sol-Tech a été très clair sur le fait que « *Sol-Tech was established out of the needs of the community, the Solidarity community. Out of the community, for the community. The community is defined as an afrikaans community. The main language is afrikaans* » (Akademia – entretien 15 octobre 2014). Non seulement l'organisation a vu que le marché était inefficace, mais elle a identifié d'autres problèmes : « *there's no afrikaans institutions, it's all state run, it's poor, it's all in english. So there's no real opportunity for afrikaans* » (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). L'accent mis sur l'afrikaans comme langue d'enseignement est expliqué comme un choix pour favoriser les étudiants : l'apprentissage dans la langue maternelle est plus facile. En plus, l'éducation en afrikaans serait propice pour transmettre les valeurs traditionnelles afrikaners aux étudiants, comme l'éthique et la discipline (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). Pour un dirigeant d'Afriforum, « *if the government is going to destroy the last afrikaans campus we have to fight back, the best that we can* » (Afriforum – entretien 6 octobre 2014). L'émergence des établissements d'enseignement postsecondaires est donc vue comme un moyen de défendre la langue maternelle et les valeurs de la catégorie.

En outre, la création des institutions est utilisée pour contourner des politiques gouvernementales, car l'accès au marché de l'emploi serait difficile pour les Blancs selon Sol-Tech. Le directeur mentionne que

*the BBBEE pressure from the state is really high on the companies. The only way to ensure the success of our learners is to train them on such a level that they are in high demand in the industry because they are no other people. With that we are very successful. There's companies that are supposed to hire 90% of Black students. But they simply can't find them. That's why they employ 50% of white students from us. **If we want to free our people from affirmative action, we can do it by opposing the law, to force them not to discriminate, which is not successful yet. Or you can do the practical route. Sol-Tech is taking this route** (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014).*

La voie pratique de Sol-Tech signifie de rendre les étudiants afrikaners hautement qualifiés dans des domaines de spécialisation en forte demande sur le marché du travail. Selon cette stratégie, la totalité des étudiants se trouverait un emploi après leurs études (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014).

De surcroît, l'utilisation de l'afrikaans comme langue d'enseignement limite l'accès à de potentiels étudiants non afrikaners. Les connaissances qui sont rares sur le marché du travail sont donc réservées aux jeunes afrikaners. Pour répondre à l'argument de l'exclusion volontaire des étudiants non afrikaanophones, l'organisation soutient que « *we don't have that pressure [d'être représentatif] because we are a private institution. We can choose our language. If we were state funded, we won't be allowed to do it in afrikaans* » (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2016). D'ailleurs, le directeur mentionne qu'il y a eu par le passé plusieurs étudiants noirs et coloureds et que « *they are really successful. We welcome that. We really would like to have more. For the sake of not being labelled as racists* » (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). L'inclusion d'étudiants non afrikaners tient davantage de l'instrumentalisation de l'inclusion raciale que d'une réelle volonté d'ouverture. La présence d'étudiants noirs permettrait de défendre l'organisation en cas d'accusations de racisme. Au niveau des étudiants anglophones, il a été mentionné qu'il n'y avait pas de discrimination à leur égard, car il y existe de très bons établissements d'enseignement privé en anglais. Sol-Tech aurait d'ailleurs établi des partenariats avec eux dans le sens que « *if a Black english speaking student came to us. It doesn't matter ! We*

organized for them to go to those colleges. That's why we stick to afrikaans. Because they have good alternatives » (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). Les opportunités offertes en anglais permettent aussi de justifier la légitimité du caractère afrikaans de l'organisation.

Depuis le début de leurs opérations, Sol-Tech doit conjuguer avec les dures réalités du financement. Depuis 2008, Sol-Tech est financé par le Growth Fund, le fonds d'investissement du SoMo. En plus du fond, les parents des élèves constituent la principale source de revenus. Le directeur de l'établissement a mentionné qu'à un certain moment, du financement avait été prévu par les SETAs. Cependant, les fonds ne seraient jamais venus ce qui est, au final, une bonne nouvelle, car l'établissement souhaite rester indépendant du gouvernement (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). Il a été mentionné qu'aucun profit n'est réalisé : les dépenses sont souvent couvertes de justesse par les fonds. Malgré les fréquentes difficultés financières, Sol-Tech est analysé comme un succès : « *it's going very very well. We have a very good reputation with the employers. We have employers that came to us and ask to have the first option on the learners* » (Sol-Tech – entretien 14 octobre 2014). Un des objectifs de l'établissement est d'accueillir davantage d'étudiantes. Au total, il y aurait seulement 2 ou 3 femmes sur l'ensemble des 400 étudiants. Des opportunités de formation pour les femmes devaient être trouvées au sein du SoMo, en plus de répondre aux demandes de la part des membres concernant l'éducation universitaire ce qui a nécessité la création d'un établissement d'enseignement supérieur.

2.2 « Mother tongue education to the highest levels » ! : Akademia et la protection de l'afrikaans comme langue d'enseignement universitaire

Avec la réussite de Sol-Tech, « *the next step was obvious* » (Akademia – entretien 15 octobre 2014). En 2010, une étude financée par Solidarity a révélé que l'afrikaans était en déclin dans les universités sud-africaines au profit d'un multilinguisme grandissant. Quant à cette

situation, « *we knew that we will have to give an alternative for afrikaans people* » (Akademia – entretien 15 octobre 2014). Cette situation a amené la création d’Akademia, une institution de niveau universitaire privée. Tout comme dans le cas de Sol-Tech, l’inspiration proviendrait de la communauté afrikaans et de l’intérêt général des élites du SoMo pour l’éducation (Akademia – entretien 15 octobre 2014). Les programmes offerts sont concentrés dans le domaine des affaires et de la gestion malgré que l’implantation d’un programme en soins infirmiers était à l’étude suite à des demandes de centres hospitaliers.

L’enseignement donné par les chargés de cours d’Akademia s’effectue entièrement en ligne dans des centres dispersés sur l’ensemble du territoire. En 2014, sept centres étaient en fonction dont cinq dans le Nord et deux au Cap. Étant donné qu’elle est une institution privée, elle n’est pas tributaire du financement gouvernemental. Les étudiants peuvent obtenir un soutien financier de la part de Helping Hand et de Solidarity pour payer leurs frais d’inscription. Vu que le syndicat finance une grande partie de l’initiative, il souhaite obtenir un retour sur leurs investissements. La stratégie de marketing développée est que les membres du syndicat reçoivent un rabais de 20 % sur les frais d’inscription. Donc, ceux qui ne sont pas membres le deviendront nécessairement (Akademia – entretien 15 octobre 2014).

En 2012, Akademia comptait 40 étudiants pour ensuite connaître une augmentation importante à 167 étudiants inscrits en 2014. Les femmes représenteraient 58 % des effectifs étudiants. L’objectif était d’atteindre 350 étudiants en 2015 et d’ouvrir un campus (*Die kampus*) en banlieue de Pretoria lorsque les fonds nécessaires seront disponibles. Akademia est enregistré comme une organisation sans but lucratif ce qui lui permet d’échapper aux politiques gouvernementales comme le BBBEE. Le choix du SoMo de développer des organisations de la société civile est justifié non seulement par l’idéologie, mais aussi par de telles considérations pragmatiques. L’expansion ne serait donc pas freinée par le gouvernement, mais plutôt par le fait

que les Afrikaners seraient très loyaux envers les institutions universitaires traditionnelles, car elles ont toujours été très présentes dans la communauté (Akademia – entretien 15 octobre 2014).

Malgré tout, le directeur d’Akademia entrevoit l’avenir avec optimisme :

there was always five afrikaans universities⁷⁰. The brands are strong. Private universities are not a common thing in South Africa. It’s a foreign concept. But the transformation process in unveristies are real. I think it will be a big factor for us (Akademia – entretien 15 octobre 2014).

Les aspirations des dirigeants sont qu’Akademia devienne le premier choix parmi la communauté afrikaner au niveau de l’enseignement universitaire. Cet objectif serait atteignable notamment avec l’intensification du processus de transformation dans les universités, marquée par l’ingérence de l’ANC dans le secteur de l’éducation tertiaire. Le directeur d’Akademia a soutenu que

the president said that he wants univeristies to produce students who understand the political past and they want them to be able to transform the communities. The current minister of Higher Education is the leader of the SACP. There’s a big political drive within the universities. The effect will be that the afrikaans community is not feeling welcome in universities anymore (Akademia – 15 octobre 2014).

Dans la perspective d’Akademia, les universités seraient devenues des instruments politiques de la transformation. Ces institutions, autrefois au service du mouvement nationaliste notamment pour la diffusion de l’idéologie, sont devenues un des lieux où les impacts de la transformation se font fortement sentir.

Comme dans le cas de Sol-Tech, en plus d’attirer les étudiants afrikaners, Akademia compterait parmi ses étudiants près de 15 % de Coloureds en provenance de la province du Cap occidental. La disparition de l’afrikaans motiverait aussi les Coloureds à favoriser l’enseignement privé au détriment des institutions publiques. Concernant les Noirs et l’éducation universitaire, l’intervenant a mentionné qu’il n’existerait pas de motivations chez ces populations pour protéger leur langue maternelle comme langue d’enseignement (Afriforum – entretien 6 octobre 2014).

⁷⁰ Ces universités sont l’Université de Pretoria, de Stellenbosch, de Johannesburg, du Nord-Ouest et du Free State.

Contrairement aux Afrikaners, les autres langues sud-africaines (excluant l'anglais et l'afrikaans) n'ont jamais été utilisées comme média d'enseignement dans les universités. L'utilisation de l'anglais est plutôt un gage d'accessibilité aux institutions tandis que la préservation de l'afrikaans est appréhendée comme une volonté de maintenir les privilèges d'autrefois. Avec la transition, les établissements ont généralement intégré une seconde langue d'instruction officielle, issue des langues bantoues. Cependant, le même problème d'accessibilité se pose, car le portrait linguistique sud-africain fait en sorte qu'aucune langue n'est majoritaire. La disparition des institutions universitaires unilingues afrikaans (et des établissements de niveau primaire et secondaire) fait en sorte que de nouveaux mécanismes de diffusion de l'afrikanerité doivent prendre le relais.

3. Les courroies de transmission de la nouvelle afrikanerité : Maroela Media, Kraal Publications et la FAK

La diffusion de la nouvelle afrikanerité est centrale pour que les activités du SoMo puissent se déployer. Comme nous avons démontré plus tôt, les entrepreneurs ethnopolitiques du mouvement ont développé un narratif sur l'authenticité afrikaner. Les caractéristiques sur lesquelles s'appuie ce cadrage sont le communautarisme naturel des Afrikaners, la célébration de la culture et de la langue ainsi que la reconstruction de la trajectoire historique. Trois institutions du SoMo œuvrent dans ce domaine, à leur manière propre. Maroela Media est une plate-forme d'informations qui a émergé grâce au schisme des médias afrikaans. L'institution est à la fois une communauté virtuelle chargée de diffuser « *l'Afrikaner way of life* » et un site web d'actualités en afrikaans. Kraal Publications est la maison d'édition du SoMo. L'institution est responsable autant de la diffusion de l'histoire que des idées du mouvement. Tout comme Maroela, Kraal a été créé par l'absence d'une presse favorable aux idées du mouvement. Enfin, la FAK est une

organisation héritée du nationalisme afrikaner qui peine à s'intégrer au SoMo, notamment en raison de l'absence de fonctions visant l'autosuffisance. Elle assume plutôt un rôle de *think tank* élitiste et philosophique visant à établir une critique du régime de l'apartheid.

3.1 Maroela Media : entre média d'informations et diffusion de « l'Afrikaner way of life »

Créé en 2011, Maroela Media est la plus récente des organisations du SoMo. L'objectif à la base de sa création était de créer une communauté virtuelle, c'est-à-dire un endroit où les membres des institutions du SoMo pourraient échanger des idées. Ce choix aurait été justifié par le fait que depuis la transition démocratique et le climat d'insécurité généralisé qui s'en est suivi, les individus auraient peu de contacts entre eux. Au contraire de l'époque de l'apartheid où l'environnement était beaucoup plus propice aux rencontres, hors des murs et des clôtures de sécurité (Maroela Media – entretien 22 octobre 2014). La plate-forme met donc l'accent sur l'idée de la communauté et sa culture. En effet, 30 % de ce qui est consulté par les visiteurs du site concernerait des thèmes liés à la culture (Maroela Media – entretien 22 octobre 2014). Ce type de rubriques est donc un important volet de Maroela. L'intervenante explique ainsi les raisons de cette popularité :

*we tell people that it's a « kuierplek », it's a place to get together and have fun. We describe ourselves like that. Because of the security issues in South Africa, people are not going out as much as before. People stay at home. They close their doors and their gates. Afrikaans people are very sociable and they feel lonely. They miss the times when we were getting out on the farms during the weekend and when we were safe. **Our brand look like it was 30 years ago*** (Maroela Media - entretien 22 octobre 2014).

L'objectif de l'institution est de maintenir ce que l'on pourrait appeler « l'Afrikaner way of life » d'une autre époque : celle qui a précédé la chute du régime de l'apartheid. Des sections du site se consacrent à différents sujets culturels comme des recettes traditionnelles, des sorties littéraires ou musicales, des expressions et leurs explications ainsi qu'une section spirituelle qui font en

sorte que « *the people feel that it's what I like, this is me, it's like home to me* » (Maroela Media - entretien 22 octobre 2014). De surcroît, tout comme l'ensemble du SoMo, Maroela est ouvertement basé sur les valeurs chrétiennes, contrairement aux autres médias sud-africains. D'après les dirigeants de Maroela, cette ouverture serait un autre facteur explicatif de la popularité auprès des lecteurs. La plate-forme permet aussi la diffusion des idées du SoMo. Celle-ci s'effectue principalement par l'entremise d'une section éditoriale où les penseurs du mouvement peuvent exposer leurs idées. Des quelque 8 300 visiteurs mensuels de Maroela, entre 35 et 55 % proviendraient de milieux urbains et seraient issus de « *traditional afrikaans households* »⁷¹ (Maroela Media – entretien 22 octobre 2014).

Au fil du temps, l'objectif de la communauté virtuelle a été conservé, mais Maroela est aussi devenu un diffuseur d'actualité en afrikaans. L'institution émet gratuitement des nouvelles en ligne, contrairement aux autres plates-formes afrikaans qui demandent pour la plupart des frais d'adhésion. L'accent est mis sur l'actualité qui touche les communautés locales à travers le pays, en plus des nouvelles nationales de base. Une importante part de l'actualité locale est occupée par les *farm attacks*. « *We do focus a lot on farm attacks because it affects our readers. We give a lot of attention to that. The other afrikaans media don't give attention to it. That's also what leads to a huge divide in the afrikaans media. Some afrikaans media are collecting data against Afrikaners* » (Maroela Media - entretien 22 octobre 2014). L'indépendance de Maroela ferait en sorte que les informations ne seraient pas manipulées ou ignorées, surtout dans le cas des *farm attacks*. Les lecteurs préféreraient cette manière de fonctionner plutôt que celle des grands médias afrikaans, privés et gouvernementaux étant donné la plus grande confiance envers les informations transmises à cause de l'indépendance de la plate-forme.

D'après la directrice de Maroela, la création d'une plate-forme médiatique était

⁷¹ Selon les interlocuteurs, la famille traditionnelle afrikaans est composée par deux adultes et deux enfants.

importante pour répondre à l'image négative de Solidarity, véhiculée par les grands médias afrikaans depuis les dernières années. Les institutions médiatiques traditionnelles qui étaient auparavant favorables aux intérêts des entrepreneurs identitaires afrikaners ne sont donc plus disponibles. Une nouvelle plate-forme devait être créée pour le SoMo. L'existence de Maroela Media a d'ailleurs été des plus pertinentes lorsqu'une querelle s'est engagée entre Solidarity et Beeld (le quotidien afrikaans de Johannesburg créée par NasPers). La dispute s'est enclenchée en 2014, lorsque des journalistes ont publié des photos d'un groupe d'étudiants du campus de Potchefstroom faisant un salut hitlérien. Le quotidien a soutenu que cette pratique était répandue et courante sur le campus alors que les leaders de Solidarity ont affirmé que les allégations de Beeld étaient fausses et que l'incident était un cas isolé.

Suite à la publication des photos, le recteur du campus a démissionné de son poste, ce qui a donné la place à une nouvelle direction favorable de la diversification de la composition étudiante autrefois presque qu'exclusivement afrikaner. Par conséquent, le caractère afrikaans du dernier bastion universitaire afrikaner a été mis en péril à la suite de cet incident (plusieurs des hauts dirigeants de Solidarity ont d'ailleurs étudié au campus de Potchefstroom – Akademia – entretien 15 octobre 2014). Les réactions dans les rangs du SoMo ont été vives. En effet,

for Solidarity, it was a disgrace that something like that happened. A lot of complaints were made to the newspapers and people wanted to boycott them. That's when we started to be the other choice. We compete for the same stories, the same market. After what happened, there's not a lot of love [entre le SoMo et Beeld] (Maroela Media - entretien 22 octobre 2014).

La tension avec Beeld s'inscrit dans une trajectoire de fracture entre les médias écrits afrikaners. De manière générale, Maroela Media et le SoMo auraient de bonnes relations avec tous les médias afrikaans, sauf avec Media24, l'hégémon médiatique anciennement nationaliste (Maroela Media – entretien 22 octobre 2014) (voir le chapitre 1 au sujet de NasPers, la maison d'édition du NP qui s'appelle maintenant Media24).

La popularité de Maroela est justement expliquée par le fait que les informations transmises ne sont pas marquées par le quasi-monopole de Media24 qui diffuserait une mauvaise image de l’afrikanerité. Ébranler le monopole

was important not only from the Solidairty side, but in general to have competition. In a democracy, it's important. It was either Media24 or english newspapers. It's important to have different perspectives. On TV it was just SABC [South African Broadcasting Company] that broadcast in afrikaans. There's more TV channels in afrikaans now. It's really important to have a web based afrikaans community. The internet medium is cheap and accessible. For the radios, the government is the biggest provider in afrikaans but the people feel that they don't hear the messages that they want (Maroela Media – entretien 22 octobre 2014).

Étant donné le monopole étatique dans le domaine radiophonique, Maroela s’est aussi engagé dans le secteur des radios communautaires afrikaans. Il est expliqué que le contenu de l’actualité de la plate-forme web vise à toucher une audience générale tandis que « *the radio stations are more specific to groups. The radio is more politically positioned* » (Maroela Media - entretien 22 octobre 2014). L’implication de l’institution avec les radios communautaires vise à fournir des éléments de contenu et de la formation au personnel. Selon les intervenants, cette implication est une importante fonction pour Maroela car la culture afrikaner est particulièrement forte en région rurale. Ainsi, ce volet permet de diffuser les idées du mouvement, gratuitement, en contournant l’obtention de permis de diffusion radiophonique. De plus, il n’existe aucune législation pour réglementer les institutions médiatiques en ligne comme Maroela Media.

C’est par les radios communautaires⁷² que Maroela atteindrait les « autres afrikaanophones » : « *the readers of Maroela are the white afrikaans speaking people while the listeners to the afrikaans community radios are more or less equal white and the brown [Coloureds]. That's a good way to reach other people. We don't want to reach only a white market* » (Maroela Media - entretien 22 octobre 2014). Par les radios, non seulement l’objectif est

⁷² D’après les intervenants, il y aurait environ 36 radios communautaires en afrikaans qui diffuseraient quotidiennement. De ces radios, Maroela a de bonnes relations avec 26 d’entre elles. Vingt et une de ces stations, dispersées dans les provinces du Gauteng, du Cap occidental, de l’État libre et du Nord-Ouest, utiliseraient le contenu de Maroela.

d'atteindre les Coloureds, mais aussi les Noirs afrikaanophones et les Anglophones qui ont l'afrikaans comme langue seconde. Pour la plate-forme web, les intervenants ont affirmé que ce qui lie les individus entre eux est leur fort sentiment d'attachement à l'afrikanerité. Il serait difficile pour un observateur externe de comprendre ce qui lie les individus ensemble (« *Afrikaans is so strong* ») (Maroela Media – entretien 22 octobre 2014). Lorsque questionné sur les différences culturelles entre les Coloureds et les Afrikaners, l'intervenante a mentionné que « *by just being afrikaans* » (entretien Maroela Media – 22 octobre 2014), elles seraient négligeables. Dans le cas de Maroela Media, un lien de proximité entre les individus afrikaners et Coloureds sur la base du partage de la même langue seconde est effectué, sans une analyse critique concernant les trajectoires très différentes héritées de l'appartenance raciale.

Au contraire de NasPers qui était soutenu financièrement par le milieu des affaires du Cap occidental et le NP, Maroela Media doit lutter pour obtenir du financement. Le SoMo garantit les fonds nécessaires au fonctionnement de l'institution jusqu'à ce qu'elle soit indépendante, notamment par l'entremise de la publicité. Malgré les défis financiers, la direction de l'institution vise à atteindre un million de visiteurs par mois en 2016 et a comme objectif de devenir la plus importante plate-forme web en Afrique du Sud. En date de l'entrevue, Maroela Media occupait le second rang des plates-formes web en afrikaans et le quatrième positionnement pour l'ensemble des sites d'actualité en ligne (Maroela Media – entretien 22 octobre 2014). La diffusion de l'afrikanerité ne saurait s'arrêter à la diffusion de « *l'Afrikaner way of life* ». Étant donné l'importance de l'histoire pour les élites du mouvement, la sensibilisation du public au passé héroïque des Afrikaners complète la transmission de l'afrikanerité.

3.2 Kraal et la popularisation de « l’histoire héroïque des Afrikaners »

La maison d’édition Kraal a amorcé ses activités en 2007. Selon les intervenants, la création d’un éditeur était nécessaire pour que le mouvement puisse publier le plus rapidement possible, sans avoir l’obligation de modifier le contenu de ses publications (Kraal – entretien 6 octobre 2014). En adéquation avec l’idéologie du mouvement, l’idée se cachant derrière la création de l’institution provient du « *do it yourself attitude. We felt the need to have something independent* » (Kraal – entretien 6 octobre 2014). La mission de l’institution est de populariser l’histoire des Afrikaners et d’assurer la transmission des connaissances historiques à la population, avec un accent particulier envers la jeunesse. Le véhicule favorisé par Kraal est ce qu’ils appellent le « *coffee table book* », soit des livres avec un design intéressant et qui contiennent de belles images ainsi que les livres pour enfants. Les ouvrages sont majoritairement publiés en afrikaans, mais certains le sont en anglais, surtout ceux reliés aux campagnes du SoMo (voir plus bas). Kraal est ouvert à tous les auteurs qu’ils soient des leaders du mouvement ou des sympathisants, pourvu que le contenu s’ajuste à la mission de l’institution.

La mission de transmission est particulièrement importante pour Kraal étant donné qu’avec la transition démocratique, l’histoire des Afrikaners serait démonisée et criminalisée en raison de l’apartheid (Kraal – entretien 6 octobre 2014). À ce sujet, un intervenant soutient que « *if the government wants to teach the history from a victor perspective only, we have to start publishing our history* » (Kraal - entretien 6 octobre 2014). Les dirigeants de Kraal expliquent le développement de leurs activités par une recrudescence de l’intérêt général envers l’histoire des Afrikaners. Le « *De la Rey phenomena* »⁷³ aurait stimulé le désir d’apprentissage de l’histoire, principalement chez les plus jeunes qui étaient auparavant apathiques. Cependant, les livres ne se limitent pas à diffuser et célébrer l’histoire des Afrikaners comme cela a été mentionné par les

⁷³ Voir le chapitre 5 pour l’explication du phénomène de la chanson ‘De la Rey’ de Bok van Blerk.

interlocuteurs. Les thèmes abordés s'inscrivent dans la logique de la reconstruction historique sur des bases positives, où les membres de la communauté sont cadrés comme les premiers combattants pour la liberté et la démocratie. Par conséquent, les thèmes touchent principalement la lutte contre l'impérialisme britannique et la quête de liberté des Afrikaners par rapport à la domination. Des livres sont consacrés aux héros de la Guerre anglo-boer comme Paul Kruger, ancien président de la République du Transvaal et certains commémorent les souffrances des femmes et des enfants afrikaners dans les camps de concentration britanniques. Le Grand Trek et la rébellion afrikaner de 1914-1915 (la grève des travailleurs miniers – voir le chapitre 3 au sujet de la *Rand Revolt*, importante dans l'histoire de la MWU) sont les autres événements historiques célébrés par les ouvrages de Kraal.

Pour faire contrepoids à l'image négative, les dirigeants de Kraal soulignent que

in our rich history, there's many good leaders that played a huge role. You have also to tell these stories. We have to bring this to the front to bring self-respect and self-confidence, not to be a community destroyed by guilt. It will be in the benefit of all the country if Afrikaners have self-confidence, we can make a better contribution if we have confidence. For a community to survive, you have to have self-respect. Verwoerd is treated as a bad person, in school. But Afrikaners were also freedom fighters against British imperialism. De la Rey was the first trenchers, which brought a new meaning to guerilla warfare. Paul Kruger was also internationally respected (Kraal – entretien 6 octobre 2014).

D'après un des intervenants, la recrudescence de l'intérêt historique, serait un contexte favorable à l'émergence d'une nouvelle ère dans l'histoire des Afrikaners (Afriforum – entretien 6 octobre 2014), basé sur des référents historiques différents que ceux liés à l'apartheid. Outre la diffusion de l'histoire, les thèmes touchés par les ouvrages visent aussi à diffuser les idées du SoMo. Parmi ces ouvrages, certains traitent de l'histoire d'Orania et de son modèle d'autodétermination en passant par des réflexions critiques sur la transition démocratique et la place des Afrikaners dans l'ère post-apartheid. Cependant, les intervenants se défendent de faire de la propagande. Les publications de Kraal diffusent seulement des informations sur les aspects moins connus de

l'histoire (Kraal – entretien 6 octobre 2014), malgré que les activités de Kraal permettent aussi au SoMo de diffuser les idées de leurs campagnes contre l'AA et les *farm attacks*.

Parmi ces ouvrages, *le livre Affirmative Tears* (2013), écrit par le secrétaire général de Solidarity, présente d'abord les effets négatifs des politiques d'AA, pour ensuite aborder comment les négociations entre l'ANC et le NP ne prévoyaient pas de telles mesures de discrimination. Les actions du gouvernement sont présentées comme une trahison de l'entente de 1994. Ce raisonnement ouvre la porte à la nécessité de renégociation d'un nouveau contrat démocratique. Ensuite, *Land of Sorrow* (2011) est un exercice qui vise à répertorier les crimes perpétrés à l'encontre des fermiers sud-africains. Le livre dresse un portrait exhaustif de ces attaques (dates, lieux et descriptions des crimes). L'ouvrage de nouveau réalisé par le secrétaire général de Solidarity, conjointement avec Chris van Zyl, directeur de TAU SA, a pour objectif affiché de stimuler le dialogue au niveau national pour que l'enjeu devienne une priorité, de mobiliser l'opinion publique sur les *farm attacks* et ainsi, exercer une pression sur le gouvernement pour trouver des solutions radicales. Outre ces objectifs pragmatiques, *Land of Sorrow* est un hommage au grand-père du secrétaire général de Solidarity qui est décédé dans une telle attaque. La diffusion de l'histoire et de l'*Afrikaner way of life* ne saurait être complète sans la célébration de la culture afrikaner de manière générale et la réflexion critique sur le passé de la communauté.

3.3 Créer une nouvelle FAK : la reconstruction d'un pilier du nationalisme afrikaner

La FAK a été créée en 1929. Contrairement à la croyance populaire, la fédération est une création de la *Suid Afrikaanse Akademie*, organisation créée en 1909 dont les objectifs premiers étaient la standardisation de l'afrikaans et le soutien à l'émergence de la littérature et de l'art. La

FAK est cependant devenue quelques années plus tard, le représentant public de l'ABB dont le statut était gardé secret jusque dans les années 1970. La FAK offrait l'opportunité aux officiels de l'ABB d'implanter les politiques élaborées en secret et de se libérer de la mise en place des politiques culturelles de routine (O'Meara 1977 : 169). À l'époque, les activités de l'organisation étaient diverses : propager la littérature et l'art afrikaner, transmettre les valeurs chrétiennes et lutter contre la pauvreté. La fédération comptait alors parmi ses membres environ 300 associations dont des conseils paroissiaux, des associations étudiantes, de jeunes et de femmes, différentes organisations culturelles et de charité locale ainsi que des groupes d'enseignants de tous les niveaux et des centres de recherches scientifiques. Bref, la FAK était le principal organe de transmission de l'idéologie nationaliste vers la population. C'est pourquoi elle est souvent présentée comme un des piliers du nationalisme afrikaner et du régime de l'apartheid (les deux autres étant l'ABB et le NP).

Avec la transition démocratique, une importante onde de choc a traversé la FAK. Un des dirigeants de l'organisation a mentionné à ce sujet que

in the 90s, especially after 1994 and after the collapse of the NP, all the organizations that was linked to the party in a certain sense collapsed. Also the FAK was in a deep crisis. Before 1994, the FAK received financial support from the government. It put us in an enormous crisis. We decided not to let the institution going to the ground (FAK – entretien 7 octobre 2014).

Dans la foulée de ces événements, le *Group of 63* a été créé en mai 2000. Ce regroupement d'intellectuels autant de la droite traditionnelle que de la gauche afrikaner avait comme objectif d'identifier une voie consensuelle concernant l'avenir des Afrikaners en Afrique du Sud (FAK – entretien 7 octobre 2014). L'exercice a échoué en laissant place à une seconde initiative. À la fin des années 1990, un groupe de réflexion d'universitaires afrikaners a été créé. Ce groupe de réflexion, appelée *Fragmente*, réunissait un nombre plus restreint d'individus. Comme le soutient le président de la FAK et fondateur de *Fragmente*

eventually the most important people got implicated in Fragmente. The objective was to create a critic on apartheid and on nationalism. No to deny it but to search for a logic and an identity logic beyond the nationalist idiom. How to link up with our own identity and to create preconditions for the new identity based on democratic principles. We are continuing within the FAK with this project. These people that during the 90s were in charge of the FAK, they were linked with the NP. This way, we created a new FAK (FAK – entretien 7 octobre 2014).

La fédération s'est donc imposée comme un pôle de réflexion élitiste concernant la restructuration de l'identité afrikaner et l'orientation d'un mouvement visant la restructuration de l'afrikanerité. D'après l'intervenant, le concept du *selfstander recht* (autosuffisance) proviendrait des réflexions de *Fragmente* et du *Group of 63* (FAK – entretien 7 octobre 2014).

La fédération a donc été un acteur central de la restructuration idéologique du nouvel activisme afrikaner. Son approche vise à conserver une continuité avec le passé tout en s'adaptant aux nouvelles réalités. Le président mentionne que

our approach is based on the idea that history is the interplay between continuity and differences. We came to the point where we had to decide if we continue with the old institutions. We came with the idea that we should keep some continuity with the past but at the same time, we should recreate these institutions. For the FAK there's a continuity. We want to create the preconditions for afrikaans literature and music to flourish. We want to keep that role intact but we want to go away with the nationalist basis of the FAK that was created in 1929. We are using a new framework to underpin our new political project (FAK – entretien 7 octobre 2014).

La rupture de la FAK (et des autres institutions du SoMo qui existent depuis plusieurs décennies) est faite avec la vision nationaliste raciste de l'époque de l'apartheid. L'organisation a donc développé une importante critique du mouvement nationaliste de l'époque, mais les réflexions ne seraient pas encore terminées (FAK – entretien 7 octobre 2014) (la plupart de ces réflexions ont été exposées au chapitre 4).

En plus d'offrir un cadre de réflexion pour soutenir l'idéologie du SoMo, la FAK développe quelques projets culturels. Ces projets sont plus précisément, la publication de deux volumes de chansons traditionnelles, l'organisation de commémorations d'évènements historiques (le 175^e anniversaire du Grand Trek par exemple) et la reconnaissance d'acteurs qui

ont favorisé le développement et la diffusion de la culture afrikaner. De plus, des livres qui exposent les idées de l'organisation sont publiés par Kraal Publications. Outre ces activités, la FAK entretient un réseau de 23 organisations de différents types : des associations professionnelles (enseignants, avocats, comptables), une organisation pour la jeunesse, des associations culturelles locales, un regroupement d'organisations de femmes afrikaners, des musées et centres de préservation du patrimoine historique et le mouvement Orania (voir chapitre 1). Parmi les 23 organisations, on compte 4 organisations du SoMo (Helping Hand, Maroela Media, Solidarity, Afriforum). La taille du réseau des organisations afrikaners soutenu par la FAK est l'ombre de ce qu'il était lorsque le mouvement nationaliste était à son plus fort. Des individus peuvent aussi devenir membre à titre individuel. La clientèle qui est ciblée est celle de l'élite afrikaner. D'après un intervenant, des liens seraient aussi établis entre des organisations similaires aux Pays-Bas, en Belgique et en Namibie (FAK – entretien 18 mars 2014).

L'intégration de la FAK au SoMo est une entreprise délicate étant donné le rôle central de la fédération pendant l'apartheid et sa proximité avec le NP. Un des hauts dirigeants de Solidarity mentionne à ce sujet que

what make the transition easier, is that the current executive was the executive of the Helping Hand and the leader of the Voortrekkers [l'organisation scouts afrikaners]. The FAK is still a bit further away. They have their own personality. We have an agreement with them. They have their own research institute (van Wyk Louw institute), they produce books but our agreement is that their books must be published by Kraal (Solidarity – entretien 9 octobre 2014).

Malgré que la FAK milite pour l'autonomie culturelle des Afrikaners, l'orientation de ses activités diffère grandement de celles des institutions du SoMo. L'autonomie culturelle est priorisée, mais les fonctions de la fédération sont très différentes des autres institutions du mouvement. Le SoMo est ancré dans le développement de communautés locales autosuffisantes et le mouvement est issu de la classe moyenne afrikaner tandis que la FAK est un *think tank*

élitiste qui ne doit pas entrer en compétition avec l'articulation de l'idéologie par les autres élites du mouvement. Le modèle de la niche d'autosuffisance s'applique donc difficilement à la FAK.

4. Conclusion : la survie ethnique, entre continuité (raciste) et futur

Nous avons démontré que le SoMo est engagé dans la préservation de la survie ethnique par l'institutionnalisation de niches d'autosuffisance. Ce réseau d'organisations de la société civile a été érigé pour que la communauté afrikaner du SoMo puisse s'adapter aux effets négatifs de la transition politique étant donné que les canaux juridiques nationaux et internationaux n'ont offert que peu de résultats en matière de protection des droits collectifs. Ces institutions ont comme objectifs généraux de mobiliser la population (surtout les Afrikaners et parfois, des individus hors de l'appartenance à l'afrikanerité) aux causes du SoMo, d'aider les communautés locales et les individus à devenir autosuffisants malgré un environnement politique qu'ils estiment défavorable à leurs intérêts socioéconomiques et culturels ainsi qu'à diffuser la nouvelle afrikanerité. Nous avons aussi montré que ces niches d'autosuffisance sont développées dans l'esprit de l'ancien *volksbeweging*, le mouvement des organisations sociales afrikaners de l'époque de l'âge d'or du nationalisme. Les organisations directement héritées de cette période ont été restructurées pour s'adapter au mythe sur l'autosuffisance. Les nouvelles institutions ont quant à elles émergé d'un vide institutionnel, laissé par les anciennes organisations nationalistes, car la plupart d'entre elles ont soit disparu ou sont maintenant des entreprises « comme les autres » dans la nouvelle Afrique du Sud, dénuées de toute propension identitaire.

L'analyse des institutions du SoMo a mis en lumière la récurrence de l'utilisation de la catégorie raciale comme élément structurant les actions. Non seulement le terme « *white* » a été fréquemment utilisé pour définir les Afrikaners, mais des affirmations teintées de racisme sont

multiples. Parmi ces affirmations, la sensibilisation des jeunes afrikaners aux injustices du passé est décriée par Akademia et Afriforum, Maroela Media qui promeut la nostalgie du régime de l'apartheid. Dans cette interprétation, les Noirs sont présentés comme des porteurs de problèmes qui n'ont aucune fierté, car ils n'auraient pas de volonté de protéger leur langue maternelle par Afriforum et Akademia. De plus, Afriforum ne dénonce pas les pratiques hitlériennes ou les présumés enseignements créationnistes et l'apologie de l'apartheid dans certaines écoles primaires, mais défend plutôt ces institutions. Enfin, les entretiens ont clairement fait ressortir que l'inclusion raciale des institutions n'est qu'instrumentale, pour préserver une façade non raciste. Nos analyses soutiennent que le SoMo est structuré par les mêmes logiques que le mouvement nationaliste afrikaner d'autrefois : l'ethnicité, la race et le statut socioéconomique.

Conclusion

Qu'est-ce que la restructuration de l'activisme afrikaner post-apartheid nous apprend?

Flyvberg considère qu'il est difficile et même indésirable de synthétiser les interprétations d'une étude de cas en résultats. Pour l'auteur, « *the case story is itself the result* » dont l'objectif « *is to allow the study to be different things to different people* » (Flyvberg 2006 : 238, 241). Malgré les mises en garde de l'auteur, nous avons identifié non pas des résultats, mais certains éléments qui nous semblent centraux pour répondre à nos questions de départ qui étaient les suivantes : comment pouvons-nous expliquer le renouvellement de l'activisme afrikaner dans la « nouvelle » Afrique du Sud ? Comment sont définis les nouveaux attributs de la catégorie de l'afrikanerité ? Comment les élites ethnopolitiques restructurent-elles leurs stratégies pour assurer la pérennité de la catégorie dans l'Afrique du Sud post-apartheid ? Qu'est-ce que la résurgence d'une afrikanerité renouvelée nous apprend sur l'état de la cohésion sociale en Afrique du Sud et sur la mobilisation ethnolinguistique en général ? Notre hypothèse principale était que la restructuration du nouvel activisme s'effectue dans la continuité avec le nationalisme afrikaner, plus précisément, dans la lignée du mouvement conservateur qui avait toujours préconisé l'autodétermination des communautés par l'entremise d'organisations de la société civile, tout en maintenant une distance avec l'État et en priorisant l'afrikanerité au-delà des autres catégories

identitaires.

Notre démonstration empirique a mis l'accent sur trois processus de restructuration du mouvement identitaire du SoMo : l'adaptation de l'idéologie de l'activisme ethnique et la restructuration des stratégies politiques et institutionnelles. Nous avons montré que les entrepreneurs ethnopolitiques du SoMo ont redéfini les attributs de la catégorie de l'afrikanerité. Par l'entremise d'un mythe sur l'autosuffisance, ces élites exposent ce qui est perçu comme les caractéristiques authentiques de la catégorie, soit un élan naturel vers l'autonomisation communautaire, et tentent aussi de « reprogrammer » l'identité des individus sur des bases démocratiques. Non seulement, les entrepreneurs cadrent de nouveaux attributs, mais ils réinterprètent le passé de l'apartheid comme une anomalie historique et présentent le gouvernement de l'ANC comme hostile et incompetent, ce qui leur donne une légitimité à leurs actions. Sur la base de cette restructuration idéologique, les entrepreneurs du SoMo appuient leur action politique sur une catégorie identitaire, héritée des négociations entre le NP et l'ANC, soit celle des minorités. En se définissant comme une minorité raciale et ethnique discriminée, les entrepreneurs exploitent les opportunités offertes par les conditions de la nouvelle Afrique du Sud.

En effet, des articles constitutionnels et des institutions qui ont été créés pour protéger la diversité culturelle sud-africaine sont invoqués. Ils le sont pour s'opposer à des lois visant à réduire les inégalités socioéconomiques héritées du passé. En réaction à ce qui est perçu comme une menace à la survie des Afrikaners, les entrepreneurs cadrent les initiatives gouvernementales comme de la discrimination injuste, non seulement envers les membres de la catégorie, mais aussi des autres minorités raciales et ethniques. Cette stratégie politique se joue à deux niveaux : au plan international au sein d'instances des Nations unies en matière de protection des droits des minorités, et national, en intentant des poursuites judiciaires et en tentant de mobiliser l'opinion

publique. Enfin, nous avons démontré qu'un réseau d'organisations à caractère ethnique visant à assurer la reproduction de l'ethnicité au quotidien a vu le jour. Ces niches d'autosuffisance ont été créées ou restructurées pour qu'elles remplissent les fonctions autrefois occupées par les organisations nationalistes qui se sont détournées de l'activisme ethnique et pour qu'elles se substituent à celles de l'État.

Nous avons synthétisé nos réponses à nos questions de recherche en trois catégories, soit nos contributions empiriques, théoriques et méthodologiques. D'abord, notre thèse répond à des lacunes empiriques concernant l'émergence d'un nouvel activisme afrikaner. De plus, nous contribuons à approfondir les héritages de la transition démocratique en émettant des réflexions concernant l'état de la cohésion sociale, après un peu plus de vingt ans de démocratie. Ensuite, nos contributions théoriques se situent à deux niveaux. Premièrement, notre cas soulève la question de la linéarité du phénomène nationaliste soutenue par les auteurs classiques des études sur la nation et le nationalisme. Ensuite, nous soulignons qu'il est primordial de prendre en compte les divisions intra-catégories comme moteur du changement et pour comprendre l'adaptation des phénomènes identitaires à de nouveaux contextes. Enfin, notre étude de cas contribue à établir des proximités avec des cas qui présentent des similitudes. Nous avons établi des liens préliminaires avec le cas des minorités russophones, principalement dans les pays baltes comme voie féconde de comparaison avec le cas des Afrikaners. Nous ouvrons aussi la voie à l'étude des Afrikaners en Afrique australe, spécifiquement en Namibie.

1. Contributions empiriques : selfstanderpolitiek, rejet des arrangements constitutionnels et persistance des frontières identitaires héritées du passé

Nous avons identifié des caractéristiques centrales de l'activisme afrikaner post-apartheid qui contribuent aux connaissances empiriques non seulement sur le mouvement, mais aussi à nos connaissances sur l'état de la cohésion sociale en Afrique du Sud. D'abord, nous avons montré que l'objectif de l'autodétermination territoriale a été abandonné par les activistes afrikaners, notamment en raison des discordes concernant le niveau d'inclusion et l'emplacement géographique (étant donné que les Afrikaners sont répartis sur l'ensemble du territoire sud-africain). Par conséquent, le principe d'autodétermination s'est articulé autrement au sein du SoMo : plutôt que de demander aux individus de s'établir sur un territoire, les institutions du réseau ethnique vont vers eux, pour assurer l'autonomie des communautés afrikaners par rapport à l'État sud-africain. En orientant le discours et les actions vers le *selfstanderpolitiek* ou la politique de l'autosuffisance, les entrepreneurs poursuivent dans la voie de leurs prédécesseurs du Nord où les organisations de la société civile étaient perçues comme les piliers de l'autonomie des communautés.

À cette époque, l'autonomie était interprétée comme étant de nature culturelle par les élites du Nord, c'est-à-dire que les organisations extra-parlementaires dans la région devaient se consacrer à ce qui permettait d'assurer la pérennité de l'afrikanerité (principalement, la promotion de la langue et de l'*Afrikaner way of life*). Bien que les nationalistes extra-parlementaires se montraient réticents au *partypolitiek*, le fait que le NP ait pris le pouvoir en 1948 a permis à ces organisations de la société civile de se consacrer à leurs activités. En outre, la domination politique a permis de réaliser l'objectif ultime de la nation, soit celui de l'émancipation de tout pouvoir étranger par le contrôle de l'État. Avec la perte de la domination qu'a entraînée la transition démocratique, la poursuite de l'autonomie culturelle était insuffisante

pour protéger les intérêts des Afrikaners et assurer leur survie dans le nouveau contexte. Malgré l'objectif de la préservation de l'afrikaans dans les premières phases d'émergence du nouvel activisme afrikaner, les entrepreneurs de Solidarity se sont dirigés vers d'autres avenues. Celles-ci ont débuté par un processus de redéfinition des attributs de l'afrikanerité étroitement lié au mythe sur l'autosuffisance. Nous avons montré que les entrepreneurs ethnopolitiques exposent ce qui est perçu comme étant les caractéristiques authentiques de la catégorie identitaire, soit un élan naturel vers l'autonomisation communautaire. Ils souhaitent aussi « reprogrammer » l'identité des individus sur des bases démocratiques.

C'est sur la base du *selfstanderpolitiek* que le SoMo constitue une innovation par rapport au mouvement nationaliste extra-parlementaire du Nord : tout en maintenant une distance avec la politique partisane, le mouvement doit à la fois préserver la culture afrikaner, mais aussi se transformer en un organe politique et de coordination qui vise à « créer un État au sein d'un État ». Le SoMo ne pouvait donc se maintenir seulement dans le domaine de l'autonomie culturelle, mais devait étendre ses activités au-delà, pour remplir les fonctions autrefois occupées par les piliers du nationalisme afrikaner (c'est-à-dire le NP, l'ABB, NasPers et les églises, surtout la NGK). Cette orientation vers l'autosuffisance est non seulement le produit d'une continuité historique, car les mêmes référents sont reproduits par les élites, mais elle est intrinsèquement liée aux conditions de la « nouvelle » Afrique du Sud. Il en est ainsi, car durant l'apartheid, il n'était pas nécessaire pour les organisations ethniques de s'orienter vers ces avenues ; l'État étant le garant de l'autodétermination.

Notre thèse a aussi mis en lumière un autre élément important lié aux conditions post-apartheid, soit le rejet par les entrepreneurs ethnopolitiques du SoMo des arrangements issus de la transition démocratique. Il existe une ligne de fracture concernant les arrangements constitutionnels issus de la transition. Nous avons montré qu'un des principaux problèmes

identifiés par Solidarity est celui de la conception du principe d'égalité. En effet, l'article 9 de la constitution sud-africaine est porteur d'une double interprétation de ce concept : il suggère que des mesures peuvent être prises pour redresser des inégalités héritées du passé, tout en spécifiant l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Bien que dans l'Afrique du Sud post-apartheid, l'égalité soit garantie par la citoyenneté, les entrepreneurs du SoMo y voient un droit variable selon l'appartenance raciale. Pour ces derniers, les mesures de redressement limitent les droits des minorités raciales. Par conséquent, le processus de démocratisation serait un échec parce qu'il est non seulement porteur de nouvelles formes de discrimination, mais aussi que le modèle majoritaire ne serait pas adapté aux réalités africaines, c'est-à-dire aux sociétés fortement divisées. Nous avons vu que les élites du SoMo croient que l'importation d'un modèle étranger, soit celui de « la démocratie de type britannique », ne représente pas la « vraie » démocratie. La « vraie » démocratie serait plutôt celle qui donne des protections aux minorités, pour qu'elles puissent se prémunir de la tyrannie de la majorité, et qui garantit l'autosuffisance des communautés. Par ce discours, les entrepreneurs délégitiment la transition démocratique à laquelle ils étaient, pour la plupart, déjà opposés à l'époque étant donné leur allégeance à la droite afrikaner.

Malgré une idéologie anti-système, le *selfstanderpolitiek* est marqué par une tension entre le rejet de l'État et sa critique ainsi que par la nécessité de son implication pour protéger les droits des minorités. Comme exemple de cette dualité, les élites du SoMo soutiennent que l'implication du gouvernement est insuffisante au niveau de la protection des droits des minorités, surtout pour l'enjeu des *farm murders*. C'est notamment pourquoi le SoMo a créé un réseau d'organisations qui se substitue aux institutions gouvernementales. Cependant, les entrepreneurs font tout de même pression sur le gouvernement national pour qu'il agisse dans certains dossiers. Dans la période de l'âge d'or du nationalisme, la même particularité était présente au Nord, région où les

élites se méfiaient de l'ingérence partisane dans les affaires culturelles des communautés locales. Cependant, elles ont tout de même soutenu le régime centralisateur de l'apartheid, car elles en tiraient des bénéfices. Étant donné la configuration constitutionnelle de la « nouvelle » Afrique du Sud et la perception que le système serait contre leurs intérêts, l'autodétermination par l'autosuffisance est la stratégie la plus appropriée selon les entrepreneurs ethnopolitiques qui, néanmoins, en exploitent les opportunités.

À la fois en réaction à ce contexte et en continuité avec le schéma cognitif de l'afrikanerité, nous avons observé que les frontières de la catégorie ethnique sont appréhendées de manière étanche par les activistes du SoMo. Ces derniers les définissent par des critères exclusifs basés sur une croyance envers l'authenticité afrikaner. Par conséquent, ces frontières sont autant imperméables à l'ouverture à des membres hors de l'afrikanerité qu'à la rhétorique de la nation arc-en-ciel et à la réconciliation nationale. Le discours du SoMo et celui d'autres organisations afrikaners contestent donc le message diffusé par le gouvernement. Le contre discours des activistes du SoMo soutient que l'Afrique du Sud post-apartheid est un environnement hostile à l'égard des minorités et spécifiquement pour les Afrikaners. Nous avons montré que cette image de la nation sud-africaine est aussi projetée à l'international où l'ANC est présenté comme faisant tout en son pouvoir pour imposer son hégémonie à l'ensemble de la société et exclure tous les « non-Noirs » comme membres légitimes de la nation. Par conséquent, l'ANC violerait systématiquement leurs droits pour éliminer les obstructions politiques à son pouvoir hégémonique.

Nous avons aussi démontré que les entrepreneurs entretiennent une image d'ouverture envers les autres minorités raciales, comme les Coloureds et les Indiens, en défendant leurs intérêts qui convergeraient avec ceux des Afrikaners en raison de la discrimination raciale. Les activistes prétendent même défendre l'ensemble des Sud-Africains contre l'incompétence

gouvernementale. Nous soutenons que les entrepreneurs ethnopolitiques mobilisent ces registres dans une perspective instrumentaliste. Dans notre analyse, l'ouverture est utilisée pour atteindre l'objectif politique de rééquilibrer le rapport de force politique en faveur des minorités. Au sujet de la cooptation de catégories identitaires, la littérature sur le nationalisme afrikaner nous a appris que les nationalistes avaient autrefois entretenus des alliances ponctuelles avec certains acteurs en fonction des enjeux, mais tout en prenant bien garde de conserver les frontières ethniques et raciales étanches. Dans les cas les plus importants, nous notons celui des liens entre la mouvance de la droite et l'IFP ou entre les leaders traditionnels des bantoustans et le régime de l'apartheid. Dans un contexte de démocratie multiraciale, les entrepreneurs n'ont d'autres choix que de tenter de ratisser plus large pour donner une plus grande légitimité à leurs actions.

Outre la volonté de rééquilibrer le rapport de force, l'image de l'ouverture a été clairement spécifiée comme un moyen pour éviter que le SoMo se fasse accoler l'étiquette de raciste. Malgré une prudence de la part des intervenants, la nostalgie du passé et les caractéristiques négatives attribuées aux Noirs ont fait surface dans les entrevues (notamment leur présumé manque de volonté pour préserver leur culture et leur responsabilité par rapport à l'instabilité). Le SoMo est donc marqué par un racisme « couvert » qui s'effectue hors des canaux officiels. De même, l'amertume envers les Sud-Africains de descendance britannique existe toujours et elle est même mobilisée pour célébrer l'héroïsme des commandos boers et dénoncer les injustices du passé qui se transposeraient au contexte d'aujourd'hui, avec la domination de l'ANC. Ces réticences à l'ouverture et la continuité des lignes de fracture externes à l'afrikanerité nous montrent que la catégorie raciale est toujours importante pour comprendre l'activisme post-apartheid, mais que tout comme les conservateurs au sein du mouvement nationaliste passé, l'ethnicité est prioritaire.

2. Contributions théoriques : la « mort du nationalisme » et les divisions intra-catégories comme moteur du changement

Notre étude de cas porte sur la renaissance d'un nouvel activisme ethnique issue d'une transition démocratique. Cette renaissance s'est effectuée sur un phénomène « de mort d'un mouvement nationaliste ». Nous avons démontré le consensus de la littérature sur le mouvement post-apartheid concernant cette observation. Cependant, la plupart de ces auteurs soutiennent que loin d'être complètement disparues, les forces du puissant mouvement nationaliste allaient donner naissance à autre chose (Grobbelar 1998, Kriel 2010, Alsheh et Elliker 2015). Notre étude de cas nous amène à interroger la temporalité du nationalisme. Les deux principaux courants des études sur la nation et le nationalisme, le modernisme et l'ethnosymbolisme sont en débat sur cet enjeu. La littérature moderniste sur la nation et le nationalisme a traité de l'émergence de ces deux phénomènes d'une manière linéaire, mais non déterministe. Nous entendons par linéaire le fait que la littérature s'est penchée sur l'analyse des facteurs favorisant l'émergence d'un mouvement nationaliste. Parmi les auteurs les plus importants, Gellner (1983) mentionnait que les nationalistes ont créé la nation lors du passage à la modernité. L'État devait alors assurer l'homogénéisation de la nation pour remplir les besoins des sociétés industrialisées.

Un second modèle qui expose bien les analyses du chemin de la nation et du nationalisme est celui de Hroch (1985) qui propose un processus en différentes phases. Une première phase, celle de la découverte des attributs culturels par des archéologues ethniques (phase A), précède la suivante, celle de la mobilisation d'activistes politiques (phase B) qui peut amener à la mobilisation de masse (phase C). Les analyses sont linéaires, mais non déterministes dans le sens où les mouvements nationalistes peuvent échouer dans leur tentative de prendre le pouvoir. De même, la littérature sur le mouvement nationaliste afrikaner a montré son émergence par des facteurs matériels (O'Meara 1983) ou idéologiques (Moodie 1975) dans le contexte de la

consolidation de l'État sud-africain moderne. Smith (1986), le plus important auteur ethnosymboliste, soutient que les nations modernes sont formées par une ethnie dominante qui a annexé d'autres communautés ethniques au sein de l'État. Cet auteur expose aussi différentes voies vers la nationalité centrée sur la verticalité ou l'horizontalité des ethnies.

Cette littérature classique ne s'est pas attardée sur les cas de « mort du nationalisme ». Pour reprendre le modèle de Hroch, nous pourrions caractériser le cas de l'activisme afrikaner post-apartheid comme « un retour à une quasi-phase B », car l'objectif de créer un mouvement nationaliste de masse ne fait pas partie des aspirations actuelles des élites du SoMo. Cette disparition d'un mouvement nationaliste implique la prise en compte de certains éléments théoriques. D'abord, si le nationalisme crée la nation pour les modernistes, la disparition d'un mouvement nationaliste tuerait la nation. Ce que notre étude de cas nous montre est que la perte de la domination de l'État ne signifie pas la disparition de manifestations identitaires sur les bases de l'ancien mouvement nationaliste, mais plutôt l'émergence de nouvelles formes de mobilisation contingentes et la redéfinition des attributs d'une catégorie qui était déjà institutionnalisée. Les élites adaptent leurs objectifs et leurs organisations au contexte dans lequel elles évoluent. Cette constatation a deux implications. La première est que la perspective brubakerienne qui soutient que l'identité (raciale, ethnique ou nationale) est un phénomène contingent et varie en fonction des contextes nous permet de mieux comprendre les dynamiques identitaires contrairement à la réification sociale des théories modernistes et ethnosymboliques.

La deuxième implication est qu'étant donné que la temporalité est surestimée dans les débats des auteurs classiques (Özkirimli 2000), la modification des coalitions au sein de la même catégorie, en fonction des contextes est peu prise en compte. Nous avons démontré que non seulement l'adaptation s'effectue par des chocs exogènes comme la transition démocratique, mais que les divisions intra-catégoriques nous permettent de comprendre les nouvelles formes de

mobilisations identitaires. En d'autres mots, expliquer la déchéance du nationalisme afrikaner seulement par la transition démocratique ne nous permet pas de comprendre le nouvel activisme afrikaner dans sa complexité. Nous avons montré que le mouvement post-apartheid est issu d'une fracture entre les élites (et au sein de la population) qui avaient des visions différentes sur les manières dont l'autodétermination afrikaner devait être conservée et sur le rôle de l'État en la matière. Bien que les tensions entre le Nord et le Sud étaient présentes depuis longtemps, la conjoncture critique du *broedertwis* a fracturé le mouvement nationaliste en deux branches distinctes : une conservatrice (formée par des hardliners du régime) et une autre, plus modérée.

Ces types de divisions sont un facteur qui est souvent sous-estimé dans les analyses notamment en raison de la réification sociale qui fait en sorte que les nations ou les groupes ethniques sont vus comme des entités homogènes et comme des acteurs (Brubaker 2004, Caspersen 2008 : 240). L'accent sur les chocs exogènes et l'adaptation des institutions aux asymétries de pouvoir est aussi central dans les explications de l'institutionnalisme historique (Pierson 1994, Thelen 2004). Notre étude de cas nous amène à ajouter à cette perspective que le changement institutionnel est aussi provoqué par les asymétries intra-catégories face auxquelles les institutions doivent s'adapter. Dans notre cas, bien que le choc exogène de la transition démocratique soit central pour expliquer la mort du nationalisme afrikaner, car elle a signifié la perte de la domination politique, l'adaptation des institutions au *broedertwis* a permis d'institutionnaliser la branche conservatrice avec son rejet des réformes et de la transition. La transition démocratique a donc tué une des branches du mouvement nationaliste, celle responsable des concessions faites à l'ANC et a dirigé celle conservatrice vers la voie de la redynamisation

3. Contributions méthodologiques : validité externe et ouverture de la comparaison

Notre étude de cas a été effectuée dans la perspective de s'interroger sur un ensemble de phénomènes politiques plus généraux et d'ouvrir la voie à la comparaison du cas afrikaner à d'autres. Le critère de comparaison est l'existence d'une minorité ethnique qui dominait autrefois le pouvoir politique et qui le perd suite à une transition démocratique. Le premier cas pertinent de ce point de vue est celui des minorités russophones dans les anciennes républiques soviétiques. Des auteurs se sont penchés sur la question de l'intégration de ces minorités, surtout dans les pays baltes et encore plus spécifiquement dans le cas de l'Estonie où tout comme en Afrique du Sud, plusieurs pensaient que la transition allait mener à la violence ethnique (Park 1994 : 69). Parmi ces études, nous notons celle de Laitin (1998) sur les stratégies linguistiques des individus issus des minorités, qui avaient tendance à favoriser l'apprentissage d'une langue qui leur offre le plus d'opportunités économiques. C'est lorsque les individus coordonnent leurs choix linguistiques que nous pouvons voir un *tipping point* vers l'assimilation.

Outre cette hypothèse, Laitin souligne deux éléments que nous appréhendons comme étant similaires avec la situation des Afrikaners et les minorités russophones de l'Estonie. Tout d'abord, la catégorie russophone est marquée par une image négative héritée de la colonisation par l'URSS des territoires annexés. Suite à la transition, les Russophones étaient vus comme des « individus sans pays, mais aussi comme des colonisateurs » (Laitin 1998 : 265-266). La seconde similitude est qu'à la suite de la transition, malgré un niveau de *groupness* faible⁷⁴ (selon les mots de Brubaker et non celui de Laitin), des organisations luttèrent entre elles pour représenter les Russophones, sans se coordonner (Laitin 1998 : 275). Sans que la littérature soit très développée à ce sujet, elle mentionne tout de même un mouvement russe qui devait faire face à une crise

⁷⁴ Il est à noter qu'après la transition, le niveau de *groupness* était variable selon les anciennes républiques soviétiques. Par exemple, la catégorie russophone est plus significative au Kazakhstan et en Ukraine. En Crimée, Laitin parlait à cette époque de l'existence d'importantes forces nationalistes qui militaient pour le regroupement social des Russes « qui reflète l'idée russe » (Laitin 1998 : 290).

d'adaptation après la transition entre 1991 et 1993 (Park 1994 : 69). Ce même auteur soutenait que

« The 1991-93 phase can be best described as an adaptation crisis for the Russian movement. The Russian-speaking political forces in Estonia were trying during that period to grapple with the loss of their status as peculiar representatives of the distant but powerful 'centre' of the USSR » (Park 1994 : 80).

L'auteur souligne certains éléments d'une grande importance pour notre ouverture à la comparaison. D'abord, de nouvelles organisations russophones postcommunistes auraient alimenté ce qui est appelé le « mouvement russe ». Ce mouvement était formé à l'époque par des organisations politiques telles que des syndicats, des conseils municipaux (surtout ceux des villes ayant une grande concentration de Russophones) et des médias.

Ces organisations, bien qu'elles avaient peu d'appui au sein de leurs propres communautés, étaient formées par des activistes russophones ou des *hardliners* qui souhaitaient même obtenir un statut d'autonomie pour certaines villes à majorité russe (Park 1994 : 80-81). Certaines régions de l'Estonie sont marquées par un sentiment nationaliste plus fort, surtout au Nord où les Russophones constituent la majorité, où la connaissance de la langue estonienne est faible et « *where the former Soviet mentality is more common* » (Kirch et Kirch 1995 : 48). Cette littérature montre qu'à la suite de la transition, des activistes *hardliners* et leurs organisations, issus de régions où « persiste la mentalité soviétique », se sont organisés dans l'objectif de protéger leurs intérêts. Ces données nous amènent à proposer l'hypothèse que la transition démocratique ait engendré l'émergence d'un nouvel activisme ethnique formé par les *hardliners* ou ceux qui rejettent la transition démocratique et leur intégration à la société estonienne.

Malgré que des auteurs soutiennent que les Russophones souhaitaient s'intégrer à leurs nouvelles sociétés, des tensions concernant l'histoire nationale persistent. Par exemple, le *Bronze Soldier Crisis* illustre bien ce propos. En 2007, des affrontements ont éclaté entre Estoniens et

Russophones à Tallin lorsqu'un monument à la mémoire des soldats soviétiques morts au combat pendant la Deuxième Guerre mondiale a été déplacé. Ce monument représente du côté russophone de l'histoire de l'Estonie, la libération du pays de l'emprise du fascisme par l'URSS (Baltic Times 2007) tandis que pour le gouvernement estonien et pour la majorité de la population, le monument est plutôt un rappel de la domination soviétique. Tout comme les symboles liés à l'apartheid, ceux liés à la trajectoire historique de la domination de l'URSS sont aussi un enjeu controversé. Malgré les problèmes liés à l'interprétation de la trajectoire historique du pays, des mesures de protection des minorités ethniques ont été intégrées à la Constitution comme le droit de recevoir des services publics dans la langue de son choix, le droit à l'autonomie gouvernementale et culturelle (Kirch et Kirch 1995 : 46). Comme dans le cas sud-africain, ces protections peuvent engendrer des opportunités de mobilisation.

Enfin, une voie pour approfondir notre compréhension de la restructuration de mouvement identitaire minoritaire à la suite d'une transition démocratique qui n'a pas été touchée par la littérature est celle de l'Afrique australe. Nous ne savons à peu près rien des minorités blanches et afrikaners dans la région après la chute du régime de l'apartheid. Dans la région, la Namibie nous semble être la piste de recherche la plus pertinente non seulement parce que le territoire du Sud-Ouest africain a gagné son indépendance en 1990 des suites des réformes du régime de l'apartheid, mais surtout parce que la catégorie de l'afrikanerité y existe avec plusieurs des attributs similaires. Parmi ceux-ci nous notons le partage de la même langue maternelle et le mythe des *Voortrekkers* en quête de liberté s'y applique aussi. Ceux qu'on appelle les *Dorsland Trekkers* qui ont peuplé une partie du territoire namibien sont en fait une fraction des *Voortrekkers* qui ont continué leur chemin jusqu'au sud de l'Angola pour s'y établir, en traversant ce que nous connaissons aujourd'hui comme le Botswana.

Malgré la quasi-colonisation de la Namibie au début du 20^e siècle, le gouvernement sud-africain a financé un rapatriement de masse des *Dorsland Trekkers* entre 1928 et 1929 pour qu'ils s'établissent sur des terres de l'est du pays pour y construire des fermes d'élevage. Au sujet de ces fermes, Sylvain (2001 : 718) mentionne que

the political dynamics that have continued on the Afrikaner farms well after Namibia achieved independence from South African rule in 1990 [...] [s]pecifically, [...] illustrates the extent to which the Afrikaner farms remain semiautonomous, self-contained political communities, governed in accord with the Afrikaners' paternalistic attitudes toward their 'Bushmen' workers.

L'auteure met en lumière à la fois le paternalisme qui continue de marquer les relations entre les fermiers afrikaners et leurs travailleurs (le mot *Bushmens* est un terme péjoratif pour définir ce que nous avons entendu comme les Coloureds dans notre thèse), mais surtout le fonctionnement semi-autonome des communautés. Ces données semblent montrer que malgré la transition démocratique, leur organisation politique et sociale a très peu changé.

4. La nation arc-en-ciel après vingt ans de démocratie

L'Afrique du Sud a été marquée ces dernières années par une succession de protestations populaires et de scandales au sein de l'ANC. Ces événements ont comme trame de fond les questions d'inégalités socioéconomiques persistantes entre les catégories raciales et les pratiques clientélistes qui marquent le manque de leadership gouvernemental (Butler 2005). Parmi ces protestations figurent celles vécues en 2016 par plusieurs universités sud-africaines à travers la crise qui est communément connue sous le nom de « FeesMustFall », au moment de la rédaction de ces lignes. Les premières manifestations étudiantes avaient éclaté à l'automne 2015 lorsque le gouvernement avait annoncé une augmentation de 10 à 12 % des frais de scolarité. Après plusieurs jours de manifestations et de perturbations sur les campus qui avaient amené les médias

sud-africains à souligner la similitude avec le soulèvement de Soweto en 1976, le président Zuma avait annoncé un gel des frais pour l'année 2016. Cependant, une nouvelle annonce d'une augmentation des frais à l'automne 2016 déclenche de nouveau la colère des étudiants.

Les crises du « FeesMustFall » ne concernent pas seulement l'augmentation des frais de scolarité, mais s'insèrent dans le contexte de la persistance des inégalités en fonction de la catégorie raciale. Avant la première crise des frais de scolarité, une campagne appelée « RhodesMustFall » (l'appellation de cette première campagne a inspiré les subséquentes soit FeesMustFall à l'automne 2015 et 2016 et ZumaMustFall en décembre 2015). Ces protestations étudiantes visaient à dénoncer le maintien du « *white privilege* », la prédominance de l'afrikaans comme langue d'enseignement universitaire et la persistance des symboles liés au colonialisme (comme la statue de Cecil Rhodes sur le campus de l'Université de Cape Town) ou de l'apartheid sur les campus. Ces protestations ont dégénéré à certains endroits en affrontements violents entre étudiants noirs et blancs, comme la mêlée générale lors d'un match de rugby universitaire en février 2016, à l'Université de l'État libre. Outre cet affrontement, des membres des ailes jeunesse d'Afriforum et de l'EFF se sont affrontés lors de manifestations sur le campus de l'Université de Pretoria pour préserver l'afrikaans comme langue dominante d'enseignement (manifestations qui avaient été appuyées par un groupuscule de l'extrême droite afrikaner, comme nous l'avons mentionné en introduction).

Nous pouvons affirmer en observant l'actualité sud-africaine que la réconciliation de ce que Mandela appelait « la nation arc-en-ciel » est loin d'être atteinte. Les inégalités socioéconomiques et l'exclusion qu'elles provoquent sont un des plus grands obstacles à la cohésion de la société sud-africaine. Un peu plus de vingt ans après la transition démocratique, ceux qu'on appelle les « *born free* » (les jeunes qui sont soit nés après 1994 ou qui étaient très jeune à l'époque) protestent, non pas pour la chute d'un régime raciste comme à l'époque de leurs

parents, mais pour l'atteinte d'une société plus égalitaire. Mais comme nous l'avons montré dans notre thèse, l'égalité est un concept qui a une définition politique variable en fonction des interprétations, informées par les mythes sur la trajectoire historique de sa catégorie identitaire d'appartenance et l'orientation idéologique des acteurs. Les premiers qui se sentent menacés par la perspective d'une plus grande égalité et la disparition du « *white privilege* » sont souvent les premiers à scander que le régime de l'apartheid est terminé depuis plus de vingt ans. « *Just move on* ».

Annexe 1 – Récapitulatif des entretiens et des rencontres

18 février 2014 – Freedom Front Plus (Pretoria) – General Manager

20 février 2014 – Prof. Peter Vale (University of Johannesburg, Joahnnesburg)

28 février 2014 – Freedom Front + (Pretoria) – Parliament spokesperson

14 mars 2014 – Afriforum (Pretoria) – Deputy CEO

18 mars 2014 – FAK (Pretoria) – Operational Manager

5 avril 2014 – Freedom Front + (Cape Town) – FF+ Candidate – élections de 2014

7 avril 2014 – De Klerk Foundation (Cape Town) –Chairmain of the Board of Trustees et former Chief of Staff to FW De Klerk

8 avril 2014 – Boikot NasPers (Cape Town) – Director

10 avril 2014 – Solidarity (Pretoria) – Secretary General

10 avril 2014 – Solidarity Centre for Fair Labour Practices (Pretoria) – General Manager

13 avril 2014 – First Nation Staters (Pretoria)

18 avril 2014 – City of Orania (Northern Cape) – Conseillers municipaux

24 avril 2014 – Institute for Race Relations (Joahnnesburg) – Head of Centre ofr Risk Analysis

6 octobre 2014 – Kraal Publications (Pretoria) – Deputy CEO Afriforum, Kraal Boards of Director

6 octobre 2014 – Afriforum (Pretoria) – CEO, Kraal Boards of Director

7 octobre 2014 – FAK (Pretoria) – Chairperson

8 octobre 2014 – Prof. Dunbar Moodie (Wits University, Johannesburg)

9 octobre 2014 – Solidarity (Pretoria) – Secretary General

14 octobre 2014 – Sol-Tech (Pretoria) – Managing Director

15 octobre 2014 – Akademia (Pretoria) – General Manager

16 octobre 2014 – Solidarity (Pretoria) – CEO

16 octobre 2014 – Solidarity Helping Hand (Pretoria) – Deputy CEO et Regional Coordinator,
Gauteng North

21 octobre 2014 – Prof. Elirea Bornman (UNISA, Pretoria)

22 octobre 2014 – Maroela Media (Pretoria) – General Manager

24 octobre 2014 – Social Cohesion Branch, Department of Arts and Culture – Deputy Director

27 octobre 2014 – Afrikaner Bond (Johannesburg) – Secretary General

4 novembre 2014 – Prof. Albert Grundlingh (University of Stellenbosch, Stellenbosch)

7 novembre 2014 – Danelle van Zyl Hermann (PhD Candidate - University of Cambridge, Cape
Town)

Bibliographie

- Adam, Heribert et Hermann Giliomee. 1979. *Ethnic Power Mobilized : can South Africa Change ?* New Haven, Londres : Yale University Press.
- African National Congress. 2012. *African National Congress Constitution*. En ligne <http://www.anc.org.za/show.php?id=10177> (page consultée le 11 novembre 2016).
- _____. 2011 [1955]. *The Freedom Charter*. En ligne. <http://www.anc.org.za/show.php?id=720> (page consultée le 4 décembre 2013).
- Afriforum. 2016. *Afriforum Tests Water Quality Nationwide*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/blue-green-drop-project/> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2016a. *Wandel met Waardigheid* (Marchez avec dignité). En ligne. <https://www.afriforum.co.za/wandel-met-waardigheid/> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2015. *Hou God in Skole* (Gardez Dieu dans les écoles). En ligne. <https://www.afriforum.co.za/hou-god-skole/> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2015a. *#Lesufimoetval*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/red-afrikaanse-skole/> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2015b. *National Month of Protest against Farm Murders*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/stop-the-murder/> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2014. *Stop the Murders – Action 2014. A Five Point Plan against Farm Murders*. (feuillelet d'informations).
- _____. 2014a. *National Study on Farm Murders*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/stop-the-murder2/> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2013-2014. *Afriforum 911*. En ligne. <https://www.afriforum911.co.za> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2013-2014a. *Afriforum Leierskamp*. En ligne. <http://afriforumjeug.co.za/gebeure/> (page consultée le 7 février 2016).
- _____. 2006. *Civil Rights Charter*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/wp-content/uploads/Charter.pdf> (page consultée le 14 janvier 2016).
- Alsheh, Yehonatan et Florian Elliker. 2015. « The Art of Becoming a Minority: Afrikaner Re-Politicisation and Afrikaans Political Ethnicity ». *African Studies* 74 (no3) : 1–20.
- Andolina, Robert, Nina Laurie et Sarah A. Radcliffe. 2009. *Indigenous Development in the Andes. Culture, Power and Transnationalism*. Durham, Londres : Duke University Press.
- Bailey, Alana. 2014. *Preventing and Addressing Violence and Atrocities Targeted against Minorities*. Afriforum (rapport - 7^e Forum sur les questions relatives aux minorités des Nations unies).
- Baltic Times. 2007. *Tallin Erupts in Deadly Riot, Bronze Soldier Removed*. En ligne. <http://www.baltictimes.com/news/articles/17774/> (page consultée le 17 septembre 2016).
- Barth, Fredrik. 1969. *Ethnic Groups and Boundaries : the Social Organization of Culture Difference*. Boston : Little Brown.
- Blaser, Thomas et Christi van der Westhuizen. 2012. « Introduction : the Paradox of Post-Apartheid “Afrikaner” Identity: Deployments of Ethnicity and Neo-Liberalism ». *African Studies* 71 (no3) : 380–390.
- Blaser, Thomas. 2012. « “I Don’t Know What I Am” : the End of Afrikaner Nationalism in Post-Apartheid South Africa ». *Transformation* 80 : 1–21.
- _____. 2004. « A New South African Imaginery: Nation-Building and Afrikaners in Post-

- Apartheid South Africa ». *South African Historical Journal* 51 (no1) : 179–198.
- Bloomberg, Charles. 1989. *Christian Nationalism and the Rise of the Afrikaner Broederbond in South Africa, 1918-1948*. Saul Dubow (dir.). Bloomington : Indiana University Press.
- Boersema, Jacob. R. 2012. « Between Recognition and Resentment: an Afrikaner Trade Union's Brand of Post-Nationalism ». *African Studies* 71 (no3) : 408–425.
- Bornman, Elirea. 2006. « National Symbols and Nation-building in the Post-Apartheid South Africa ». *International Journal of Intercultural Relations* 30 (no3) : 383–399.
- Brubaker, Rogers. 2004. *Ethnicity Without Groups*. Cambridge, Londres : Harvard University Press.
- _____. 2002. « Ethnicity without Groups ». *European Journal of Sociology* 43 (no2) : 163-189.
- Butler, Anthony. 2015. « How Democratic is the African National Congress ? ». *Journal of Southern African Studies* 31 (no4) : 719-736.
- Caspersen, Nina. 2008. « Intragroup Divisions in Ethnic Conflicts : from Popular Grievances to Power Struggles ». *Nationalism and Ethnic Politics* 14 (no2) : 239-265.
- Cauthen, Bruce. 2004. « Covenant and Continuity : Ethno-Symbolism and the Myth of Divine Election ». *Nations and Nationalism* 10 (no1/2) : 19-33.
- _____. 2000 [1997]. « The Myth of Divine Election and Afrikaner Ethnogenesis ». Dans, John Hutchinson et Anthony D. Smith (dir.). *Nationalism. Critical Concepts in Political Science*. Londres, New York : Routledge : 1000-1024
- Cheskin, Ammon. 2013. « Exploring Russian-Speaking Identity from Below : the Case of Latvia ». *Journal of Baltic Studies* 44 (no3) : 287-312.
- Collier, Ruth Berrins et David Collier. 1991. *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement and Regime Dynamics in Latin America*. Princeton : Princeton University Press.
- Cronje, Frans. 2014. « Affirmative Action is Killing Babies and Must be Scrapped ». *Institute for Race Relations*.
- Crouzel, Ivan. 2000. « La "Renaissance africaine" : un discours sud-africain ? ». *Politique africaine* 77 (mars) : 171–182.
- Darbon, Dominique (dir). 1999. *L'après- Mandela. Enjeux sud-africains et régionaux*. Paris : Karthala.
- _____. 1995. « The Purple Shall Govern ! Réflexions critiques sur l'identité ethnique à travers quelques-unes de ses significations et enjeux sud-africains ». Dans Dominique Darbon (dir). *Ethnicité et nation en Afrique du Sud. Imageries identitaires et enjeux sociaux*. Paris : Karthala.
- Darracq, Vincent. 2010. « Un nationalisme à géométrie variable dans l'Afrique du Sud post-apartheid ». *Critique internationale* 3 (no48) : 161-181
- Davies, Rebecca. 2012. « Afrikaner Capital Elites, Neo-Liberalism and Economic Transformation in Post-Apartheid South Africa ». *African Studies* 71 (no3) : 391–407.
- _____. 2009. *Afrikaners in the New South Africa. Identity Politics in a Globalized Economy*. Londres : I.B. Tauris.
- _____. 2007. « Rebuilding the Future or Revisiting the Past ? Post-Apartheid Afrikaner Politics ». *Review of African Political Economy* 34 (no112) : 353–370.
- Della Porta, Donatella et Sidney G. Tarrow (dir). 2005. *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, Boulder, New York, Toronto, Oxford : Rowman & Littlefield.
- Dembinska, Magdalena. 2012. « (Re)framing Identity Claims: European and State Institutions as Opportunity Windows for a Group Reinforcement ». *Nations and Nationalism* 18 (no3) :

- 417–438.
- Du Plessis, E.P. 1964. *'n Volk Staen Op: Die Eonomiese Volkskongress En Daarna* (Une nation se tient debout : la suite du congrès économique du peuple). Cape Town: Human and Rousseau.
- Du Plessis, L. J. 1951. *Letters of a Farmer*. (publication privée).
- Du Toit, Andre et Hermann Giliomee. 1983. *Afrikaner Political Thought. Analysis and Document, 1780-1850*. Berkeley, Los Angeles, Londres : University of California Press.
- Dubow, Saul. 1989. *Racial Segregation and the Origins of Apartheid in South Africa, 1919-36*. Londres : Macmillan ; St Antony's College Oxford.
- _____. 1992. « Afrikaner Nationalism, Apartheid and the Conceptualization of "Race" ». *Journal of African History* 33 (no2) : 209–237.
- Duvenhage, Andre et Jaap Steyn (dir). 2010. *Die Afrikaner op pad na 2020 – Scenario Perspektiewe*. (rapport - Afrikaner Burgerlike Netwerk).
- Evans, Geoffroy. 1998. « Ethnic Schism and the Consolidation of Post-Communist Democracies ». *Communist and Post-Communist Studies* 31 (no1) : 57-74.
- Eysenck, H.J. 1976. *Case studies in Behaviour Therapy*. Londres : Routledge.
- Fin24. *Solidarity Needs R10m for AA cases*. 2014. 19 mars 2014. En ligne. <http://www.fin24.com/Economy/Solidarity-needs-R10m-for-AA-cases-20140319> (page consultée le 10 août 2015).
- Flyvberg, Bent. 2006. « Five Misunderstandings about Case-Study Research ». *Qualitative Inquiry* 2 (no2) : 219-245.
- Fourie, Andre. 2014. *FF Plus submissions to UN HRC Forum on Minority Issues. Dealing with marginalisation of Afrikaans, Farm Murders, Land Redistribution and Racial Discrimination*. Transvaal Agricultural Union of South Africa (rapport - 7^e Forum sur les questions relatives aux minorités des Nations unies).
- Gamson, William A. 1992. *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Gellner, Ernest. 1983. *Nations and Nationalism*. Ithaca: Cornell University Press.
- Gerring, John. 2004. « What is a Case Study and What is it Good for ? ». *American Political Science Review* 98 (no2) : 341-354.
- Giliomee, Hermann. 2003. *The Afrikaners. Biography of a People*. 2e édition. Cape Town, Afrique du Sud : Tafelberg.
- _____. 1992. « "Broedertwis" : Intra-Afrikaner Conflicts in the Transition from Apartheid ». *African Affairs* 91 (no364) : 339-364.
- Grobbelaar, Janis, Bekker, Simon et Robert Evans. 1989. *Vir Volk en Vaderland: a Guide to the White Right*. Durban : Indicator Project South Africa/ Centre for Social and Development Studies, University of Natal.
- Grobbelaar, Janis. 1998. « Afrikaner Nationalism: the End of a Dream ? ». *Social Identities* 4 (no3) : 385–398.
- Hall, Peter A. et Rosemary C. R. Taylor. 1996. « Political Science and the Three New Institutionalisms ». *Political Studies* XLIV : 936-957.
- Hermann, Dirk. 2014. *The Fifth Phase of Solidarity – Bigger, Better and Stronger*. Solidariteit Beweging.
- _____. 2013. *Affirmative Tears. Why Representivity does not Equal Equality*. Pretoria : Kraal Uitgewers.
- Hermet, Guy. 1996. *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*. Paris : Éditions du Seuil.
- Hexham, Irving. 1981. *The Irony of Apartheid: the Struggle for National Independence of Afrikaner Calvinism against British Imperialism*. New York, Toronto : The Edwin Mellen

- Press.
- Hofmeyr, Isabel. 1987. « Building a Nation from Words : Afrikaans Language, Literature and Ethnic Identity, 1902-1924 ». Dans Shula Marks et Stanley Trapido (dir). *The Politics of Race, Class and Nationalism in Twentieth Century South Africa*. Londres, New York : Longman Group : 95-123.
- Horowitz, Donald. 1991. *A Democratic South Africa ? Constitutional Engineering in a Divided Society*. Berkeley : University of California Press.
- Hroch, Miroslav. 1985. *Social Preconditions of National Revival in Europe : a Comparative Analysis of Social Composition of Patriotic Groups among the Small European Nations*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hugo, Pierre. 1998. « The Politics of Untruth: Afrikaner Academics for Apartheid ». *Politikon* 25 (no1) : 31–55.
- Hutchinson, John. 2005. *Nations as Zones of Conflict*. Londres, Thousands Oaks, New Delhi : SAGE Publications.
- _____. 2000. « Ethnicity and Modern Nations ». *Ethnic and Racial Studies* 23 (no4) : 651-669.
- Immergut, Ellen M. 2006. « Historical-Institutionalism in Political Science and the Problem of Change ». Dans Andreas Wimmer et Reinhart Kössler (dir). *Understanding Change: Models, Methodologies, and Metaphors*. New York : Palgrave Macmillan : 237-259.
- Katznelson, Ira. 2003. « Periodization and Preferences : Reflections on Purposive Action in Comparative Historical Social Science ». Dans James Mahoney et Dietrich Rueschmeyer, (dir). *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*. Princeton : Princeton University Press : 270-301.
- _____. 1997. « Structure and Configuration in Comparative Politics ». Dans Mark Irving Lichbach et Alan S. Zuckerman (dir). *Comparative Politics: Rationality, Culture, and Structure*. New York : Cambridge University Press : 81-112.
- Keck, Margaret E. et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca, New York : Cornell University Press.
- Kirch, Marika et Aksel Kirch. 1995. « Ethnic Relations : Estonians and non-Estonians ». *Nationalities Papers* 23 (no1) : 43-59.
- Korts, Külliki. 2009. « Inter-Ethnic Attitudes and Contacts between Ethnic Groups in Estonia ». *Journal of Baltic Studies* 40 (no1) : 121-137.
- Kriel, Kallie. 2014. « The Two Sides of SA's Tertiary Transformation Coin ». *City Press*, 13 août. En ligne. <http://www.news24.com/Archives/City-Press/The-two-sides-of-SAs-tertiary-transformation-coin-20150429> (page consultée le 11 novembre 2016).
- _____. 2012. *South African Government is Stripping Minorities of their Minority Rights*. Afriforum (rapport - Forum sur les questions relatives aux minorités des Nations unies).
- _____. 2006. *The Revival of Racial Classification in Post-Apartheid South Africa*. Afriforum (rapport).
- Kriel, Mariana. 2013. *Loose Continuity: the Post-Apartheid Afrikaans Language Movement in Historical Perspective*. Thèse de doctorat. The London School of Economics and Political Science, University of London.
- _____. 2012. « A New Generation of Gustav Prellers ? The Fragmente/FAK/Vrye Afrikaan Movement, 1998-2008 ». *African Studies* 71 (no3) : 426–445.
- _____. 2010. « Culture and Power: The Rise of Afrikaner Nationalism Revisited ». *Nations and Nationalism* 16 (no3) : 402–422.
- _____. 2006. « Fools, Philologists and Philosophers: Afrikaans and the Politics of Cultural Nationalism ». *Politikon* 33 (no1) : 45–70.

- Krog, Antjie. 2000. *Down to my Last Skin*. New York : Random House.
- Laitin, David D. 1998. *Identity in Formation : the Russian-Speaking Populations in the Near Abroad*. Ithaca : Cornell University Press.
- Le May, G.H.L. 1995. *The Afrikaners: an Historical Interpretation*. Oxford : Blackwell Publishers.
- Levi, Margaret. 1997. « A Model, a Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis ». Dans Mark Lichbach et Alan S. Zuckerman (dir). *Comparative Politics: Rationality, Culture, and Structure*. New York : Cambridge University Press : 19-41.
- Mandela, Nelson. 2013 [1994]. *Long Walk to Freedom*. Londres : Abacus.
- _____. 1993. « South Africa's Future Foreign Policy ». *Foreign Affairs* 72 (no5) : 86-97.
- March, James G. et Johan P. Olsen. 1989. *Rediscovering Institutions : the Organizational Basis of Politics*. New York : MacMillan Press.
- Martin, Denis-Constant. 2015. « Le général ne répond pas... Chanson, clip et incertitudes : les jeunes Afrikaners dans la “nouvelle” Afrique du Sud ». *L'Homme* 215-216 : 197-232.
- Marx, Anthony W. 1998. *Making Race and Nation : a Comparison of South Africa, the United States, and Brazil*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Marx, Christoph. 2010. « From Trusteeship to Self-Determination : L.J. du Plessis' Thinking on Apartheid and his Conflict with H.F. Verwoerd ». *Journal of the Historical Association of South Africa* 55 (no2) : 50-75.
- Mataboge, Mmanaledi. 2014. « Most SA Citizens Satisfied with Social Cohesion except Whites, Coloureds ». *Mail and Guardian Online*, 24 septembre 2014. En ligne. <http://mg.co.za/article/2014-09-24-survey-most-citizens-are-proudly-south-african/> (page consultée le 8 janvier 2015).
- Mattes, Robert B. 2002. « South Africa: Democracy without the People? ». *Journal of Democracy* 13 (no1) : 22-36.
- McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge : Cambridge University Press.
- McAdam, Doug. 1982 [1999]. *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*. 2^e édition. Chicago, Londres : University of Chicago Press.
- Merritt, Martha. 2000. « A Geopolitics of Identity : Drawing the line between Russia and Estonia ». *Nationalities Paper* 28 (no2) : 243-262.
- Moodie, Dunbar T. 2014. « “Cyril's eyes lit up”. Roelf Meyer, Francois Venter, the Afrikaner Broederbond and the Decision to Abandon “Groups rights” in favour of a “regstaat” (constitutional state). (article non publié) : 1-23.
- _____. 1975. *The Rise of Afrikanerdom: Power, Apartheid and the Afrikaner Civil Religion*. Berkeley : University of California Press.
- Munger, Edwin S. 1967. *Afrikaner and African Nationalism. South African Parallels and Parameters*. Oxford : Oxford University Press.
- Munro, William A. 1995. « Revisiting Tradition, Reconstructing Identity ? Afrikaner Nationalism and Political Transition in South Africa ». *Politikon* 22 (no2) : 5-33.
- News24. 2015. « Solidariteit Helpende Hand – die moderne Reddingsdaad-bond om Afrikaner-armoede te beveg » (Solidarity Helping Hand – le Reddingsdaad bond moderne dans la lutte contre la pauvreté afrikaner). 1^{er} octobre, En ligne. <http://www.news24.com/SouthAfrica/Local/South-Coast-Fever/Solidariteit-Helpende-Hand-die-moderne-Reddingsdaad-bond-om-Afrikaner-armoede-te-beveg-20150930> (page consultée le 25 février 2016).

- Nolutshungu, Sam C. 1971. « Issues of the Afrikaner “Enlightenment” ». *African Affairs* 70 (no278) : 23-36.
- North, Douglas. 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge : Cambridge University Press.
- O’Meara, Dan. 1996. *Forty Lost Years. The Apartheid State and the Politics of the National Party, 1948-1994*. Ravan Press : Ohio University Press.
- _____. 1983. *Volkskapitalisme. Class, Capital and Ideology in the Development of Afrikaner Nationalism, 1934-1948*. Berkeley : University of California Press.
- _____. 1977. « The Afrikaner Broederbond 1927-1948 : Class Vanguard of Afrikaner Nationalism ». *Journal of Southern African Studies* 3 (no2) : 156-186.
- Özkirimli, Umut. 2000. *Theories of Nationalism; a Critical Introduction*. 2^e édition. New York : St. Martin’s Press.
- Park, Andrus. 1994. « Ethnicity and Independence : the Case of Estonia in Comparative Perspective ». *Europe-Asia Studies* 46 (no1) : 69-87.
- Pather, Ra’eesa. 2016. « Right-Wing Radicals Back Pretoria University Protests ». *Mail & Guardian*, 11 mars. En ligne. <http://mg.co.za/article/2016-03-10-right-wing-radicals-back-pretoria-university-protests> (page consultée le 10 septembre 2016).
- Pienaar, E.C. 1943. *Die Triomf van Afrikaans* (Le triomphe de l’afrikaans). Cape Town : Nasionale Pers.
- Pierson, Paul. 2000. « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics ». *American Political Science Review* 94 (no2) : 251-267.
- _____. 2004. *Politics in Time. History, Institutions and Social Analysis*. Princeton, Oxford : Princeton University Press.
- _____. 1994. *Dismantling the Welfare State*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Prinsloo, Esmarie. 2015. *Zuma Guilty of Incitement of Ethnic Conflict*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/zuma-guilty-incitement-ethnic-conflict/> (page consultée le 28 août 2015).
- _____. 2013. *Afriforum at UN in Geneva re Minority Rights*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/afriforum-un-geneva-re-minority-rights/> (page consultée le 11 août 2015).
- _____. 2013a. *Afriforum Elliot Starts Neighbourhood and Farm Watches*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/afriforum-elliott-starts-neighbourhood-farm-watches/> (page consultée le 8 février 2016).
- Reddingsdaadbond. 1944. *Die RDB Handleiding vir Takesture en-Organiseerdes* (Le guide d’organisation du RDB). Johannesburg : Voortrekker Pers.
- Renders, L. 2011. « And the Greatest is... N.P. van Wyk Louw ». Dans Albert Grundlingh et Siegfried Huigen (dir). *Reshaping Remembrance. Critical Essays on Afrikaans Places of Memory*. Amsterdam : Rozenburg Publishers : 147-154
- République d’Afrique du Sud. 2003. *Address of by President of South Africa, Thabo Mbeki, to the Parliament of the Republic of Uganda, Kampala, 13 December 2005*. En ligne. <http://www.dfa.gov.za/docs/speeches/2005/mbek1213a.htm> (page consultée le 25 juin 2014).
- _____. 2003a. *Broad-Based Black Economic Empowerment Act*. No.53.
- _____. 1998. *Statement of Deputy President Thabo Mbeki at the Opening of the Debate in the National Assembly, on Reconciliation and Nation Building, National Assembly Cape Town, 29 May 1998*. En ligne. <http://www.dfa.gov.za/docs/speeches/1998/mbek0529.htm> (page consultée le 4 août 2015).

- _____. 1998a. *Employment Equity Act*. Act No.55.
- _____. 1996. *Constitution of the Republic of South Africa*. No.108.
- Roets, Ernest. 2015. *Farm Murders: the Most Severe Form of Discrimination Imaginable*. En ligne. <https://www.afriforum.co.za/farm-murders-severe-form-discrimination-imaginable/> (page consultée le 11 août 2015).
- _____. 2015a. « DIRCO guns for Afriforum at UN. Afriforum Submits a Complaint of Discrimination against the South African Government at the United Nations ». *PoliticsWeb*, 3 mars. En ligne. <http://www.politicsweb.co.za/opinion/dirco-guns-for-afriforum-at-un--ernst-roets> (page consultée le 11 novembre 2016).
- _____. 2013. *How Long Still ? The Reality of Farm Murders in South Africa. A Report to the United Nations' Forum for Minority Affairs, 26-27 november 2013*. (rapport – Forum sur les questions relatives aux minorités des Nations unies).
- Smith, Anthony D. 2000. « The “Sacred” Dimension of Nationalism ». *Journal of International Studies* 29 (no3) : 791–814.
- _____. 1999. *Myths and Memories of the Nation*. Oxford : Oxford University Press.
- _____. 2003. *Chosen Peoples*. Oxford : Oxford University Press.
- _____. 1991. *National Identity*. Reno : University of Nevada Press.
- _____. 1986. *Ethnic Origins of Nations*. Oxford : Blackwell.
- Solidarity Centre for Fair Labour Practices. 2015. *Constructing a Future Based on Race : “Racial Representitivity” through Affirmative Action and Broad-Based Black Economic Empowerment in South Africa*. En ligne. <https://solidariteit.co.za/wp-content/uploads/2015/05/Solidariteit-VN-Skaduverslag-Mei-2015.pdf> (page consultée le 24 août 2015).
- Solidarity. 2015. *Big Breakthrough in Solidarity's Affirmative Action Campaign at UN*. En ligne. <https://solidariteit.co.za/en/big-breakthrough-in-solidaritys-affirmative-action-campaign-at-un/> (page consultée le 24 août 2015).
- _____. 2015a. *Who are We*. En ligne. <https://solidariteit.co.za/en/who-are-we/> (page consultée le 30 janvier 2016).
- _____. 2015 b. *Solidarity Presents Draft Report of Complaint to be Brought Before the UN against SA Government*. En ligne. <https://solidariteit.co.za/en/solidarity-presents-draft-report-of-complaint-to-be-brought-before-the-un-against-sa-government/> (page consultée le 24 août 2015).
- _____. 2014. *Solidarity Pays its Last Respects to the Late Arrie Paulus*. En ligne. <https://solidariteit.co.za/en/solidarity-pays-its-last-respects-to-the-late-arrie-paulus/> (page consultée le 15 janvier 2016).
- _____. 2014a. *Solidarity will intensify Renate Barnard's Fight against Racial Ideology*. En ligne. <https://solidariteit.co.za/en/solidarity-will-intensify-renate-barnards-fight-against-racial-ideology-2/> (page consultée le 11 août 2014).
- South African Broadcasting Corporation. 2015. *Solidarity takes Correctional Services to Court*. En ligne. <http://www.sabc.co.za/news/a/33d8388048b52dfe9c04bf1447fc6207/Solidarityundefinedta kesundefinedCorrectionalundefinedServicesundefinedtoundefinedcourt-20151106> (page consultée le 10 août 2015).
- Southern, Neil. 2012. « The Political Future of Afrikaans: the Viewpoints of an Ethnic Party ». *Politikon* 39 (no3) : 353–369.
- Sparks, Allister. 2003. *Beyond the Miracle. Inside the New South Africa*. Chicago : University of Chicago Press.

- Statistics South Africa. 2011. *Census 2011 in Brief*. En ligne. http://www.statssa.gov.za/census/census_2011/census_products/Census_2011_Census_in_brief.pdf (page consultée le 13 novembre 2016).
- Steinberg, Jonny. 2005a. « Assessing the future of rural policing : the impact of closing the commandos ». *South African Crime Quarterly* 13 : 1-5.
- _____. 2005. « After the Commandos : the Future of Rural Policing in South Africa » *ISS Monograph Series* 120 : 1-62
- Sylvain, Renee. 2001. « Bushmen, Boers and Baasskap : Patriarchy and Paternalism on Afrikaner Farms in the Omaheke Region, Namibia ». *Journal of Southern African Studies* 27 (no4) : 717-737.
- Tarrow, Sidney. 1998. *Power in Movement : Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Thamm, Marianne. 2014. « Religion in schools: Watershed case to ensure teaching and not preaching ». *Daily Maverick*, 3 septembre. En ligne. <http://www.dailymaverick.co.za/article/2014-09-03-religion-in-schools-watershed-case-to-ensure-teaching-and-not-preaching/#.Vrivz1Iyd-8> (page consultée le 8 février 2016).
- Thelen, Kathleen. 2004. *How Institutions Evolve : the Political Economy of Skills in Germany, Britain the United States and Japan*. Cambridge : Cambridge University Press.
- _____. 1999. « Historical Institutionalism in Comparative Politics ». *Annual Review of Political Science* 2 : 369-404
- Treurgrond. 2015. (film). En ligne. <https://www.youtube.com/watch?v=Yo7sQXxXVLC> (page consultée le 8 février 2016).
- Van Blerk, Bok. 2006. *De La Rey*. Pretoria, Mozi Records (1 CD : MZCD01).
- Van de Graaf, Henk. 2014. *United Nations Human Rights Council on Forum on Minority Issues*. En ligne. <http://www.tlu.co.za/index.php/en/42-english/latest-news/467-tau-sa-makes-presentation-to-un-forum-on-farm-murders.html> (page consultée le 13 novembre 2016).
- Van der Waal, Kees C.S. et Steven Robins. 2011. « “De la Rey” and the Revival of “Boer Heritage” : Nostalgia in the Post-apartheid Afrikaner Culture Industry ». *Journal of Southern African Studies* 37 (no4) : 763-779.
- Van Jaarsveld, F.A. 1964. *Afrikaner's Interpretation of South African History*. Cape Town: Simodium Publishers.
- Van Rooyen, Johann. 1994. *Hard Right. The New White Power in South Africa*. Londres, New York : I.B. Tauris.
- Van Zyl-Hermann, Danelle. 2014. « Baas or Klass ? Afrikaner Working-Class Responses to Transformation in South Africa, ca. 1977-2002 ». *International Labor and Working-Class History* 86 : 142-158.
- Van Zyl, Chris et Dirk Hermann (dir). 2011. *Land of Sorrow. 20 Years of Farm Attacks in South Africa*. Pretoria : Kraal Uitgewers.
- Visser, Wessel. 2006. « From MWU to Solidarity – a Trade Union Reinventing Itself ». *South African Journal of Labour Relations* 30 (no2) : 19-41
- Weber, Max. 1985 [1964]. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Presses Pocket.
- Welsh, David. 1996. « Ethnicity in Sub-Saharan Africa ». *International Affairs* 72 (no3) : 477-491.
- Wesi, Tsholofelo. 2015. « EFF to occupy ABSA ». *The Guardian*, 12 avril. En ligne. <http://citizen.co.za/894369/eff-occupy-absa/> (page consultée le 7 juin 2016).
- Wilkins, Ivor et Hans Strydom. 1978. *Super-Afrikaners : inside the Afrikaner Broederbond*. Cape Town : Jonathan Ball Publishers.

Yashar, Deborah J. 2007. « Resistance and Identity Politics in an Age of Globalization ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 610 (no1) : 160-181.